

L'affaire traduit les nouvelles tensions qui se développent au sein du régime. Celui-ci fêtera en septembre prochain le dixième anniversaire de la révolution mais n'a pas pour autant réussi, tant s'en faut, à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire.

Selon l'agence Reuters, des unités de l'armée seraient passées dans les rangs adverses, principalement ceux de la milice chiite Amal. Soldats de l'armée libanaise et miliciens des forces gauchistes fraternisaient ce mardi matin dans les rues de Beyrouth-ouest, et ont formé quelques patrouilles conjointes.

M. Amine Gemayel est aujourd'hui au chef d'Etat sans Etat. Privé de son gouvernement, démissionnaire, retranché dans son palais de Baabda, d'où il ne régnait plus ces derniers mois que sur une partie du Liban syrien, il a été contraint de faire passer son symbole — ou la fiction — de la charge présidentielle qui est encore la sienne. Il est contesté virtuellement par toutes les communautés et les formations politiques, qui exigent sa démission ; il est délaissé par la majorité de l'instrument de la réunification du pays — a été gagnée par la gangrène. Au moins un tiers de ses effectifs aurait rejoint les rangs de la rébellion, et de nombreux soldats, mêlés aux miliciens chiïtes de la banlieue de Beyrouth, ont rejoint le 14 septembre, à l'appel de la PLO, les rangs du lundi, la plupart des positions stratégiques à Beyrouth. Les com-

bais qui s'y sont déroulés ont été les plus intenses que la capitale ait connus depuis le début de la guerre civile, en 1975-1976.

L'épreuve de force a vraisemblablement atteint le point de non-retour. L'opposition part décidée, cette fois-ci, à se battre jusqu'à la dernière limite. Il est évident qu'il y a de compromis, militaire ou politique, avec ce dictateur sanguinaire (...), avec ce type à abattre », proclame féroceMENT M. Walid Jumblatt, l'un des trois membres du triumvirat qui dirige le Front de salut national. Mais la détermination de la quasi-totalité des formations, et les personnalités de l'opposition, chrétienne ou musulmane, s'est renforcée cette semaine par le ralliement du mouvement chiïte Amal de M. Nabih Berri. Ce

Deux des astronautes de Challenger, Bruce McCandless et Robert Stewart, ont quitté mardi 7 février à 14 h 10 (heure de Paris), la navette spatiale américaine pour faire une promenade dans l'espace grâce à un dispositif qu'ils expérimentaient pour la première fois. Les deux hommes, revêtus de scaphandres pressurisés, demeurèrent toute la journée à l'extérieur de la navette à 10 mètres de celle-ci. McCandless s'est rendu presque aussitôt à l'endroit où était enfermé son « faucon spatial », dont il a rapidement vérifié le fonctionnement avant d'entreprendre une courte promenade.

à l'arrestation de dix-huit opposants, dont quatre officiers supérieurs, accusés, entre autres griefs, d'« espionnage au profit d'une puissance impérialiste ».

l'agitation a repris à Addis-Abeba. Des tracts appelant au retour à la démocratie et au rétablissement des libertés ont été distribués par les membres d'un réseau clandestin. Celui-ci serait en relation avec les Éthiopiens exilés aux États-Unis, dont l'hostilité aux options marxistes-léninistes du « régime rouge » est bien connue.

de la Somalie occidentale), qui réclament jadis le rattachement de l'Ogaden à la Somalie, fait à nouveau parler de lui après un silence de quatre ans. Il demande à présent l'indépendance de l'Ogaden et a revendiqué les deux atterrissements comme le chemin de fer d'Addis-Abeba à Djibouti. L'aviation éthiopienne a riposté en bombardant une ville somalienne frontalière de l'Ogaden. Ce réveil du FISO intervient après le retrait de cette province de plusieurs unités ennemies qui assuraient la sécurité depuis la guerre de 1977-1978 avec la Somalie.

avec la reprise de l'assaut, à la fin de janvier, par les insurgés érythréens. Non seulement la guérilla a tenu bon pendant quatre mois, face aux offensives d'une armée éthiopienne suréquipée par Moscou, mais elle semble avoir repris l'initiative. Elle n'est même étendue depuis un an, puisqu'elle est active au Nigé, qui jointe l'Erythrée, et dans une partie du Wollo et du

Pour M. Mengistu, qui n'enregistre pas plus de succès dans ses initiatives diplomatiques à la tête de l'Organisation de l'unité africaine, dont il assure la présidence jusqu'en mai, tout semble toujours à refaire.

Les propositions

**restructurations
industrielles**

LIRE PAGE 8

du président Reagan

LIRE PAGE 44

Les assistés et les gagners

On peut mettre des usines à la casse. Pas des hommes. L'intense réflexion gouvernementale sur les mutations industrielles va déboucher bientôt sur des décisions, prises au plus haut niveau. Comment M. Mitterrand conciliera-t-il le volonte d'adopter financièrement le plan de reconversion industrielle, les mauvais creux et sa promesse de reduire d'un point en 1985 les prelevements obligatoires ? Comment faire en sorte que l'effort consenti pour le « assésis » ne nuise pas aux « gagnants » ? Comment faire passer le projet de créer des emplois ? Dans quelle mesure les nouveaux dispositifs influencent-ils sur la Sécurité sociale, dont le réformé doit être débattu lors de la session parlementaire ?

L'obtention de M. Mitterrand à faire de la baisse des prélèvements fiscaux et sociaux une « priorité politique majeure » a étonné. Ce langage n'est pas familier à gauche. En outre, pourquoi le taux de 45 % du produit intérieur brut, que l'on a

par PIERRE DROUIN

sans doute atteint aujourd'hui, est-il plus intolérable que les 44 % affichés quelque temps auparavant ? Y a-t-il vraiment un seuil au-delà duquel les nuages se transforment

Californie il y a quelques années). Si elle existe, cette ligne doit être diablement floue.

Et le seuil économique ? Peu importe, au fond, ce que l'on met dans le panier des prélèvements obligatoires ou dans le produit intérieur

Les tâches : Les tâches du ménage ne sont pas les mêmes partout. Il a pu être intéressant d'arrêter dans la manière de compter le produit intérieur brut (où n'est pas enregistré le travail des femmes au foyer, par exemple) que les tâches de nettoyage sont plus nombreuses, qu'il y a plus d'obligations, mais sans doute obligatoires mais non définitives, puisque des prestations en nature et en espèces sont rendues en contrepartie.

Le coût économique : Le coût économique n'est pas le même partout. On a pu

grand sens, n'y a-t-il pas néanmoins un seuil « psychologique » ? Sans doute doit-il y avoir quelque part une ligne au-delà de laquelle le public estime qu'il donne beaucoup plus qu'il ne reçoit et que cela ne peut plus durer (comme on l'a vu en

Voyage

M. Fiterman et l'ambassadeur des Etats-Unis en France vont-ils se réconcilier à l'occasion d'une balade ferroviaire ? Après les échanges d'amabilités de ces derniers jours, le ministre des transports, la colère un peu retombée, vient d'écrire à M. Galbraith pour l'inviter à prendre avec lui le TGV, afin que le diplomate américain ait « une connaissance plus précise de notre pays ».

Le geste est élégant et la réplique amusante. M. Fiterman devrait pourtant se méfier. Ne craint-il pas que, pour rendre l'invitation, M. Galbraith ne lui propose une balade dans la navette spatiale américaine, à ses risques et périls ?

BRUNO FRAPPAT.

Le patrimoine audiovisuel en péril

Le président de l'INA réclame un plan d'urgence pour exploiter les archives de la radio-télévision

Il y a **aux Essarts**, kilomètre de Paris, un hanger qui abrite 57 kilomètres de bobines, soigneusement rangées les unes contre les autres : une bonne partie de trente années de télévision. Les émissions de moins de cinq ans sont stockées porte de Bagnolet. Les documents d'actualité se répartissent, *aux*, entre Bry-sur-Marne, Saint-Ouen et des cantennes : dans les locaux des trois chaînes. Il faut ajouter à tout cela la Maison de la radio, qui conserve toute la phonothèque, ainsi que les entrepôts situés

« Si nous continuons cette tâche avec les moyens qui sont les nôtres aujourd'hui, résume M. Jacques Pomiord, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), il nous faudra quarante ans pour restaurer et inventorier le patrimoine audiovisuel français. » La télévision française est une des rares au monde à avoir eu dès le début le cadre des archives et à disposer d'un patrimoine qui ne cesse de croître, jour après jour, annuit. Une richesse fabuleuse, certes, mais difficilement exploitable.

On départ, on a stocké sans conserver, en partie par la possibilité, en partie pour réunir le jour de images existantes. En 1974, l'INA se voit attribuer la conservation et la gestion des archives. Les différentes directions qui se succèdent assument ce lourd héritage sans beaucoup de moyens. On inventorie les documents d'ac-

tités entre 1939 et 1969, on estime l'entrée des nouvelles émissions, on constitue un catalogue de 500 titres et on tente de timbrer opérations d'archives culturelles. En 1970, de juillet 1969, l'INA a la propriété des archives et le droit de les commercialiser cinq ans après leur diffusion à l'antenne. En un an, le patrimoine audiovisuel obtient une enveloppe spécifique prise sur la redevance et se met à la tâche. On restaure 400 heures de documents antérieurs à 1949, 500 heures de documents postérieurs à 1950, 500 heures de production des années 60. On transfère systématiquement sur vidéo tous les films supportable. Mais les cinq millions de francs investis sont insuffisants : il faudrait tripler la somme investie pour éviter la dégradation progressive des images.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.
(Lire la suite page 17.)

Pierre Guyotat
Vivre
FANTOMI

A
"APOSTROPHES"
LE 10
FEVRIER

Dominique Rolin
La voyageuse
roman

Le Monde

idées

Le dollar : coupable ou victime

par ANGELOS ANGELOPOULOS (*)

Il n'y a pas de doute que le dollar est responsable de la plupart des maux économiques du monde. C'est un fait. Mais il est aussi évident que le dollar n'est pas la cause, mais la manifestation du déséquilibre existant. Pierre Drouin examine plus particulièrement la situation des entreprises françaises et demande qu'on les aide à se débarrasser de leurs charges abusives.

Une situation profondément modifiée

Après 1980, la situation s'est profondément modifiée. Le taux annuel de croissance du PNB a diminué jusqu'à moins de 2 %. En raison de la récession prolongée, le taux d'épargne a chuté à environ 5 % aux Etats-Unis, et une part toujours croissante de l'épargne privée a été absorbée par le secteur public. Le déficit budgétaire américain est passé de 48 milliards de dollars (moyenne 1979-1981) à 110 milliards en 1982 et il est évalué à 210 milliards pour 1983. Ajoutons encore que la part du Trésor américain dans la totalité des emprunts atteindra cette année 48 %, alors qu'elle n'était que de 33 % l'an dernier et de seulement 19 % en 1981.

De semblables situations règnent dans d'autres pays industriels. D'après le FMI, les emprunts des gouvernements des sept principaux pays industriels ont représenté 57 % de l'épargne privée nette contre 45 % pour la période antérieure à 1979. Cette situation a été sérieusement aggravée par l'énorme accroissement de l'endettement des

(*) Membre de l'Académie d'Athènes, ancien gouverneur de la banque nationale de Grèce.

pays en développement, qui s'élevait à 636 milliards de dollars à la fin de 1982, correspondant à un service annuel de 130 milliards. Le niveau élevé des échéances annuelles dues par les pays du tiers-monde s'explique par le fait que les conditions des prêts accordés sont fixées à moyen terme (de sept à huit ans en moyenne) avec un amortissement du capital qui représente 62 % du service annuel. La situation devient plus défavorable si l'on prend en considération les crédits à court terme. Le Brésil par exemple, avec une dette extérieure de 90 milliards de dollars, doit payer cette année comme service de cette dette une somme de 17 milliards de dollars, alors que la valeur totale de ses exportations n'atteint que 22 milliards de dollars.

Jusqu'à présent les pays en développement se sont vus obligés d'emprunter de plus en plus chaque année pour pouvoir faire face à leurs obligations. Cette politique rencontre aujourd'hui une opposition croissante de la part des banques et pourrait ne plus se prolonger longtemps. D'une façon caractéristique, les eurocrédits ont diminué de 30 % durant les cinq premiers mois de 1983 par comparaison avec la même période de 1982. En outre, par suite de la baisse du prix du pétrole brut, les pays exportateurs de l'OPEP ne disposent plus de surplus. Au contraire, ils doivent emprunter pour couvrir leurs propres besoins.

Dans ces conditions, il est fatal que se perpétue et s'aggrave le déséquilibre du marché international des capitaux, avec pour conséquence la hausse des taux d'intérêt et du coût du dollar. Dans la mesure où le dollar constitue le « moyen d'échange international », il fait l'objet d'une demande à l'échelle mondiale. Son caractère de valeur-refuge en ces temps d'insécurité joue dans le même sens.

Enfin, en se différenciant de l'or, le dollar est devenu un actif recherché en tant que producteur de revenus. Ainsi, par suite des taux d'intérêt américains plus élevés, entre 1980 et 1982, les dépôts en euros-dollars ont été inférieurs de 63 milliards de dollars, tandis que, durant la même période, les banques américaines enregistraient un surplus de 68 milliards de dollars.

La surévaluation du dollar a des répercussions nuisibles non seulement sur les économies des pays européens, mais aussi sur celle des Etats-Unis. Elle diminue les exportations et augmente les importations avec comme résultat une augmentation permanente du déficit commercial des Etats-Unis, qui, de 35 milliards de dollars pour la période 1978-1980, a été l'objet d'une demande à l'échelle mondiale. Son caractère de valeur-refuge en ces temps d'insécurité joue dans le même sens.

En plus, les taux d'intérêt élevés empêchent les investissements avec des répercussions défavorables sur la production et l'emploi.

Cette situation commence à inquiéter les Américains. Selon U.S. News du 16 janvier, « si un fort dollar est populaire parmi les Américains qui voyagent à l'étranger, il est moins populaire chez les entreprises américaines de plusieurs dizaines de millions de dollars par suite d'une diminution de leurs ventes sur le marché étranger que sur le marché intérieur ».

La revue ajoute que la surévaluation coûte deux millions d'emplois aux Etats-Unis. Un économiste américain, M. Siney, faisait cette prévision pessimiste : « Si le dollar ne baisse pas sans tarder, l'économie américaine se retrouvera dans l'obligation d'importer des machines et des équipements fabriqués à l'étranger ».

Concluons : le dollar est moins coupable que victime. L'insuffisance des trois facteurs que nous avons mentionnés au début de cet article est responsable du renversement de l'équilibre entre l'offre et la demande des capitaux sur le marché international. Sans le rétablissement des équilibres traditionnels, il sera impossible de sortir de l'impasse d'un système qui conduit l'économie mondiale à la dérive.

L'ensemble des pays industriels - éventuellement sous l'initiative des Etats-Unis - doivent prendre conscience de la gravité de la situation et s'empêcher d'adopter une nouvelle stratégie du développement international dont les objectifs principaux et immédiats seraient :

- a) résoudre le problème du surendettement des pays du tiers-monde, qui est devenu alarmant ;
- b) ramener, par des mesures appropriées, les très importants déficits budgétaires à des niveaux raisonnables ;
- c) introduire une nouvelle politique du financement international en faveur des pays en développement, dont le but serait de réactiver la croissance économique à l'échelle internationale.

Les assistés et les gagners

(Suite de la première page.)

En outre, comme le soulignait M. Dominique Strauss-Kahn (2), « tout ce qui va aux transferts sociaux ne sert pas à l'accumulation du capital, donc à l'industrie. Sans doute l'effet est moindre que ce que l'on pourrait croire, car tout dépend du comportement de l'utilisateur final, qui peut choisir entre l'épargne et la consommation. Mais il existe. Les conséquences, en outre, sont massives sur la structure de l'épargne : on positionne des personnes qui font généralement de l'épargne longue et la production doit se financer souvent avec de l'épargne courte, ce qui, entre parenthèses, est une source non négligeable d'inflation ».

Effet mieux connu : le poids excessif des charges sociales sur les salaires peut être responsable d'une aggravation du chômage. A un double titre : l'affaiblissement de la compétitivité des entreprises et la tendance de leurs dirigeants à remplacer le plus possible les hommes par des machines. Enfin, inutile d'insister, la lourdeur des charges décourage l'initiative, ou plus exactement la transfère vers le travail noir et la fraude.

Dernier seuil à considérer, et non des moindres : le seuil politique. Il serait assez piquant que M. Mitterrand démontrât à ses adversaires que la « socialisation » va moins vite sous son règne que sous celui de M. Giscard d'Estaing. Au cours de l'ancien septennat, en effet, la progression des fameux prélèvements obligatoires avait été de 6,5 points (de 36,3 à 42,8 % du PIB). L'effet d'une réduction de ces points dans cette longue ascension aurait un impact politique considérable. A condition qu'on ne cherche pas des astuces pour maquiller les dures réalités, c'est-à-dire la dette de 70 milliards de francs valeur 1984, représentant l'effort à accomplir pour renverser d'un point la tendance spontanée de l'évolution des dépenses publiques.

Que veulent les citoyens ?

C'est pourquoi il conviendrait de mettre à plat le dossier des transferts sociaux. Pour savoir non seulement de quoi l'on parle, mais aussi ce qu'on veut exactement et si les moyens sont appropriés aux objectifs. Que veulent les citoyens ? Sûrement qu'on commence par tailler dans les frais assumés par l'Etat avant de toucher aux prestations sociales. C'est bien ce qu'a compris M. Delors, qui a demandé aux ministères concernés, pour la préparation du budget de 1985, de présenter leur note en fonction des recettes attendues. Il ne déplaiera sans doute pas au public que l'Etat prépare son budget comme un ménage conscient et responsable, en organisant ses dépenses suivant le montant de ses recettes.

Nul doute aussi qu'il serait plus facile d'exercer des choix dans la réduction des transferts sociaux si l'on tournait un peu le dos à la règle sacro-sainte de la « non-affectation budgétaire », et si l'on rapprochait au contraire la perception des impôts et cotisations de la dépense collective.

De fines analyses des effets des transferts sociaux aideraient également le législateur à corriger certaines orientations pour peser sur les coûts. A ce même colloque de l'Association des Ages que nous avons évoqué, M. Denis Kessler a insisté sur la nécessité d'une meilleure analyse des comportements afin d'éviter certaines conséquences perverses de la machine à transferts. Il est des effets non voulus mais obtenus, a-t-il déclaré en substance, invoquant la « théorie du seuil percé ». En transférant des revenus d'une ca-

tegorie à l'autre, on perd une bonne partie de ce que l'on transfère. De même, il est reconnu que le risque augmente lorsqu'il existe une couverture du risque. Un surcoût qui dépasse le simple effet arithmétique. On sait depuis longtemps que certains régimes « privilégiés » de retraite ont réduit le besoin d'épargne, mais on pense moins souvent au fait qu'ils compromettent considérablement la mobilité des travailleurs, sauf cas rarissimes. Qui choisirait de quitter EDF ou la SNCF pour aller tenter sa chance ailleurs ?

Il faut considérer aussi que certains effets ont été voulus, mais non obtenus. Ainsi le rapport entre l'augmentation des prestations familiales et de la fécondité n'est pas du tout démontré. La gratuité de l'enseignement supérieur n'a pas permis aux couches défavorisées de la population d'y accéder. Ne faudrait-il pas s'intéresser aussi de plus près au comportement des institutions, dont certaines, sur le vif des acquis, génèrent quasi automatiquement des dépenses, et à celui des entreprises, qui ont souvent poussé au compromis social par les transferts sociaux, afin d'éviter que les travailleurs ne s'intéressent de trop près au pouvoir dans les usines ?

Toutes ces dérives aces d'une longue histoire ne permettent-elles pas de trouver des pistes d'économies ? En tout cas, il ne coûterait rien, au contraire, de mieux distinguer dans les transferts sociaux ce qui appartient à la couverture du risque et ce qui relève de la réduction des inégalités, la deuxième faisant appel à la solidarité nationale et donc à la politique fiscale. C'est, au reste, ce qui a inspiré la réforme de l'UNEDIC.

Il faut, en effet, chercher non seulement à réduire les prélèvements mais aussi à les financer autrement. Le rééquilibrage entre protection sociale et prévoyance individuelle sera de plus en plus de saison. Les Anglo-Saxons insistent avec raison sur le self-help, qu'André Babeux (3) définit ainsi : « Il s'agit d'encourager les solidarités au sein des familles, des quartiers, de certains groupes professionnels. L'appel aux volontaires parmi les retraités les plus jeunes, le versement de subventions aux familles pour les inciter à s'occuper directement de leurs enfants handicapés contribueront, par exemple, à réduire le coût de la protection sociale ».

Le régime français de sécurité sociale est l'un des meilleurs du monde. Pourquoi n'en serait-on pas fier ? Il est temps d'être fier aussi de nos entreprises et de les aider à se débarrasser de tout ce qui les ligote inutilement. Il faut des « soigneurs » pour les malades, mais aussi pour les athlètes du commerce et de l'industrie.

PIERRE DROUIN.

(2) Chef de service du Commissariat général du Plan lors d'un séminaire organisé récemment par l'Association des Ages (73, avenue Paul-Doumer, Paris) sur le thème : « Peut-on déterminer le taux optimal des transferts sociaux ? ».

(3) Dans une communication au 30^e Congrès de l'Association française de Public Finance, tenu en août dernier à Budapest.

● Rectification. — Une coquille a déformé le nom de M. Gilbert Kirsch, maître-assistant à l'UER de philosophie de l'université Lille-III, auteur du compte rendu du livre de P.-J. Labarrière, *Le Discours de l'altérité* (Le Seuil, 212 pages, 21 francs). D'autre part, au troisième paragraphe, septième ligne, il fallait lire : « La philosophie n'est pas discours sur l'autre, mais de l'autre ». Nous remercions M. Kirsch de bien vouloir nous excuser.

Economie

Malgré la reprise américaine, l'économie mondiale est encore bien malade. Pour Angelos Angelopoulos, le taux du dollar n'est pas la cause, mais la manifestation du déséquilibre existant. Pierre Drouin examine plus particulièrement la situation des entreprises françaises et demande qu'on les aide à se débarrasser de leurs charges abusives. Enfin Jacques Cellard retrace, à partir d'un livre de Jean Autin, une belle réussite industrielle du siècle dernier : celle des frères Pereire.

LU

« LES FRÈRES PEREIRE », de Jean AUTIN

Le western industriel de deux entrepreneurs heureux

L'AVENTURE des frères Pereire, Jacob-Emile (1800-1875) et Isaac (1806-1880), n'est pas entièrement représentative de l'histoire du capitalisme français du dix-neuvième siècle, non. Ce serait trop bas. Mais elle est significative de la diversité de ce capitalisme et nous interdit de porter sur lui un jugement manichéen. Qui sont ces Pereire ? Pourquoi ne pas le dire d'abord : des juifs, comme les Rothschild avec lesquels ils entretinrent durant quarante ans des relations ambiguës, tantôt de complicité, tantôt de concurrence, qui ne doivent rien en fait à leur qualité commune de juifs. Les frères sont séfarades, de très ancienne culture méditerranéenne, plus « philosophes » que croyants. Les Rothschild sont ashkénazes, de culture germanique, d'une orthodoxie plutôt sévère.

Il reste que l'envoie industrielle et financière du pays, de 1835 à 1875, est fondamentalement associée à leurs deux noms. Il n'y a pas qu'eux, certes : une bonne partie de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie investit fébrilement dans les chemins de fer, l'urbanisation, la conquête des marchés extérieurs.

Mais ils sont le moteur et le centre de tout ce qui se fait -

sans que leur origine, aux uns comme aux autres, donne lieu à plus que des plaisanteries sans gravité. La vague d'antisémitisme petit-bourgeois et ouvrier des années 1880-1900 ne leur doit rien et ne touche guère leurs noms.

Nos frères Pereire ont eu au siècle précédent un grand-père illustre : Jacob, l'éducateur des sourds-muets, ami de Buffon, de Diderot, de d'Alembert et de Bougainville. Cela n'empêche pas la famille de végéter. Jacob-Emile puis Isaac abandonnent à dix-huit ans Bordeaux pour chercher fortune à Paris, comme petite commis de Bourse, dans le sillage des Fould et des Rothschild.

Ils sont les premiers à croire aux chemins de fer. Convaincus, ils sont convaincant, si bien qu'ils enlèvent en 1835 la première concession pour un vrai chemin de fer, la Paris-Saint-Germain-en-Laye. A dater de là, c'est la chevaschue fantastique, un vrai western industriel et financier.

Le réseau ferré d'abord. En 1860, sous leur impulsion, la France a rattrapé son retard sur l'Angleterre. Mais aussi Paris, des avenues entières ; Arcachon et les Landes ; l'Espagne, la Russie, l'Autriche. Et les océans : ils créent, en 1855, la Compagnie

générale maritime, devenue la Transat, les chantiers de Saint-Nazaire-Penhoel, et donnent à la France, pendant un temps, la plus prestigieuse des constructions navales. Coiffant le tout, un gigantesque édifice bancaire, le Crédit mobilier.

Dans tout cela, les Pereire sont avant tout ce que l'on n'appellerait pas encore des managers, bien plus que des financiers, comme le sont les Rothschild. Ce n'est pas avec leur argent qu'ils travaillent : ils en seraient bien empêchés. C'est avec l'argent des autres - « qu'ils obligent à sortir de ses cachettes et à s'investir ».

La magnifique biographie que vient de leur consacrer M. Jean Autin affiche pour sous-titre : « Le bonheur d'entreprendre ». Ce n'est pas faire injure à l'histoire ni au prolétariat d'ajouter que ce bonheur d'entreprendre était, chez eux, un bonheur altruiste, héritage du Siècle des Lumières, et, croyaient-ils profondément, la garantie d'un avenir meilleur.

Le livre lui-même est en tous points un modèle de documentation, de narration et d'intelligence des hommes et de leur époque.

JACQUES CELLARD.

★ Les Frères Pereire. Illustrations, cartes, tableaux, bibliographie. Perrin éd., 428 p., 120 F.

Robert André

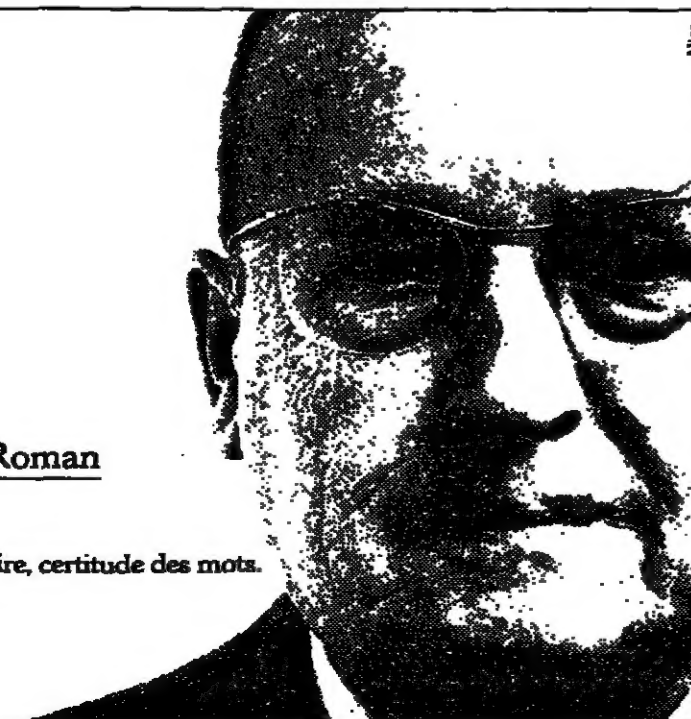
L'éducation inachevée.

Roman

Incertitudes de la mémoire, certitude des mots.

puf

écrits



Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 087-23 PARIS - Tél. MONDIALE 600074
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 300 F. CFA ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 95 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 275 F. ; Libye, 6.000 L. ; Mexique, 200 P. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 300 F. CFA ; Suède, 7,70 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Turquie, 100 ml.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1914-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé au « Monde », 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-09

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2657

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F. 683 F. 859 F. 1080 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F. 1 248 F. 1 819 F. 2 360 F.

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F. 763 F. 979 F. 1 240 F.

2 - SUISSE, TUNISIE

454 F. 839 F. 1 197 F. 1 530 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) doivent joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (sans changement de nom) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'appoint.

هكزامن والا محلي

LA REPRISE DES AFFRONTEMENTS

Les miliciens chiites ont pris le contrôle de la plus grande partie de Beyrouth-Ouest

Beyrouth. — En quelques heures, Beyrouth-Ouest a plongé dans la tourmente que la ville avait connue, en août dernier, lors des premiers combats entre l'armée libanaise et les miliciens chiites. Mais alors qu'à l'époque la situation avait réussi, avec une surprenante rapidité, à reprendre en quarante-huit heures le contrôle de la situation et à refouler vers la banlieue sud ses adversaires, elle a dû, cette fois, battre en retraite.

L'intensité des combats est telle qu'il est impossible de rendre compte dans ses détails de la situation militaire.

Il paraît acquis, cependant, que les chiites contrôlent une grande partie de la zone ouest de la ville, notamment l'axe qui va de Mazraa jusqu'au Musée, ainsi que la ligne de démarcation entre les secteurs est et ouest et qui passe devant la résidence des Pina, ancienne demeure de l'ambassadeur de France, qui sert actuellement de quartier général au contingent français de la force multinationale. Ils tiennent également un axe qui va de Ras-el-Nabaa, proche de la ligne de démarcation, jusqu'à Khadak-el-Gharik, tout proche de la zone des vieux souks en ruine. Une partie du bazar se trouve également entre leurs mains.

Les combats les plus violents se sont déroulés dans le secteur de Mazraa et Sodeco et de l'Hôtel international sur la partie nord-ouest du front de mer. Mardi matin, des batailles acharnées se déroulaient encore dans le secteur de Sakiet-el-Jazir, pointe ouest de Beyrouth, proche du front de mer. L'armée aurait opéré un débarquement héliporté dans la région dite des Bains militaires, ainsi que sur le front de mer. La ville entière retentit du fracas des obus et du chuintement des roquettes, tandis que les rafales d'armes automatiques ponctuèrent de leur rythme infernal les temps morts entre deux salves d'artillerie. Elle est couverte par un épais nuage de fumée, provenant des multiples incendies. Le bilan provisoire des derniers vingt-quatre heures est de

cent morts et trois cents blessés. Beyrouth vit des journées dramatiques, les plus éprouvantes de sa tumultueuse histoire récente.

L'angoisse et l'effroi

L'angoisse et l'effroi, tout le lot d'une population de près de 1 million de personnes prise au milieu des

sentiment que la situation ne peut aller qu'en empirant.

C'est en quelques heures que tout s'est gâté. Lundi, vers 11 heures, les combats qui opposaient depuis vendredi dernier l'armée aux miliciens chiites de la banlieue sud se sont étendus à Beyrouth même.

Des accrochages ont opposé, sur l'axe Mazraa, des miliciens d'Amal

réussi à couper la route d'Amroussi qui relie la banlieue sud à la montagne; elle serait ainsi parvenue à empêcher toute communication entre la banlieue sud, bastion d'Amal, et la montagne, contrôlée par les miliciens de M. Joumblatt. De son côté, Amal assurait que « la plupart » des militaires stationnés à Beyrouth-Ouest avaient entendu l'appel à la désertion lancé par son chef. Le commandement de l'armée a démenti cette affirmation, précisant que les défections se limitent à une centaine d'hommes.

Un soldat français tué

Amal a indiqué d'autre part qu'il n'accepterait pas l'envoi de renforts militaires à l'ouest. Il demande que la troupe qui se trouve déjà dans cette partie de la ville y reste et se charge du maintien de l'ordre, estimant qu'elle ne lui est pas hostile. Il demande même qu'elle défende Beyrouth-Ouest contre d'éventuelles attaques des Forces libanaises (milices chrétiennes), lesquelles cependant ont annoncé qu'elles ne participeraient pas aux combats. Amal accuse par ailleurs le commandement de l'armée de vouloir faire monter en ligne la 8^e brigade, commandée par le colonel Michel Aoun, unité formée de commandos de choc d'une loyauté à toute épreuve à l'égard du pouvoir, qui se sont déjà distingués lors des combats d'août et septembre derniers à Beyrouth et dans la montagne.

Au cours des affrontements, les positions des « marines » près de l'aéroport international de Beyrouth ont été bombardées, et un soldat américain a été blessé. L'aéronavale américaine a riposté; le navire Garcia a ouvert le feu sur des positions des Syriens et du P.S.P. en montagne, qui ont aussi été bombardées par deux avions israéliens, selon le porte-parole du contingent américain.

Un militaire français de la force multinationale a été tué et deux autres blessés à la résidence des Pina, tandis que huit soldats italiens ont été blessés près de l'aéroport. L'armée a réussi à repousser une attaque contre le siège de la télévision libanaise, à Tallet-el-Khayat, mais la troisième chaîne de télévision, qui a son siège dans cet immeuble et dont les émissions sont consacrées aux programmes occidentaux et plus particulièrement français, a cessé d'émettre; les journalistes, les employés et les techniciens ne peuvent plus arriver jusqu'à leur lieu de travail.

Sur le plan politique, c'est également l'escalade. M. Joumblatt demande maintenant, outre la démission du chef de l'Etat, l'abrogation de la Constitution et l'élaboration d'une nouvelle Loi fondamentale, alors que le président de la République, M. Aminé Gemayel, ne peut guère offrir plus de concessions que celles de son message à la nation de dimanche. La bataille en cours n'a plus pour enjeu l'accord libano-israélien du 17 mai ou même des réformes constitutionnelles, mais le maintien au pouvoir du président Gemayel.

ROGER GEHCHAN.

● Londres et le contingent britannique. — M. Richard Luce, ministre d'Etat au Foreign Office, a déclaré, lundi 6 février, que la Grande-Bretagne n'avait pas l'intention de retirer son contingent du Liban « précipitamment ». Cette déclaration, faite au nom du gouvernement à la Chambre des Communes, semble quelque peu ambiguë et prête à confusion, d'autant plus que les travaillistes sont revenus à la charge pour réclamer un retrait immédiat, et, de nouveau, plusieurs députés conservateurs ont manifesté leurs doutes quant au bon-fond de l'inflexibilité du gouvernement. (Corresp.)

L'opposition entend se battre jusqu'à la chute de M. Gemayel

(Suite de la première page.)

M. Nabih Berri avait même prêté son concours pour traquer et neutraliser les kamikazes chiites, ses corréligionnaires, quand ces derniers s'en prenaient aux contingents français et américain de la force multinationale. « J'espère qu'Aminé Gemayel serait le président de tous les Libanais, mais il n'a cessé de se comporter en chef phalangiste », déclarait-il ce week-end à TF1 pour expliquer pourquoi, la mort dans l'âme, il avait renversé sa position.

M. Aminé Gemayel est un homme virtuellement seul. Il a été abandonné, tour à tour, par les druzes, les chiites, les sunnites, une bonne partie des chrétiens, la droite activiste jusqu'au parti communiste, par tous ceux qui, telles de bonnes fées, avaient salué son élection à la présidence de la République, en septembre 1982. On voyait en lui l'homme politique — que l'on opposait à son frère, Bechir Gemayel, le « Seigneur de la guerre » — qui allait rassembler, enfin, les Libanais au sein d'un Etat multiconfessionnel et pluraliste.

Les occasions perdues

Si l'avait convoqué, aussitôt après son accession à la magistrature suprême, une conférence de toutes les factions antagonistes, il aurait vraisemblablement réussi à atteindre l'objectif qu'il s'est assigné tardivement : la réconciliation nationale. Fort du consensus, il aurait pu alors affronter dans des conditions optimales les puissances qui occupent son pays. A l'époque, l'opposition n'était pas l'alliée de la Syrie. Toutes ses composantes étaient alors décidées à obtenir le retrait tout au moins des forces syriennes qu'Israéliens.

Cédant sans doute aux pressions conjuguées de l'axe jusqu'au-boutiste du parti phalangiste, lié à Israël, et des Etats-Unis, M. Aminé Gemayel renversa l'ordre des priorités. Il décida qu'aucun dialogue national n'était possible avant le retrait de toutes les forces étrangères. Dans la pratique, il ne négocia qu'avec le gouvernement de Jérusalem pour conclure l'accord du 17 mai, dont les termes étaient de toute évidence inacceptables, tant par les formations de l'opposition que par la Syrie. La stratégie consistait à croire que, en mettant tous ses œufs dans le panier américain, il pourrait tout à la fois contraindre Damas à retirer ses troupes et étendre sur l'ensemble du Liban l'autorité d'un Etat, dont les principaux rouages avaient été livrés aux cadres du parti phalangiste.

Cependant l'accord israélo-libanais du 17 mai a eu le double effet de rassembler les factions hétéroclites de l'opposition au sein du FSN et de jeter celui-ci dans les bras de la Syrie. M. Aminé Gemayel estimait alors qu'il ne pouvait négocier avec une « opposition héliportée ». Il pensait pouvoir la réduire par la force. Il laissa les milices phalangiennes dans le Chouf, avant d'y envoyer son armée, encadrée par des militaires à la dévotion de son parti. L'échec a été cuisant, malgré le bombardement des positions adverses par l'aviation et la marine américaines.

L'automne dernier était prometteur. Le cessez-le-feu, conclu le 25 septembre, est suivi de contacts et de consultations qui aboutissent, en novembre, à la conférence interlibanaise qui se tient à Genève. C'est la première du genre depuis le début de la guerre civile en 1975. Les représentants de tous les « chefs de guerre », de toutes les formations, de toutes les communautés sont, enfin, assis autour de la même table pour dégager la formule qui, en deux temps, mettrait un terme aux combats et ouvrirait la voie à une réconciliation nationale. La rhétorique cède rapidement la place à la raison qui anime tous les participants, les d'une guerre de huit ans, tout aussi meurtrière que stérile. L'accord sur les réformes institu-

tionnelles ne pose pas de problèmes insurmontables. L'opposition ne remet pas en cause la prédominance maronite prévue par le pacte national de 1943. Les aménagements qu'elle propose en faveur des communautés musulmanes, largement majoritaires dans le pays, ne suscitent pas chez les gouvernements de véritables contestations. Deux principes paraissent unanimement admis : le Liban, dont l'identité « arabe » est confirmée, ne sera pas soumis à l'hégémonie phalangiste ou à l'influence israélienne. Le vice-président du Conseil syrien, M. Abdel Halim Khaddam, qui assiste à la conférence en sa qualité d'« observateur », réaffirme solennellement que son gouvernement reconnaît « l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban ».

Il est décidé qu'un gouvernement d'union nationale serait constitué pour mettre en œuvre les réformes institutionnelles. Mais sur la demande de l'opposition, il est admis qu'il faudrait au préalable dégager le Liban de l'hypothèque que fait peser l'accord de 17 mai. Le président Gemayel est mandaté, à l'unanimité des participants, pour se rendre, notamment à Washington, et demander aux Etats-Unis de favoriser sinon l'abrogation, du moins la renégociation du traité avec Jérusalem, en « tenant compte de la sécurité des frontières de l'Etat d'Israël », selon les termes de M. Walid Joumblatt.

Une erreur fatale

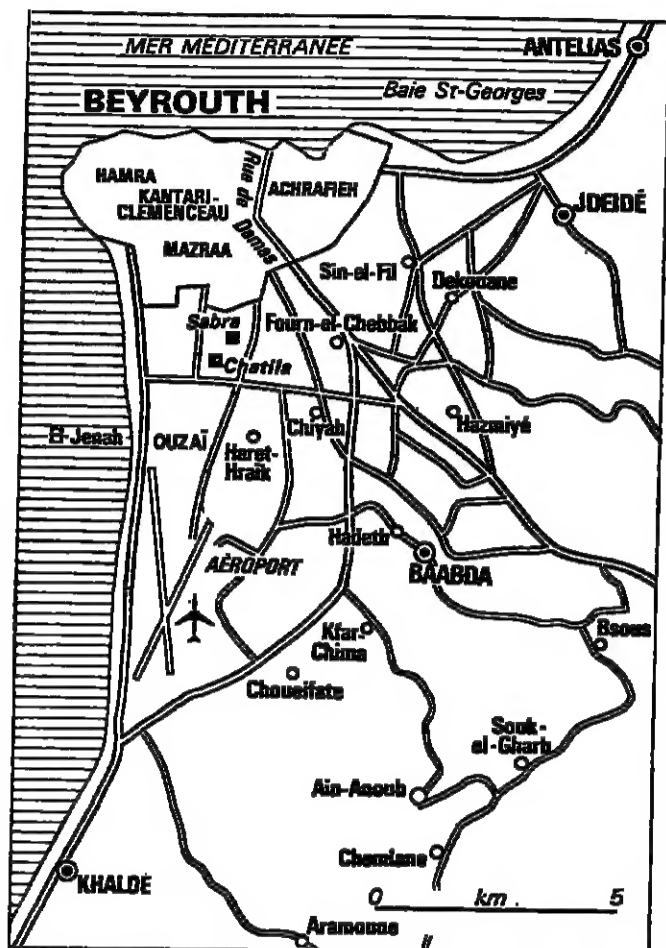
Contre toute attente, le président Reagan oppose, le 1^{er} décembre, un refus catégorique à la requête de M. Gemayel. Ce dernier aurait pu passer outre au veto américain. Il a décidé — par faiblesse ? — de se soumettre. Suivant les conseils de Washington, le chef de l'Etat libanais inverse, une fois de plus, les priorités, et tente — mais en vain — de favoriser une réconciliation nationale, sans pour autant mettre en œuvre la décision de Genève. La relance de la guerre civile est dès lors inévitable.

Ayant constaté que sa formule « tout est négociable », qu'il lance à l'opposition, ne suscite que ricanements, M. Gemayel commet alors l'erreur qui pourrait lui être fatale. Il fait prendre d'assaut, le week-end dernier, la banlieue sud de Beyrouth, peuplée de chiites. Les combats qui s'ensuivent propulsent M. Nabih Berri dans le camp de l'opposition irréductible. Le bombardement de quartiers à prédominance sunnite achève de convaincre les dirigeants modérés de cette communauté charnière de rompre avec le régime et de se précipiter à Damas « pour consultations ».

La faute est fondée sur un faux calcul : M. Gemayel, ainsi que le président Reagan, ont surestimé la cohésion de l'armée et croyaient pouvoir imposer leur volonté à l'opposition. Celle-ci se préparait depuis des mois à l'affrontement qu'elle avait d'ailleurs vraisemblablement provoqué elle-même, si le gouvernement de Beyrouth n'en avait pas pris l'initiative. En effet, tant M. Joumblatt et ses amis que le gouvernement syrien sont conscients du fait que les Etats-Unis ne sont pas en mesure, en année électorale, de s'engager militairement pour sauver le régime phalangiste.

L'appétit vient en mangeant. M. Walid Joumblatt a lâché le lundi 6 février une « petite phrase » qui pourrait avoir des effets dévastateurs. « L'Etat libanais est une formule dépassée dans sa constitution et sa forme actuelle », a-t-il déclaré sans autre précision. Changement de projet politique ? Dans les deux cas le chef druze du Parti socialiste progressiste assume la lourde responsabilité de susciter la panique parmi les chrétiens du Liban, pour lesquels un président maronite est tout à la fois une garantie de leur identité et un rempart face à la majorité musulmane.

ERIC ROULEAU.



combats, subissant le pilonnage ininterrompu des canons et assistant, impuissants, à la destruction de divers quartiers, tout en éprouvant le

à l'armée. Selon des membres du mouvement chiite, les combats se sont produits lorsque l'armée a voulu relever les militaires stationnés dans ce secteur par des troupes fraîches provenant de la caserne de Sarba, près de Jourieh, au cœur du pays chrétien. L'armée dément cette version des faits.

Toujours est-il que, à l'issue de la bataille, les milices d'Amal, aidées par les Mourabitoun (massériens indépendants de M. Ibrahim Kholil), sont parvenues, vers 13 heures, à prendre le contrôle de l'axe Mazraa. Aussitôt après, une multitude de miliciens d'Amal, armés de fusils d'assaut et de lance-roquettes, se répandaient dans les rues de Beyrouth-Ouest, encerclant la plupart des postes de l'armée.

Les militaires ont, pour la plupart, adopté une attitude passive, dans ces positions isolées, laissant faire les miliciens. En revanche, sur les axes stratégiques tels que Sodeco, Ras el Nabaa, qui assurent la jonction entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, de violents combats ont éclaté, tandis que les canons syriens et les batteries du Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt se déchaînaient contre Beyrouth-Est et les zones suburbaines chrétiennes du Metn et du Kesrouan, ainsi que sur Yarzé, où se trouvent le ministère de la Défense et le haut commandement de l'armée, ainsi que sur Baabda, siège de la présidence de la République, où le chef de l'Etat a dû gagner son abri. Une très grande partie de Beyrouth-Ouest s'est transformée en champ de bataille.

Le commandement militaire a décrété le couvre-feu à partir de 13 h 30 avec des tirs sans sommations sur toute personne qui le violerait. Les batailles de l'ouest et les bombardements de l'est se sont poursuivis tout l'après-midi de lundi ainsi que dans la nuit. Ils continuaient ce mardi en fin de matinée.

Dans l'après-midi de lundi, l'armée avait annoncé qu'elle avait

Visite au palais présidentiel sous les obus

Beyrouth (Reuters). — Les débris calcinés, les murs fissurés et les débris de verre qui jonchaient le palais présidentiel symbolisent l'effondrement des espoirs que son occupant, le président Aminé Gemayel, nourrissait de ramener la paix au Liban.

Une atmosphère de siège régnait lundi dans le palais, où un responsable répondait aux questions de deux journalistes qui avaient traversé Beyrouth en guerre pour venir l'écouter.

« Ce n'est pas la fin du monde pour nous. (...) C'est l'heure de vérité », disait-il, tandis que des obus s'écrasaient sur une colline distante de 100 mètres à peine et que la riposte de l'armée libanaise faisait trembler le palais. « Il reste de nombreuses possibilités. Nous gardons confiance. Nous n'abandonnons pas. »

La corrépondance au bureau du dirigeant libanais était encombrée de débris des balles vides brisées par une roquette Grad de fabrication soviétique et l'un des murs était fissuré. Dans une vaste salle de conférence déserte, au parquet jonché de carreaux cassés, le vent qui entraînait par les fenêtres béantes faisait frissonner les rideaux.

Le palais a été atteint à plusieurs reprises au cours des af-

frontements. « Certains prétendent s'exprimer avec des tirs d'obus, malheureusement », a ajouté avec un haussement d'épaule l'interlocuteur des deux journalistes. La censure avait empêché la presse de faire état des dégâts occasionnés au palais vendredi et samedi.

La responsable s'est interrompue lorsque le ministre des affaires étrangères, M. Elie Salem, est entré précipitamment pour une courte consultation. Pris de dire s'il continuerait d'exercer ses fonctions après la démission du gouvernement, M. Salem a répondu au journaliste, en lui donnant une petite tape sur l'épaule : « Oui, je continuerai jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit formé. »

« Nous essayons de ramener les gens à la tradition de la démocratie libanaise, a repris le responsable sur fond de duel d'artillerie. Il s'agit d'un haut entre deux systèmes, l'un démocratique, l'autre qui s'efforce de s'emparer du pays par la force. »

« Un jour, ces chefs de milice seront peut-être au pouvoir et ils n'aimeront pas qu'on les traite de la façon dont ils traitent la démocratie aujourd'hui », a-t-il conclu, alors que la bataille continuait de faire rage à l'extérieur.

POLITIQUES SOCIALES dans la FRANCE CONTEMPORAINE - Le social face à la crise - Par Michel Laroque, ENA Maître de conférence à l'I.E.P. de Paris - Docteur en Droit - Extrait de la Préface de Nicole Questiaux

« Michel Laroque a fait de la Politique Sociale son métier : son livre se veut un passeport pour ce champ de connaissances, un encouragement à la curiosité, un outil pour de nouvelles vocations ».

Aux ÉDITIONS STH Sciences et Techniques Humaines (310 pages) 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris 527.10.15 Prix public 105 F

Le Monde RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE **UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE** spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger Exemple spécimen sur demande

PATIO DU GRAND HOTEL LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA Menu 165 F, vins, taxes et service compris LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

سكنا من الأصل

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND AUX PAYS-BAS

« L'espoir européen est retombé, l'élan a été brisé Que d'occasions manquées ! »

La visite officielle de M. François Mitterrand aux Pays-Bas, commencée lundi matin 6 février, devait s'achever ce mardi soir par une grande réception au Rijksmuseum, après une représentation de *Carmina* mise en scène par Peter Brooks, au Théâtre Carré d'Amsterdam. Dans la matinée, le président de la République a pris son petit déjeuner au palais royal avec

M. Joop Den Uyl, chef de file de l'opposition socialiste, puis a visité le marché aux fleurs d'Aalsmeer, en compagnie de la reine Beatrix et du prince Claus : il a eu aussi un second entretien avec M. Ruud Lubbers, premier ministre. Dans l'après-midi, il devait prononcer devant les parlementaires réunis au Binnenhof de La Haye un important discours consacré aux

questions européennes, avant de tenir une conférence de presse conjointe avec M. Lubbers. M. Mitterrand est attendu à Paris dans la matinée de mercredi pour présider le conseil des ministres, avant de faire un bref déplacement à Luxembourg pour y rencontrer M. Pierre Werner, premier ministre du Grand-Duché.

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — La première journée du voyage officiel de M. Mitterrand aux Pays-Bas a été placée sous le signe des intempéries. Lundi matin, c'est sous un vent d'une extrême violence qu'il a été accueilli à la base de la marine néerlandaise d'Amsterdam, où le cortège officiel en grande tenue fut accablé, dès sa descente d'hélicoptère, par les giffes furieuses d'un véritable ouragan.

La splendeur chamarrée des uniformes de parade ne parvenait pas à faire oublier le gris du ciel, lequel devait parachever sa victoire au moment du dépôt d'une gerbe devant le monument aux morts sur le Dam, au cœur de la ville, en face du palais royal : des trombes d'eau avaient à peu près chassé les curieux et sympathisants, mais non point découragé le petit groupe de contestataires qui devait poursuivre M. Mitterrand tout au long de sa visite, scandant inlassablement des slogans hostiles aux expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique et suggérant d'effectuer celles-ci à Paris même.

Ce genre de voyage comporte inévitablement quelques points de passage obligés : la visite culturelle — ce fut fait à la maison Descartes, l'Institut français d'Amsterdam — et

l'échange de banalités municipales, épreuve dont le maire de la ville, M. Van Thijn, qui connaît bien la France où il a vécu plusieurs années, se tira avec un brio remarquable. Il annonça que sa commune avait offert un cheval sauvage au président de la République.

Sans oublier la réception de la communauté française, au musée Van-Gogh prêt pour la circonstance, et qui donna à M. Mitterrand, dans le registre bon enfant qu'il affectionne pour ce genre de contacts, l'occasion d'assurer ses « chers compatriotes » vivant aux Pays-Bas de son attention sympathique. Et de préciser : « On note actuellement ici un certain fléchissement dans la connaissance du français. Eh bien ! on va s'y mettre. On va tâcher de redresser cette situation. »

Venue l'heure de la politique proprement dite, M. Mitterrand a eu, avec le premier ministre néerlandais, un entretien que l'on a présenté, de part et d'autre, comme particulièrement cordial, et essentiellement consacré aux questions européennes. M. Mitterrand a notamment rappelé à son hôte les trois

préoccupations actuelles de la France : mieux maîtriser les dépenses budgétaires, trouver des moyens financiers pour les politiques nouvelles et préserver un véritable marché commun. Mais il s'agissait davantage de débroussailler le terrain que d'aller au fond des choses : la conversation devait se poursuivre ce mardi matin et même, en cas de besoin, une nouvelle fois — peut-être à Paris — avant le conseil européen de Bruxelles en mars.

Figures imposées

On a aussi parlé, bien sûr, des relations bilatérales, notamment pour se féliciter que le Parlement français ait enfin ratifié la convention internationale de 1976 sur la dépollution du Rhin. Quant au traditionnel « tour d'horizon de la situation internationale », il a permis d'échanger, mais au pas de charge, quelques impressions sur le Proche-Orient et sur l'état actuel des relations Est-Ouest.

L'échange de toasts à la fin du grand dîner officiel offert par les souverains néerlandais à leur hôte français tenait plus de la figure imposée que du morose de bravoure. La reine Beatrix a notamment déclaré : « A l'heure actuelle, c'est l'Europe qui unit le plus étroitement la France et les Pays-Bas (...). L'impasse où elle se trouve aujourd'hui contraste amèrement avec cet esprit et cet enthousiasme qui ont animé tant de personnes lors de la conférence de La Haye en 1948. Au sein des Communautés, l'intérêt propre de chaque Etat risque de nous faire perdre de vue l'intérêt commun (...). Le flambeau de l'Europe vient d'être transmis à la France, à vous, monsieur le prési-

dent, qui assumez actuellement la présidence des Communautés. Puisse la confiance que nous vous portons vous reconforter dans la recherche de solutions nouvelles aux problèmes les plus urgents. »

M. Mitterrand, en répondant à la souveraine néerlandaise, a dit : « Le moment m'a semblé venu de resserrer nos liens, de redonner un essor nouveau à nos relations bilatérales (...). La France, comme les Pays-Bas, est l'un des pays du monde qui n'ont pas diminué leur aide et leur concours aux institutions internationales (...). L'espoir européen est retombé, l'élan a été brisé. Que d'occasions manquées ! »

Le chef de l'Etat a ensuite évoqué « le partage de Yalta » et il a ajouté : « Nos deux peuples se connaissent mal. Tous, dans l'hémisphère, nous aurions rapprochés quand c'était grave, quand la cause était belle, quand il s'agissait d'identité, de liberté. » Et il a vu, dans le rôle joué par les Pays-Bas, « la preuve qu'il n'est pas nécessaire d'avoir tous les attributs de la puissance pour dominer son temps. »

Bref, on était de part et d'autre dans un registre connu, pour ne pas dire obligé. L'originalité de l'intervention de M. Mitterrand tenait plutôt à ce qu'elle était ponctuée de renforcements formidables répétés par la sonorisation et qui prouvaient que l'organisme présidentiel n'avait pas été complètement insensible au vent glacial et à la pluie battante auxquels il était exposé depuis le matin. N'importe ! Les relations franco-néerlandaises semblent plutôt réchauffées par cette visite. Sous bénéfice d'inventaire européen, il est vrai — mais ce devrait justement être l'objet de cette journée de mardi.

BERNARD BRIGOLEUX.

LA TOURNÉE DE M. VOGEL EN AMÉRIQUE ET EN FRANCE

Les sociaux-démocrates prônent une diminution des arsenaux nucléaires et le renforcement d'une défense européenne conventionnelle

Correspondance

Bonn. — Une coopération européenne en matière de défense doit-elle passer par une association accrue de la RFA aux responsabilités nucléaires ? L'idée, suggérée l'autre jour à Bonn par M. Jacques Chirac, a été accueillie par les Allemands eux-mêmes avec la plus extrême circonspection.

Pour le SPD, comme viendra le faire savoir le vendredi 10 février à Paris M. Hans-Jochen Vogel, chef du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, il ne saurait en être question. La coopération entre les deux pays doit en revanche être renforcée, estime-t-il, pour être mise au service d'une nouvelle stratégie occidentale fondée sur le renforcement des forces conventionnelles en Europe et l'élimination progressive des armes nucléaires stationnées en Allemagne. Cette stratégie ne doit cependant pas se passer, en dernier ressort, du bon sens nucléaire américain.

Le SPD n'entend pas abandonner le combat lancé l'année dernière par les pacifistes et se résigner à l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière américains. C'est la raison pour laquelle M. Hans-Jochen Vogel a repris son bâton de pèlerin pour se rendre cette semaine à Ottawa, Washington et Paris. Il doit être reçu, mardi, dans la capitale américaine, par le vice-président George Bush et, jeudi, par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Dans deux documents rendus publics récemment, le SPD souhaite un nouveau dispositif de l'OTAN qui ne fasse pas croire à l'URSS et ses alliés à l'Est que l'Occident nourrit des intentions agressives à leur égard et qui relève considérablement le seuil d'un engagement nucléaire en cas de conflit.

Pour y parvenir, le SPD suggère de remplacer les armes nucléaires

tactiques en Europe par les armes conventionnelles les plus modernes capables de remplir les mêmes missions et de limiter les fusées à moyenne portée — que l'OTAN a commencé à installer en Europe — à des missiles de croisière basés en mer. Il préconise dans le même temps une coopération accrue entre les pays européens pour constituer une force conventionnelle capable de dissuader toute tentative d'agression adverse.

Dans cette optique, les sociaux-démocrates attachent une importance toute particulière au développement de la politique de défense française. Partant du principe que l'Allemagne « n'a aucun intérêt qui puisse justifier une participation au financement » des nouveaux missiles français Hadès, M. Horst Ehmke, principal responsable des questions de défense au sein du SPD, indiquait dans un document publié en janvier qu'il fallait voir, « rapidement et sans préjugés, jusqu'où et dans quelles conditions la France — qui dispose de cinquante mille hommes en RFA et de trois mille à Berlin — veut et est capable de participer avec des forces supplémentaires à la défense de l'avant. »

Sur ce point, les experts du SPD continuent à avoir des doutes. « Si les Français devaient s'engager sur la voie d'un affaiblissement de leurs forces classiques au profit d'une composante puissance moyenne », les conditions de l'européanisation d'une défense conventionnelle qui apparaissent suffisamment sûres à l'Allemagne « ne pourraient être réunies dans un avenir prévisible », estime pour sa part le président de la commission défense du SPD, M. Andreas von Bülow.

HENRI DE BRESSON.

Les manœuvres du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie se veulent

« un signal aux milieux militaristes de l'Occident »

Les médias tchécoslovaques et est-européens accordent une importance inhabituelle aux manœuvres militaires du pacte de Varsovie qui ont commencé en Bohême, à la frontière de l'Allemagne fédérale et de la RDA le lundi 6 février.

Ces exercices, qui doivent durer six jours et mettent en présence des unités terrestres et aériennes de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, sont « un signal sans équivoque aux milieux militaristes de l'Occident », a dit Radio-Prague, tandis que la télévision tchécoslovaque, qui leur a déjà consacré trois émissions, y voyait « un premier test d'importance sur notre faculté à nous adapter à la nouvelle situation créée par le déploiement des missiles américains en Europe occidentale. »

Les effectifs engagés n'ont pas été précisés, mais l'on rappelle dans les milieux occidentaux que la limite maximale fixée par l'acte final d'Helsinki pour les manœuvres de notification aux Etats signataires est de vingt-cinq mille hommes.

A Tokyo d'autre part, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a révélé le mardi 7 février que l'URSS est en voie d'achever la construction d'un nouveau site

de missiles SS-20 en Sibirie orientale, ce qui portera le total de l'arsenal de ces engins dirigés vers l'Asie à 144. En décembre dernier, les Etats-Unis avaient annoncé que trois nouveaux sites de SS-20, comportant chacun 9 lanceurs, étaient en construction dans cette région, s'ajoutant aux 117 SS-20 recensés jusqu'ici. Du côté européen, le parc semble rester de 2-3 lanceurs, comme il l'était en 1983.

La négociation sur ces armements reste également bloquée. M. Zaminine, porte-parole du comité central du PC soviétique, ayant déclaré lundi à Helsinki : « Les choses doivent être claires : le stationnement de nouveaux missiles américains en Europe rend la reprise des négociations de Genève impossible. » En revanche, la conférence de Genève sur le désarmement — nouveau nom donné au comité du désarmement existant sous les auspices de l'ONU depuis le début des années 60 — ouvre une nouvelle session ce mardi 7 février en présence des quarante pays membres (dont les cinq puissances nucléaires). On s'attend du côté tant soviétique qu'américain que le problème des armes chimiques y soit le sujet dominant. — (AFP, UPI.)

ASIE

Philippines TROIS PRÊTRES SONT JUGÉS POUR « MEURTRE »

Le procès de trois prêtres et de six laïcs accusés du meurtre d'un politicien local a été interrompu dès son ouverture, le mardi 7 février, dans l'île de Negros, en raison de l'affluence de paysans et de journalistes venus y assister.

Les trois prêtres, les pères Vicente Dangas (Philippines), Brian Gore (Australien) et Niall O'Brien (Irlandais), avaient été inculpés en mai dernier pour l'assassinat du maire du bourg de Kabankalan et de quatre de ses partisans, trouvés morts en 1982. Ces derniers étaient eux-mêmes accusés d'avoir tué sept paysans en 1980. Les trois prêtres ont nié l'accusation.

Les pères Gore et O'Brien ont été emprisonnés depuis plus de dix ans dans l'île de Negros, où ils avaient installé des communautés chrétiennes de base et tentaient d'organiser les coupes de canne à sucre. Leur évêque, Mgr Antonio Fortich, a affirmé que le procès était jugé d'avance et l'accusation basée sur de faux témoignages, afin de « harasser les prêtres qui sont pour la justice sociale. Ils seront condamnés, le président les amnistiera et il apparaîtra comme un héros ». — (UPI.)

Chine

MISSION NORD-CORÉENNE À PÉKIN

M. Kim Yong-Nam, vice-premier ministre et ministre nord-coréen des affaires étrangères, est arrivé le mardi 7 février à Pékin pour une visite officielle d'une semaine en Chine. Il a aussitôt entamé des conversations avec son homologue chinois, M. Wu Xueqian.

La visite de M. Kim, qui vient de prendre ses fonctions de ministre des affaires étrangères à Pyongyang, intervient moins d'un mois après que le gouvernement nord-coréen ait rendu publique une proposition de conversation à trois — les Etats-Unis et les deux Corées — sur la recherche d'un règlement dans la péninsule coréenne. Cette proposition avait été préalablement transmise aux Etats-Unis par l'intermédiaire de Pékin.

Les affaires coréennes seront également abordées lors de la visite que le premier ministre australien, M. Hawke, entame lui aussi mardi à Pékin. M. Hawke vient en effet de Corée du Sud, et il a indiqué qu'il ferait connaître aux autorités chinoises le point de vue du gouvernement de Séoul.

Rappelons que M. Reagan a déclaré, pour sa part, qu'il souhaiterait que la Chine participe à d'éventuelles conversations sur la Corée.

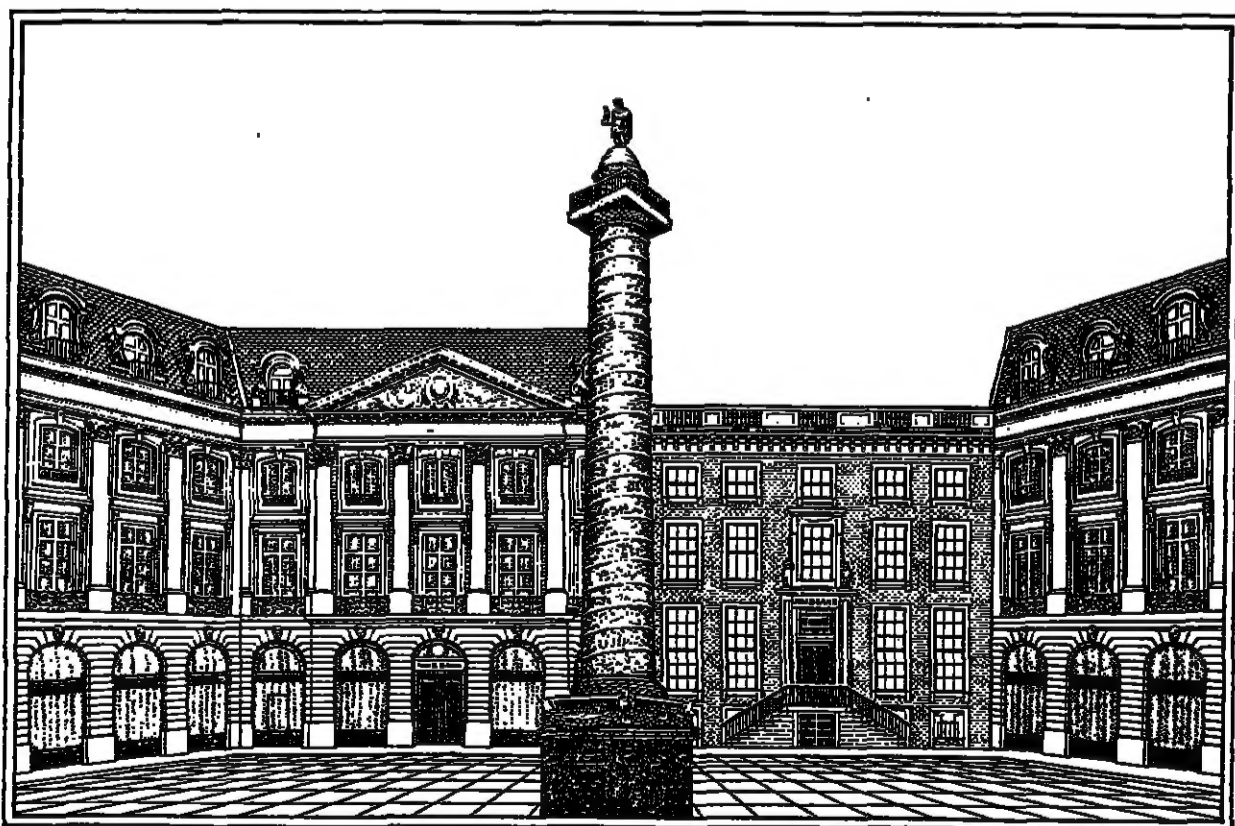
ON NE CHOISIT PAS SEUL UN PIANO.

Chez Hamm, 24 grandes marques, plus de 200 modèles. Un seul vous convient. Pensez d'étude ou de concert ? Droit ou à queue ? Achat ou location ? Nos vendeurs-conseils vous guideront.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

LES ÉCHANGES FRANCO-HOLLANDAIS COMMENCENT PLACE VENDÔME AVEC LA NMB BANK.



NMB BANQUE (FRANCE)

Banque commerciale spécialisée dans les opérations franco-hollandaises.
8, Place Vendôme, 75001 Paris (T) 261.55.25

BANQUE NMB-INTERUNION

Banque spécialisée dans les opérations financières nationales et internationales.
8, Place Vendôme, 75001 Paris (T) 261.55.25

NMB BANK
LE SENS DE LA BANQUE

AMSTERDAM, LONDRES, PARIS, GENÈVE, ZÜRICH.
NEW YORK, LOS ANGELES, CHICAGO, MEXICO, CARACAS, SAO PAULO, MONTEVIDEO, TOKYO, HONG KONG, SINGAPOUR, BAHRÉIN, CURAÇAO.

55.10.10.10.10

POLITIQUE

LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Le plan gouvernemental présenté aux syndicats

Le document gouvernemental communiqué le 6 février aux syndicats comporte trois parties, dont la première - le volet industriel - justifie les mutations.

Le volet industriel

1) La priorité doit être accordée à la modernisation de l'appareil industriel. L'objectif du gouvernement est donc qu'une approche concertée et négociée des conversions permette une gestion collective mieux maîtrisée des mutations.

Les adaptations indispensables ne seront créatrices d'emplois que si l'effort de formation est poursuivi.

2) Les pouvoirs publics examineront ensuite les principales données stratégiques de ces mutations.

Dans la sidérurgie, il faut investir dans les unités compétitives tout en veillant à ne pas créer de nouvelles surcapacités. Il faut, pour les produits longs, envisager le passage à la filière électrique et, pour les aciers spéciaux, concentrer les produits de construction sur les usines les mieux adaptées.

Pour le charbon, la concentration de l'exploitation sur les meilleurs gisements et le redressement de la productivité devront être poursuivis. La conversion des travailleurs pourra être menée avec l'appui d'EDF.

Dans la construction navale, réduction des capacités et modernisation seront menées de pair. L'embauche sera suspendue, les départs en préretraite à cinquante-cinq ans multipliés et une activité minimale sera maintenue sur chacun des cinq sites.

L'automobile bénéficiera d'un soutien à l'investissement pour la sortie de nouveaux modèles et des gains de productivité. Enfin, dans le téléphone, il est proposé de poursuivre l'effort engagé dans le développement de produits nouveaux.

3) Concertation et négociations sont pour ce faire mises en place. En cours dans la sidérurgie, elles aboutiront à des décisions début mars. Dans les charbonnages, le premier ministre recevra l'intersyndicale le 15 février et le conseil d'administration des Charbonnages se réunira le 17 février. Dans les chantiers navals, elles doivent aboutir avant fin février. Une concertation interviendra en février sur l'automobile au sein de la commission nationale de l'industrie. Il en sera de même pour le téléphone.

Le volet social

● L'adaptation de mesures existantes.

1) Les mesures d'âges : de manière générale, il est proposé de maintenir le dispositif actuel des préretraites FNE en subordonnant l'accord de l'Etat à un effort réalisé par l'entreprise pour favoriser les reclassements, la formation et le contenu du plan social.

Dans certains bassins d'emplois en grande difficulté, il est proposé de permettre à l'ensemble des entreprises de bénéficier des préretraites

à 55 ans en contrepartie du recrutement de demandeurs d'emplois ou de salariés licenciés. Pour la sidérurgie, il est proposé de limiter l'application des mesures d'âges dérogatoires aux seuls sidérurgistes travaillant dans des sites en forte restructuration. Pour les fermetures complètes de puits des charbonnages, les mécanismes spécifiques des retraites des mineurs pourraient être utilisés.

2) L'aide à la réduction de la durée du travail dans le cadre des contrats de solidarité : afin de faciliter l'utilisation de la réduction du temps de travail pour limiter les diminutions d'emplois, les conditions relatives au maintien des effectifs seront assouplies, dans les branches concernées, pour les contrats liés au plan productique et dans certains bassins d'emploi en grande difficulté.

3) L'aide à la réinsertion dans les pays d'origine : les entreprises concernées pourraient définir et financer des dispositifs favorisant la réinsertion des salariés étrangers volontaires. Il sera proposé aux partenaires sociaux d'examiner le moyen pour les intéressés de capitaliser une partie des indemnités de chômage. L'action complémentaire des pouvoirs publics fera l'objet d'accords bilatéraux avec les pays concernés.

4) Aides spécifiques au reclassement : il est proposé que les entreprises qui recrutent des salariés licenciés de la sidérurgie reçoivent une prime versée par les groupes sidérurgiques.

5) Allocation temporaire dégressive : dans certains bassins d'emploi et dans les branches en difficulté, l'allocation temporaire dégressive sera versée aux salariés qui acceptent un emploi avec une rémunération inférieure à leur rémunération précédente.

● Le congé de conversion pour la sidérurgie, les chantiers navals et les charbonnages.

Ce congé est proposé pour la sidérurgie, la construction navale et les

charbonnages. Dans ces secteurs, les salariés concernés par une réduction d'effectifs pourraient bénéficier d'une période de deux ans maximum au cours de laquelle ils pourraient acquiescer à une formation pour s'adapter à un nouvel emploi ; bénéficier d'offres d'emplois de reclassement hors de l'entreprise.

Ce congé de conversion doit permettre une action efficace de reclassement. (..)

Le salarié en congé de conversion percevrait une rémunération comparable à celle dont il aurait bénéficié s'il était demandeur d'emploi en formation.

Pendant la période du congé, les salariés se verraient proposer des offres de reclassement et une formation adaptée à ces offres. Une commission paritaire serait chargée du suivi des opérations et de l'appréciation des offres d'emploi. La rupture du contrat de travail interviendrait chaque fois qu'il y aurait reclassement, après le refus de deux offres d'emploi acceptables, et, dans des conditions à déterminer, à la fin du congé.

Le volet économique

Le volet économique du dispositif gouvernemental comporte trois parties.

1) Favoriser la création et le développement des entreprises. - On agit surtout par le biais des allègements fiscaux, l'encouragement à l'innovation, la participation des salariés, des universitaires et des chercheurs au capital des sociétés. La notion d'entreprise nouvelle - pour l'exonération de la taxe professionnelle et de l'impôt sur les sociétés - serait élargie. En outre, les mesures suivantes sont envisagées :

- Incitation fiscale aux dons pour certaines associations qui ont pour objet de faciliter les créations d'entreprises ;

- Incitation à la constitution de fonds communs de placement à risque pour qu'ils interviennent dans les pôles de conversion ;

- Attribution d'un complément de fonds propres aux groupes indus-

triels nationalisés afin qu'ils localisent des projets industriels dans les pôles de conversion.

2) La loi sur la troisième tranche du Fonds spécial de grands travaux sera votée à la session de printemps, et sa répartition prendra en compte les priorités des pôles de conversion.

3) Le renforcement des dispositifs locaux de conversion. - Dans les pôles prioritaires, les pouvoirs publics allègeront au maximum les procédures applicables aux entreprises, et le commissaire de la République présidera un comité qui aura compétence pour l'attribution de l'ensemble des aides publiques.

Les commissaires de la République verront leurs pouvoirs renforcés sur l'ensemble des services extérieurs de l'Etat. Ils pourront faire procéder à des audits d'entreprises. Seront mis à leur disposition des experts, spécialistes de la conversion industrielle et des procédures de reclassements sociaux.

Le gouvernement envisage aussi d'exonérer (pendant deux ou trois ans) les entreprises qui augmentent leurs effectifs de certaines contributions (le 0,9 % sur le logement par exemple).

Une attention particulière sera accordée par les pouvoirs publics et notamment la DATAR aux investissements étrangers, dès lors qu'ils se localisent dans les pôles de conversion (en 1983, environ onze mille cinq cents emplois ont été créés par des entreprises étrangères).

Des avenants aux contrats qui vont être signés entre les régions et l'Etat pourront être élaborés dans les quelques douze pôles de conversion. Ces avenants porteront sur la formation des travailleurs, la recherche appliquée, l'aménagement du cadre de vie dans les usines et les villes.

Enfin, les entreprises publiques devront elles-mêmes mettre en place les moyens de conversion humains et financiers à la mesure des problèmes à résoudre dans les régions concernées. Ces groupes devront mener des actions en étroite collaboration avec les collectivités locales afin de régénérer le tissu économique.

Un dispositif encore flou

A mesure que les dirigeants syndicaux sortent de la séance d'entretien qu'ils avaient eue avec M. Pierre Mauroy, ils précisent les éléments du schéma qui leur avait été présenté. Sur certains points, le dispositif reste flou.

Ainsi en a-t-il été pour le volet social, et notamment pour le financement de la mesure la plus attendue, le congé de reconversion. D'une durée de deux années, au maximum, sans rupture du contrat de travail avec l'entreprise, ce congé garantirait à son bénéficiaire un revenu équivalent à 70 % de son salaire, sans qu'on sache encore s'il s'agit du brut ou du net.

L'entreprise paierait cette indemnité, peut-être avec l'aide de l'Etat, mais serait en tout état de cause exonérée des cotisations sociales afférentes et des cotisations d'assurance-chômage. Quant au bénéficiaire, il verrait ses cotisations sociales ramenées au niveau des taux réduits déjà en vigueur pour les chômeurs.

C'est en ce sens, semble-t-il, que l'on a pu dire que l'UNEDIC (l'assurance-chômage) apporterait sa contribution pécuniaire, si elle ne participe pas au financement, elle doit faire un effort équivalent au montant des cotisations qu'elle ne percevra pas. Elle se trouve pénalisée, ou engagée, à la hauteur d'un manque à gagner.

Le licenciement effectif du salarié en congé de reconversion interviendrait, soit à l'occasion de son reclassement dans un emploi, qui pourrait donner lieu à une aide spécifique, soit à la fin de son congé. Dans ce cas, il serait ensuite pris en charge par l'assurance-chômage.

Pour les travailleurs immigrés, une aide au retour est envisagée, dont les contours sont à préciser, mais qui serait versée sous la forme d'une capitalisation des droits acquis et des cotisations versées.

Pour le reste, le volet social prévu fait appel à des mesures déjà existantes, qui seraient parfois renforcées. Les préretraites FNE ou de la convention de protection sociale seraient accordées, dès cinquante ans, aux sidérurgistes de la production (et non aux employés et aux cadres administratifs) et aux travailleurs des charbonnages. Un système de réduction du temps de travail, plus avantageux que celui en place avec les contrats de solidarité, est envisagé qui concernerait plus particulièrement le secteur de l'automobile, qui devrait voir sa productivité augmenter.

Il faut observer, à ce sujet, que si le plan s'intéresse prioritairement aux secteurs industriels les plus gravement touchés - la sidérurgie, les charbonnages et la construction navale - il prévoit également des dispositions particulières pour l'automobile, pour l'industrie du téléphone et des travaux publics.

- il prévoit également des dispositions particulières pour l'automobile, pour l'industrie du téléphone et des travaux publics.

D'autre part, si aucun chiffre précis n'a été fourni sur le nombre de personnes concernées, on sait maintenant qu'il oscille entre 10 000 et 15 000.

L'opération serait donc plus modeste qu'on avait pu l'imaginer, même si, à Masingon, on laisse entendre qu'elle peut avoir un rôle expérimental qui se trouve souligné par les mesures économiques actuellement étudiées.

De ce point de vue, pour des raisons essentiellement politiques, il n'est plus question de « zones franches », mais, selon les cas, de périmètres de reconversion, de renouveau, ou de « pôles de réactivation ». Ces zones seraient très étroitement délimitées et leur périmètre pourrait même être négocié. Elles seraient une dizaine, environ, parmi lesquelles on compterait les bassins miniers, avec Valenciennes, Denain, Carmaux, Decazeville et Albi ; la sidérurgie lorraine et encore Dunkerque, Caen, Montluçon, Saint-Etienne ; et, pour les chantiers navals, La Seyne.

Dans ces périmètres, il s'agirait de « dynamiser » la création d'entreprises grâce à des avantages fiscaux et des crédits d'équipement ou d'investissement pour les entreprises déjà existantes. Financièrement, les aides apportées par l'Etat pourraient être distinctes des actions du FIM (Fonds industriel de modernisation) que le président de la République et M. Fabius ne veulent pas voir confondues avec des opérations de sauvetage. Au total, une enveloppe de 3 milliards de francs pourrait être consacrée aux efforts de revitalisation des « périmètres de renouveau » à raison de 1 milliard de dotation budgétaire supplémentaire pour les entreprises nationalisées, et 2 milliards pour le financement des projets nouveaux.

Ces 3 milliards figureraient dans un fonds spécial, dont la création est envisagée, malgré les réserves de M. Mauroy, qui objecte que ces dispositions risquent de l'encontre des règles communautaires.

Enfin, il est également été question d'une nouvelle formule de fonds salariaux qui permettrait aux salariés de participer à l'augmentation des fonds propres de l'entreprise qui les emploie. M. Bergeron a renouvelé son opposition à cette idée.

Al. Le.

Des réactions très réservées

Tous les dirigeants syndicaux reçus successivement par M. Pierre Mauroy tout au long de la journée du 6 février ont fait preuve de réserve face au projet de plan gouvernemental de modernisation industrielle. A l'issue d'un entretien d'une heure trente avec le premier ministre, M. Henri Krasucki a estimé que c'est « à l'usage » qu'il verra si le mot « concertation » est celui qui convient.

Pour le secrétaire général de la CGT, les discussions avec le gouvernement « n'auront d'efficacité que si elles aboutissent à des solutions dans l'intérêt des travailleurs et que, simultanément, se développe leur action dans la plus grande unité syndicale ». « La CGT, a-t-il ajouté, n'est pas d'accord pour présenter comme conséquence nécessaire de la modernisation des phé-

nomènes qui relèvent en fait du recul industriel, du recul des capacités de production et d'emploi », avec des menaces pour « plusieurs centaines de milliers d'emplois ». Pour M. Krasucki, pour le moment, dans le dispositif gouvernemental, « le grand absent c'est bien la création d'emplois ».

Interrogé en fin d'après-midi à l'émission « Face au public » de France-Inter, M. Krasucki a déclaré que « l'espoir que les travailleurs ont mis en ce titre est trompeur, cela ne signifie pas qu'il est perdu, il y a un chemin, mais cela suppose effectivement de s'en occuper ». Affirmant que l'entretien avec M. Mauroy « n'a rien résolu », il a ajouté : « Le gouvernement s'orientait vers certains choix. Il doit y avoir des discussions. Rien n'est irréversible et il existe des possibilités de modifier certaines dispositions. (...) Devant des décisions que nous jugeons dangereuses pour les travailleurs, qui risquent d'aggraver la situation de certaines régions de notre pays nous disons : pas plus que nous ne l'avons accepté auparavant, pas plus nous l'accepterons aujourd'hui. Il y a cependant une différence : d'une part, on peut discuter ; d'autre part, si les travailleurs s'expriment avec une force suffisante, avec constance, avec suffisamment d'unité par des actions appropriées décidées ensemble, ils sont aujourd'hui dans une situation où ils pourront se faire entendre davantage que par le passé. »

Des intentions « courageuses »

M. André Bergeron, après un entretien d'une heure et demie avec M. Mauroy, a déclaré qu'il ne contestait pas les mutations technologiques « ce serait comme si nous nous prononcions contre la pluie » - et il a poursuivi : « Des phénomènes identiques existent dans tous les pays industrialisés. Mais, quel que soit leur bien-fondé, elles auront des effets perturbateurs chez les salariés. Nous redoutons que ces difficultés, s'ajoutant à celles qui existent, mettent en cause l'équilibre social (...). Dans la mesure où nous ne contestons pas le phénomène, il faut se comporter intelligemment pour garantir autant que faire se peut les salariés et leur reclassement. Ce n'est pas nous qui embourberons la trampoline comme d'autres l'ont fait. »

MM. Menu et Marchelli, pour la CGC, se sont ensuite entretenus

près de deux heures avec M. Mauroy. Le délégué général de la CGC, M. Marchelli, a qualifié de « courageuses » les intentions du gouvernement. Pour M. Menu, le gouvernement doit passer du discours à l'acte, le plus rapidement possible, sinon, a ajouté M. Marchelli, « nous serions au moins aussi virulents que nous l'avons été précédemment ».

Le délégué général de la CGC a violemment attaqué M. Krasucki, qualifié de « menteur » quand il nie les sureffectifs : « C'est la politique de l'autruche. Il est en train de trahir les gens qui lui font confiance. Il doit se préparer à recevoir de grands coups de pied au cul. Je parle de M. Krasucki et du PC. » Reçu ensuite pendant une heure, M. Jean Bonard, président de la C.F.T.C., a estimé que « la principale faiblesse du plan gouvernemental » réside dans « un certain flottement des propositions », notamment au niveau des mécanismes de financement. Il a souhaité des mesures de relance dans certains secteurs, notamment le bâtiment, où il déplore que « rien ne soit prévu actuellement », alors que quatre-vingt mille emplois par an sont supprimés.

A l'issue d'un entretien d'une heure trente avec M. Mauroy, M. Maire a jugé « très important qu'il n'y ait pas deux France industrielles ». « Il ne faut pas, a ajouté le secrétaire général de la C.F.D.T., qu'il y ait d'un côté la France des trois branches (sidérurgie, charbonnages, chantiers navals), pour laquelle on prendrait des mesures, et de l'autre des milliers d'entreprises également menacées mais oubliées. D'accord toutefois pour des mesures spécifiques, il estime qu'une concertation sur l'avenir économique des autres branches menacées doit également avoir lieu. »

M. Mauroy achève ses consultations le 7 février en recevant le CNPF et la CGPME. Dans une interview à la Croix du 7 février, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, affirme : « Il y a aujourd'hui malheureusement encore loin de la parole aux actes, et la réalité est encore aujourd'hui celle que nous ne cessons de dénoncer : charges trop lourdes, situation financière difficile, taux d'investissement toujours faibles. Pour M. Gattaz, la prise de conscience du gouvernement « n'est pas suffisante et il faut passer aux actes » - et « prendre des mesures courageuses ».

REÇUS PAR M. MAUROY Le CNPF et la CGPME prônent une relance du bâtiment et des travaux publics

M. Yvon Gattaz, président du CNPF, qui était reçu par M. Mauroy le 7 février à propos des restructurations industrielles, n'a pas caché sa « déception ». Les mesures envisagées sont « insuffisantes », elles s'attaquent « aux effets et non aux causes » des restructurations ; enfin, il s'agit d'une occasion manquée de procéder à des expérimentations. Le CNPF a redit son opposition aux « périmètres de renouveau », « discriminatoires », « arbitraires », et qui vont « introduire des rigidités là où il faudrait plus de souplesse ». De même l'organisation patronale n'est-elle pas favorable aux contrats de conversion, eux aussi discriminatoires et dont on ne sait pas qui va les payer.

Le CNPF a réitéré ses propositions, dès lors que les périmètres de renouveau ont été créés, de voir alléger les contraintes pour tous les emplois nouvellement créés. Il a proposé aussi une relance sélective dans le bâtiment et les travaux publics.

Tel est aussi le souhait exprimé dans la lettre à M. Mauroy par M. Bernasconi, président de la CGPME. Ce dernier, s'il s'est félicité de « l'approche plus réaliste du gouvernement », a aussi réclamé la mise en œuvre de solutions qui créent rapidement des emplois dans les zones en difficulté, et notamment une relance du secteur du bâtiment et des travaux publics.

SELON UN SONDAGE « LIBÉRATION »-SOFRES

Une majorité de Français se montrent favorables à la modernisation industrielle

Une majorité de Français se déclarent favorables à la modernisation industrielle en France. Selon un sondage publié par Libération du 6 février (effectué par la SOFRES du 23 au 28 janvier 1984 sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus) 33 % des personnes interrogées jugent la modernisation « souhaitable à condition d'accorder une aide importante aux personnes touchées par les licenciements ». Cette opinion est partagée par 35 % des électeurs du Parti communiste, 40 % du Parti socialiste, 34 % de l'UDF et 26 % du RPR. 23 % des Français estiment la modernisation « urgente, même s'il y a dans un premier temps beaucoup de licenciements ». Pour 24 % des Français (26 % d'électeurs du PC, 25 % du PS, 24 % de l'UDF et 21 % du RPR) elle est « indélébile à condition de se faire sans aucun licenciement ». 10 % (26 % des électeurs du PC) considèrent que « c'est un prétexte pour le patronat qui cherche à licencier ».

Quant aux responsabilités dans la situation actuelle, 29 % des Français les attribuent au gouvernement Mitterrand-Mauroy et 28 % au gouvernement Giscard d'Estaing-Barre, 43 % étant sans opinion. Pour 43 % des personnes interrogées, le gouver-

nement doit « poursuivre son effort de rigueur économique même s'il faut accepter des licenciements ». 43 % (61 % des électeurs du PC et 43 % des électeurs du PS) estiment que le gouvernement doit « préserver les emplois même s'il faut accepter des déficits financiers plus importants ». Si le gouvernement accepte des licenciements dans les secteurs industriels en déclin, 34 % des Français estiment qu'il aura échoué et « trahi » les travailleurs l'ayant porté au pouvoir (38 % des électeurs du Parti communiste, 19 % du Parti socialiste, 39 % des ouvriers), mais 56 % pensent qu'il « n'a pas le choix et accepte les licenciements pour éviter des crises plus graves ». Cette opinion est partagée par 54 % des électeurs du PC, 77 % du PS, 46 % de l'UDF, 47 % du RPR ; chez les ouvriers, 51 % sont de cet avis. Parmi les solutions, les congés formation pour se préparer à un autre métier recueillent 39 % d'opinions favorables. 35 % des Français n'ont confiance en aucun des syndicats sur les problèmes de la modernisation industrielle. FO recueille la confiance de 16 % des personnes interrogées, la CGT de 12 %, la CFDT et la CGC de 8 % et la CFTC 3 %. 67 % des Français sont favorables à une prime de retour aux immigrés.

PLUS VITE, MOINS CHER
en livraison immédiate

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GT !

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix - le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

55.100.000

POLITIQUE

encore flou

Il y a également des dissensions particulières pour l'avenir de l'industrie du textile... et évoque -

« L'opération serait donc plus complexe qu'on avait pu l'imager... »

« On ne peut pas, pour des raisons essentielles, politiques, à l'heure de la question de la détermination du rôle de l'Etat... »

« Dans ces conditions, il s'agit de définir la stratégie à long terme... »

« On a également pu constater... »

« Mais, il y a également... »

MAUROY

travaux publics

« Le CNP... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Les travaux... »

« Mme Veil doit devenir le chef de l'UDF » nous déclare M. Alain Bloch, vice-président du Parti radical

Les principaux responsables des partis qui composent l'UDF en conviennent aisément : la préparation des élections européennes a clairement montré que l'UDF devra, si elle veut affronter dans les meilleures conditions les élections législatives de 1984, mieux s'organiser et, notamment, se donner un chef de file capable d'assurer la cohésion de l'ensemble.

M. François Léotard, secrétaire général du PR, a déjà pris date en désignant le « processus de non-existence politique » dans lequel s'est engagée la confédération (le Monde du 25 janvier), tandis que

MM. André Rossinot, président du Parti radical, et Pierre Méhaignerie, président du CDS, affirment qu'il n'est plus possible que des personnalités plus ou moins extérieures à l'UDF - interfèrent - régulièrement dans ses décisions.

M. Alain Bloch, vice-président du Parti radical, récemment nommé délégué national de l'UDF, rêve, pour sa part, à une solution : que Mme Veil, au lendemain des élections européennes, apparaisse comme « le chef potentiel de l'UDF ». Il nous explique, ci-dessous, les raisons de son choix.

M. Alain Bloch remarque, tout d'abord, qu'aucune organisation ne peut survivre longtemps sans avoir résolu son problème de leadership. Nous avons, dit-il, trois présidents possibles à l'UDF : M. Giscard d'Estaing, M. Barre et Mme Veil. C'est une force. Nous devons veiller à ne pas la transformer en handicap. Selon lui, une constatation s'impose : M. Giscard d'Estaing et M. Barre divisent l'UDF plus qu'ils ne la rassemblent, alors que Mme Veil vient de prouver, après de multiples péripéties, qu'elle avait le caractère et l'autorité nécessaires pour rassembler l'UDF malgré elle. Elle s'est comportée, affirme-t-il, en chef de parti et de la façon la plus démocratique qui soit : en rencontrant tour à tour les responsables et en écoutant toutes les déclarations en dehors des instances dirigeantes de l'UDF. Elle a réussi, ajoute-t-il, à ramener l'UDF à la raison. C'est le propre des leaders que de savoir dépasser les aspirations des militants pour choisir les

solutions correspondant aux souhaits profonds des électeurs. On peut, remarque M. Bloch, dissocier à l'infini sur les avantages et les inconvénients d'une liste unique de l'opposition aux élections européennes. Mais, quand un porteur majeur (le RPR) se rallie à vos thèses, continuer à vouloir la diversité, cela signifie vouloir la division : ceux qui souhaitent une liste dissidente adoptent une position excessive qui les condamnent aux yeux de l'opinion. Notre objectif, insiste-t-il, doit être de passer le barre des 50 %. M. Veil peut réussir si l'UDF oublie ses querelles intestines et arrête de baisser les bras en permanence. Il est temps, à l'UDF, de transformer cette dynamique de l'impuissance en dynamique du succès. Il faut, affirme-t-il, que l'UDF profite de la dynamique créée par la campagne européenne, qui lui permet d'identifier plus que ses partisans à la tête de liste et de trouver une solution à son problème d'image dans l'opinion. Il ne s'agit pas, pourtant, de vouloir à tout prix que Mme Veil

devienne la présidente de l'UDF, nous précise M. Bloch. Il suffit qu'elle apparaisse comme son chef potentiel, dit-il. Dans l'immédiat, Mme Veil peut le mieux, selon lui, incarner les valeurs auxquelles est attachée l'UDF, qui se veut une force de centre : elle est aussi capable d'attirer les déçus du socialisme. Toutefois, pour M. Bloch, cette solution ne préjuge en rien des choix futurs de l'UDF. Le vice-président du Parti radical constate simplement qu'il sera « toujours aussi difficile » dans quelques mois de choisir entre M. Giscard d'Estaing et M. Barre, et que, si une formation politique peut fonctionner avec plusieurs présidents sans désigner à l'avance son candidat pour 1988, elle ne peut vivre sans que l'un de ses présidents assure le leadership. Le choix de M. Bloch se porte aujourd'hui sur Mme Veil, la mieux armée, selon lui, pour éviter une dislocation des centres, qui ne pourrait que servir la gauche au pouvoir. L'UDF aurait tout gagné à ce que Mme Veil apparaisse comme son chef potentiel, c'est la conviction de M. Alain Bloch.

Propos recueillis par CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Les nouveaux attentats en Guadeloupe Un défi aux enquêteurs

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Il était 9 h 30, le samedi 4 février, quand les policiers de garde au commissariat de Pointe-à-Pitre entendirent au téléphone une voix masculine, anonyme, leur annoncer en créole l'explosion prochaine de plusieurs bombes dans le département. Un appel après deux d'autres qui, depuis quelque temps, se multiplient en Guadeloupe dans le but évident de créer une psychose de la bombe. Pourtant, un quart d'heure plus tard, après un nouvel appel, les policiers prirent beaucoup plus au sérieux ce correspondant, qui, cette fois, désignait les cibles visées, on les invitait à faire évacuer les lieux et qui n'hésitait pas à se réclamer de l'ARC (Alliance révolutionnaire caribéenne).

A 11 h 10, deux chambres de l'hôtel Méridien, situé à Saint-François, la pointe est de la Grande-Terre, étaient soufflées par

un engin de plus de 2 kilos d'explosif. Les dégâts sont importants et trois personnes ont été légèrement blessées. A peu près au même moment, près de l'aéroport, dans la ville des Abymes, une autre explosion provoqua un supermarché du groupe K-DIS. Plusieurs centaines de millions de centimes de dégâts sont à déplorer. Plus tard, trois autres engins étaient détonnés et démantelés, le premier dans les locaux de la rédaction du quotidien *France Antilles*, du groupe Hershman, le deuxième dans une chambre de l'hôtel P.L.M.-Araxak, à Gosier, et le troisième dans la voiture de géant de la société Antilles-Automobile, le concessionnaire de la firme Renault en Guadeloupe.

Sur les lieux des attentats, le commissaire de la République, M. Robert Miguet, dénonçait ces « actes meurtriers et suicidaires destinés à saper l'économie fragile du département et à augmenter le chômage. Je crois, ajoutait-il, que l'on assiste actuellement à des réactions de bêtes sauvages traquées dans le camp de ceux qui, se sachant très menacés, vont encore faire quelques feux d'artifice. J'ai bon espoir que très rapidement on mettra la main sur ceux qui ont les principaux responsables de ces actes, qui sont connus, car ils ont fait l'objet de déclarations de leurs complices arrêtés. Ce sont eux, les têtes, qu'il faut arrêter maintenant. Le préfet faisait allusion, semble-t-il, aux deux militants du MPIC (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante), Henri Bernard et Luc Reineite (fondateur de cette organisation), recherchés depuis deux mois dans le cadre de l'enquête qui a permis aux policiers parisiens d'opérer sur place, à la suite de la série d'attentats du 14 novembre dernier, d'interpellier et d'arrêter treize militants et militants indépendants inculpés de complot et d'attentat contre la sûreté de l'Etat mais également de dégradation et de destruction d'objets mobiliers ou immobiliers par puissance explosive. La chambre d'accusation de Basse-Terre a rejeté, vendredi, tous les appels des inculpés.

Le 20 janvier, un engin explosif avait été découvert sur le parking du central téléphonique de Pointe-à-Pitre, le jour même où plusieurs des inculpés comparaissaient devant le juge d'instruction, mais l'ARC avait véhémentement nié être à l'origine de cette tentative d'attentat et avait accusé les autorités de s'être livrées à une provocation. En revanche, les auteurs des attentats du 4 février ont utilisé, selon les premiers éléments de l'enquête, les mêmes méthodes que celles employées lors des attentats antérieurs. Ces nouvelles explosions apparaissent donc comme un défi, et un véritable pied de nez, aux enquêteurs, accusés par le camp nationaliste de se livrer à une véritable répression politique.

ERIC RENÉ.

RÉUNIS EN ÉTATS GÉNÉRAUX

Les associations et les clubs de l'opposition veulent organiser une grande manifestation de rue

Sur l'initiative de la Confédération des associations républicaines (CODAR), les premiers états généraux des associations de l'opposition ont été réunis dimanche 5 février, à Paris. Quarante-dix associations et quelque trois mille personnes ont participé à cette manifestation, destinée notamment à faire prendre conscience - aux associations de leur poids politique - et à définir leur rôle - sur la scène politique.

A l'occasion de ces états généraux, la CODAR a mis au point un manifeste pour le renouveau de la France, qui préconise notamment de défendre la République des hommes contre la logique des appareils et des idéologies ; de donner à l'opposition le souffle et les valeurs qui lui manquent pour accueillir les déçus du socialisme ; d'être l'avant-garde audacieuse et exigeante de l'opposition.

Dans son discours de clôture, M. Bruno Mégret, président de la CODAR, mais aussi des comités d'action républicaine (CAR), a proposé la création, d'ici à l'été prochain, d'un comité de liaison de l'opposition où seraient représentées toutes les forces qui se reconnaissent dans l'opposition : partis, clubs, associations, organisations professionnelles, afin de manifester concrètement, même en dehors des élections, l'unité de l'opposition. Il a souhaité que l'opposition dise clairement aux Français ce

qu'elle veut faire de l'après-socialisme - et prenne d'ici à la fin de l'année « des engagements précis sur les grandes questions qui préoccupent nos compatriotes ».

Enfin, M. Mégret a proposé l'organisation d'une grande manifestation de rue de toute l'opposition pour la défense des libertés. « Nous ne pouvons tolérer, a-t-il affirmé, que notre pays glisse insidieusement dans un totalitarisme larvé. Ne nous laissons pas intoxiquer par nos adversaires : les manifestations sont légales ».

En bref

Le Comité presse-police-justice à Montigny. Une délégation du Comité presse-police-justice - qui regroupe le Syndicat national des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de

police, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France - a été reçue par deux conseillers du premier ministre, à propos des récents incidents de Corse. La délégation a reçu l'assurance que des consignes ont été données pour que des saisies avant diffusion de reportages, à l'initiative du ministère de l'intérieur, ne se reproduisent plus. Rappellent que cette mesure de censure avait été utilisée lors des obsèques, le 14 janvier, d'un militant de l'ex-FLNC.

Démission du maire de Montreuil. M. Marcel Dufrique, maire communiste de Montreuil (Seine-Saint-Denis) depuis 1979, conseiller municipal depuis 1959, a annoncé qu'il remettrait sa démission, pour raisons de santé, le 18 mars prochain. M. Dufrique, qui est âgé de soixante-deux ans, restera conseiller municipal.

VOIR AU BUREAU
READY MADE
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
TEL. 260.28.01
LAMPE HALOGENE
BASSE TENSION
DEUX INTENSITÉS

Les éditions Jean Bonnefoi présentent
ANTHOLOGIE DES LECTURES ÉROTIQUES
de Jean-Jacques Pauvert
LA FABULEUSE HISTOIRE DU DÉSIR ET DE SES FANTASMES

Une anthologie exhaustive Feuilleter cette anthologie c'est partir à la découverte de l'univers peu connu et délicieusement troublant de la littérature érotique. Aucun aspect n'est laissé dans l'ombre, tous les domaines sont explorés, tous les écrits qui furent qualifiés suivant l'humeur, l'époque, la nation, de légers, grivois, libertins, polissons, licencieux, scabreux, voire, résolument pornographiques, ont leur place dans cette gigantesque « Somme ». J.-J. Pauvert situant chaque extrait dans l'ambiance de l'époque et dans la chronologie de l'œuvre de chaque auteur.

Maurice Barrès écrivain érotique ! Vous vous attendez certes, à retrouver parmi les 249 extraits réunis, les grands noms de la littérature licencieuse : Sade, Béril de la Bretonne, Pierre Louys, Barbet d'Aurevilly, Casanova, et autre Baudelaire ; vous ne serez pas déçus. Mais pensez-vous, y découvrir les noms et les écrits de Saint-Jest (oui, le révolutionnaire), de Michelet ou de Renan, savourer un très léger poème de Francis Jammes ou une historiette vraiment « gauchiste » du traditionaliste Maurice Barrès. Mentionnons encore un extrait de Camille ou la collaboration - littéraire cette fois - entre Masset et George Sand nous permet d'apprécier un aspect peu connu et plutôt scabreux de la littérature romantique et venons en, aux 80 anonymes recensés, l'anonymat couvrant souvent des grands noms ayant choisis le secret pour éviter les foudres de la censure.

Vous irez de surprise en surprise dans un jaillissement de textes inédits que vous ne trouverez nulle part ailleurs, passant de poèmes délicieusement libertins à une lecture franchement érotique, voire à un conte plus que scabreux qui vous coupera littéralement le souffle.

Une presse unanime
« Mérite de figurer au premier rayon des bibliothèques sèches, c'est-à-dire vouées au plaisir. »
B. Polrat Delpech (Le Monde)
« Fabuleuse anthologie. »
François Kersès (Le Matin)
« Une formidable chasse au trésor. »
A. Lebrun (Les Nouvelles Littéraires)
« La première du genre, elle va défrayer beaucoup de monde. »
G. Fourn (Le Figaro Magazine)
« Véritable histoire inconnue de la sensibilité libertine. »
Mathias Galey (L'Express)
« Un monument. »
Cavanna (Charlie Hebdo)
« Rougissez, réfléchissez, n'écoutez plus le diable, écoutez J.-J. Pauvert. »
Pierrette Rosset (Elle)



Quatre volumes (18 x 24) totalisant 780 pages et 249 extraits d'écrits érotiques, 40 planches d'illustrations libertines. En souscription, chaque volume 148 F.

Gratuitement les chefs-d'œuvre de l'art érotique Avec chacun des quatre volumes de cette anthologie, vous offrez gracieusement une pochette de dix planches (18 x 24) libertines de grands maîtres (peinture, dessin ou estampes). Des conditions exceptionnelles de souscription Bien que le premier des quatre tomes soit déjà paru vous pouvez encore souscrire à l'ensemble de la collection au prix de lancement de 148 F chaque volume. En outre, le même prix vous sera garanti pour les trois autres volumes à paraître.

CADEAU Tout souscripteur, nous adressant le bon ci-dessous dans un délai de 10 jours, recevra gracieusement une reproduction grand format d'une œuvre d'art libertine datant de 1835 et attribuée à Deveria.

BON A ADRESSER A JEAN BONNEFOI
36 rue Vauvargues 75018 Paris

Je désire profiter de votre offre exceptionnelle de souscription et recevoir le premier volume de l'Anthologie des lectures érotiques en quatre volumes ainsi que la pochette de dix reproductions correspondantes.

Je vous prie de trouver ci-joint le règlement soit : 148 F + 18,60 F de frais de port = 166,60 F. Si je suis le moins du monde déçu, je vous renverrai l'ensemble en recommandant dans son emballage d'origine et sera immédiatement remboursé y compris de mes frais de recommandation.

Dans le cas contraire, je recevrai au rythme d'un volume tous les mois, les trois autres volumes et leur pochette au prix d'un volume de 148 F le volume que je réglerai comptant à réception. Je reste toutefois libre d'interrompre ma souscription à tout moment si je le désire.

Nom
Prénom
Adresse complète
Code postal
Ville
Date Signature

Vous adressant ma commande dans les 10 jours, je recevrai en cadeau la reproduction de Deveria que je garderai quelle que soit ma décision.

Un rapport américain déconseille les échographies systématiques chez la femme enceinte

Un rapport officiel, rédigé par un groupe de quatorze experts américains, met en garde contre l'utilisation systématique des échographies chez la femme enceinte. Selon ces experts, l'innocuité absolue de cet examen, qui connaît un très large développement aux États-Unis comme en France, n'a jamais été prouvée.

L'utilisation des ultrasons chez la femme enceinte (échographie obstétricale) offre de nombreux avantages. Cet examen permet notamment de calculer la taille et la vitesse de croissance du fœtus dans l'utérus et de dépister certaines malformations, de diagnostiquer les grossesses gemellaires ou le sexe de l'enfant. Son utilisation s'est très vite répandue dans la plupart des pays industrialisés. En France, une récente étude épidémiologique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale témoigne du succès rencontré par cette technique qui offre, en outre, l'avantage de rassurer la future mère quant à la normalité de l'enfant qu'elle porte.

Les ultrasons ne sont en eux-mêmes ni dangereux ni traumatisants pour les structures vivantes. Or, certaines études ont observé que l'utilisation de l'échographie, un faible poids de naissance ou une dys-

lexie. Il souligne aussi que ces études sont en réalité sans valeur, compte tenu de fautes méthodologiques. Pour les experts, l'absence de risque est plus supposée que clairement démontrée. « Nous n'avons pas trouvé d'argument pouvant justifier l'utilisation systématique de l'échographie obstétricale », explique le docteur Frigoletto. Selon lui, cet examen doit être réservé aux grossesses à problèmes, pour lesquelles un diagnostic supposé doit être confirmé.

Des altérations cellulaires

L'étude américaine a réuni quatorze experts, dirigés par le docteur Frédéric Frigoletto, professeur de gynécologie et d'obstétrique à l'université médicale de Harvard. Effet-tuée à la demande du National Institute of Health, elle conclut que l'échographie obstétricale ne doit pas être utilisée de manière systématique. Selon le rapport, qui doit être présenté cette semaine, une exposition prolongée à des ultrasons de grande puissance provoque des altérations cellulaires chez l'animal. Cette donnée expérimentale n'a néanmoins jamais pu être observée chez l'homme.

Le rapport fait état de deux études menées chez l'homme, qui établissent une corrélation entre l'utilisation de l'échographie, un faible poids de naissance ou une dys-

lexie. Il souligne aussi que ces études sont en réalité sans valeur, compte tenu de fautes méthodologiques. Pour les experts, l'absence de risque est plus supposée que clairement démontrée. « Nous n'avons pas trouvé d'argument pouvant justifier l'utilisation systématique de l'échographie obstétricale », explique le docteur Frigoletto. Selon lui, cet examen doit être réservé aux grossesses à problèmes, pour lesquelles un diagnostic supposé doit être confirmé.

« Le problème de l'innocuité de l'échographie obstétricale », souligne le docteur Léandre Pourcelot (CHU de Tours), est de ceux qui sont régulièrement posés. S'il est vrai que des effets biologiques ont été mis en évidence sur des fœtus de souris, il convient néanmoins de comparer ce qui est comparable. Or les appareils actuellement utilisés sont de puissance très faible (moins de 100 milliwatts par centimètre carré de surface étudiée).

Par souci de précaution, estime pourtant ce spécialiste, on devrait éviter, sauf comme préalable aux interruptions volontaires de grossesse, l'utilisation de l'échographie obstétricale durant les trois premiers mois de grossesse.

JEAN-YVES NAU.

Les déboires de Challenger

(Suite de la première page.)

Cette expérience de marche dans l'espace est d'une importance limitée pour les prochaines missions de la navette, bien qu'elle ait été programmée pour préparer le vol du mois d'avril destiné à réapprovisionner le Solar Mission Satellite. En revanche, l'échec du lancement des deux satellites est lourd de conséquences.

Les deux tentatives de mise sur orbite, celle de Wesmar-6 comme celle de Palapa-82, ont montré qu'un élément essentiel à ces opérations avait, par deux fois, connu des défaillances.

Sans ces systèmes, qui ne sont que des moteurs de fusée (PAM-D), les satellites de télécommunications, de télévision directe ou de météorologie seraient bien en peine d'atteindre l'orbite géostationnaire. En effet, du fait même de l'altitude relativement basse à laquelle croise la navette (environ 300 km), il est nécessaire d'adapter sur les satellites à lancer une fusée d'appoint que l'on connaît sous le nom de moteur de pégée.

Procédure compliquée

Ce moteur, mis à feu pour des raisons de sécurité quelques quarante-cinq minutes après que la navette a quitté la suite de la navette, permet de modifier l'orbite suivie et de placer l'engin, non plus sur une orbite circulaire de 300 km, mais sur une trajectoire elliptique de 300 km de périégée et de 36 000 km d'apogée.

Cette délicate opération accomplie, un second moteur de fusée, dit d'apogée, entre en action pour circulariser l'orbite à 36 000 km d'altitude de manière à donner au satellite une position géostationnaire, apparemment fixe au-dessus d'un point de l'équateur.

L'ensemble de cette procédure, quelque peu compliquée, n'est pas utilisé avec des lanceurs conventionnels comme la fusée européenne Ariane ou les fusées américaines Delta et Atlas. Car, contrairement à la navette, ces lanceurs ont, dès l'origine de leur développement, été optimisés pour atteindre l'orbite géostationnaire.

Pour cette simple raison, il n'est donc pas nécessaire que les satellites embarqués sur Ariane ou sur les Delta exportent un moteur de pégée comme le PAM-D, ce qui réduit d'autant les risques de mise sur orbite. Le PAM-D, qui, par deux fois, vient de mettre la NASA dans l'embarras, est pourtant un matériel éprouvé, conçu par McDonnell-Douglas.

Cadres d'entreprise, enseignants, éducateurs, journalistes, secrétaires, comptables, syndicalistes, ont ainsi rejoint les amphithéâtres des étudiants les ont accueillis avec tout juste un peu de curiosité au début. « Ils ont déjà du mal à suivre leurs études », précise M. Maumon, instituteur, qui, à vingt-six ans, est le plus jeune de la « promotion adulte ». « Ils se demandent comment on peut avoir en même temps un emploi... »

On exige en effet des adultes la même assiduité aux conférences de méthode et la même quantité de travail personnel. Ils bénéficient cependant d'aménagements leur permettant de ne pas interrompre leur activité professionnelle. Ils peuvent en particulier choisir, sans limite, la durée de leur scolarité et assister à chaque année par capitalisation - et non en fin d'études - les épreuves menant au diplôme. S'ils le souhaitent, des séances de « rattrapage » de culture générale peuvent être organisées à leur intention, tandis que des « tuteurs » sont à leur disposition pour chaque discipline.

fabrication de ces matériels, bien que maintenue en état, est arrêtée, et aucune décision de la relancer n'a encore été prise.

La clientèle ne risque-t-elle pas alors de se tourner vers l'Europe pour la mise en orbite d'une partie de ses satellites ? Peut-être. D'autant que, pour les satellites de poids élevé, le mauvais fonctionnement récent de l'IUS, qui est l'équivalent du PAM-D pour ce type de charge utile a mis également la NASA dans l'embarras. L'avenir montrera si un changement d'attitude - à minima vraisemblablement - s'opérera chez les propriétaires de satellites qui, comme la Western Union ou le gouvernement indonésien, ont momentanément perdu 75 millions de dollars chacun (couverts par une police d'assurances).

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

MORT DU CANCÉROLOGUE

HENRY S. KAPLAN

L'un des plus célèbres cancérologues mondiaux, le professeur Henry Kaplan, vient de mourir, à l'âge de soixante-cinq ans, d'un cancer du poulmon, pour lequel il avait subi une intervention chirurgicale, il y a cinq mois.

Chef de département de cancérologie et radiothérapie de l'université Stanford, en Californie, Henry Kaplan laisse une œuvre considérable et se trouve à l'origine des plus importants progrès enregistrés depuis trente ans dans la lutte contre le cancer.

Il initia notamment les techniques de traitement multiples et offensives, combinant chimiothérapie et radiothérapie, qui autorisent aujourd'hui un taux de guérison exceptionnellement élevé pour la maladie de Hodgkin et certaines leucémies, hier encore mortelles à cent pour cent.

Sciences-Po délivre son diplôme à des adultes salariés

L'Institut d'études politiques vient d'ouvrir une nouvelle voie d'accès aux adultes justifiant d'un moins cinq ans d'activité professionnelle. Ceux-ci accèdent directement en seconde année, jusqu'à l'année préparatoire et aux titulaires de certains diplômes de l'enseignement supérieur. M. Michel Gestot, directeur de l'Institut, est l'auteur de cette petite révolution au sein du célèbre établissement.

L'Institut proposait déjà depuis longtemps des séminaires de formation continue, de courte durée, ne débouchant sur aucun diplôme. La nouveauté introduite est plus ambitieuse, puisque des salariés, quels que soient leur âge et leur scolarité antérieure, peuvent prétendre à la même formation, au même diplôme - s'ils réussissent avec succès les mêmes épreuves - que les étudiants admis par le concours classique.

Pour être admis, les candidats à la « deuxième chance » doivent franchir toutes les étapes d'une sélection rigoureuse : présentation d'un dossier personnel et professionnel, épreuve écrite de quatre heures (cette année, ils ont « planché » sur la quatrième chaîne de télévision), entretien avec une commission composée d'enseignants de l'Institut. Aucun quota n'est fixé, c'est la qualité des candidats qui décide. En septembre dernier, trois cent trente-huit se sont présentés; cinquante-six ont été admis (soit 5 % de l'effectif total des élèves de Sciences-Po). Plus de la moitié n'ont aucun diplôme d'enseignement supérieur. Certains d'entre eux ne sont pas bacheliers.

Cadres d'entreprise, enseignants, éducateurs, journalistes, secrétaires, comptables, syndicalistes, ont ainsi rejoint les amphithéâtres des étudiants les ont accueillis avec tout juste un peu de curiosité au début. « Ils ont déjà du mal à suivre leurs études », précise M. Maumon, instituteur, qui, à vingt-six ans, est le plus jeune de la « promotion adulte ». « Ils se demandent comment on peut avoir en même temps un emploi... »

On exige en effet des adultes la même assiduité aux conférences de méthode et la même quantité de travail personnel. Ils bénéficient cependant d'aménagements leur permettant de ne pas interrompre leur activité professionnelle. Ils peuvent en particulier choisir, sans limite, la durée de leur scolarité et assister à chaque année par capitalisation - et non en fin d'études - les épreuves menant au diplôme. S'ils le souhaitent, des séances de « rattrapage » de culture générale peuvent être organisées à leur intention, tandis que des « tuteurs » sont à leur disposition pour chaque discipline.

« Au début », avoue Marie-Christine, vingt-neuf ans, secrétaire de direction à Calais, j'avais des complexes par rapport aux étudiants : ils ont des licences, des maîtrises, ils savent beaucoup de choses... Aujourd'hui, encouragée par ses premiers bons résultats, elle insiste sur « la masse de problèmes matériels » auxquels elle est confrontée. Elle a obtenu un congé-formation accompagné d'une rémunération pendant vingt mois, puisqu'elle était obligée - dépense supplémentaire - de s'installer à Paris. Mais après ? Marie-Christine, qui veut élargir son « horizon professionnel », craint les difficultés financières : c'est déjà pour cette raison qu'elle n'avait pu entrer à l'université antérieurement.

Père de famille, cadre à EDF, M. Huby, qui, avec un brevet d'enseignement commercial, a commencé sa carrière comme employé de comptabilité, a franchi les échelons successifs de la promotion interne. A quarante-quatre ans, il souhaite aller encore plus haut, mais pense en même temps préparer sa retraite. Lorsque l'âge sera venu, il a l'intention de se présenter aux élections municipales en Bretagne, d'où il est originaire. Un tel diplôme, estime-t-il, lui apportera plus de crédibilité. Pour ne pas trop déséquilibrer sa vie familiale et professionnelle, il a décidé de faire ses études en quatre ans, voire plus si nécessaire. Il a été déchargé d'une partie de ses activités professionnelles.

Réussir, en dépit d'un rythme de travail et de vie qui peut devenir dissuasif : c'est le pari de ces nouveaux étudiants. Bilan dans quelques années, lorsque sortiront les premiers diplômés de la seconde chance.

CATHERINE ARDITI.

* Les inscriptions pour la rentrée 1984 à cette nouvelle voie d'accès sont ouvertes jusqu'au 15 février. Les épreuves écrites d'admission auront lieu le 10 mars et les entretiens en mars et avril. Renseignements : Institut d'études politiques de Paris, procédure spéciale d'admission, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07, Tél. : 260-39-60, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 11 heures et de 14 heures à 16 h 30.

UN ÉCHEC POUR LES ÉCOLOGISTES AMÉRICAINS

La centrale atomique de Three Mile Island pourrait reprendre ses activités

Washington. — Les écologistes ont perdu une bataille importante dans leur combat pour obtenir la fermeture de la centrale nucléaire de Three Mile Island (TMI) installée près de Harrisburg (Pennsylvanie). La Commission de contrôle nucléaire (NRC) vient, en effet, de prendre une décision qui permettra de remettre en marche celui des deux réacteurs qui n'avait pas été affecté par l'accident du 28 mars 1979.

Selon la commission, il n'y a pas lieu d'attendre la fin des poursuites actuellement engagées contre la Metropolitan Edison Company, accusée de négligence et de falsification de documents, pour approuver la « compétence » et l'« intégrité » des dirigeants de la société mère General Public Utilities (GPU). Elle exclut que ceux-ci puissent être « temporairement » ou « définitivement » déplacés.

Le président-directeur général de la GPU s'est félicité de la décision, ajoutant que le réacteur, provisoirement arrêté avant l'accident du 28 mars 1979 pour cause de réapprovisionnement en combustible, pourrait être remis en marche au printemps. Le président de la commission a prudemment souligné que la décision ne représentait pas une autorisation et que la commission se réservait le droit d'imposer des contraintes, y compris le licenciement d'autres membres du personnel de GPU, avant d'autoriser la remise en marche du réacteur.

Correspondance

Conscient de l'inquiétude des habitants des localités voisines de la centrale, le gouverneur de Pennsylvanie s'est prononcé contre la remise en marche du réacteur avant que ne soit éliminé complètement le matériel radioactif du second réacteur, endommagé lors de l'accident. Quant aux groupes qui, depuis des années, menaient campagne pour la fermeture de la centrale, ils se sont déclarés « indignés » mais décidés à poursuivre leur action, justifiée selon eux, par les enquêtes en cours sur l'intégrité des dirigeants de la compagnie.

De toute évidence, la commission a été sensible aux arguments de l'industrie nucléaire - appuyée par le gouvernement - qui connaît actuellement une situation difficile. Après l'accident de TMI, des règles plus rigoureuses concernant la sécurité ont été imposées, qui ont retardé

DE LOURDES CONSÉQUENCES

Le 28 mars 1979, alors que l'équipe de conduite du réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de Three Mile Island est aux commandes, une série d'incidents rendent le mauvais fonctionnement d'une vance, qui se reflète dans le cœur du réacteur partiellement hors de l'eau.

Privé de son refroidissement, le cœur du réacteur chauffe et fond partiellement, mettant la centrale dans une situation alarmante. Plus de seize heures seront alors nécessaires pour revenir à une situation sûre.

L'industrie nucléaire américaine se retrouve difficilement de cet accident majeur qui, de manière directe ou non, amènera à un certain ralentissement - voire parfois à des arrêts - des programmes nucléaires dans le monde.

Des déchets nucléaires européens stockés en Chine ?

Correspondance

Bonn. — Le gouvernement chinois vient d'offrir à plusieurs pays européens, notamment la Suisse et l'Allemagne fédérale, de prendre en charge les déchets nucléaires de leurs centrales atomiques. En RFA, la China Nuclear Energy Industry Corporation a commencé des négociations avec l'homme d'affaires ouest-allemand Alfred Hempel, spécialiste du commerce avec les pays de l'Est, et les firmes allemandes Nukem et Transnuclear, filiales de la RWVE, la compagnie productrice d'électricité de Rhénanie-Westphalie.

Selon l'hebdomadaire Der Spiegel, qui a révélé cette affaire dans son dernier numéro, les discussions porteraient sur 4 000 tonnes de déchets provenant des centrales de divers pays d'Europe, au prix de 1 500 dollars le kilo. Les intermédiaires allemands ont confirmé qu'ils avaient signé une « lettre d'intention » avec les Chinois pour des conversations sur une éventuelle coopération en matière d'élimination des déchets nucléaires.

De même source, la Chine aurait notamment indiqué qu'elle était prête à entreposer ces déchets dans le désert de Gobi. Mais d'autres solutions, comme le retraitement, sont également envisagées. Commencées sur l'initiative de la Chine, les négociations en sont à leur début, indique-t-on auprès de la firme Nukem qui se refuse, en revanche, à confirmer les chiffres avancés par l'hebdomadaire. On ne cache pas chez Nukem que ces négociations seront longues et se heurtent à des problèmes complexes.

De source suisse, on confirme que les Chinois ont pris contact avec le ministère de l'énergie à Berne : celui-ci s'est montré intéressé. On indique, toutefois, que si les Chinois veulent aller plus loin, il leur faudrait aussi entrer en contact avec des firmes suisses et qu'une éventuelle conclusion devrait faire l'objet d'un accord bilatéral incluant des clauses de non-prolifération. La Chine avait, depuis octobre 1983, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne.

HENRI DE BRESSON.

[A la COGEMA, (Compagnie générale pour les matières nucléaires), qui gère en France l'usine de retraitement de la Hague (Manche), pratiquement la seule au monde à faire du retraitement industriel, on estime que cet accord n'aurait pas l'approvisionnement de l'unité UP-3, en cours de construction, dont les clients sont déjà bien engagés. Quant aux conséquences à long terme, on attend d'en savoir plus pour se prononcer.]

HENRI PIERRE.

Aux Trois Quartiers la Tradition des smocks.

BARBOTEUSE
50% coton, 50% polyester
rayée ciel / blanc
6 mois, 1 an.

ROBE assortie
6 mois, 2 ans.

115 F

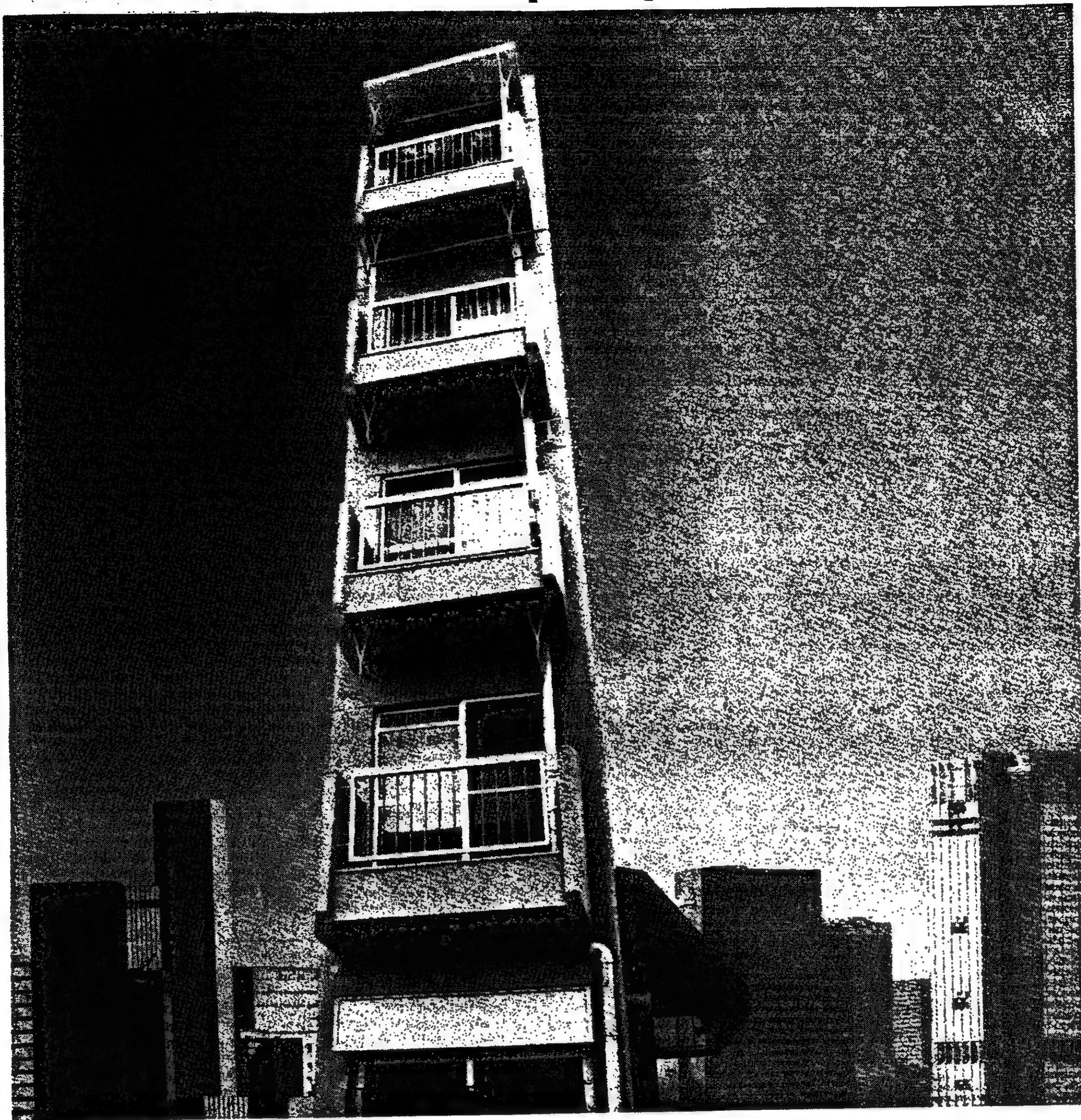


Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

مركز من الأصل

Résidence de vacances pour petites familles?



Ou bien par Interhome:

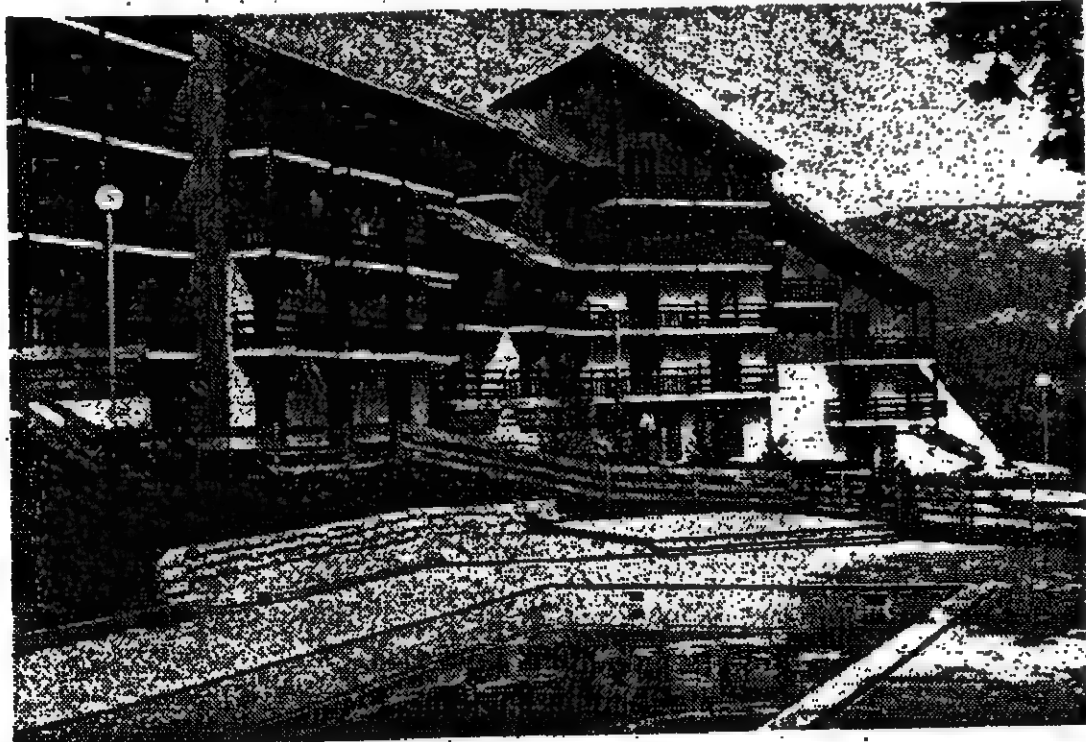


Figure sur la reproduction, à gauche, une vraie maison: l'une des 15 000 maisons, appartements, chambres d'hôtel d'Interhome en Europe. Elles sont toutes entièrement décrites dans nos nouvelles brochures. Demandez-les maintenant, ne prenez pas de risques. Téléphonez à: 355.44.25 ou renvoyez-nous ce coupon.

INTERHOME

Le spécialiste des séjours en hôtels et en logements de vacances

J'envisage de passer des vacances en:
☐ Suisse ☐ France ☐ Espagne ☐ Italie
☐ Yougoslavie ☐ Autriche ☐ Allemagne
 (Cochez la case correspondante)

Nom/Prénom: _____

Numéro/Rue: _____

Code postal/Localité: _____

INTERHOME, 15, Av. Jean-Aicard,
 75011 Paris, tél. 355.44.25

KM

CHRONOLOGIE

Janvier 1984 dans le monde

La chronologie mensuelle, publiée depuis septembre 1979 et jusqu'à janvier 1984 dans le Monde Dimanche, paraît désormais dans le quotidien, le mardi, entre le 6 et le 12. Elle est établie par Philippe Boucher et Edouard Mazauril.

ÉTRANGER

1. - **BRUNÉI** : Le protectorat britannique de Brunéi, sultanat pétrolier de 220 000 habitants au nord de Bornéo, devient indépendant. (1-2 et 3).
3. - **ÉTATS-UNIS-SYRIE** : M. Jesse Jackson, candidat noir démocrate à l'investiture présidentielle américaine, obtient, à Damas, la libération du pilote américain fait prisonnier par les Syriens le 4 décembre 1983 au Liban. (du 3 au 6).
4. - **LIBAN** : L'aviation israélienne attaque deux bases de terroristes liés à l'Iran près de Baalbek. C'est le plus meurtrier des raids lancés par Israël au Liban : il aurait fait au moins cent morts. (5 et 6).
6. - **TUNISIE** : Le président Bourguiba annonce qu'il reporte de trois mois les augmentations du prix du pain et des produits céréaliers qui avaient provoqué de très violentes émeutes. Au moins soixante-quinze personnes auraient été tuées depuis le 29 décembre. M. Bourguiba confirme, le 7, M. Mazli dans ses fonctions de premier ministre et démet le ministre de l'Intérieur, M. Guiga. (du 3 au 14 et 27).
9. - **JORDANIE** : Le Parlement, composé pour moitié de représentants palestiniens de Cisjordanie, se réunit à Amman pour la première fois depuis 1974. Il adopte un amendement constitutionnel qui le restaure dans ses fonctions pour une durée de 10 ans, le gouvernement est profondément remanié : à sa tête, M. Ahmad Obaidat succède à M. Moudar Badrane. L'inauguration des travaux du Parlement, le 16, le roi Hussein réaffirme sa volonté de parvenir à une « formule pratique de coopération » avec l'OLP. (7, 10, 11, 12, 18, 20 et 31).
10. - **DANEMARK** : Les conservateurs de M. Poul Schlüter, premier ministre sortant, obtiennent 42 sièges (+ 16) aux élections législatives anticipées. Mais la coalition quadripartite de centre droit, au pouvoir depuis septembre 1982, reste minoritaire avec 76 (+ 11) des 179 sièges. (8-9, 10, 12 et 27).
10. - **ÉTATS-UNIS-VATICAN** : Les États-Unis ouvrent une ambassade au Vatican où n'était auparavant accrédité qu'un représentant personnel du président. (11).
10. - **FRANCE-ESPAGNE** : Une quinzaine de réfugiés basques sont interpellés dans la région de Bayonne. Six sont expulsés vers l'Amérique latine, les autres sont assignés à résidence au nord de la Loire. Ces mesures prouvent que Paris et Madrid sont décidés à renforcer leur coopération contre le terrorisme. (11, 12, 18, 19, 20 et 28).
10. - **LAOS** : Mort du prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre. (11).
- 10-16. - **CHINE-ÉTATS-UNIS** : La visite aux États-Unis de M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, favorise le développement des relations bilatérales. (5, 7, 10, 12, 14 et 17).
11. - **ÉTATS-UNIS-AMÉRIQUE CENTRALE** : Le rapport de la commission nationale bipartite créée en juillet 1983 sur l'avenir de l'Amérique centrale est rendu public par M. Henry Kissinger, qui la présidait. Le rapport, approuvé par les républicains mais critiqué par les démocrates, recommande une aide économique de 8,4 milliards de dollars à la région pour les cinq prochaines années.
11. - **FRANCE-ARABIE SAOUDITE** : Au moment où la France annonce sa volonté d'accroître ses exportations d'armes, Paris et Riyad signent un contrat de 35 milliards de francs prévoyant la livraison de systèmes complets de défense antiaérienne. (17, 19 et 28/4/II).
12. - **ARGENTINE** : Le président Alfonsín, parlant de « réconciliation nationale », souhaite que la justice agisse « avec prudence, mais aussi avec fermeté » envers les responsables de la répression. Les enquêtes sur les « disparitions » se poursuivent. Le général Reynaldo Bignone, ancien chef de l'État, a été arrêté le 10 ainsi que, le 19, le général Ramon Camps, ancien chef de la police de Buenos-Aires. (3, 4, 6, 7, 12, 13, 14, 19, 21 et 25).
12. - **ÉTATS-UNIS** : Le dollar bat de nouveaux records : à Paris, il cote 8,69 F. Les indices pour 1983 témoignent du redressement économique : la production industrielle (- 8 % en 1982) a progressé de 6 % ; le taux de chômage est passé de 10,7 % à 8,2 % ; et le nombre de salariés employés a augmenté de quatre millions ; la hausse des prix a été de 3,2 %. Mais le commerce extérieur a enregistré un déficit record de 69,4 milliards de dollars contre 42,7 en 1982. (Du 5 au 16, 22-23 et 29-30).
12. - **ISRAËL** : Le gouvernement israélien adopte un budget d'austérité contrôlée. Le 16, des mesures très strictes visant à contrôler le marché des devises sont annoncées. En 1983, le taux de l'inflation a atteint 190,7 %, et le déficit du commerce extérieur 5,3 milliards de dollars. (1-2, 3, 5, 14, 18, 22-23 et 28).
- 13-15. - **ESPAGNE** : Des dissidents du Parti communiste espagnol fondent un nouveau parti, prosoviétique et hostile à l'eurocommunisme. M. Georges Marchais « condamne », le 20, le soutien apporté par Moscou à cette « faction ». (15-16, 17, 22-23, 26 et 31).
14. - **LIBAN** : Mort du commandant Saad Haddad, chef de l'armée du Liban libre, allié d'Israël. M. Shamir, premier ministre israélien, assiste, le 16, à ses obsèques. (17 et 18).
16. - **RFA** : Le général Günther Kiesling, plus haut gradé de la Bundeswehr et commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe, porte plainte contre X pour diffamation : accusé d'homosexualité, il a été limogé le 31 décembre par M. Manfred Wörner, ministre de la Défense ouest-allemand. (6, 8-9, 14, 17, 19, 20, 21, 22-23 et 26).
- 16-19. - **SOMMET ISLAMIQUE** : Le quatrièmes sommet islamique rassemble à Casablanca (Maroc) les représentants de 41 des 44 pays membres, dont 23 chefs d'État. L'OLP est représentée par M. Yasser Arafat, dont la position se trouve renforcée. Après de vifs débats, et malgré l'opposition de la Libye et de la Syrie, 32 pays adoptent une résolution qui devrait permettre la réintégration de l'Égypte, exclue en 1979 après la signature du traité de paix avec Israël. (Du 15 au 24).
18. - **LIBAN** : L'assassinat de Malcolm Kerr, président de l'Université américaine de Beyrouth, est revendiqué par le mouvement du Jihad islamique. (19, 20 et 21).
18. - **NIGÉRIA** : Un nouveau gouvernement comprenant onze civils et sept militaires, est formé par le général Mohamed Buhari, chef de l'État depuis le coup d'État du 31 décembre 1983. (Du 1^{er} au 7, 11, 14, 17, 20, 21 et 25).
18. - **URUGUAY** : La première grève générale depuis la prise du pouvoir par l'armée en juin 1973 est un succès. L'assemblée inter-syndicale des travailleurs (PIT) qui l'avait organisée est dissoute par le gouvernement militaire. (13, 18 et 20).
- 19-20. - **FRANCE-MONACO** : Visite officielle de M. François Mitterrand en principauté de Monaco. (20, 21 et 22-23).
22. - **ALGÉRIE** : M. Chadli Bendjedid, réélu le 12 pour un nouveau mandat présidentiel de cinq ans, remanie profondément le gouvernement : M. Abdelhamid Brahimi est nommé premier ministre. (14, 18, 24 et 25).
22. - **MAROC** : Le roi Hassan II renonce à l'augmentation

FRANCE

2. - M. Pierre Mauroy, en rendant public le rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions rouleurs », affirme que MM. Giscard d'Estaing et Barre « ont pris la responsabilité de dissimuler les faits et d'empêcher les enquêtes ». M. Barre, interrogé par le Monde, déclare, le 3, que ce qui le « choque le plus c'est que le président de la République ait laissé faire cette opération ». Puis M. Giscard d'Estaing, de retour d'Israël, affirme, le 11, à TF1, que M. Mitterrand « n'est plus qualifié pour représenter l'unité du pays ». M. Max Gallo réplique aussitôt en reprochant à M. Giscard d'Estaing de se croire « propriétaire du vote des Français ». Ces déclarations relancent l'affrontement politique entre la majorité et l'opposition tandis que la presse publie de nouvelles précisions sur l'affaire (à partir du 1^{er}).
3. - Yves Montand explique ses engagements politiques aux « Docteurs de l'écran » sur Antenne 2. Les déclarations du comédien-chanteur, qui ont eu un large écho dans l'opinion, sont vivement critiquées par le Parti communiste. (5, 6, 8-9, 12 et 13).
6. - M. François Mitterrand, en visite à Vienne (Autriche), déclare à l'adresse de la communauté arménienne : « Il n'est pas possible d'effacer la trace du génocide qui vous a frappés ». Ces propos suscitent la réprobation officielle d'Ankara. (10 et 12).
7. - Mort d'Alfred Kastler, prix Nobel de physique 1966. (8-9 et 10).
10. - M. Marc Tenenbaum, professeur agrégé de géographie à Ajaccio, quitte la Corse après avoir été menacé de mort par le FLNC. Les menaces visant les enseignants continuent et la reprise des attentats suscite une vague de protestations des partis politiques et des syndicats contre la violence, tandis que l'hommage rendu, le 14, à Serriera, par les nationalistes corse à Etienne Cardil, militant du FLNC, tué le 9 en posant une bombe, provoque des remous au sein des forces de l'ordre, empêchant l'intervalle, ainsi qu'à l'FR 3, après la saisie par la police d'un reportage. (du 10 au 25).
12. - M. Alain Savary présente ses nouvelles propositions sur l'enseignement privé. Les manifestations organisées le 22 à Bordeaux et le 29 à Lyon par le Comité national de l'enseignement catholique sont des succès (8-9, du 13 au 19, 24 et 31).
14. - La famille de Robert Boulin, retrouvé mort le 30 octobre 1979, affirme que l'ancien ministre a été assassiné bien que les conclusions de la nouvelle autopsie n'infirmes pas la thèse du suicide (du 14 au 20).
14. - Mort de Maurice Belloc, aviateur qui fit, en 1930, avec Dieudonné Costes, le premier voyage transatlantique Paris-New-York. (17).
19. - M. Jean Durieux, rédacteur en chef adjoint de Paris-Match, est incarcéré pour le vol et le recel de clichés de l'identité ju-

Les relations Est-Ouest

16. - Le président Reagan déclare, dans un discours, qu'il est favorable à un dialogue « constructif et réaliste » avec Moscou. (10, 17 et 18).
17. - Ouverture à Stockholm de la conférence sur le désarmement en Europe (CDE) dont la convocation a été décidée par la CSCE à Madrid. Les trente-cinq ministres des affaires étrangères des pays signataires en 1975 de l'Acte final d'Helsinki y participent. (1-2, 3, 6, 10, du 15 au 21, 26 et 27).
18. - M. Gromyko prononce à la tribune de la CDE un très violent réquisitoire contre les États-Unis. (19 et 20).
18. - M. Shultz et Gromyko se fient de nouveau pendant cinq heures pour ce que les Américains qualifient de « bonne discussion ». Sur la proposition des Soviétiques, il est décidé que les négociations sur les forces classiques en Europe (MBFR) reprendront à Vienne le 16 mars. (20, 21 et 24).
24. - M. Andropov, répondant à des questions de la Pravda, continue de critiquer les États-Unis mais ne rejette pas complètement les appels au dialogue de M. Reagan. (26, 27 et 28).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- CHINE : Le Tibet entre le yogi et le commissaire (10 et 11).
- AFAIRES : La guerre mensuelle de la communication (11, 12, 13 et 14).
- ESPAGNE : La démocratie à l'âge de raison (12).
- BRESIL : La grande misère du Nord-est (15-16).
- ECONOMIE : Sécurité sociale et assurances privées (17).
- PROCHE-ORIENT : L'OLP en quête d'une nouvelle stratégie (19 et 20).
- FRANCE : La SFP et la création audiovisuelle (20 et 21).
- MALAYSIE : La Malaisie en crise de croissance (24, 25 et 26).
- CEE : L'échec de la politique méditerranéenne de la CEE (24).
- TUNISIE : La Tunisie des frustrations (31/1 et 2/II).
- MATIÈRES PREMIÈRES : Pleins feux sur l'étain (31).

Les « mutations industrielles »

3. - E. - A. Talbot-Poisey, de violents affrontements opposent grévistes et non-grévistes. Après la fermeture de l'usine par la direction, le 6, la reprise du travail a lieu progressivement entre le 11 et le 17, tandis que, au cours de réunions tripartites, les pouvoirs publics, la direction et les syndicats mettent en place le plan social d'accompagnement des 1905 licenciements. Du 1 au 13, 17, 18, 21 et 26).
7. - Après que M. Jean Poperen, « numéro deux » du PS, ait dénoncé le « maximalisme » et le « surenchère » de la CFDT, en particulier dans le conflit Talbot, le comité directeur du PS souligne que les restructurations industrielles ne pourront être « menées à bien sans la cohésion de la majorité, sans l'union des forces du monde du travail ». (7, 8-9 et 10).
8. - M. Pierre Mauroy envisage un « statut intermédiaire », afin qu'un travailleur dont l'emploi a été supprimé ne soit ni licencié ni chômeur. Il parle, le 18, à Lisbonne, de « concepts de reconversion ». (11, 18, 21, 22-23 et 24).
9. - M. Edmond Maire demande « avec force » un changement de comportement du gouvernement. Il déclare, le 10, que « des solutions négociées » doivent être trouvées « aux problèmes industriels et aux problèmes d'emploi ». (10, 11, 12, 14, 18 et 20).
- 17-19. - M. Georges Marchais, dans le rapport qu'il présente devant le comité central du PCF, demande qu'il n'y ait « pas de licenciements, pas un chômeur de plus » et ajoute : « Réussir la rénovation de l'industrie nationale implique de commencer par accroître l'emploi productif ». M. Marchais estime, le 20, sur FR 3, que la politique suivie doit être fidèle aux engagements de M. Mitterrand avant l'élection présidentielle de 1981 (12, 13 et du 18 au 24).
18. - M. Yvon Gattaz, président du CNPF, reçu par M. Mauroy, assure que « si un éléphant réel de 10 % des charges des entreprises était décaissé, 500 000 emplois seraient créés ou sauvés ». (18 et 20).
28. - M. Henri Kresczyk, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, affirme, dans un texte très critique à l'égard du gouvernement, qu'il lit à l'antenne : « C'est notre devoir de créer, de créer et de donner le ton ». (31).
30. - Un séminaire réunit à Versailles autour de M. Mauroy treize membres du gouvernement pour mettre au point, dans les régions les plus touchées par les reconversions industrielles, les engagements ou à prévoir, un plan de défense de l'emploi, ainsi qu'un programme d'aide aux créateurs d'entreprises en faveur des PMI (à partir du 28).

CULTURE

4. - Sortie en France d'*Et vous le saluez...*, film de Federico Fellini (5).
5. - Le Théâtre national de Strasbourg présente *Tartuffe*, de Molière, mis en scène par Jacques Lassalle et interprété par Gérard Depardieu et François Périer (10).
11. - Le conseil des ministres adopte dix mesures pour lutter contre l'analphabétisme en France (12, 13 et 29-30).
12. - Le Zénith, une nouvelle salle de 5 700 places pour le rock et la chanson, est inauguré par M. François Mitterrand à La Villette (14 et 21).
28. - Mort de Roger Blin, acteur et metteur en scène, « découvreur » de Beckett (24).
29. - M. Alain Savary annonce une série de mesures pour améliorer l'enseignement de l'histoire et de la géographie (20 et 24).
29. - Mort de Johnny Weissmuller, ancien champion olympique de natation et interprète de Tarzan au cinéma (24).
23. - L'aménagement du futur Grand Louvre est évalué par la commission supérieure des monuments historiques. Le projet de M. Ieoh Ming Pei, architecte américain, de construire une pyramide de verre au milieu de la cour du Louvre suscite une controverse (24, 28 et 29-30/1, 3/II).
24. - La *Khovenchchina* de Moussorgski, mis en scène par Pier-Luigi Pizzi, ouvre la « saison russe » du Théâtre musical de Paris (27).

سكان الأصل

CINÉMA

« TRICHEURS », de Barbet Schroeder
La roulette infernale

C'est un peu la situation inversée de la Baie des anges, de Jacques Demy. Un homme, Eric, joueur invétéré, entraîne dans son sillage une femme, Suzie, qui semble lui porter chance à la roulette. Mais de la Côte d'Azur à l'île de Madère ou à San Remo, la distance est grande, et Tricheurs n'est pas un nouveau film sur la passion du jeu, mais sur son prolongement dans l'art de tricher.

Inspiré des expériences réelles de Steve Bass (celui-ci a travaillé au casino, ainsi que Pascal Bonitzer), Tricheurs montre, avec une précision parfaite, les techniques forçant le hasard, en particulier certaines bille truquées, dirigées par télécommande minuscule. Barbet Schroeder transcrit cet aspect documentaire par la mise en scène permanente d'un vertige envahissant peu à peu tous ceux qui approchent Eric, ce possédé auquel Jacques Dutronc prête des faiblesses cachées, une mythomanie galopante, un charme trouble à dem-

ner les saints ou les saines - et Dieu sait qu'il n'y en a pas ici.

On peut avoir horreur du jeu, ne rien comprendre à la tactique de la roulette et aux trucs des joueurs et des tricheurs, on se laisse emporter par ce qui est bel et bien le spectacle d'une traversée des casinos modernes, monde de fièvre et de passion, où il est aussi excitant, sinon plus, de perdre que de gagner. D'ailleurs, à l'exemple de Suzie dont le passé n'est pas clair, et de Jorg, le maître-tricheur, comment résister à Dutronc, désinvolte de la roulette infernale, dont les actes ambigus ou forcés sont autant de pièges amoureux pour un autre jeu dont lui seul connaît les règles ?

Alors, l'étonnante transformation de Bulle Ogier, dont la férocité mûrie s'oppose aux désirs secrets, aux manœuvres perverses de Kurt Raab (acteur allemand venu de chez Fassbinder), répond-elle à la même fascination. L'argent ramassé sur les

UN ENTRETIEN AVEC JACQUES DUTRONC

« On pourrait jouer avec des haricots »

Jacques Dutronc donne rendez-vous dans un petit restaurant, près de la place Maubert, où il tient table ouverte. Lunettes noires et gros cigare ; on reconnaît l'image. Mais Dutronc enlève ses lunettes. Et même lorsqu'il blague on sent passer dans ses yeux bleus quelque chose de sérieux, d'attentif.

« Avez-vous vu les affiches de Tricheurs dans le métro ? On m'a supprimé le cigare au bec. Sous prétexte que cela aurait pu inciter les gens à fumer. Cela m'honorait, au prix où sont mes cigarettes. La RATP ne fait pas tant d'histoires avec les films de violence dont les affiches étaient des justifications. Mais maintenant, des machines à tuer... »

Dans le métro, le fameux cigare est en effet dissimulé sous des étagères à la taille d'elles portent le mot « suspens ». Tricheurs n'est pourtant pas un film policier. Bon, suffit. On repart en arrière. Aux débuts à l'écran, en 1973, Jacques Dutronc était alors compositeur et chanteur.

« Au music-hall, j'avais ma propre entreprise. Je n'avais jamais voulu faire du cinéma. C'est Jean-Marie Périer qui m'y a obligé. Je dis bien « obligé », il a insisté à me porter jusqu'à ce que j'accepte. Il m'a fait à lire le scénario d'Antoine et Sébastien, à accepter le rôle. Et sur le tournage il m'a obligé à être bien. C'est devenu un plaisir. J'étais entouré de gens qui s'entraînaient à moi. Chacun, j'étais amené à faire ma propre mise en scène. Acteur de cinéma, j'étais pris en main, dirigé, on pensait pour moi. Une belle expérience.

Après, tout s'est enchaîné. Zulawski avait vu Antoine et Sébastien. Il est venu me demander pour l'important c'est d'ailleurs. C'est quelques années d'entraînement passées, brillantes dans la vie et dans le métier. Et puis, Lolouch m'a demandé pour le Bon et les Méchants. C'est comme cela que j'ai joué dans vingt-deux films en dix ans. Mais, contrairement à certains comédiens et à certaines comédiennes qui essayent, en tournant, de se placer déjà pour un prochain rôle, je n'ai jamais joué que mon personnage, sans chercher à me faire remarquer pour le film suivant. Il faut donner le meilleur à son rôle, quel qu'il soit - à partir du Point de vue, en 1977, j'en ai eu de très ambigus, pas nets, antipathiques, cela me plaisait - mais garder sa personnalité. L'acteur doit se préserver de la performance, de l'identification. Et du meilleur, en scène, s'il pousse trop loin.

« Voyez Robert de Niro. Pour New York, New York, il avait un personnage de musicien ; il a appris à jouer du saxo. Pour interpréter le rôle du boxeur Jack La Motta, il s'est fait grossir. Si on lui propose un rôle d'aveugle, est-ce qu'il va se

criver les yeux ? Etre acteur, même si on entend bien avec certains metteurs en scène, c'est comme la vaine conduite au vol d'une voiture : une main qui repousse, une main qui retient. Je ne suis pas de là. Le seul réalisateur avec lequel je me suis laissé totalement aller, c'est Godard. Savoir qui peut (la vie) est le film de la détresse totale. Contrairement à ce qu'on peut croire, Godard n'est pas triste dans la vie. Mais il voulait que je sois énervé, de mauvaise humeur, autodestructeur. Le contraire de ce qu'on me demandait d'habitude. Car, au cinéma, même un Godard peut sourire. J'aime chez Godard les moments de cassures, tout ce qui n'est pas la continuité, la construction classique de la plupart des films.

Il y a sûrement en moi quelque chose d'assez pervers. Cela peut correspondre à ces personnages dont on me dit : ils sont fascinants par ce qu'ils laissent deviner. Je suis loin d'être aséptisé, pasteurisé, mais, pour Tricheurs, la seule chose que je connaissais des casinos, c'étaient les tournées de chant. Sans blague. Si j'ai des copains joueurs, l'univers du jeu et moi, ça fait deux. Le personnage d'Eric m'a passionné. Il fallait tout inventer. Dès le début, il a un moment de faiblesse, ensuite il donne l'impression d'être fort. Le jeu est à la base de toutes les sensations d'Eric, du plus bas au plus haut. Il n'est pas plus fort en gagnant qu'en perdant. Le jeu, c'est l'orgasme du plaisir solitaire.

L'argent le dénature. Il faut intéresser la partie. On pourrait jouer avec des haricots, des allumettes, cela n'altérerait pas le plaisir. L'argent, lui, amène un terrible vertige. Il faut risquer tout ce qu'on possède et plus que cela : l'état intérieur, la vie.

Quand il n'a plus de moyens matériels, le joueur impuissant se met à tricher. C'est la perspective du film. Elle amène chez Eric des rapports pervers - tiens, ça y est ! - avec Suzie, sa mascotte (d'habitude, les femmes sont exclues de la vie des joueurs, car les sensations ne doivent pas s'égarer), et avec Jorg, le tricheur professionnel, homosexuel. Le jeu prime tout. Et même si l'amour s'en mêle, Eric se sert, à l'occasion, de Suzie comme écran entre lui et Jorg. Mais ils finissent par avoir, tous, les mêmes visages de joueurs.

Je suis intervenu pour faire modifier dans le scénario, ce qui était trop dur, trop méchant, à l'égard de Jorg (Kurt Raab). Il fallait tout de même tenir compte de ses sentiments. Barbet Schroeder est très ouvert aux suggestions des comédiens ; il réfléchit longuement avant de se décider. Là, il était d'accord. Mais il tenait à la fin telle qu'elle est tournée, avec Bulle Ogier. Personnellement, si j'avais été Eric - et je l'étais ! - je me serais tiré avec l'argent du dernier gros coup et on ne m'aurait jamais revu.

Propos recueillis par JACQUES SICHEL

NOTE

Théâtre
« Le Marionnettiste de Lodz »
à Aubervilliers
Pour Charles Denner

Charles Denner, qui n'avait plus joué au théâtre depuis dix ans, se retrouve sur les planches en un quasi « one man show » héroïque de plus de deux heures d'horloge. Avec son tempérament de Polonais d'origine (de toute sa « polonité », aurait dit Gombrowicz), il donne tout, sa densité d'ancien élève de Dullin, sa présence, mystérieuse et claire à la fois : son énergie est celle des comédiens habitués au cinéma, à ses pertes de temps, attentes et recompositions, tantôt électrisés, tantôt calmes comme de grands fauves au repos. En plus de quoi, il a une vraie goule, l'acteur Denner, et une dégringolade de type non résigné à la maturité, de gamine écorchée, et encore, une voix susceptible de se briser.

Tout ça pour porter à bout de bras un texte impraticable, signé Gilles

Ségat, et intitulé le Marionnettiste de Lodz, un juif (Finkelbaum) qui, tenu dans une petite chambre de la banlieue de Berlin, refuse, cinq ans après la fin de la guerre, de sortir au jour, et répète, inlassablement, un spectacle de marionnettes contenant les horreurs du camp de concentration où sa femme est morte. Soliloque face à des poupées de chiffon, souvenirs obsessionnels. Parfois, derrière la porte, une concubine obstinée (Françoise Bertin) vient rallier l'oreille, accompagnée ou non de personnages questionneurs, tous joués par l'auteur lui-même, pour les besoins de rebondissements fugitifs et peu plausibles.

Arrive finalement un encore plus improbable copain d'Anvers, qui ne le tirera pas de sa claustration, mais s'enfermera avec lui. Morale : on n'oublie pas. Jean-Paul Rousillon a bâti dans un décor d'André Acquart une mise en scène propre et consciencieuse de cette pièce à tiroirs ; quelques grains d'humour jaillissent, et surtout la force sensible de Denner saute à peine l'ensemble du mélo.

MATHILDE LA BARONNIE.
* Théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

THÉÂTRE

« EST-IL BON, EST-IL MÉCHANT ? », de Diderot
Lointaine gare d'Austerlitz !

Embrouille-mystère, amalgame-mystification que cet Est-il bon, est-il méchant ? de Diderot, comédie dont Eric prétend vouloir faire un paradis pour deux.

L'architecture du Casino Park Hôtel de Madère, conçu par Oscar Niemeyer, et les décors décalés par les éclairages de Robby Muller (chef-opérateur de Wim Wenders), entretiennent délices et fantasmes, sur la musique répésee de Peer Raben. La fresque hallucinatoire qu'offre dans deux scènes superbes : l'affrontement de Dutronc et de Bulle Ogier dans le couloir bleuté reliant la salle de jeux au bar, la dernière partie truquée où Bulle Ogier perd littéralement le titre et brise le tourbillon destructeur. Le point-fini est atteint. Le film pourrait s'arrêter sur ce gouffre, mais Barbet Schroeder a préféré une fin de comédie ironique à la Lubitsch. Il y a toujours, quelque part, un casino. - J. S.

* Voir les films nouveaux.

Pour écrire, il s'installe, sur un coin de petite table, dans le grand salon de Madame de Malves, qui est, pour réfléchir, l'endroit le moins fait du monde : presque un vrai boulevard, traversé par des ouvriers, des créanciers, des veuves...

Madame de Malves est un fantôme. Une absence. Hardouin n'écrit pas la pièce, mais il la fera écrire par un confrère, Surmont, qui n'est au courant de rien, ou plutôt qu'Hardouin met sur une fausse piste.

Tout se passe d'ailleurs comme si la pièce en question s'écrivait d'elle-même, non pas avec une plume et de l'encre, mais d'une façon médiumnique ; car Hardouin, débarrassé de la corvée d'écrire, va se lancer dans un certain nombre de manigances, de fumisteries, qui se retrouveront noir sur blanc dans le manuscrit que Surmont apportera à la fin de la comédie, alors qu'il n'a été témoin d'aucun de ces événements.

Ces fumisteries, Hardouin les accomplit dans le but de faire le bien, de rendre des services à autrui. Il se fait passer pour le père d'un enfant qui n'est pas le sien. Il fait croire à une mère que sa fille est enceinte...

Il y a beaucoup de fausses paternités dans l'air. Lorsque le père, (l'enfant) de Hardouin-Surmont sera enfin écrite, Madame de Malves (c'est-à-dire le public) pourra alors apparaître tout de même, cependant que Surmont déclare d'un ton sibyllin : « autant de pères que d'enfants, ni plus ni moins », et alors surgissent, comme d'une boîte, une ribambelle de « petits enfants », des bouquets de fleurs à la main (il existe une autre pièce où, comme cela, des enfants viennent conclure la chose, c'est la Tour de Hoffmann, mais là ils prennent le pouvoir, proclamant un enfant-roi).

Somme toute le spectateur de Est-il bon, est-il méchant ? ne sait presque où donner de la tête. Les faits et les propos de Diderot se chevauchent : l'altruisme et le quant-à-soi, l'intervention bienveillante et l'absentéisme, l'honnêteté et la filouterie, l'écriture d'une pièce et sa non-écriture, la vie réelle et l'invention, l'art et le mensonge, la naïveté et la mystification, le public et l'absence, la solidarité et la pitié, la société et la solitude, et il faut bien en passer, car nous n'en finissons plus, et Diderot enfonce tout cela par l'entremise de scènes brèves, montées sans coutures, d'un allant fou... Peu d'œuvres dramatiques sont moins lourdes que celle-ci, peu nous font méditer à tant de choses...

En ce temps de recherche et de découverte naît la fascination de Serge Maggiani pour la littérature. La littérature est ce qui au théâtre l'intéresse. Pourtant si adolescent il lit beaucoup, il s'arrête - il ne sait pas pourquoi - quand il ose aborder le théâtre parlé, aux cours de Tania Balachova et chez Claude Regy. Mais c'est en 1975, sous l'influence de Bob Wilson, que se situe le moment où la voix intervient dans l'image comme une virgule discrète. Serge Maggiani joue avec Claude Regy Vermeil comme le sang, et au Québec, les Nègres, spectacle censuré... Il rencontre Catherine Dasté, pour l'histoire de Saint Simon le Voyeux, et recommence à lire. Il découvre le texte de Tourgueniev, le choisit, se fait choisir, par cette « littérature », par ce personnage qui se pose toutes les questions que le théâtre pose. C'est à dire ? Pourquoi je suis là à m'angoisser, sur cette scène, dans la vie ? Qu'est ce qui nous fait vivre, sinon la faculté d'oublier que nous sommes mortels. Quand on le découvre, on s'écroule. L'homme de trop meurt, car pendant une fraction de seconde, dans son cerveau, il y a une brisure, la conscience du vide. Le théâtre est la constatation de ce vide le plus évident : la mort.

Autrement dit, « Etre ou ne pas être ». D'ailleurs, le rêve de Catherine Dasté serait de monter Hamlet avec Serge Maggiani. Mais il faudrait que les subventions de la compagnie soient à la mesure d'un talent qui fait ses preuves depuis pas mal d'années déjà.

« De toute façon, affirme Serge Maggiani, je ne veux pas me spécialiser dans le soliloque, les étiquettes valent vite. Bientôt, avant de mourir en tout cas, je jouerai un spectacle à plusieurs personnages. Un spectacle comique. »

COLETTE GODARD.

MERCREDI

Frank Bryant est professeur de littérature. Rita est sa nouvelle élève. Une coiffeuse qui croit que Macbeth est le patron d'un bar-tabac. Et que Hamlet est un plat d'œufs brouillés au fromage. Lui, c'est un écrivain rate, qui a abandonné toute ambition dans la vie. Elle, veut changer la scène en s'achetant une « Education ». Plus Elle aimait apprendre. Plus Il apprenait à aimer.

L'Education de Rita
Les étudiants sont quelquefois les meilleurs professeurs.

Michael Caine • Julie Walters
« L'EDUCATION DE RITA »
Musique de DAVID HENTSCHEL. Montage assisté par JOHN GILBERT. Coproductions de WILLIAM C. CATHCROFT. Scénario de WOLFF RUSSEL. Producteur exécutif par LEWIS GILBERT. Distributeur par WARNER COLUMBIA FILM.

Les « mutations industrielles »

6. - A Talbot-Possy, de violents affrontements, opposant grévistes et non-grévistes, après la fermeture de l'usine par la direction. Le 6 a raconté la lutte à peu près équilibrée, et le 11, l'effacement du côté de grévistes triomphants, et les syndicats mettent en place le plan social d'accompagnement des 1905 licenciés. Du 1 au 12, 13, 18, 21, 22, 23 et 24.

7. - Après que M. Jean P. a dénoncé le 2 de la P.E. et la surenchère de la C.F.T. en particulier dans le conflit Talbot-Possy, le comité directeur du P.S. souligne que les redoutables « mutations industrielles » ne sont pas des « mutations » à proprement parler, mais des mutations de la main-d'œuvre, sans l'union des forces du monde du travail. 12, 23 et 24.

8. - M. Pierre Mauroy annonce un statut intermédiaire, pour un travailleur dont l'emploi a été supprimé, ne soit pas en chômage, il parle, le 19, à Lille, de la « comédie de la mutation ». 11, 18, 21, 22, 23 et 24.

9. - M. Edmond Maire annonce à Evreux un changement de comportement de la direction de la P.E. le 10, après des solutions respectueuses d'être trouvées à la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

10. - M. Georges M. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

11. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

12. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

13. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

14. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

15. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

16. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

17. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

18. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

19. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

20. - M. Jean P. annonce à Paris, le 10, la mise en place de la loi de la P.E. 10, 11, 12, 14, 19 et 20.

CULTURE

6. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

7. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

8. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

9. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

10. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

11. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

12. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

13. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

14. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

15. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

16. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

17. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

18. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

19. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

20. - Sur un plateau d'été, le théâtre de la Commune, Aubervilliers, jusqu'au 12 février, et Comédie de Saint-Etienne, du 16 février au 3 mars.

DERNIERS SAMEDI 11
SAULE LOUIS JOUVET
JEAN RACINE
ANDROMAQUE BÉRÉNICE PHÈDRE
COMPAGNIE ANNE DELBEE
L'entreprise est passionnante... Racine y est souverain mais Anne Delbée nous en propose une version neuve, vive, rare.
Amélie Helet (Festival d'Avignon 83)
LOCATION 742.67.27 - FNAC - AGENCES

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

CONCERT
Radio France

[illegible]

MONTAIGNE, cf. (544-74-479); UGC Boulevard, 1° (246-64-57); UGC Odéon, 13° (336-23-44); Montp., 16° (651-99-75).

L'ETRE MEURTIERE (Fr.) : Elyette Lincoln, 1° (359-36-14).

ET VOQUE LE NAVIRE (Fr. v.a.) : Gennont-Hallès, 1° (297-49-70); U.G.C. Odéon, 1° (261-30-37); St-Lezard, 1° (633-23-00); U.G.C. Odéon, 1° (325-71-08); U.G.C. Rodière, 6° (633-08-22); Papaga, 7° (705-12-15); Gennont Ambassade, 1° (359-15-06); UGC-Normandie, 1° (359-15-06); Julliet-Bastille, 11° (357-80-91); Beauvais Montparnasse, 1° (54-25-02); 14 Julliet Beaupréauille, 15° (575-78-26-13); UGC Boulevard, 9° (246-64-13).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marini, 4° (278-67-67).

FLASHDANCE (A. v.a.) : Logos, 3° (334-62-34); Marbeuf, 1° (238-18-45); UGC-Normandie, 1° (236-40-07).

FREKES DE SANG (A. v.a.) : 7° (1° Art Beaupréau, 7° (278-34-15) H. Sp.

GANDHI (Rit. v.a.) : Cluny Palace, 3° (354-07-76).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Berlix, 2° (297-49-70).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.a.) : Normandie, 3° (359-41-18) - (V.J.) : Gaisi Boulevard, 3° (359-67-06); UGC Boulevard, 6° (344-74-27); U.G.C. Boulevard, 1° (246-64-44); Paris Club, 10° (770-21-71).

LE JOLI CŒUR (Fr.) : Gennont Hallès, 1° (297-49-70); Berlix, 2° (742-60-33); Richelieu, 1° (236-76-70); Cluny Palace, 3° (354-07-76); UGC-Normandie, 1° (359-19-08); St-Lezard Pasquier, 8° (387-35-43); Nation, 11° (334-04-67); Parvane, 13° (331-36-86); Miramar, 14° (230-82-06); UGC-Normandie, 1° (359-19-08); Gennont Convention, 19° (823-42-27); Victor-Hugo, 16° (727-49-75); Paulé Clichy, 19° (522-46-01); Gennont Gennont Convention, 19° (823-42-27).

LES SOULEVS D'OPHRES (Inst. v.a.) : Epée du Bois, 5° (337-57-47).

LE JOUR D'APRES (A. v.a.) : Gennont-Hallès, 1° (297-49-70); St-Lezard, 1° (633-23-00); Société de la Harpe, 3° (634-52-52); Elyette Lincoln, 6° (359-36-14); Gennont Collège, 6° (359-36-14) - (V.J.) : Berlix, 2° (297-49-70); UGC-Normandie, 1° (359-19-08); Beauvais, 1° (232-57-97); Aiblen, 12° (334-07-84); UGC Gare de Lyon, 12° (343-01-59); Fawetuis, 13° (331-36-86); Gennont 16° (727-49-75); Parvane, Marivau, 2° (296-40-80); Parvane Odéon, 6° (325-89-83); Paulé Clichy, 19° (522-46-01).

JOY (Fr.) : Arcades, 2° (333-54-58).

LOUISIANE (Fr.) : Forest Odéon Richelieu, 1° (233-62-56); Gennont Richelieu, 1° (233-62-56); Parvane Marivau, 2° (296-40-80); Parvane Odéon, 6° (325-89-83); Paulé Clichy, 19° (522-46-01); Gennont Collège, 6° (359-36-14); Miramar, 14° (230-82-06); UGC-Normandie, 1° (359-19-08); St-Lezard, 1° (633-23-00); UGC Odéon, 1° (261-30-37); UGC Boulevard, 1° (246-64-57); UGC Rodière, 6° (633-08-22); Papaga, 7° (705-12-15); Gennont Ambassade, 1° (359-15-06); UGC-Normandie, 1° (359-15-06); Julliet-Bastille, 11° (357-80-91); Beauvais Montparnasse, 1° (54-25-02); 14 Julliet Beaupréauille, 15° (575-78-26-13); UGC Boulevard, 9° (246-64-13).

MEGALEXONS (A. v.a.) : Parisiens, 13° (329-63-11).

MIGUE, MI-BAISIN (Yon. v.a.) : Studio Logos, 3° (334-62-34).

LE MONDE SELON GARP (A. v.a.) : Logos, 3° (334-62-34).

MONTY PEARCE HOLLYWOOD (A. v.a.) : UGC Marbeuf, 6° (225-18-45); Cluny Ecoles, 5° (254-20-12).

LES MOTS POUR LE DRE (Fr.) : Marbeuf, 6° (225-18-45).

LA DAME EN DRESS (A. v.a.) : France, 3° (770-33-38).

NUAGES FLOTTANTS (Esp. v.a.) : Olympic St-Germain, 1° (232-87-33); 14-Julliet Parmace, 6° (325-58-00); Olympic St-Germain, 1° (232-87-33); Olympic Entropie, 14° (545-35-38).

PAPY FART DE LA RESISTANCE (Fr.) : George-V, 6° (562-41-46); Paris Louis Bouville, 19° (606-64-66).

PREMIER CŒUR (Fr.) : Forvies, 1° (260-43-99); Forest Odéon Express, 1° (230-82-06); Parvane Marivau, 2° (296-40-80); St-André-Arta, 6° (230-82-06); Paris Cluny-Claire, 6° (230-82-06); Parvane Marivau, 2° (296-40-80); Monte-Carlo, 6° (225-09-83); 14-Julliet Bastille, 11° (700-21-45); Parvane Gaisi, 15° (580-00-00); Parvane Gaisi, 15° (580-00-00); (329-90-10); Olympic, 14° (545-35-38); St-Charles Convention, 19° (823-42-27).

PTIT COEUR (Fr.) : Gennont Hallès, 1° (297-49-70); Ambassade, 6° (359-19-08); St-Lezard Pasquier, 8° (387-35-43); UGC Berlix, 2° (742-60-33); Forest Odéon, 6° (325-89-83); Paulé Clichy, 19° (522-46-01); Gennont Convention, 19° (823-42-27); Paulé Clichy, 19° (522-46-01); Gennont Convention, 19° (823-42-27).

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A. v.a.) : Arcades, 2° (333-54-58); Gaisi-Rochecorbois, 9° (878-81-77); Tardieu, 3° (364-31-99).

RECHERCHES DU PALAIS-MAHEUR (Fr.) : Gennont Richelieu, 1° (233-62-56); Le Paris, 6° (339-53-99);

EMMINGER, 19 (329-15-71); Gaumont Convention, 19 (329-15-71).
LE RETOUR DU JEU (A. v.f.) : George-V, 9 (362-41-46) ; - V.F. : Capri, 2 (508-11-69).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marnis, 4 (278-47-86).
BONDE DE NUIT (fr.) : Paramount Océan, 4 (325-58-31); Marnis, 9 (358-72-23); Paramount City, 19 (363-54-86); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Maxville, 9 (770-72-86); Favettte, 13 (320-12-06); Gaumont Sud, 19 (327-86-50); Montparnasse Pathé, 12 (328-24-63); Paramount Média, 17 (758-24-36); Pathé Clichy, 19 (522-46-01).
LE ROI BARBARE (fr.) : Forum Orient Express, 11 (232-42-30); Paramount Opéra, 19 (325-58-31); Paramount Océan, 6 (325-59-63); Paramount City Triomphe, 8 (562-75-46); Publicis Champs-Elysées, 10 (720-76-23); Saint-Lazare Paquebot, 9 (387-35-43); Saint-Lazare, 19 (325-58-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Montparnasse, 16 (329-90-10); Convention St-Charles, 19 (775-04-00); Paramount Média, 17 (758-24-36).
LES CASES-NÉGRES (fr.) : Olympic Luxembourg, 6 (363-97-77); 14-Juillet, 19 (325-58-31); Paramount Montmartre, 18 (606-34-12).
LE SACRÉ DE LA NAISSANCE (fr.) : Saint-André des Arts, 6 (326-48-18).
SCÈNES EXTÉRIEURES DE RICHESSES (fr.) : Paramount Opéra, 19 (325-58-31); Baryer, 9 (770-77-58).
LE SPECTRE DE LA DANSE (fr.) : Marnis, 4 (278-47-86).
STREET WAR LA CHAÎNE (A. v.f.), le Guerre des études, l'Empire contre-empire, le Retour de Joffé : Forum, 11 (707-28-04).
CHAO PANTIN (fr.) : Eclair 11 (297-53-74) ; Rex, 2 (234-63-93) ; UGC (73-73-23) ; Rex, 2 (325-68-08) ; Biarritz, 9 (73-73-23) ; Ambassadeurs, 19 (559-19-08); Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 19 (343-01-06); Gaumont Sud, 18 (327-86-50); UGC, 19 (325-58-31); 14-Juillet, Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Athènes, 12 (343-01-06); Pathé-Clichy, 19 (522-46-01).
CHOC (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (226-42-02).
LA TRACE (fr.) : UGC Opéra, 3 (261-50-32) ; Clichy Beaubourg, 3 (271-32-36) ; St-Gervais, 3 (354-90-91) ; UGC (68-23) ; Paramount, 19 (325-58-31).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (fr.) versions Delavault; Cal; Shureco; St-Ambroise, 11 (700-89-16).
PARABONS CONJUGALES (Angl.) : Paramount Opéra, 2 (261-50-32) ; Clichy Beaubourg, 3 (271-32-36) ; UGC Océan, 6 (325-59-63) ; UGC Opéra, 6 (325-59-63) ; UGC Champs-Elysées, 10 (720-76-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).
LA ULTIMA CENA (Cah. v.f.) (H. sp.) : Desferre, 17 (321-41-01).
UN BON PETIT DIABLE (fr.) : Marnis, 9 (358-72-23) ; Grand Foyer, 19 (325-58-31).
UN FAUTOUX POUR DEUX (A. v.f.) : Saint-Michel, 5 (326-79-47) ; George-V, 9 (362-41-46) ; - V.F. : La-Plage, 19 (364-48-07) ; Montparnasse, 16 (327-86-50).
UN TRAIN SEPT ARRÊTÉ (Sov. v.f.) : Cosmos, 6 (544-28-80).
IVEMENT DIMANCHE (fr.) : Ce-

Y A T-IL TEMENT DE PAYS POUR ALLER (fr.) : Marnis, 4 (278-47-86).
WOLFE (fr.) : Rex, 2 (325-68-08) ; (329-92-82) ; - V.F. : Lumière, 9 (326-49-07) ; Montparnasse, 16 (327-86-50).
ZEUNG (A. v.f.) : Lucmaire, 6 (544-57-34).

Les grandes reprises

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Napo-
 léon, 17 (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.f.)
 (**) : Champo, 9 (354-51-60).
BARRY LINDSON (Angl. v.f.) : Grand
 Foyer, 19 (325-58-31).
LES BAS-FONDS (fr.) : Saint-
 André-des-Arts, 6 (326-48-18).
ELADE RUNNER (A. v.f.) (**) : Opéra
 Night, 2 (226-42-02); Rivoli Beaubourg,
 4 (277-63-32).
REANÇE-NEIGE et **LES SEPT**
NAINS (Sov. v.f.) : (226-42-02) ;
 La Royale, 6 (256-62-62) ; U.G.C.
 Gobelins, 19 (336-23-44) ; Napoléon, 17
 (375-63-42).
BUTCH CASSIDY et **LE ROYAL**
MAINE (A. v.f.) : (327-86-50).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNÉL
 (A. v.f.) (**) : Épicé de Bois, 9 (337-
 57-47).
CERTAINS L'AMOUR CHAUD (A.
 v.f.) : Eclair, 19 (607-47-61) ; Studio
 Bertrand, 7 (783-46-61).
LES CHÊNES DE PAILLE (A. v.f.)
 (***) : Studio Gahade (H. sp.), 9 (354-
 72-71) ; Saint-Lambert, 15 (532-61-68).
LA CLÉ DE VERRE (A. v.f.) : Olympic
 Luxe, 19 (325-58-31).
LE ŒUVE est un **CHASSEUR SOLI-
 TAIRE** (A. v.f.) : Boite à films, 17
 (622-44-21).
LES CONTES DES MILLE ET UNE
NUITS (A. v.f.) (**) : Champo, 9
 (354-51-60).
EMMANUELLE (fr.) (**) : Paramount-City,
 9 (562-75-46).
L'EMPRE DES SENS (Angl. v.f.) (**) :
 Desferre, 17 (321-41-01).
LES DÉS DE PARADES (fr.) :
 Rungela, 16 (282-44-64).
ELASERHEAD (A. v.f.) (**) : Eclair 11
 (707-28-04).
EUROPE 51 (H. v.f.) : Action Rive
 Gauche, 9 (325-65-04) ; Ancien Rex
 Foyer, 17 (784-
 97-47).
**LA FABLEUSE HISTOIRE DE DO-
 NALD ET DES CASTORS JUNIORS**
 (A. v.f.) : Napoléon, 17 (755-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS
DEUX FOIS (A. v.f.) : Templier, 9
 (226-42-02).
FANFAN LA TULIPE (fr.) : Ancenis,
 17 (764-97-43).
FANNY ET ALEXANDRE (Sov. v.f.) :
 Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).
LES FAUCONS DE LA NUIT (A. v.f.) :
 Montparnasse, 16 (327-86-50).
GETRUD (Dut.) : Marnis, 4 (278-
 47-86).
GIMME SHELLER (A. v.f.) : Vidéo-
 club, 19 (325-60-34).
GIMME THEE (Sov.) **PROGRESSUS DU**
PLAISTR (fr.) (**) (H. sp.) : Desferre,
 17 (321-41-01).
LES HAUTS DE HURLERVENT (A.
 v.f.) : Studio Alpha, 9 (354-39-47).
L'ESPOIR DE NULLE PART (Sov. v.f.) :
 Studio 43, 9 (354-39-47) ; (354-39-19) :
 Studio 43, 9 (770-43-00).
L'HOMME DE LA RUE (fr.) : 14 Juil-

AU FESTIVAL DE MONTE-CARLO
M. BOURGES ÉVOQUE LE RENOUVELLEMENT
DES PROGRAMMES DE TF 1

De notre envoyée spéciale

Monte-Carlo. — Au cours d'une conférence de presse, donnée lundi 6 février à Monte-Carlo, M. Hervé Bourges, P-DG de TF 1, a adressé aux médias des opérations menées au Marché international et répertorié les principaux changements qui continuent de s'opérer sur la première chaîne. TF 1, qui a bien entendu, paraît-il, ses magazines d'information, comme le *Fournais brésilienne*, les *Exclus de la raison* ou le *Retour au Laos*, a acheté un certain nombre de séries étrangères : *Les oiseaux se cachent pour mourir*, la 4^e Division, une grande série documentaire sur l'Afrique de la télévision britannique, une série historique américaine sur l'Inde, *Jewel of the Crown*, et une série canadienne de Gilles Carle.

La première chaîne a fait avancer, à Monte-Carlo, une dizaine de projets de coproductions internationales : une *Maria Chapdelaine*, un *Colette* (avec Titi Hacheette, et la RA II), une série sur la bombe, avec les Canadiens, *Géorgina*, avec Technisoun et les Soviétiques, une série sur la fin de la guerre, *Asroldab* 22, qui pourrait bien avoir cent vingt épisodes, avec l'Arabie Saoudite, une série documentaire sur le Louvre, avec Technisoun encore, et la télévision japonaise NHK, une série sur Haroun Tazieff,

avec Télé France et une chaîne privée japonaise. Elle a aussi passé commande pour six nouveaux « SFP » notre ». Le P-DG de TF 1 cherche enfin des partenaires pour un dessin animé français.

M. Bourges a, par ailleurs, évoqué les changements qui se poursuivent sur la chaîne dans le cadre d'une « politique de renouvellement et de rayonnement des programmes ».

On trouvera bientôt une nouvelle émission quotidienne de variétés à 18 h 55, et, chaque jour encore, des informations pour les jeunes, des émissions de chiffres d'affaires traitant à TF 1 avec la SFP augmentera de 14 % en 1984 (soit un total de 173 millions de francs), le budget global de TF 1 n'augmentant, lui, que de 6,5 %. Enfin, à la question posée de savoir ce qu'il pensait du journal de 20 h, s'il envisageait des changements, le P-DG de TF 1 a répondu qu'il songerait plutôt restructurer la rédaction. Il considère que le journal s'est amélioré (même s'il est « un peu en retard de la mode de la 2^e »). Il est en effet en retard, en revanche, de celui de 13 heures — Yves Mourouit est un très grand professionnel, mais la formule est condamnée par A 2, dit-il. Voilà qui laisse présager quelques changements... C. H.

Le patrimoine de l'audiovisuel en péril

(Suite de la première page.)

Il faudrait aussi en finir avec cette dispersion aberrante des locaux, qui multiplie les frais de gestion et empêche toute exploitation d'envergure. Il faudrait achever l'inventaire, lier l'information de la gestion à celle de la gestion physique des supports, ouvrir cette banque de données à une consultation directe et élargie sur terminaux télématiques. Il faudrait, encore, poursuivre la création de vidéothèques régionales et continuer la recherche sur les nouvelles techniques de conservation. Il faudrait beaucoup plus de moyens, une sorte de plan d'urgence pour faire en trois ans ce qui en demande, pour le moment, quarante.

d'archives per an pour alimenter quelque 150 heures de programmes par mois. Le journal télévisé est le plus gros consommateur, mais le goût pour l'histoire et les pénuries budgétaires aident, de nombreuses émissions utilisent maintenant les services de l'Institut audiovisuel. Le mouvement ne peut que s'amplifier avec la création de nouveaux réseaux de diffusion. L'INA compte bien mettre à la disposition des exploitants de télévision par câble 1 500 heures de documents prêts à être utilisés dans de nouvelles programmations. Les récents accords passés en Grande-Bretagne et en Italie montrent que l'INA songe même à un marché international où la France, du

Une fondation

C'est le sens du rapport que vient d'adresser le président de l'INA au secrétaire d'État chargé des Archives, Jean-Louis Pannu, communiste. Un plan chiffré, qui demande 100 millions de francs pour la construction d'un site centralisé et fonctionnel, propose un investissement annuel d'une trentaine de millions sur trois ans avec un déblocage de 19 millions dès cette année pour la mise en présélection des archives.

En pleine période de rigueur, l'adhésion est nulle dans le claque de M. Pomonti ne l'est pas moins : « Le choix d'une politique d'archives est un choix politique. On ne peut pas éviter une réflexion sur la signification économique de ce choix. » Le problème posé par le patrimoine audiovisuel est un effet fort différent de celui rencontré par la Bibliothèque nationale. Il ne s'agit pas de produire, mais de préserver ce qui se produit. L'INA fournit déjà des chaînes de télévision 150 000 documents

Au « Monde »

LES SYNDICATS DE JOURNALISTES S'OPPOSENT AUX LICENCIEMENTS

La direction du Monde, confrontée aux difficultés financières, ayant annoncé cent dix licenciements (dont ceux d'une quinzaine de journalistes), dans le cadre d'un contrat FNE, les sections syndicales des journalistes SNIJ et SJF-CFDT ont convoqué, lundi après-midi 6 février, une assemblée de la rédaction. Au cours de la réunion, une motion — adoptée par 33 voix pour, 11 contre, 12 abstentions et 3 refus de vote — déclare :

« La rédaction rappelle que ses effectifs ne sont pas pléthoriques, bien au contraire (180 rédacteurs, sur 1 300 salariés). Alors que, consciente des difficultés réelles du journal, elle a, par son syndicat ses deux organisations syndicales représentatives, à toutes les propositions d'économies, celles-ci n'ont pas été étudiées par la direction.

« Dans ces conditions, les journalistes proposent d'opposer aux licenciements et à toutes mesures qui ne s'inscriraient pas dans un calendrier global de redressement de l'entreprise. »

[Au 31 décembre 1983, précision en direction, l'effectif total des salariés du Monde était de 1 253, dont 185 journalistes.]

archives par an pour alimenter quelque 150 heures de programmes hebdomadaires. Le journal télévisé est le plus gros consommateur, mais le goût pour l'histoire et les péripéties du grand écran aidant, de nombreuses chaînes utilisent maintenant les services de l'Institut audiovisuel. Le mouvement ne peut que s'amplifier et nous espérons que nous pourrions créer de nouveaux réseaux "CNC" (CNC pour la télévision par câble 1 500 heures de documents par an à être réutilisés de nouvelles programmations, les récents accords passés entre la Grande-Bretagne et en Italie monteraient que l'INA soumet même à un marché international où la France, dans le sillage de la chaise de son patrimoine, peut une fois, avoir un rôle.

Les investissements proposés par M. Pomonti s'inscrivent donc dans une dynamique économique et sociale que l'INA fait preuve d'un certain réalisme quand il aborde le chapitre des solutions. Pas question de tout demander à l'État : il convient de rechercher de nouvelles sources de financement. C'est d'abord l'idée d'une fondation qui, loin des contraintes budgétaires, permettrait de garantir la permanence du patrimoine audiovisuel et d'en socialiser le fonds. Ensuite, l'INA se propose de passer des conventions avec les autres prestataires institutionnels des archives : centres de recherches, éducation nationale, ministères de la culture, etc. Leur contribution financière leur garantirait un accès privilégié au patrimoine.

Reste la problématique la plus épineuse : les relations avec les chaînes de télévision. Celles-ci financent l'INA sous forme d'une contribution forfaitaire qui leur donne droit à l'accès gratuit aux archives. Mais les chaînes supportent mal d'être dépossédées de la commercialisation de leurs anciennes productions par la loi de juillet 1982. Les Italiens songent à se lancer sur les marchés ouverts par les nouveaux réseaux. Antenne 2, qui vient de créer une filiale spécialisée, EVA 2, envisage-t-elle pas de vendre ses droits aux réseaux câblés avant le terme limite de cinq ans, plutôt que de les abandonner à l'initiative ? Une alternative logique sur le plan strictement commercial mais qui risque de faire éclater l'idée de l'unité du service public.

L'INA refuse de se laisser enfermer dans le simple rôle de conservateur et demande à être financé directement par la redevance, sans passer par le relais des chaînes : *« Il faut en finir, répète M. Pomonti, avec cette tradition malsaine qui sépare mission culturelle et efficacité commerciale. En France, au contraire, la mission culturelle des programmes, c'est d'avoir opté pour une gestion centralisée du patrimoine audiovisuel. C'est ce qui place l'INA au premier rang de la compétition internationale. »* Reste à savoir si on lui en donnera les moyens.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● **Erratum.** — La finale des « Chiffres et des lettres » a opposé M. Duguet à M. Teuma, et non Thomas comme il a été imprimé par erreur (*le Monde* du 7 février).

SORTIE LE 8 FÉVRIER.
STUDIO ST-SÉVERIN (54) - STUDIO DE L'ÉTOILE (172)

LA VILLE BRULEE

***Si vous n'avez pas encore
téléphoné,
passez donc nous voir!***



LE BON PLAISIR

Un film de Francis Girod, d'après le roman de Françoise Giroud,
dialogué par l'auteur, avec Catherine Deneuve, Michel Serrault, Jean-Louis Trintignant,
Michel Audoir, Hippolyte Girardot... Une production Marin Karmitz, A2 et SFPC.

**450 000 appels,
1 000 000 d'entrées.**
(Rendez-vous dans les meilleures salles
de Paris et Province).

LES BOMMES PRÉFÉRENT LES
BLONDES (A., v.a.) : Studio Bertrand,
19 (327-56-60).

LA BORDÉ SAUVAGE (A., v.a.) (*) :
Espace Galté, 14 (327-95-04).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST
(IL, v.f.) : Max Linder, 9 (770-40-04).

IMPOSSIBLE M. BÈRE (A., v.a.) :
Assiette, 17 (764-97-97).

JAMES BOND CONTRE DOCTEUR
NO (A., v.a.) : Rialto, 19 (607-
87-61).

JESUS DE NAZARETH (IL, v.f.) :
Grand Paradis, 15 (354-46-45).

JORDANIAN LIVINGSTON LE GOBLIN
(A., v.a.) : Cinéma, 6 (833-
70-82).

LOLITA (A., v.a.) : Action Christine, 6
(325-47-46); Olympia Bateau, 3 (361-
56-60).

MARIE DIXON DETECTIVE (A., v.a.) :
Action Christine, 6 (325-47-46).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**):
Capri, 2 (508-11-69).

MISSING (A., v.f.) : Club, 9 (770-
87-61).

LE MIRAGE DE LA VIE (A., v.a.) :
Studio Médicus, 5 (633-25-97).

MOLIERE (Fr.) : Boumpana, 6 (326-
12-12).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN
Le Comte : Cherry Etoile, 13 (324-20-12).

LE MINISTRE DE LA PEUR (A.,
v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

NEW YORK, NEW YORK (vers. inéd.) :
Calypto, 17 (380-30-11).

Huchette, 5° (633-63-20).
ORGANE MÉCANIQUE (A.n. v.a.) (**):
 Studio Gaudin (H.sp.), 5° (354-72-71).
 — V.I. Arcades, 2° (333-34-38).
ORFÈVRE NÉGRON (P.r.): Grand Faoué, 19°
 (354-64-48).
PAL JOE (*in Monte en la Rentes*) (A.n.
 v.a.): Parfouch, 5° (354-15-04).
PANDORA (A.n. v.a.): André Bazin, 13°
 (337-74-39).
LA PASSION *DE JEANNE D'ARC*
 (D.r. d'empir.), 5° (372-94-56).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A.n. v.a.):
 Action Christine, 6° (325-47-46).
LES PRÉDATEURS (A.n.) (*): Ciné 13,
 18° (254-15-12).
RAGING BULL (A.n. v.a.): Rialto, 19°
 (357-61-11).
SENSO (R.v.): Épis de Roin 3° (337-
 57-47).
LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd. v.a.):
 Studio Bertrand, 7° (783-64-36).
SHIRAZ (A.n. v.a.): Humefaille, 6°
 (633-79-38); George V, 6° (562-41-46);
 — V.I. Arcades, 2° (333-34-38). — V.J.
 Maxville, 13° (770-72-86).
TUEURS DE DAMES (A.n. v.a.): Action
 Éolée, 5° (325-72-07).
**LE NOUVEL AMOUR DE COCCI-
 NELLE** (A.n. v.i.): Napoléon, 17° (755-
 63-42).
LA VIE EST BELLE (A.n. v.i.): 14-Juillet
 18° (326-58-00).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It.
 v.a.): Arcadia, 17° (764-97-81).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A.n.
 v.a.) (*): Celypno, 17° (380-30-11).

TÉLÉVISION

Mardi 7 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les mardis de l'information : La responsabilité médicale.
Magazine de la rédaction de TF 1.
Patrick a vingt-deux ans lorsqu'il entre en clinique pour l'ablation d'une varice. Une opération de routine. Pour-tant, en huit jours, il subit huit interventions consécutives à l'insuccès. Six ans après, il attend toujours que le médecin responsable de son infirmité compare devant la justice... Patrick est l'un des témoins qui participent à cette enquête menée par Henri Chambon et Jean-Claude Fontan sur la responsabilité pénale du médecin. Le nombre des procès intentés aux médecins a doublé en dix ans, mais, pour la victime, porter plainte relève du parcours du combattant.
21 h 40 Musique : Le dernier soliste.
Spectacle conçu par et avec Jean-Paul Farré, réal. L. Godevaix.
Les rapports passionnels entre un personnage unique et un piano original doué de réactions personnelles.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



20 h 40 Les dossiers de l'écran : Les bronzés font du ski.
Film français de P. Leconte (1979), avec J. Balasko, G. Jugnot, M.-A. Chazal, C. Clavier, M. Blanc.
Ils s'étaient rencontrés dans un club de vacances d'été, en Côte-d'Ivoire. Un an après, ils se retrouvent, pour les vacances d'hiver, dans une station de ski. Nouvelles mésaventures... après le succès des Bronzés - de l'équipe du Splendid, plus Dominique Lavanant. Le comique de café-théâtre au service d'une satire des Français moyens. Rire garanti, comme dans le premier film.
22 h Débat : La ruée vers l'or blanc.
De 1958 à 1981, la France est passée de 100 000 à 3 millions de skieurs. Les sports d'hiver sont devenus une industrie que la crise, en 1982, n'avait pas encore touchée. Pourquoi ? Que faut-il faire ? Qui fait du ski ? Avec M. R. Carras, secrétaire d'Etat, chargé du tourisme, M. Barnier, député (RPR) de la Savoie et des spécialistes de la montagne.
23 h 10 Journal.
23 h 35 Cyclisme : Les Six Jours de Paris.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
Emission de E. Mitchell et G. Jourdain.

Actualités Gaumont (1950) : 20 h 35 Dessin animé : Hopalong Cassidy ; 22 h 45 Tex Avery ; réclames de l'époque ; attraction.
20 h 50 Cinéma : la Rose noire.
Film américain de H. Hathaway (1949), avec T. Power, O. Welles, C. Aubry, J. Hawkins, M. Rezzie, F. Currie.
En 1275, un jeune noble saxon fuit, avec un ami, la dictature des Normands. A Antioche, ils se joignent à la caravane d'un général mongol partant pour la Chine. Il y a, dans cette caravane, une jeune captive dite « la rose noire ». Un scénario compliqué, de l'exotisme spectaculaire. Cécile Aubry, découverte par Clouzot (Maison) est perdue là-dedans. Tyrone Power est toujours beau, héroïque. Mais on doit à Orson Welles, acteur, les meilleurs moments de cette imagerie.
23 h 5 Journal.

23 h 35 Cinéma : Chérie, je me sens réjouir.
Film américain de H. Hawks (1952), avec C. Grant, G. Rogers, C. Coburn, M. Monroe, H. Marlows, H. Leandral (N.).
Un chimiste cherche à mettre au point un diluant de jeunesse. Une guénon mélange le contenu des fioles du laboratoire et verse le breuvage dans un distributeur d'eau. Ceux qui boivent de cette eau rejuvenissent. Un peu trop... Tire français idiot pour une excellente comédie américaine fustigeant, jusqu'à l'humour noir, la fausse science et le délire d'une humanité qui retombe en enfance.
FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 C'est messieurs de la Santé.
de P. Colombier, avec E. Feuillère, P. Carton, Raimu.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilletton : Le 16 à Karbriant.
19 h 50 Feuilletton : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues : Renouveau de la médecine générale.
21 h 15 Après au loin, le domaine musical.
22 h 30 Nuits magiques : Saint-Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Ouverture de Caudice », de Bernstein.
« Concerto pour piano et orchestre n°1 en sol majeur » de Ravel ; « Symphonie fantastique » de Berlioz, par l'Orchestre national de France, dir. J. Conlon, sol. K. Woo Paik, piano.
22 h 30 Fréquence de nuit : feuilletton : La guerre des pianos ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct du Petit Opéra).

Mercredi 8 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Les rendez-vous d'Annik.
13 h 30 Accout cour.
13 h 40 Journal.
13 h 50 Un métier pour demain.
13 h 50 Vitamine.
14 h 30 Jeux Olympiques.
Cérémonie d'ouverture à Sarajevo (à 18 h 35).
16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
16 h 45 Temps X : le prisonnier.
17 h 40 Les infos.
17 h 55 Jack spot.
18 h 15 Le village dans les nuages.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Feuilletton : Dallas.
Que compte faire J. R. de tout le pétrole ? Voilà qui intrigue bien du monde.
21 h 25 L'historique à la Une : ces malades qui nous gouvernent.
D'après le livre de Pierre Accoce et Pierre Restachnick, réal. Claude Vajda.
Première émission d'une série qui sera programmée le deuxième mercredi de chaque mois. Le principe de l'émission : de Champlain à Pompidou, en passant par Hitler et Mussolini, il s'agit de faire la preuve que le sort de quelques millions d'hommes dépend de quelques malades : à partir de documents d'époque, d'interviews de médecins. Mais la démonstration n'est pas toujours convaincante.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOIPE.
12 h Journal (à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.
13 h 50 Les carnets de l'aventure.
« Deep into the blue holes », de D. Gibbins (plongée sous-marine aux Bahamas) (Redif.).
14 h 30 Jeux olympiques d'hiver.
Cérémonie d'ouverture à Sarajevo.
16 h Sport : hockey sur glace.
17 h 30 Platiné 45.
Avec Françoise Hardy, Limahl, Mink de Villa, White and Torch.
18 h Divertissement : On fera mieux la prochaine fois. Emission anglaise (Redif.).
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Battling le ténébreux.
D'après A. Vialatte, réal. J. L. Roncoroni et L. Gros-pierre. Avec T. Tremoureaux, M. Gelin, B. Brioux...
Dans une atmosphère proche de celle du « Grand Meaulnes », l'histoire de trois jeunes gens confinés dans l'ennui provincial d'un collège. La caméra immobile observe les jeux cruels des adolescents, leur superficialité de façade et leur violence intérieure. La musique de Fortin, discrète, accompagne ce téléfilm d'une violence qui fustige le village.
22 h 5 Magazine : Les jours de notre vie.
Cancer et vie normale, pourquoi pas ? Réal. D. Thibault. C'est un peu comme s'ils étaient marqués au fer rouge. Ils ont vécu un moment difficile, ils se sont battus contre la maladie, la mort, l'angoisse, ils sont prêts à reprendre leur place, mais l'entourage - inconsciemment ou non - les rejette ou les empêche de vivre normalement. Le témoignage de ceux qui ont réussi malgré les obstacles, aidés par leur famille, une association, un employeur ou un médecin.
22 h 55 Cyclisme : Les Six Jours de Paris (en direct de Bercy).
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 35 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
Respectons la beauté de la guerre en apprenant à reconnaître l'ennemi.
20 h 35 Variétés : Ring Parade-Cadenos 3.
Nouvelle formule avec concours et cadences avec Sacha Distel, Pierre Bachelin, le Compagnon orléanais, Angelo Branduardi, etc.
21 h 15 Journal.
21 h 35 Cadenos 3 (suite).
22 h Feuilletton : Exil.
De R. Müller et E. Günther, d'après le roman de L. Feuchtwanger, adapt. G. Lionel, avec K. Löwitsch, J. Martini, V. Glorius...
Séquence épique. Les jeunes se révoltent contre la pauvreté qui règne chez les émigrants. Pirkheimer, un camarade de classe de Hans, décide de se rendre en Allemagne pour assassiner Hitler. Un feuilletton sur la résistance allemande, hélas pas très réussi.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Troisième Sonatine en sol mineur, de F. Schubert, par les solistes J. Meunier au violon, E. Pitié au piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.
17 h 12 Dessin animé : Belle et Sébastien.
17 h 40 Feuilletton : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 4 Renart (d'après le Roman de Renart).
18 h 20 Mon ami Guignol.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilletton : Le 16 à Karbriant.
19 h 50 Feuilletton : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
14 h 5 Sons.
14 h 5 Un livre, des voix : « Les derniers feux du plaisir », de France. Sonatine en sol mineur, de F. Schubert, par les solistes J. Meunier au violon, E. Pitié au piano.
14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : les jeunes et l'alcoolisme.
15 h 2 Les après-midi de France-Culture : à 15 h 35, les cosmologies, mythes et sciences du monde ; à 16 h 10, science-bébé ; à 16 h 20, le verbe entendre ; à 17 h, Emission spéciale sur l'exposition saint Sébastien au musée des ATP.
18 h 30 Feuilletton : Nos ancêtres les jeunes filles.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : linguistiques fantastiques : la poésie paranormale.
20 h 5 Chops après Chops : évolution des interprétations ; à 21 h 35, l'orchestre dans l'œuvre de Chopin.
22 h 30 Nuits magiques : Saint-Domingue.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 Pittoresques et légères : Œuvres de Vigier, Cavour, Toussaint, Cosma...
6 h 30 Musique du matin : Haydn, Tarrega.
7 h 10 Concert : Lublin, Kour, Wolf, Joaquin des Prés, par le Kammerchor saint Lorenz.
7 h 45 Le Journal de musique.
8 h 12 Magazine.
9 h 5 Le matin des musiciens : Figures de Ravel ; œuvres de Chausson, Hindemith, Ravel, Schoenberg, Delage, Stravinsky.
12 h Avis de recherche : Duchemin, Bruch et Stravinsky.
12 h 35 Jazz : Tont Duke.
13 h 30 Jeune soliste : Beethoven, Webern, Berio, Debussy par E. Eibel, piano, L. Erbes, violoncelle.
14 h 4 Microcosmos : Rubriques habituelles.
17 h 5 Histoire de la musique.
18 h L'improvisé : Jazz.
19 h 5 Concert : Œuvres de Scarlatti, Prokofiev, par M. Pionjov, piano.
20 h Les chants de la terre.
20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : récital Ram Narayan (musique traditionnelle d'Inde).
22 h 30 Fréquence de nuit : feuilletton : La guerre des pianos ; à 23 h 10, Ecriture et mouvement.

TÉMOIGNAGES

Maurice Bellonte

Maurice Bellonte, prestigieux pionnier de l'aviation, est mort le 14 janvier dernier, à quatre-vingt-sept ans. J'avais fait sa connaissance presque par hasard, dans une sorte de magasin à Cachan, où un club avait organisé une exposition de modèles réduits. On m'y présente un « Monsieur Bellonte... » « Bellonte... de Costes et Bellonte ?... »

Maurice Bellonte a été de rire en voyant ma surprise. Et puis nous avons pu échanger nos idées sur l'aviation d'hier et d'aujourd'hui, sur le progrès, sur l'aventure, sur la sécurité... Il savait allier le chaleur humaine dans les relations, la rigueur dans le comportement et une conception hautement morale et civique de l'existence.

J'ai pu vérifier aussi, à son contact, que les hommes les plus courageux sont aussi les plus discrets, les plus simples. Si bien qu'à ces hommes-là, on ne peut jamais dire en face tout le bien que l'on pense d'eux. Il faut attendre qu'ils nous quittent, pour bien mesurer leur présence.

Faire l'éloge de Bellonte est facile. Il suffit de rappeler les exploits qu'il accomplit avec Costes, dans l'aviation Breguet qu'ils avaient baptisée Point d'interrogation, à commencer par la première traversée Paris-New-York, les 1^{er} et 2^e septembre 1930. Ces jours-là, des millions de gens revirent leur souffie pendant trente-sept heures et dix-sept minutes, des deux côtés de l'Atlantique, avant de leur faire une fête triomphale.

Il y eut aussi, en 1928, le record du monde sans escale, 7 905 kilomètres entre la France et la Chine, dans des conditions extrêmement périlleuses, que Bellonte a minutieusement reconstituées dans ses Mémoires. Sans oublier, au retour de ce vol, le record de vitesse en liaison postale Henot-Paris.

Il faut ajouter à ce tableau du courage, l'entrée de Bellonte dans la Résistance en juin 1940, l'organisation d'un groupe de combat en octobre 1941 dans les Pyrénées-Orientales, le passage de frontière pour les résistants, jusqu'à l'arrestation par le Gestapo en juin 1944.

A partir de février 1945, Maurice Bellonte développe son activité dans l'administration de l'aviation civile, au service des enquêtes sur les accidents et de la recherche pour renforcer la sécurité aérienne. Au-delà de ces exploits et de cette rectitude, qui lui ont valu tous les honneurs, c'est toute la vie de Bellonte qui me paraît chargée d'une signification plus que jamais précieuse.

Bernard Champigneulle

Rien de grand ne se fait sans goût de l'aventure. Et il en fallait à ces pionniers pour défrayer les éléments dans leurs drôles de machines. Bellonte est tombé dans la Manche en 1925 avec le *Golassi* et, sur un talus de Bondy, avec le *Dragon d'Annam*. Avec Costes, une nuit de 1929, il frôle la catastrophe au-dessus du lac Balat : moteur arrêté, avion giré en pleine tourmente. Pour communiquer, Costes et Bellonte se passent des petits bouts de papier qui en disent long sur leurs conditions de vol : « Vide les poches de mon veston et tu me le passeras pour le mettre sur mon dos. » Ou encore : « On va geler, mais on va rester à 3 000, attache ton parachute. »

En même temps, Bellonte fait partie de ces pionniers qui ont permis la transition entre la folle aventure et le risque calculé, entre l'exploit individuel et le service public quotidien de l'aviation commerciale.

Ce n'est pas par modestie ni par goût du paradoxe que Bellonte a écrit : « J'ai toujours été attiré avant tout par la sécurité, je n'admets que les risques calculés. » Toute sa vie illustre. C'est parce qu'il faisait déjà sienne la devise « sécurité d'abord » - règle d'or de l'aviation commerciale d'aujourd'hui - qu'avec Costes, en juillet 1929, il renonce à la première tentative de traversée Paris-New-York. Après un long trajet, face aux conditions météorologiques, ils décident ensemble de faire demi-tour, décision la plus courageuse pour des hommes de cette trempe.

Conception moderne de la sécurité encore, lorsque Costes et Bellonte analysent tous les échecs, tous les accidents aériens, et en tirent soigneusement des leçons pour accroître leurs propres chances de succès.

Nous devons à des hommes comme Bellonte, à cette prise en charge du risque calculé, cette maîtrise sans précédent de l'espace et du temps que permet l'avion, ouverte à des millions d'hommes.

Nous leur devons cet extraordinaire instrument de connaissance, de rapprochement des cultures et des peuples, que constitue aujourd'hui le transport aérien. Nous leur devons d'avoir fondé cette grande tradition aéronautique française, que d'autres poursuivront, aujourd'hui, permettant à notre pays de se maintenir au premier rang dans le monde.

CHARLES FITTERMAN,
ministre des transports.

JULIEN GREEN



JULIEN GREEN
MONT-CINÈRE

Pour la première fois le texte intégral de Mont-Cinère

SEUIL

LETTRES

MORT DE L'ÉCRIVAIN ESPAGNOL JORGE GUILLEN

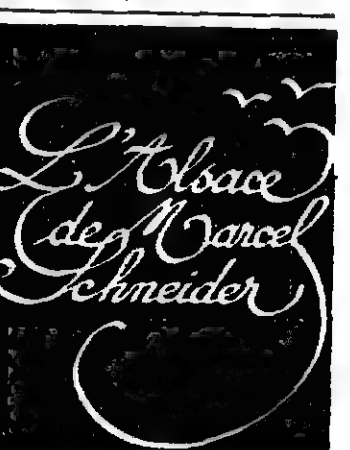
Le poète Jorge Guillén est mort le 6 février à Malaga (Espagne). Il avait eu quatre-vingt-onze ans. Il sera inhumé mercredi 8 février dans le cimetière anglais de la ville.

(Né dans le centre de l'Espagne, à Valladolid, en janvier 1893, Jorge Guillén était l'un des derniers représentants de la génération poétique espagnole des années 20, « la génération du 27 », qui a notamment rassemblé Federico García Lorca, Miguel Hernández, Rafael Alberti, Vicente Aleixandre, Pedro Salinas et Luis Cernuda. Il fut aussi l'un de Paul Valéry dont il traduisit le *Cimetière marin*. L'œuvre de Jorge Guillén, conforme à la vocation d'unité qu'il s'était fixée, s'articule autour de trois ouvrages : *Canzico* (cantiques, un recueil de 75 poèmes écrits entre 1919 et 1958), *Clamor* (Clameurs) et *Hommage* (Hommage).

Construit à Fexil lorsque éclata la guerre civile espagnole (1936-1939), Jorge Guillén part pour les États-Unis en 1938 et ne retourna en Espagne qu'en 1977, après avoir également vécu en Colombie, au Mexique et à Porto-Rico. Cette même année, il se voit décerner le prix Cervantes de littérature.

Jorge Guillén, dont l'état de santé s'était aggravé l'été dernier à la suite d'une pneumonie, s'était depuis retiré dans sa maison de Malaga.

En 1977, les éditions Gallimard ont publié *Canzico*, une traduction de poèmes choisis de Jorge Guillén (« Du monde entier »).



Rhapsodie alsacienne

Christine Bonneton
ÉDITEUR
R. des Arts-Collège de la rue
TOUTE PARIS - TEL. 260.17.42

La déclaration de vos revenus de l'année 1983

Page 1 de

Page 2 de

هكذا من الأصل

La déclaration de vos revenus de l'année 1983

Vous devez en principe avoir reçu ou vous allez recevoir à domicile les imprimés nécessaires à la déclaration de vos revenus de 1983. En effet, l'administration envoie à domicile entre le 20 janvier et le 15 février :

- la déclaration d'ensemble des revenus aux contribuables qui ont déjà souscrit ce formulaire l'an dernier ;
- la déclaration n° 2044 (feuille bleue) aux propriétaires fonciers ayant déclaré en 1983 des loyers, des fermages ou d'autres revenus des immeubles (redevances d'affichage) ;
- la déclaration n° 2047 (feuille rose) aux personnes encaissant des revenus hors de France ;
- la notice n° 2041-A sur la détaxation du revenu investi en actions à ceux qui ont bénéficié de cette déduction sur leurs revenus des années précédentes et qui sont nés avant 1932 ;
- les déclarations spéciales professionnelles.

Si vous n'avez pas reçu ces imprimés, par exemple si vous avez déménagé et n'avez pas fait suivre votre courrier, ou si vous êtes concerné pour la première année, vous devez les demander dans les centres des impôts. Dans les communes où ces services ne sont pas installés, les maires distribuent des déclarations de revenus, des annexes n° 2044 pour la déclaration des revenus fonciers et des notices spéciales n° 2041 S sur les dépenses pour économiser l'énergie. Enfin, si vous demandez à bénéficier de la réduction d'impôt « CEA » (ouverture d'un compte d'épargne en actions) ou si vous avez réalisé des plus-values, les

déclarations n° 2048 et 2049 correspondantes doivent être retirées dans les centres des impôts à compter du 15 février.

La notice qui accompagne la déclaration des revenus se présente en huit pages et comprend, outre les renseignements utiles pour remplir le formulaire, une page d'informations budgétaires (« A quoi servent vos impôts ? »).

Cette année, le texte de présentation du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors, est consacré au thème de la nécessité du prélèvement fiscal et de l'alourdissement de la fiscalité en période de crise. Souhaitons que la promesse de détenir de la fiscalité de l'an prochain. Mais souhaitons également que l'on pense à simplifier une législation devenue trop complexe.

La déclaration que vous devez souscrire AVANT LE 1^{er} MARS 1984 a subi, par rapport à l'an dernier, des modifications qui seront examinées, ainsi que les mesures nouvelles, au fur et à mesure de l'exposé des différentes rubriques et signalées par l'adjectif « NOUVEAU ».

Vous êtes dispensé de tout calcul, abattement, déduction ou limitation, qui seront automatiquement effectués lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Aussi trouverez-vous ci-après les prévisions et barèmes nécessaires si vous souhaitez calculer vous-même votre revenu imposable et le montant de l'impôt à payer, et ainsi vérifier, lorsqu'il vous sera adressé par l'administration, votre avis d'imposition.

N'oubliez pas de conserver le double de votre déclaration et toutes les pièces justificatives pendant quatre ans, car vos déclarations peuvent être contrôlées pendant toute cette période.

Comment remplir votre formulaire

● Qui doit remplir cette déclaration ?

CAS GÉNÉRAL. - La déclaration doit être souscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus imposables.

Toute personne disposant d'une résidence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y ont tout intérêt : l'administration fiscale leur adressera automatiquement un avis de non-imposition, qui est très utile lors de certaines démarches (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes à caractère social pour justifier de leurs ressources.

COUPLES MARIÉS. - Ils souscrivent une seule déclaration pour les revenus du ménage. Toutefois les époux mariés sous le régime de la séparation de biens et qui ne vivent pas ensemble font l'objet d'une imposition séparée (chacun en qualité de célibataire).

De même, il y a lieu à déclaration distincte (en qualité de séparés) :

- en cas d'abandon du domicile conjugal et si les époux ont, chacun, des revenus ;
- en cas d'instance de divorce ou de séparation lorsque les époux ont obtenu l'autorisation de vivre séparément.

MARIAGE EN 1983. - Les couples qui se sont mariés en 1983 doivent procéder ainsi :

- chacun souscrit, à son nom et comme célibataire (éventuellement divorcé ou veuf), une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période allant du mariage au 31 décembre en principe (ou exceptionnellement jusqu'à une séparation ou un décès en 1983) ;

DIVORCE OU SÉPARATION EN 1983. - Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés) pour la période de vie commune antérieure à la séparation ou au divorce (si un des époux ne le signe pas, elle lui est néanmoins opposable).

D'autre part, chaque ex-époux souscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ses revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge).

en remplissant les cadres II et III de la page 2 de la déclaration.

DÉCÈS D'UN CONJOINT EN 1983. - Quel que soit le conjoint qui décède, les conséquences sont désormais les mêmes : deux impositions sont établies pour l'année du décès.

Pour les revenus du ménage antérieurs au décès, la personne qui souscrit la déclaration doit remplir les cadres I (« M ») et III de la page 2 (ligne 2) ;

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, postérieurs au décès, celui-ci doit remplir les cadres II (« V ») et III de la page 2 (ligne 2).

Bien qu'ayant rempli le cadre II (veuf), le conjoint survivant bénéficie du nombre de parts correspondant à la situation d'un contribuable marié dès lors qu'il a complété la ligne 2.

DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE. - Le contribuable dont un enfant à charge possède des revenus propres peut demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents.

L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant ne représente qu'une fraction très faible du revenu des parents.

REMARQUE. - Union libre : chacune des deux personnes doit souscrire une déclaration comme célibataire (ou veuve ou divorcée).

● Où envoyer la déclaration ?

Adressez votre déclaration au service des impôts mentionné sur la déclaration, en tête de la première page, même si vous avez déménagé (Ce service la transmettra alors au centre des impôts de votre nouveau domicile). Si vous envoyez votre pli par la poste, n'oubliez pas d'affranchir l'enveloppe. N'adressez pas votre déclaration au percepteur, il est seulement chargé du recouvrement de l'impôt.

En cas de prorogation éventuelle du délai de déclaration, nous vous préviendrons aussitôt.

Si vous n'êtes pas en possession de tous les éléments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisoire en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.

1^{er} janvier 1983, ainsi que les enfants nés en 1983 et les infirmes, quel que soit leur âge (les enfants infirmes titulaires de la carte d'invalidité comptent pour une part), peuvent être comptés à charge. S'ils ont perçu des revenus, ceux-ci doivent alors être ajoutés aux vôtres.

Cas des parents divorcés ou séparés. - L'enfant est considéré à la charge du parent qui en a la garde (soit par décision judiciaire, soit de fait lorsqu'il n'y a pas eu de jugement).

Le parent qui n'en a pas la garde ne peut le déclarer à charge, mais peut déduire de ses revenus la pension alimentaire qu'il verse pour lui.

Une réponse ministérielle règle la question de la « garde alternée » : lorsque, par décision de justice, la garde des enfants est attribuée conjointement au père et à la mère, les enfants sont hébergés alternativement par chacun des parents. Ces derniers peuvent alors désigner d'un commun accord celui d'entre eux qui doit les compter à charge et qui bénéficie ainsi de la majoration du quotient familial. L'autre parent peut déduire de ses revenus le montant de l'obligation alimentaire. (R.M. à M. Nilsa, J.O.-A.N. du 9-2-1981, page 556.) Si vous êtes dans ce cas, joignez une note explicative à votre déclaration.

ENFANTS AYANT ATTEINT L'ÂGE DE DIX-HUIT ANS EN 1983. - Vous pouvez compter à charge un enfant devenu majeur en cours d'année, tout en déclarant seulement les revenus qu'il a perçus avant la date de sa majorité.

L'enfant, de son côté, déclare uniquement les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité (s'il demande son rattachement à votre foyer, vous devez alors déclarer ses revenus de l'année entière avec les vôtres).

ENFANTS AGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS. - Ils sont, en principe, imposés à leur propre nom. La loi leur offre cependant la possibilité d'être rattachés au foyer fiscal de leurs parents s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans ;
- être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants ;
- effectuer leur service militaire légal, quel que soit leur âge.

CONDITIONS DE L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, annuelle, est irrévocable pour l'année considérée.

L'option de l'enfant est formulée sur papier libre (voir exemple de demande de rattachement à la page 2 de la notice explicative).

L'accord du parent est considéré comme établi dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachement.

Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire.

Le rattachement entraîne, pour le chef de famille, l'obligation d'inscrire dans son revenu imposable les revenus perçus par l'enfant pendant l'année entière.

Cas des parents divorcés ou séparés. - Le rattachement peut être demandé vis-à-vis de l'un ou l'autre des parents, mais jamais des deux à la fois.

2) VOS ENFANTS MARIÉS

Les enfants mariés ou chargés de famille, lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans,
- être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants,
- sans limite d'âge lorsqu'ils effectuent leur service militaire,

peuvent opter pour le rattachement au foyer fiscal des parents.

Ce rattachement est global : il s'applique au jeune ménage, même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, à leurs enfants.

Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints.

L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abattement sur le revenu imposable de 14 230 F par personne prise à charge.

Les revenus du jeune ménage sont imposés avec ceux du foyer de rattachement.

En cas de mariage en cours d'année d'un enfant âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable ne

peut, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abattement.

3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge. Mais pour un enfant infirme majeur, vous pouvez renoncer à le compter à charge et déduire, en contrepartie, la pension alimentaire que vous lui versez. Cette pension n'est pas soumise à l'impôt au nom de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hospitalier.

4) VOS ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils peuvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir ci-dessus).

Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivaut fiscalement au service militaire.

REMARQUE. - POUR LES ENFANTS MAJEURS : IL EST POSSIBLE DE DÉDUIRE UNE PENSION ALIMENTAIRE AU LIEU DE LES COMPTER À CHARGE. Cette mesure est surtout intéressante lorsqu'il n'est pas possible de compter un enfant à charge, notamment pour un étudiant de plus de vingt-cinq ans ou un enfant à la recherche d'un premier emploi. Elle permet également, en cas de divorce ou de séparation, au parent non bénéficiaire du rattachement et versant une pension à son enfant majeur de la déduire de ses revenus. Les modalités et limites de déduction sont exposées plus loin sous le chapitre 6 (« Charges à déduire - Pensions alimentaires »). Si vous déduisez une telle pension, vous devez indiquer, dans la case « T » du cadre IV de la page 2, le nombre d'enfants majeurs non comptés à charge pour lesquels vous entendez bénéficier de cette déduction.

LES PERSONNES INVALIDES (AUTRES QUE VOS ENFANTS)

Il est possible de compter à charge une ou plusieurs personnes invalides recueillies à votre foyer, sans qu'il soit nécessaire qu'il existe un lien de parenté entre elles et vous-même et sans exclusion en fonction du montant des ressources. Les conditions exigées sont les suivantes :

- elles doivent obligatoirement vivre en permanence sous votre toit ;
- elles doivent être titulaires de la carte d'invalidité d'au moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie de cet avantage, déclarer leurs revenus avec les vôtres, dans la catégorie correspondante (par exemple « Pensions, retraites, rentes... »). Portez alors le nombre de ces personnes dans l'avant-dernière case du cadre IV et précisez, face à leur état civil, le numéro de leur carte d'invalidité.

ÉLÉMENTS DU TRAIN DE VIE

Cette rubrique doit obligatoirement être remplie : elle permettra à l'administration fiscale de vérifier si les revenus que vous déclarez sont compatibles avec votre train de vie.

Nous rappelons que, si vous omettez un de ces éléments ou si vous fournissez des renseignements erronés, vous encourez une amende de 500 F par élément omis ou inexact.

Vous devez également mentionner les éléments dont vous disposez mais qui sont situés à l'étranger, par exemple une résidence secondaire, un bateau...

La valeur à déclarer au titre de l'habitation principale ou des résidences secondaires est la suivante :

- si vous êtes locataire, indiquez le montant de votre loyer annuel, en excluant, bien entendu, les charges ;
- si vous êtes propriétaire ou occupant à titre gratuit, mentionnez le montant de la valeur locative brute qui figure sur votre avis d'imposition de taxe d'habitation (si, exceptionnellement, vous n'êtes pas en possession de ce document, déclarez le loyer annuel approximatif que vous pourriez obtenir si vous donniez l'immeuble en location).

L'administration vous demande de préciser si vous êtes locataire ou non de vos résidences, en mentionnant, devant le montant du loyer ou de la valeur locative, la lettre « L » si vous êtes locataire, « P » si vous êtes propriétaire ou « O » si vous êtes occupant à titre gratuit.

Page 1 de la déclaration

1) **État civil.** - Outre les rectifications ou compléments à apporter aux informations pré-identifiées, l'indication de la date de naissance est très importante pour l'application automatique aux personnes âgées des abattements auxquels elles peuvent prétendre le cas échéant.

2) **Adresse.** - Si vous avez déménagé en 1983, indiquez à ce que votre nouvelle adresse soit connue avant l'expiration de la période de prescription des demandes de renseignements fiscales.

3) **Signature.** - Il faut prendre soin de signer la déclaration, sinon vous serez considéré comme ne

l'ayant pas souscrite (arrêté du Conseil d'Etat du 23 avril 1971). Dans un couple marié, chaque époux doit signer la déclaration commune.

NOUVEAU : état civil de l'épouse. Les informations correspondantes doivent, désormais, être portées sur la première page et non plus page 2. Mais ce n'est là qu'un changement purement formel dans la ligne de l'abaissement de l'âge fiscal des époux. Nous recommandons toutefois que la femme mariée n'a pas à mentionner son numéro de Sécurité sociale.

Page 2 de la déclaration

Cette page doit être remplie avec toute l'attention nécessaire, car elle permet de déterminer le nombre de parts qui permettra le calcul de votre impôt et éventuellement une majoration du nombre de parts (invalidité, personne seule ayant un enfant faisant l'objet d'une imposition personnelle distincte).

Si la carte d'invalidité a été demandée à la mairie avant le 1^{er} janvier 1984, mais n'est pas encore attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour l'inscription du numéro de la carte.

Les célibataires, veufs ou divorcés invalides ayant des charges de famille bénéficient d'une demi-part supplémentaire.

Les ménages dont un conjoint est invalide ont droit à une demi-part supplémentaire lorsque l'un ou l'autre des conjoints remplit une des conditions suivantes :

- il est titulaire, pour une invalidité d'au moins 40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre ;
- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % au moins ;
- il est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Les ménages où les deux conjoints sont invalides bénéficient d'une part supplémentaire.

Les anciens combattants de plus de soixante-cinq ans, célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas d'enfant à leur charge ont droit à une part et demi de quotient familial au lieu d'une part s'ils sont titulaires de la carte du combattant ou d'une pension servie en vertu des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; le même avantage est octroyé aux veuves âgées de plus de soixante-

quinze ans des personnes mentionnées ci-avant ; si vous êtes concerné, portez une croix dans l'une des cases S ou W selon le cas (cadre II). Attention ! Une personne seule n'ayant pas de charge de famille a droit, au maximum, à une part et demi (les demi-parts supplémentaires ne se cumulent pas).

Le cadre IV : « CHARGES DE FAMILLE » est également très important. Vous devez obligatoirement mentionner dans les cases appropriées le nombre des personnes à votre charge qui remplissent les conditions énumérées face à ces cases et rappelées ci-après.

Pour le calcul de l'impôt, votre situation et vos charges de famille sont appréciées au 1^{er} janvier (ou au début de la période d'imposition s'il est postérieur au 1/1) ou au 31 décembre 1983 (ou à la fin de la période d'imposition si elle se situe avant le 31/12) selon la solution la plus avantageuse.

LES ENFANTS À CHARGE

Tout enfant né en 1983, enregistré à l'état civil, est compté à charge même s'il est décédé en cours d'année (réponse ministérielle à M. Yves Lanciau, député, du 20 juillet 1981, n° 429, J.O. A.N. du 4 janvier 1982, page 13).

Vous pouvez compter à charge vos enfants ou ceux de votre conjoint, légitimes ou naturels, adoptifs ou recueillis à votre foyer au cours de leur minorité (s'ils sont, dans ce dernier cas, à votre charge effective et exclusive) :

1) VOS ENFANTS CÉLIBATAIRES

a) **ENFANTS AGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS.** - Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au

SOBEA
GROUPE SAINT-GOBAIN

nous sommes, dans toute la France,
au service des collectivités locales

ALGÉRIE
PEUGEOT-RENAULT - SIMCA
BHARMAL EXPORT
11, rue Trézal 92300 Levallois-Perret
Tél. : (1) 737-53-82
Téléc. : 250.303 Public X Paris
Fournit en contre-remboursement postal toutes pièces d'origine pour votre véhicule.

BERNARD CHAMPIGNEULLE

Bernard Champigneulle vient d'atteindre à l'âge de cinquante ans le monde de la culture. Le souvenir le plus cher de son enfance à la campagne et rurale - fondée par son père - dont il devint par la suite, en cette qualité, le directeur. En cette qualité, il milita pour la préservation du patrimoine de son urbanisme, signe de son caractère humain. Il donna pour autant contempteur de l'œuvre Perret, auquel il consacra un ouvrage. L'importance qu'il donne à ce domaine le fit nommer, en 1978, président d'un comité pour la sauvegarde de l'architecture de la commune de Rueil-Malmaison. Son œuvre culturelle, dont il fut le directeur, des années et surtout consacrée à l'histoire de la musique, fut l'œuvre d'un homme qui fut, à la fin de sa vie, un homme de lettres. Il fut, à la fin de sa vie, un homme de lettres. Il fut, à la fin de sa vie, un homme de lettres.

Bernard Champigneulle est mort sur certaines fondations de son œuvre, sans que le regret soit entier. Il fut, à la fin de sa vie, un homme de lettres. Il fut, à la fin de sa vie, un homme de lettres. Il fut, à la fin de sa vie, un homme de lettres.

LETTRES

MORT DE L'ÉCRIVAIN ESPAGNOL JORGE GUILLEN

Le poète Jorge Guillén est mort à Madrid, à l'âge de 92 ans.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Il était l'un des plus importants poètes de la génération poétique espagnole.

Il avait écrit plus de 100 livres.

Page 3 de la déclaration

ATTENTION. - Ne portez jamais de centimes
Arrondissez toujours au franc inférieur afin d'éviter toute erreur d'imposition

● NOUVEAU : Déclaration des revenus ayant donné lieu au prélèvement libératoire.

Une nouvelle obligation déclarative a été créée par la loi de finances pour 1983 dans le but d'améliorer la connaissance des revenus : vous devez désormais mentionner au § 0 les revenus pour lesquels vous avez opté ou qui ont supporté d'office un prélèvement forfaitaire libératoire. Mais que chacun se rassure : les revenus ne seront pas soumis une deuxième fois à l'impôt sur le revenu. Toutefois, même s'il ne s'agit que d'une déclaration « pour information », et, bien entendu, pour donner à l'Administration des moyens de contrôle supplémentaires, il ne faut pas négliger cette obligation car la loi a prévu une très lourde amende pour sanctionner les omissions volontaires.

Doivent ainsi être déclarés respectivement lignes V et Y (colonne A) :

- les produits de placements à revenu fixe (obligations, créances, dépôts, prêts, bons, etc.) à l'exclusion des revenus placés sous le régime de l'anonymat, des intérêts des livrets A, livret bleu du Crédit mutuel, livret d'épargne populaire, CODEVI, compte d'épargne-logement, livret de travailleur manuel ;
- les profits de construction pour lesquels vous avez opté pour le régime du prélèvement libératoire de 50 %.

Le montant du prélèvement doit être inscrit colonne B.

1) Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

(Quel que soit leur pays d'origine : France ou étranger)

a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne S).

Doivent être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut et lorsqu'ils ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole (ils seraient alors inclus dans les bénéfices imposables de l'exploitation), les produits :

- des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de celles représentées par des obligations et des effets publics (qui doivent être déclarés à la ligne V) ;
- des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe ;
- des cautionnements en numéraire ;
- des comptes courants.

Pour les bons de caisse, il faut ajouter au produit perçu le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne Z.

● Sont à déclarer au § 0 les produits qui ont été soumis, soit sur option du bénéficiaire, soit obligatoirement, au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu.

● Sont exonérés d'impôt les intérêts des sommes inscrites sur un livret A de caisse d'épargne, sur un livret bleu d'une caisse de crédit mutuel, sur un compte d'épargne-logement (ou un plan), sur un livret d'épargne du travailleur manuel, ou un CODEVI.

b) Avances, prêts ou acomptes reçus en tant qu'associé de société de capitaux (ligne T).

Il s'agit des sommes mises à la disposition des associés des sociétés de capitaux et qui, sans preuve contraire, sont considérées comme des revenus distribués.

c) Revenus de valeurs mobilières (lignes U, V, W et X).

Il s'agit :

- des intérêts, arrérages et produits de toute nature des obligations, effets publics et autres titres d'emprunts négociables ;
- des revenus des actions et parts sociales distribuées par des personnes morales ou non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des sommes distribuées aux associés en nom.

2) Revenus fonciers

● Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis donnés en location et les revenus des immeubles dont le contribuable se réserve la jouissance, mais qui ne sont pas affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) et qui proviennent de propriétés dont vous vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il en est par exemple ainsi des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou une maison vous appartenant.

Attention ! Les entreprises ou les professionnels de la publicité doivent déclarer à l'Administration fiscale les sommes versées au titre du droit d'affichage.

● Les dépôts de garantie n'ont pas à être déclarés dès leur versement, mais le cas échéant, au départ du locataire. (Conseil d'Etat, 5 mai 1981, requête n° 19171).

● Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044. Toutefois, si vos revenus fonciers sont constitués uniquement par une participation dans une société civile immobilière non placée sous le régime de la copropriété et non soumise à l'impôt sur les sociétés, vous pouvez vous dispenser de produire la déclaration n° 2044 en reportant directement, case A, B, D, M ou N, selon la nature, le montant de votre part dans les résultats de la société, qui doit, de son côté, soumettre une déclaration n° 2072. Vous devez, dans ce cas, indiquer sur une note annexée la dénomination et l'adresse de la ou des sociétés et le montant des revenus correspondants.

● NOUVEAU : Bâtiments d'exploitation des propriétés rurales : les revenus des bâtiments d'exploitation des propriétés rurales (tels que les granges, les écuries, les caves, les celliers, les pressoirs, etc.) qui étaient auparavant exonérés d'impôt sur le revenu, sont désormais imposables.

LA FRACTION DES FERMAGES CORRESPONDANT DOIT ÊTRE DÉCLARÉE DANS LES RECETTES BRUTES ENCAISSÉES EN 1983.

En contrepartie, les charges et travaux qui se rapportent à ces bâtiments d'exploitation peuvent être déduits dans les conditions exposées plus loin.

● Si vous louez des locaux nus à une personne ou à une société de gestion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial en raison des modalités du bail, reportez-vous au § 3-b « Locaux en meublé non professionnels ».

● Principaux travaux déductibles

1) Pour les locaux d'habitation, vous pouvez déduire, à condition d'en justifier :

- Les revenus suivants sont exonérés :
- les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 ;
- les produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme ;
- les lots et primes de remboursement attachés aux bons et obligations émis en France avec l'autorisation du ministre de l'économie et des finances.

● En dehors des jets de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté, soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu, soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ou partie de cette retenue ou de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des dividendes nets des actions françaises).

● Pour déclarer ces revenus, conformez-vous aux indications figurant sur les « certificats d'avoir fiscal » qui vous sont remis par les établissements payeurs : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Les certificats doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration. Le montant de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclaré ligne Z : il sera déduit du montant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce dernier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt se rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

● Les abattements vous sont accordés automatiquement. Vous ne devez pas les déduire. Ils sont de :

- 3 000 francs pour les dividendes d'actions (il n'est accordé que si votre revenu net ne dépasse pas 280 000 francs) ; il peut être réduit ou supprimé si vous bénéficiez de la détaxation du revenu investi en actions ;
- 5 000 francs pour les revenus d'obligations et autres titres d'emprunts négociables et non indexés (au lieu de 3 000 F précédemment) ;
- 1 000 francs supplémentaires pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 1977 (ligne U).

● Vous pouvez déduire, ligne Y, les frais de garde de vos valeurs à condition qu'ils correspondent à des revenus effectivement déclarés § 1. Si vous placez une partie de vos revenus mobiliers sous le régime du prélèvement libératoire, vous devez exclure les frais de garde de ces revenus du montant à inscrire ligne Y.

● Les travaux de réparation et d'entretien destinés à maintenir ou remettre l'immeuble en bon état, sans en modifier la consistance, l'agencement ou l'équipement initial : réfection des peintures extérieures, planchers, réparation d'une toiture, revêtement, traitement des bois contre les parasites, remise en état des conduits de fumée, remplacement d'une chaudière ou d'un appareil sanitaire par un appareil du même type ;

● les travaux d'amélioration destinés à apporter un équipement ou un élément de confort nouveau ou mieux adaptés aux conditions modernes de vie (installation du chauffage central, d'une salle d'eau, du tout-à-l'égout, d'un w-c, du téléphone, de dispositifs de sécurité) à condition que ces travaux ne modifient pas la destination ou la structure de l'immeuble (exclusion des travaux de construction ou d'agrandissement, y compris des travaux de réfection complète d'une toiture oncoscélus à la construction d'un étage supplémentaire et donc indissociables de l'agrandissement, arrêt du Conseil d'Etat du 15 octobre 1980, requête n° 16 782).

2) Pour les immeubles ruraux, outre les travaux d'entretien et de réparation, peuvent être déduits :

- les travaux réalisés pour adapter la propriété aux conditions modernes d'exploitation (électrification, installation de bassins, pompes à eau, fosses, clôtures...) s'ils ne sont pas de nature à entraîner une augmentation du fermage ;
- les travaux de construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation remplaçant un bâtiment de même nature, vétuste ou inadéquat qui doit être démolé ou mis hors service si ces travaux entraînent pas d'augmentation effective du fermage.

● Travaux effectués par le locataire : constitue un revenu foncier l'avantage procuré au bailleur par des travaux de construction, reconstruction ou aménagement qui, en exécution d'une clause du bail, lui reviennent sans contrepartie ; cet avantage doit être déclaré l'année d'expiration du bail, alors même que celui-ci ferait l'objet d'une tacite reconduction, conformément à la législation sur les baux commerciaux (arrêts du Conseil d'Etat n° 12 865 et 24 983 du 10 juillet 1981).

● Sort des déficits fonciers.

1) En principe les déficits fonciers ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains, ou les neuf années suivantes pour des propriétés rurales.

2) Exceptionnellement des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus : c'est le cas des déficits :

- provenant d'immeubles classés monuments historiques ;

- subis par les nus-propriétaires tenus d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil) ;

- résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat) : le montant de ces travaux doit donc être inscrit page 4 de la déclaration n° 2044, alors que les autres charges courantes doivent normalement être déduites en page 2.

S'ils n'ont pu être imputés l'année de leur réalisation, ces déficits sont reportables jusqu'à épuisement pendant cinq ans maximum (rubrique « Déficits globaux »).

3) Revenus des professions non salariées

a) BÉNÉFICES AGRICOLES (colonne A).

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte quelles que soient l'importance et la qualité des terres cultivées (même s'il exerce à titre principal une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou forestière, d'un G.A.E.C. ou d'un groupement forestier.

● Régime du forfait.

Vous disposez pour soumettre votre déclaration du même délai que celui qui vous est accordé pour dénoncer votre forfait, c'est-à-dire jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfaitaires agricoles au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de soumettre la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligne K, L ou M, colonne A (forfait non score fixé).

Le forfait tient compte de toutes les charges. Aucune autre déduction ne peut être pratiquée. Il peut toutefois être réduit, sur demande, en cas de pertes consécutives à des calamités.

REMARQUE. - Les revenus accessoires (locaux du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, redevances trifoncières...) perçus par les propriétaires exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'actif d'une exploitation soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des bénéfices agricoles.

● Régime du bénéfice réel simplifié.

Ce régime est applicable soit sur option (dénonciation du forfait), soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation sont comprises entre 500 000 F et 1 million de francs pendant deux années consécutives (1982 et 1983). Pour l'appréciation de ces limites, les recettes provenant des opérations d'élevage ou de culture portant sur des animaux ou des produits appartenant à des tiers sont multipliées par cinq.

Vous devez alors soumettre la déclaration spéciale n° 2139 et la déclaration d'ensemble des revenus avant le 15 juin.

● Régime du bénéfice réel normal.

Si la moyenne de vos recettes de 1982 et 1983 excède 1 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1 million de francs.

Dans ce cas, vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 et la déclaration des revenus avant le 15 mars si l'exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile, avant le 1^{er} avril dans le cas contraire.

● Déduction des déficits.

Avant d'opter pour le régime du bénéfice réel, il convient de noter que les déficits d'exploitations agricoles ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède 40 000 F.

b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX.

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associé d'une société de personnes, des particuliers peuvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- achats et ventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel ;
- location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation ;
- location en meublé ; toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées de l'impôt sur le revenu pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables (2,5 fois la valeur locative pour les logements soumis à la législation sur les loyers).

● Régime du forfait : c'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale n° 951 M au plus tard le 15 février. Si votre bénéfice forfaitaire a déjà été fixé pour 1983, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, colonne B (dans ce cas, la déclaration 951 M peut être déposée jusqu'au 15 avril) ; si le bénéfice de 1983 doit être fixé en 1984, il convient de cocher la case correspondante de cette colonne.

● Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.

Relativement de ce régime, outre les entreprises forfaitaires qui en font l'option, celles dont le chiffre d'affaires hors TVA est compris entre 500 000 F et 1,8 million de francs (vente de marchandises ou fourniture de logement) ou entre 150 000 F et 540 000 F (prestataire de services).

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2033 et reporter le bénéfice (ou le déficit) colonne C de la déclaration des revenus (lignes N à W). Vous disposez d'un délai expirant le 2 avril pour déposer ces déclarations, le 14 avril si votre bénéfice n'est pas supérieur à 150 000 F.

● Régime du bénéfice réel pour les entreprises les plus importantes : la déclaration de résultats n° 2031 (et les tableaux comptables annexes) et la déclaration des revenus doivent être déposées avant le 2 avril ou le 15 mai si votre bénéfice n'est pas supérieur à 150 000 F (28 février si l'exercice est clos à une date autre que le 31 décembre).

3) En pratique, pour les déficits subis en 1983, il vous suffit de les reporter sur la ligne B de la déclaration d'ensemble (exceptionnellement sur la ligne N). L'Administration assure automatiquement les calculs et les imputations nécessaires.

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous les mentionnez sur la ligne D de la rubrique REVENUS FONCIERS ou, s'il s'agit de déficits exceptionnels cités ci-dessus (immeubles historiques...), à la rubrique « DÉFICITS GLOBAUX », page 4, rubrique 7, ligne D.

Attention ! Les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de la nue-propriété ne sont plus déductibles du revenu global des nus-propriétaires (BODGI du 29 octobre 1982, 5 D-5-82).

Les résultats sont reportés colonne B (lignes N à W) de la déclaration d'ensemble.

Nouveaux : entreprises nouvelles. Les entreprises créées en 1983 et 1984 soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition sont exonérées, dans certaines conditions, d'impôt sur le revenu à raison des bénéfices qu'elles réalisent l'année de leur création et les deux années suivantes. Les bénéfices réalisés au titre de la quatrième et de la cinquième année d'activité ne sont retenus dans les bases de l'impôt que pour la moitié de leur montant.

● Locaux en meublé non professionnels. - Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1983 n'excède pas 21 000 F (DOM, sauf Guyane, 30 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration n° 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lieu de vos locations et portez, colonne D « Revenus des locations en meublé - régime spécial », le montant brut des recettes. (L'abattement de 50 % avec minimum de 1 500 F sera calculé par l'ordinateur.)

ATTENTION ! - Locaux en meublé non professionnels ayant opté pour un régime de bénéfice réel : vous ne pouvez plus :

- déduire vos déficits éventuels que des bénéfices réalisés de location (portez vos résultats ligne X3 et s'agit d'un bénéfice, ligne YB s'il s'agit d'un déficit) ;
- bénéficier du régime des plus-values professionnelles et, en particulier, de l'assouplissement prévu pour les petites entreprises.

c) REVENUS NON COMMERCIAUX.

● Déclaration contrôlée (n° 2035). Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1983 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocessés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première fois dépassé la limite de 175 000 F en 1983 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents à des associations agréées ont jusqu'au 2 avril pour déposer la déclaration 2035.

● Evaluation administrative (n° 2037). Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement (ou qui n'ont pas opté) au régime de la déclaration contrôlée. La déclaration 2037 doit être soumise par chaque membre du foyer fiscal soumis à ce régime.

REMARQUES :

1) Possibilité de déduire immédiatement les petits matériels et outillages. Par une note du 21 septembre 1981 (B.O.D.G.I., référence 5 G-19-81), l'Administration a admis que pouvaient être compris parmi les charges immédiatement déductibles des bénéfices (au lieu de la seule annuité d'amortissement) :

- les matériels et outillages d'une valeur unitaire hors taxes n'excédant pas 1 500 F ;
- les matériels de bureau d'une valeur unitaire hors taxes ne dépassant pas 300 F.

2) Evaluation des dépenses d'automobile : dans une instruction du 28 décembre 1981 (B.O.D.G.I., référence 5 G-21-81), l'Administration a précisé que les contribuables imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (quel que soit le régime) pouvaient déterminer leurs frais professionnels d'automobile par application du barème forfaitaire publié pour les salariés (voir paragraphe 5). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les intéressés conservant la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

● Revenus non commerciaux accessoires. - Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas, désormais, remboursement de frais compris, 21 000 F (au lieu de 16 000 F précédemment) et intégralement déductibles de vos tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement à la colonne E de la rubrique « Régime du forfait ». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur.

● Activités lucratives non professionnelles dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même activité (droits d'auteur, certains produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses, des propriétaires de chevaux de course) : déclarez les résultats obtenus ligne XD, ou ligne YD s'il s'agit d'un déficit.

CAS PARTICULIERS.

Ont le caractère de revenus non commerciaux :

- les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ;
- les revenus des photographes de mode non journaliers ;
- les droits d'auteur, même intégralement déclarés par les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux au lieu de celui des salariés ;
- les produits perçus par les héritiers des écrivains et compositeurs ;
- les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences exclusives d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 15 % (10 % si l'activité d'inventeur est exceptionnellement exercée à titre principal) ; ils doivent alors être déclarés sous la rubrique « Plus-values » (§ 4, ligne C). Les autres produits de la propriété industrielle constituent des revenus non commerciaux imposables sous déduction d'un abattement de 30 % pour tenir compte des frais exposés pour la réalisation de l'invention. Les produits déclarés par l'héritier de l'inventeur ne bénéficient pas de cet abattement. Si l'inventeur exploite directement son invention, il relève alors de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux. Sauf si l'activité d'invention est exercée à titre principal, les déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés, la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne YD. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices

55.000.000

● **Indemnité de départ à la retraite.** — Elle est exonérée dans la limite de 10 000 F. Le surplus est imposable mais peut donner lieu à déduction sur l'année de perception (1983) et les quatre années antérieures (1982, 1981, 1980 et 1979). Il faut en faire la demande par note jointe à votre déclaration.

● **Primes de départ volontaire.** — Elles peuvent faire l'objet de l'attribution de primes de départ volontaire prévues par l'article 163 du code général des impôts même si leur montant n'excède pas la moyenne des revenus nets imposables des trois dernières années (étalonnage sur 1979 à 1983).

Les primes de départ volontaire doivent s'entendre des primes, indemnités ou allocations versées par l'employeur au salarié lorsque ce dernier quitte l'entreprise sans faire l'objet d'une mesure de licenciement, de mise à la retraite ou en préretraite.

Ne sont pas concernées les sommes perçues par les intéressés lors du départ et qui n'ont pas de lien avec la cessation de l'activité dans l'entreprise. Ces sommes, telles, par exemple, les indemnités de congés payés, restent imposables selon les conditions de droit commun.

● **Indemnité de licenciement.** — Il résulte de la jurisprudence que, quelles que soient les circonstances dans lesquelles un contrat de travail a pris fin — rupture par l'employeur d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée ou démission du salarié, — le Conseil d'Etat se livre à une analyse précise des circonstances de fait et n'admet que de manière assez restrictive que les sommes versées, par des accords particuliers conclus entre les parties, d'indemnités de licenciement, se rapportent au dédommagement d'un préjudice exceptionnel autre que celui correspondant à la perte de revenu. Si ces sommes correspondent à l'attribution de salaire de congédiement, elles présentent le caractère d'un revenu imposable dans la catégorie des traitements et salaires ; si elles ont pour objet de réparer un préjudice exceptionnel, matériel ou moral, autre que la seule perte de revenu, elles constituent des dommages-intérêts qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'impôt (arrêts du 17 décembre 1980, req. n° 18604 ; du 21 janvier 1981, req. n° 19793).

La fraction imposable de l'indemnité de licenciement a le caractère de revenu exceptionnel. Elle ne peut donc, en principe, bénéficier de l'étalonnage prévu à l'article 163 du code général des impôts que si son montant excède la moyenne des revenus nets des trois dernières années.

Dans un souci d'harmonisation avec le régime d'imposition défini pour les indemnités de départ à la retraite ou en préretraite, récemment, pour des indemnités de départ volontaire, l'administration a décidé de ne plus exiger cette condition en ce qui concerne les indemnités de licenciement.

Dès lors, à la demande des intéressés, la fraction imposable de l'indemnité pourra être répartie, pour son assujettissement à l'impôt sur le revenu, sur l'année de perception de l'indemnité et les quatre années antérieures.

Cette répartition par cinquièmes sera opérée même si le contribuable a commencé à travailler dans l'entreprise depuis moins de cinq ans (instruction du 21 avril 1981, BODGI 5 B 16-81).

● **Délai congé.** — Lorsque le délai-congé se répartit sur plus d'une année civile, l'indemnité compensatrice due en application du code du travail peut, pour l'étalonnage de l'impôt sur le revenu, être déclarée par le contribuable en plusieurs fractions correspondant respectivement à la part de l'indemnité affectée à chacune des années considérées.

● **Exemple :** Licencié le 1^{er} décembre 1983, et percevant une indemnité compensatrice de délai-congé de dix mois, le contribuable, s'il opte pour cette possibilité, pourra rattacher :

— à ses revenus de 1983, la fraction de l'indemnité affectée au mois de décembre 1983 (soit un mois) ;

— à ses revenus 1984, la fraction de l'indemnité affectée au mois de janvier à mai 1984 (soit cinq mois).

● **Indemnités représentatives d'avantages en nature.** — Elles doivent être soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les avantages qu'elles remplacent. Tel est le cas notamment de l'indemnité représentative de logement des instituteurs.

De même, les avantages en nature accordés par un employeur aux anciens membres de son personnel retraités (maintien d'un logement de fonction par exemple) constituent un complément de fonction imposable.

● **Rémunérations versées en cas de maladie.** — Les indemnités journalières versées par les organismes de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole ou pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires. Toutefois les indemnités déclarées ne seront pas imposables si votre revenu global n'excède pas la deuxième tranche du barème (28 780 F).

En outre, sont exonérées les indemnités journalières :

● d'accidents du travail,

● de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité,

● de maladie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé et des soins particulièrement coûteux.

Par ailleurs, les rémunérations qu'une entreprise verse en sus des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables (à déclarer dans la colonne « salaires »). Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Enfin les sommes versées en cas de maladie ou de maternité par les régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

C. — FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS.

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante ou égarée aux frais que vous avez engagés en cours de l'année 1983, de demander à ce que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé en annexe à votre déclaration et de conserver les justificatifs que le service des impôts peut exiger.

Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires ou les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur.

● **Dépenses faites à l'étranger en monnaie étrangère.** — Le montant de ces dépenses exprimé en monnaies étrangères sur les pièces justificatives doit être converti en francs français.

Cette contre-valeur doit, selon un principe général, être calculée d'après le cours du change de ces monnaies, à Paris, au jour du paiement de la dépense. Toutefois, dans un but de simplification, il est admis que le calcul soit fait en utilisant la moyenne arithmétique des derniers cours connus au 1^{er} janvier et au 31 décembre de l'année pendant laquelle la dépense a eu lieu.

L'option pour cette méthode de calcul est indivisible et vaut pour toutes les dépenses effectuées à l'étranger au cours de l'année.

● **Dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession.** — Vous pouvez déduire en une seule fois (et non pas seulement l'amortissement étalé sur la période d'utilisation) les matériels de bureau autres que les meubles dont le prix unitaire n'excède pas 300 F ainsi que les matériels et outillages (autres que de transport et de bureau) dont le prix d'achat n'excède pas 1 500 F (instruction de la direction générale des impôts du 12 octobre 1981, BODGI 5 F 26-81).

● **Frais d'études et d'examen.** — Les frais d'études et d'examen sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés sont de nature à permettre l'exercice normal de la profession ou l'amélioration de la situation (Préparation d'une licence par un instituteur, d'une thèse ou de l'agrégation par un professeur, inscription dans une faculté par un fonctionnaire en vue de bénéficier d'avantages de carrière, dépenses supportées par un employé pour suivre des cours lui permettant de se perfectionner dans son métier...).

● **Frais supplémentaires de repas.** — Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, ils peuvent être évalués à une fois et demie le montant de minimum mensuel garanti par repas, soit en moyenne pour 1983 de 16,53 à 18,30 F. Bien entendu, vous devez justifier de la réalité et du nombre de repas pris à l'extérieur.

● **Frais de transport du domicile au lieu de travail.** — La déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail est admise lorsque le maintien du domicile dans un lieu différent du lieu de travail ne présente pas un caractère anormal (arrêt du Conseil d'Etat du 20 mars 1970, requête 75730). C'est ainsi que, compte tenu des difficultés existant dans les grandes villes, il est admis que les salariés habitant en banlieue puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport.

Il s'ensuit que, dans le cas où le contribuable réside dans un lieu éloigné de celui de son travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier.

En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vous avez fixé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport.

Pour vous permettre d'évaluer vos frais de voiture automobile dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'administration publie chaque année, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométriques tenant compte de la puissance du véhicule et le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'en toute hypothèse il vous appartient de justifier. Ce prix comprend l'amortissement du véhicule, les frais de réparation et d'entretien, les dépenses de pneumatiques, la vignette, la consommation d'essence et les primes d'assurances.

● **Frais de logement.** — Un salarié contraint d'affecter une pièce de son habitation principale à son activité professionnelle peut comprendre une part des intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition de cette habitation parmi ses frais professionnels ; cette part, qui ne peut alors figurer parmi les charges ouvrant droit à déduction d'impôt en application des dispositions de l'article 156-II du C.G.I., doit être déterminée en tenant compte du fait que la pièce peut être utilisée à des fins autres que professionnelles et du rapport existant entre la superficie de la pièce et la surface commune de l'immeuble (arrêt du Conseil d'Etat n° 17434 du 16 juin 1982).

● **Auteurs et compositeurs.** — Lorsqu'un contribuable perçoit à la fois des salaires et des droits d'auteur assimilés à des salaires il ne peut demander la déduction de ses frais réels pour les droits d'auteur s'il a opté pour la déduction forfaitaire de 10 % en ce qui concerne son activité salariée (arrêt du Conseil d'Etat n° 16 601 du 30 septembre 1981).

E. — PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES A TITRE GRATUIT.

Il faut entendre par rentes viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepartie du versement d'un capital en argent ou de l'attribution d'un bien meuble ou immeuble.

● Principales exonérations.

Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les pensions servies au titre de l'assurance vieillesse des salariés sous certaines conditions, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascendant disposant de faibles ressources, directement à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier.

● **Doivent être déclarées sous cette rubrique.** — Les pensions de vieillesse et de retraite : pensions servies par le régime général de la sécurité sociale ou par les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires.

— Les pensions d'invalidité.

— Les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil.

— L'allocation de garantie de ressources servies par les ASSÉDIC aux travailleurs en pré-retraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite.

— Les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

● **NOUVEAU :** le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont bénéficient les pensions et rentes a été porté à 21 400 F mais ne s'applique plus par bénéficiaire mais par foyer. En revanche, l'abattement maximum est resté à 1 000 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond du foyer (foyer perçant des pensions dont le montant est supérieur à 21 400 F), il est, pour le calcul de l'abattement de 10 % (cf. § F, ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

● **REMARQUE.** — Rachats de cotisations de retraite : joignez dans tous les cas une note justificative à votre déclaration.

Si le bénéficiaire de ces rachats perçoit un salaire ou une pension, la somme à déclarer sous ces rubriques

est calculée déduction faite des rachats. Si ces derniers étaient supérieurs au montant des salaires (colonnes A et C de la déclaration) et, le cas échéant, des pensions (colonnes A et B) de la personne qui a personnellement effectué les rachats, ne portez aucune somme dans ces salaires ou pensions et faites apparaître le solde non imputé sur votre note explicative.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pensions, les rachats doivent être portés dans la rubrique « Déductions diverses » de la quatrième page de la déclaration.

F. — ABATTEMENT DE 20 % SUR LES SALAIRES ET PENSIONS.

Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions nets n'excédant pas 460 000 F. Il est donc limité à 92 000 F.

Son taux est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 165 000 F et 460 000 F des salaires nets des dirigeants des sociétés contrôlant plus de 35 % des droits sociaux dans la société en cause.

La limite s'applique distinctement pour chaque membre du foyer.

G. — RENTES VIAGÈRES A TITRE ONÉREUX.

Il s'agit des rentes perçues en contrepartie de l'attribution d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble. Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'un des taux ci-après correspondant à l'âge que vous avez au moment de l'entrée en jouissance : moins de 50 ans : 70 % - 50 à 59 ans : 50 % - 60 à 69 ans : 40 % - plus de 69 ans : 30 %.

Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, retenez l'âge que vous avez au moment du décès de précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un mariage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.

H. — REVENUS PERÇUS DANS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES OU PAR DES FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX OU PAR DES SALARIÉS ENVOYÉS À L'ÉTRANGER PAR LEUR EMPLOYEUR ET FISCALEMENT DOMICILIÉS EN FRANCE.

Si vous êtes dans l'un de ces cas, déclarez ligne YA de la rubrique 5 vos salaires qui bénéficient d'une exonération mais qui doivent être pris en compte pour le calcul de « taux effectif » d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce montant les indemnités d'expatriation). Joignez à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez de l'exonération de ces salaires et dont vous donnez le détail.

6) Charges à déduire du revenu ou ouvrant droit à réduction d'impôt

A. — CHARGES DÉDUCTIBLES DU REVENU.

a) FRAIS DE GARDE.

● **NOUVEAU :** désormais la déduction est accordée à l'ensemble des frais de garde de l'enfant. La limite de déduction par enfant est portée à 3 000 F à 4 000 F et la limite d'âge des enfants est relevée de 4 à 5 ans.

● **REMARQUE :** la déduction est autorisée aux contribuables seuls mariés, également, aux couples mariés lorsque les deux conjoints travaillent ou ne peuvent exercer leur activité en raison d'une longue maladie ou d'une infirmité.

b) PENSIONS ALIMENTAIRES

1) PENSION VERSÉE À UN ENFANT MAJEUR

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel, par conséquent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de 25 ans, enfant majeur non compté à charge par un parent divorcé ou séparé...).

Ainsi, si vous êtes en mesure de justifier des versements que vous avez effectués, vous pouvez porter sur la ligne J :

— la pension versée à un enfant majeur célibataire : elle sera admise en déduction dans la limite de 14 230 F par enfant (indiquez le nombre dans la case T du cadre IV de la 2^e page de la déclaration) ;

— la pension versée à un enfant majeur marié : elle sera admise en déduction dans la limite de 14 230 F si les enfants mariés de votre couple participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la dernière case du cadre IV de la 2^e page) ; cette limite est portée à 28 460 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple : dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la dernière case du cadre IV de la 2^e page et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note au verso où vous mentionnez les nom et adresse des beaux-parents de votre enfant. Attention, cette déduction n'est possible que si vous ne comptez pas votre enfant parmi les personnes à charge. En effet, sous certaines conditions (voir rubrique « Enfants à charge ») vous avez peut-être intérêt à opter pour le rattachement de votre enfant à votre foyer. Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire, à un abattement de 28 460 F s'il est marié (42 690 F s'il a lui-même un enfant). L'option pour l'une ou l'autre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment du montant des revenus perçus par l'enfant ou de la pension alimentaire.

En effet, si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été éventuellement perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir § I ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément.

● **REMARQUE.** — Par une note du 10-12-1980, l'administration a admis que les pensions versées pour l'entretien des enfants mineurs et revalorisées spontanément soient intégralement déductibles si elles remplissent les conditions posées par les articles 205 et suivants du code civil. Il en est de même des versements en profit de l'enfant.

La revalorisation des traitements doit être conforme à l'évolution du coût de la vie (indice INSEE, des prix à la consommation).

Par ailleurs, si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants dans le besoin, vous pouvez déduire de votre revenu global, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation forfaitaire des avantages en nature retenue pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale. En 1983, cette évaluation s'élève à 11 840 F.

Sauf exception, les pensions alimentaires doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

LA DÉDUCTIBILITÉ DES RENTES EN CAPITAL PRÉVUES EN CAS DE DIVORCE.

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée, en tout ou partie, par le versement d'une somme d'argent entre les mains d'un organisme agréé chargé, en contrepartie, de verser à l'enfant une rente indexée.

Si vous avez choisi de vous libérer de votre obligation alimentaire par la constitution d'une rente, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être servie.

La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

A la déclaration des revenus, vous devez joindre, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation délivrée par l'organisme agréé chargé du versement de la rente, comportant les indications suivantes :

- votre identité et votre adresse ;
- identité, adresse, date et lieu de naissance de votre enfant bénéficiaire de la rente ;
- identité et adresse de votre ex-conjoint qui a la garde de votre enfant ;
- montant du capital versé et date du versement ;
- dates du point de départ et du terme du service de la rente.

Cette attestation est destinée à vous éviter de recevoir ultérieurement des demandes de renseignements de la part de l'administration fiscale.

c) DÉDUCTIONS DIVERSES

Il s'agit de :

- rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959 ;
- versements effectués pour la constitution de la tiède à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'Etat (le montant maximum de cette rente a été porté de 3 700 F à 4 000 F à compter de 1983) ;
- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou rentrant de l'étranger ;
- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune recette à leurs propriétaires s'ils réservent la jouissance ;
- versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de sécurité sociale qui n'ont pas été déduits pour la détermination d'un revenu particulier (rachats de cotisations de retraite, cf. paragraphe « Pensions ») ; ne sont pas déductibles les charges

Prix de revient kilométrique (1983, frais de garage exclus).

La tarification est en fonction du kilométrage qui se rapproche le plus de la distance professionnelle parcourue annuellement	Kilométrage professionnel type			
	5 000 km		10 000 km	
Puissance des véhicules	Paris	Province	Paris	Province
2 CV et 3 CV	1,02	0,94	0,86	0,81
4 CV	1,06	0,98	0,89	0,85
5 CV	1,24	1,15	1,00	0,96
6 CV	1,23	1,26	1,07	1,02
7 CV	1,46	1,38	1,14	1,08
8 CV	1,65	1,49	1,24	1,20
9 CV	1,66	1,57	1,28	1,23
10 CV	1,71	1,63	1,37	1,31
11 CV	1,86	1,74	1,46	1,40
12 CV et au-dessus	1,98	1,87	1,54	1,48

Les chiffres du tableau sont des francs par kilomètre.

● **Frais de logement.** — Un salarié contraint d'affecter une pièce de son habitation principale à son activité professionnelle peut comprendre une part des intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition de cette habitation parmi ses frais professionnels ; cette part, qui ne peut alors figurer parmi les charges ouvrant droit à déduction d'impôt en application des dispositions de l'article 156-II du C.G.I., doit être déterminée en tenant compte du fait que la pièce peut être utilisée à des fins autres que professionnelles et du rapport existant entre la superficie de la pièce et la surface commune de l'immeuble (arrêt du Conseil d'Etat n° 17434 du 16 juin 1982).

● **Auteurs et compositeurs.** — Lorsqu'un contribuable perçoit à la fois des salaires et des droits d'auteur assimilés à des salaires il ne peut demander la déduction de ses frais réels pour les droits d'auteur s'il a opté pour la déduction forfaitaire de 10 % en ce qui concerne son activité salariée (arrêt du Conseil d'Etat n° 16 601 du 30 septembre 1981).

● **Frais de logement.** — Un salarié contraint d'affecter une pièce de son habitation principale à son activité professionnelle peut comprendre une part des intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition de cette habitation parmi ses frais professionnels ; cette part, qui ne peut alors figurer parmi les charges ouvrant droit à déduction d'impôt en application des dispositions de l'article 156-II du C.G.I., doit être déterminée en tenant compte du fait que la pièce peut être utilisée à des fins autres que professionnelles et du rapport existant entre la superficie de la pièce et la surface commune de l'immeuble (arrêt du Conseil d'Etat n° 17434 du 16 juin 1982).

● **Auteurs et compositeurs.** — Lorsqu'un contribuable perçoit à la fois des salaires et des droits d'auteur assimilés à des salaires il ne peut demander la déduction de ses frais réels pour les droits d'auteur s'il a opté pour la déduction forfaitaire de 10 % en ce qui concerne son activité salariée (arrêt du Conseil d'Etat n° 16 601 du 30 septembre 1981).

مكتبات الأصل

SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ
À L'ÉTRANGER

- délais spéciaux

Selon le pays dans lequel vous résidez, vous disposez de délais suivants pour le dépôt de votre déclaration de revenus :

- Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1984.
- Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen), Amérique du Nord : 15 mai 1984.
- Amérique centrale et Amérique du Sud : 31 mai 1984.
- Asie, Océanie, autres pays : 30 juin 1984.

- lieux de dépôt.

Vous devez adresser votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06507 Menton.

- distribution des imprimés

La distribution des imprimés de déclaration de revenus est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

- personnes concernées

Les mesures ci-dessus sont applicables :

- aux personnes physiques qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences : elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de cette ou ces habitations ou sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés ;

● aux personnes qui n'ont pas en France de domicile et n'y disposent pas de résidence : elles sont imposables si elles perçoivent des revenus de source française ;

● aux fonctionnaires ou agents de l'Etat qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger ;

● aux sociétés ou personnes morales qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissement.

Lorsqu'une retenue à la source a été effectuée sur vos rémunérations non commerciales ou vos salaires de source française, portez cette retenue au bas de la 4^e page de la déclaration, ligne F (rubrique 7) et joignez à votre déclaration une note indiquant :

- le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante ;
- le montant des retenues correspondantes.

REMARQUE : transfert du domicile à l'étranger.

- Si vous quittez la France définitivement, vous devez

déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, fût-ce de quoi vous n'obtiendrez pas le « quitus fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

REVENUS ENCAISSÉS
HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe n° 3047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

Comment calculer votre impôt

Les principaux changements par rapport à l'an dernier portent sur les points suivants :

1) BARÈME

- Les limites de toutes les tranches du barème sont relevées de 9,1 % ; cette révision des tranches entraîne également un relèvement de divers plafonds ou limites (dont certains ont été examinés lors de l'exposé des différentes rubriques) ;

2) MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

- Le seuil d'exonération générale d'impôt sur le revenu est relevé. Ainsi, pour l'imposition des revenus de 1983, les contribuables âgés de moins de soixante-cinq ans sont exonérés si leur revenu net de frais professionnels n'excède pas 29 500 F. Cette limite est portée à 32 000 F pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans ;

- Les abatements spéciaux accordés aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides sont portés à :

● 6 460 F si le revenu net global n'excède pas 40 000 F ;

II. - Votre nombre de parts (N), suivant votre situation de famille et le nombre d'enfants à votre charge, est le suivant :

Nombre d'enfants à charge	CÉLIBATAIRE		DIVORCÉ		VEUF		MARIÉ	
	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)
0	1	1,5 (1)	1	1,5 (1)	1	1,5 (1)	2	2,5
1	2	2,5	2	2,5	2	2,5	3	3,5
2	3	3,5	3	3,5	3	3,5	4	4,5
3	4	4,5	4	4,5	4	4,5	5	5,5
4	5	5,5	5	5,5	5	5,5	6	6,5
5	6	6,5	6	6,5	6	6,5	7	7,5
6	7	7,5	7	7,5	7	7,5	8	8,5

(1) C'est le cas où vous avez coché, sur la déclaration, une ou plusieurs des cases P, E, K, S, ou W du cadre II de la deuxième page et où vous n'avez aucune personne à votre charge.

(2) C'est le cas où vous avez coché la case L du cadre II de la deuxième page de la déclaration, c'est-à-dire un ou plusieurs de vos enfants à charge est issu du mariage avec votre conjoint décédé.

(3) Aucun de vos enfants à charge n'est issu du mariage avec votre conjoint décédé.

(4) Un conjoint est titulaire de la carte d'invalidité (vous avez coché l'une des cases P ou A du cadre I de la deuxième page de la déclaration).

(5) Vous avez coché les deux cases P et A du cadre I de la deuxième page de la déclaration.

(6) C'est le cas où vous avez coché la case F du cadre II de la 2^e page de la déclaration.

● Personnes à charge autres que vos enfants :

Si vous comptez à votre charge une personne invalide autre que vos enfants ajoutés au nombre de parts ci-dessus, correspondant au nombre de vos enfants à charge, 1 part par personne invalide.

● Enfants mariés :

Ne comptez pas vos enfants mariés : ils ne modifient pas le nombre de parts, mais ouvrent droit à un abattement sur le revenu de 14 230 F par personne (soit 28 460 F pour le jeune couple).

● Enfants infirmes :

Si vous avez un ou des enfants infirmes, le nombre de parts ressortant du tableau ci-dessus est majoré d'une demi-part supplémentaire par enfant titulaire de la carte d'invalidité.

III. - Le calcul de l'impôt

a) APPLICATION DU BARÈME.

Arrondissez votre revenu imposable (R) à la dizaine de francs inférieure, divisez-le par le nombre de parts (N) et regardez dans le tableau ci-dessus quelle formule vous devez appliquer.

Le montant de l'impôt « I » obtenu est, le cas échéant, arrondi au franc le plus voisin, l'arrondissement étant opéré au franc supérieur si le nombre de centimes est égal ou supérieur à 50.

Dans les départements d'outre-mer, ce montant d'impôt est réduit d'un abattement de 30 % limité à 23 300 F (40 % en Guyane, limité à 33 500 F).

R < 13 770 I = 0

13 770 < R < 14 390 I = (0,05 × R) - (688,5 × N)

14 390 < R < 17 070 I = (0,10 × R) - (1 408 × N)

17 070 < R < 26 990 I = (0,15 × R) - (2 261,5 × N)

26 990 < R < 34 700 I = (0,20 × R) - (3 611 × N)

34 700 < R < 43 610 I = (0,25 × R) - (5 346 × N)

43 610 < R < 52 760 I = (0,30 × R) - (7 526,5 × N)

52 760 < R < 60 870 I = (0,35 × R) - (10 164,5 × N)

60 870 < R < 101 430 I = (0,40 × R) - (13 208 × N)

101 430 < R < 139 500 I = (0,45 × R) - (18 279,5 × N)

139 500 < R < 165 010 I = (0,50 × R) - (25 254,5 × N)

165 010 < R < 187 700 I = (0,55 × R) - (33 505 × N)

187 700 < R < 212 750 I = (0,60 × R) - (42 890 × N)

● 3 230 F si le revenu net global est compris entre 40 000 F et 64 600 F ;

- La limite en dessous de laquelle les cotisations d'impôt sur le revenu ne sont pas mises en recouvrement est fixée à 295 F (au lieu de 270 F l'an dernier). Ce seuil s'apprécie, le cas échéant, après application de la décade pour les contribuables ayant 1 part ou 1,5 part.

L - Comment déterminer
votre revenu imposable

Pour déterminer votre revenu imposable (R), vous pouvez utiliser la page 6 de la notice explicative jointe à la déclaration de revenus.

Tout au long de l'exposé des différents revenus catégoriels et des charges déductibles, nous vous avons précisé les modalités de calcul et les limitations applicables par l'administration lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Reportez-vous aux rubriques qui vous concernent.

Lorsque le plafonnement trouve à s'appliquer, l'impôt est calculé en retenant un nombre de parts égal à 1 (si vous êtes célibataire, veuf, divorcé, séparé) ou 2 (si vous êtes marié) et diminué d'une somme égale au produit de 9 250 F par le nombre de demi-parts excédant 1 part (non marié) ou 2 (marié).

EXEMPLE : soit un contribuable marié ayant à charge quatre enfants mineurs non infirmes et un enfant célibataire majeur rattaché et dont le revenu imposable est égal à 500 000 F - excède la limite de 376 210 F (5 parts).

Le montant des droits simples ressort à :

- nombre de parts auquel le contribuable a droit compte tenu de sa situation et de ses charges de famille : 5 ;

- nombre de demi-parts excédant 2 (contribuable marié) : 6 ;

- calcul des droits simples (formule applicable pour un nombre de parts égal à 2 et un revenu imposable de 500 000 F) :

(R × 0,65) - (53 527,5 × 2) =

500 000 F × 0,65 - 107 055 = 217 945 F

à retrancher : 9 250 × 6 = 55 500 F

Montant des droits simples : 162 445 F

(avant majoration progressive de 8 %).

Dans les cas, sans doute exceptionnels, où les seuils du plafonnement ne peuvent pas être appréciés à l'aide du tableau ci-dessus (revenus perçus dans les DOM, nombre de parts supérieur à 5), procédez à une double liquidation :

● calculez d'abord l'impôt (A) en retenant le nombre de parts auquel vous avez droit (après réflexion éventuelle s'il s'agit de revenus perçus dans les DOM) ;

● déterminez ensuite le montant de l'impôt (B) dont vous seriez redevable en retenant un nombre de parts égal à 1 (si vous n'êtes pas marié) ou 2 (si vous êtes marié) puis faites la différence entre B et A.

Si cette différence excède une somme C égale au produit de 9 250 F par le nombre de demi-parts excédant 1 part (non marié) ou 2 (marié), le montant des droits simples dû sera obtenu en retranchant C de B.

Dans le cas contraire, ce montant sera égal à A.

EXEMPLE : soit un contribuable domicilié en métropole, divorcé, ayant droit à 8 parts et dont le revenu net global imposable est égal à 700 000 F.

Le montant de l'impôt est égal à :

- première liquidation (compte tenu d'un nombre de parts égal à 8) :

Quotient familial : 700 000 F / 8 parts = 87 500 F

Formule applicable :

I = (0,40 × R) - (13 208 F × N).

I = (0,40 × 700 000) - (13 208 F × 8) = 174 336 F (A).

- Deuxième liquidation (en retenant un nombre de parts égal à 1) :

Formule applicable :

I = (0,65 × 700 000) - (53 527,5 × 1) = 401 473 F (B).

La différence entre B et A, soit 227 137 F, étant supérieure à 129 500 F, c'est-à-dire 9 250 F × 14 (nombre de demi-parts excédant une part), le montant des droits simples dû par le redevable est égal à :

B - 401 473 F

= 129 500 F

= 271 973 F (avant application de la majoration progressive de 8 %). Voir ci-après.

● AU-DELA DE 20 000 F D'IMPOT :

MAJORATION PROGRESSIVE DE 5 % ou 8 %.

Lorsque le montant total de votre impôt excède 20 000 F, une majoration est applicable. Elle est de 5 % de l'impôt si ce dernier n'excède pas 30 000 F, de 8 % s'il excède 30 000 F. Jusqu'à 25 000 F (majoration inférieure à 1 250 F) la majoration correspondante est réduite d'une décade égale à 4 fois la différence entre 1 250 F et la majoration elle-même.

Exemple : pour 23 000 F d'impôt, la majoration est de 5 % = 1 150 F - [4 (1 250 - 1 150)] = 750 F.

Pour apprécier le seuil d'application de cette majoration et déterminer sa base de calcul, vous devez tenir compte du total de votre impôt résultant :

- soit du barème progressif (y compris l'impôt relatif aux plus-values taxables suivant le système du quotient, mais avant imputation des réductions d'impôt éventuelles) ;

- soit de l'application d'un taux proportionnel sur certaines plus-values (déclarées au § 4 de votre déclaration).

La majoration s'applique avant déduction, s'il y a lieu, de l'avoir fiscal ou du crédit d'impôt afférents aux revenus de valeurs mobilières, de la retenue à la source de 25 % sur les salaires et pensions versés à des personnes non domiciliées en France (ou de la retenue à la source de 33,33 % sur les revenus non salariaux), du prélèvement non libératoire sur les profits de construction ou du crédit d'impôt sur les dépenses de recherche.

REMARQUE : En cas de plafonnement résultant des effets du quotient familial, la majoration se calcule après plafonnement.

EXEMPLE : En reprenant l'exemple ci-dessus du contribuable divorcé ayant un revenu imposable de 700 000 F et ayant droit à 8 parts, la majoration exceptionnelle se calcule sur le montant de l'impôt déterminé avec 1 part, soit 271 973 F. Cette majoration est alors égale à 271 973 × 8 % = 21 758 F. Ce contribuable aurait donc à payer : 271 973 + 21 758 = 293 731 F.

REMARQUES :

- Les contribuables ayant réalisé en 1983 un revenu exceptionnel (notamment prime de départ volontaire à la retraite) ou différé (indemnités de départ à la retraite par exemple) répondant aux conditions fixées à l'article 163 du C.G.I. pourront en demander, dans une note jointe à leur déclaration de revenus, l'attribution prévue par cet article.

La majoration s'appliquera alors seulement à la fraction de ce revenu qui demeurera comprise dans le revenu imposable de 1983.

- La majoration sera recouvrée au même temps que la cotisation principale à laquelle elle se rapporte. L'avis d'imposition adressé au contribuable fera apparaître distinctement le montant de l'impôt principal et le montant de la majoration exceptionnelle.

c) DÉDUISSEZ DE VOTRE IMPOT calculé
comme ci-dessus §§ a et b :

- le montant de la retenue à la source inscrite § 7 (page 4) de la déclaration (colonne D) ;

- le montant de l'avoir fiscal porté ligne 2 du § 1 de la déclaration (page 3) ;

- le montant du prélèvement de 50 % non libératoire sur profits de construction (ligne 7 F B page 4) ;

● NOUVEAU : le crédit d'impôt de 25 % institué, par la loi de finances pour 1983, en faveur des entreprises industrielles et commerciales imposables d'après leur bénéfice réel et qui accroissent leurs dépenses de recherche est déductible.

REMARQUE : Si le montant de l'avoir fiscal, du prélèvement de 50 % ou du crédit « recherche » est supérieur à l'impôt effectivement dû, la différence vous sera remboursée. Vous recevrez alors un avis de restitution accompagné d'un chèque correspondant, de la direction des services fiscaux.

d) CONTRIBUTION SOCIALE DE 1 %

Même s'il ne s'agit pas d'un impôt (puisque c'est une contribution sociale de 1 % de votre revenu imposable qui vous sera réclamée en même temps que votre impôt sur le revenu et que la loi de finances a reconduit pour 1983. Elle est due par tous les contribuables domiciliés en France dont l'impôt sur le revenu est au moins égal à 295 F.

● BASE DE LA CONTRIBUTION : elle est égale au montant du revenu imposable, soumis au barème de l'impôt, auquel il faut ajouter les plus-values et gains taxables à un taux proportionnel ainsi que, le cas échéant, les plus-values qui bénéficieraient du système du quotient (voir § 4-1-B). Cette base est arrondie à la dizaine de francs inférieure.

● MONTANT DE LA CONTRIBUTION : il est égal à 1 % de la base ci-dessus (= « C »). Toutefois si ce montant n'excède pas la somme « S » de 380 F + 330 F par enfant à charge (660 F si l'enfant est titulaire de la carte d'invalidité), il est réduit d'une décade. Cette décade est égale à S - C. La partie de l'avoir fiscal, du crédit d'impôt ou du prélèvement non libératoire de 50 %, non imputée sur l'impôt sur le revenu (si ce dernier est insuffisant) peut être déduite de la contribution. Dans les DOM, la contribution est réduite de 30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion) ou de 40 % (Guyane).

● CAS DE DISPENSE : Les contribuables dont la base imposable n'excède pas 98 000 F sont dispensés de contribution lorsqu'ils se trouvent dans une des situations ci-après (pour un couple marié, il suffit qu'un conjoint remplisse la condition) :

- ils ont obtenu le bénéfice d'une pension prenant effet entre le 1^{er} juillet 1983 et la date limite de paiement de la contribution pour une invalidité les rendant incapables d'exercer une profession quelconque ou lorsqu'il ont été atteints au cours de la même période d'une invalidité donnant droit à la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale (80 %) ;

- ils ont cessé, au cours de la même période, leur activité professionnelle par suite de départ en retraite ou en préretraite ;

- ils ont perçu pendant six mois au moins, du fait de la perte de leur emploi au cours de la période précitée, un revenu de remplacement prévu à l'article L.351-1 du code du travail ;

- ils ont cessé, au cours de la même période, de percevoir un revenu de remplacement et sont demeurés demandeurs d'emploi non indemnisés : ils doivent justifier, dans ce cas, avoir perçu un revenu de remplacement pendant six mois au moins.

D'autre part, les contribuables dont le revenu de 1983 n'excède pas 98 000 F sont exonérés de la contribution si leur conjoint est décédé au cours de la période prévue ci-dessus.

Les ayants droit d'un contribuable décédé au cours de la même période sont exonérés de la contribution due au titre de leur auteur lorsque les revenus de celui-ci n'excèdent pas 98 000 F.

Si vous remplissez une des conditions ci-dessus vous devez adresser au percepteur, lorsque vous recevrez votre avis d'imposition, une attestation sur l'honneur justifiant de votre situation (sur une formule spéciale).

CHARTERS
U.S.A.
NEW-YORK
3090 F A/R
CANADA
MONTREAL
3150 F A/R
ARROUSETTI
90, rue de Valenciennes, 75008 Paris
Tél. : 322-89-48 - 322-89-52

1983
barème
l'impôt

هكذا من الواضح

Le barème de l'impôt

ATTENTION : ● Les formules figurant au § III a) ci-dessus permettent le calcul de l'impôt pour chaque revenu. ● Si vous êtes concerné par le plafonnement du quotient familial, recherchez le montant de l'impôt correspondant à 1 part (non marié) ou 2 parts (marié) et déduisez de cette somme autant de fois 9 250 F que vous avez de demi-parts au-dessus de 1 (non marié) ou 2 (marié) ; ● Au-dessus de 20 000 F, ajoutez la majoration progressive (voir page ci-contre). Si votre impôt est inférieur à 295 F, il n'est pas mis en recouvrement, mais en cas de restitution d'impôt fiscal il vient en diminution de cette restitution.

REVENUE	1 PART	1.5 PART	2 PARTS	2.5 PARTS	3 PARTS	3.5 PARTS	4 PARTS	4.5 PARTS	5 PARTS	REVENUE	1 PART	1.5 PART	2 PARTS	2.5 PARTS	3 PARTS	3.5 PARTS	4 PARTS	4.5 PARTS	5 PARTS
28 050	296									280 000	77 110	62 581	53 584	46 980	40 376	34 424	29 894	26 131	23 770
28 270	306	296								285 000	80 110	65 631	56 631	48 980	42 376	36 424	31 894	27 631	24 520
28 500	478	366								290 000	83 110	67 118	57 941	50 980	44 376	37 924	32 894	29 131	25 770
28 600	478	366								215 000	86 223	69 618	60 191	52 980	46 376	39 772	34 592	30 631	27 020
28 800	478	366								220 000	89 473	72 118	62 441	54 980	48 376	41 772	36 342	32 131	28 368
28 900	478	366								225 000	92 726	74 618	64 691	56 980	50 376	43 772	38 692	33 631	29 631
30 000	1 078	816								230 000	95 979	77 118	66 941	58 980	52 376	45 772	40 631	35 131	31 368
30 500	1 278	966								235 000	99 232	79 618	69 191	60 980	54 376	47 772	41 592	36 631	32 868
31 000	1 478	1 116								240 000	102 473	82 118	71 441	62 980	56 376	49 772	43 342	38 260	34 368
31 110	1 522	1 160								245 000	105 726	84 618	73 691	64 980	58 376	51 772	45 148	40 010	35 868
31 500	1 678	1 266	295							250 000	108 979	87 243	75 941	66 980	60 376	53 772	47 168	41 760	37 368
32 000	1 878	1 466	334							255 000	112 232	89 691	78 191	68 980	62 376	55 772	49 168	43 268	38 868
32 500	2 078	1 666	384							260 000	115 473	92 743	80 441	71 301	64 376	57 772	51 168	45 260	40 368
33 000	2 278	1 866	434							265 000	118 726	95 493	82 691	73 551	66 376	59 772	53 168	47 010	41 928
33 500	2 478	1 633	484							270 000	121 979	98 243	84 941	75 801	68 376	61 772	55 168	48 760	43 678
34 000	2 678	1 708	534							275 000	125 232	100 993	87 191	78 051	70 376	63 772	57 168	50 564	45 428
34 500	2 878	1 883	584							280 000	128 473	103 743	89 491	80 301	72 376	65 772	59 168	52 564	47 178
35 000	3 108	1 883	634							285 000	131 726	106 493	91 741	82 551	74 376	67 772	61 168	54 564	48 928
35 500	3 308	1 933	684							290 000	134 979	109 243	94 491	84 801	76 376	69 772	63 168	56 564	50 678
36 000	3 608	2 088	777							295 000	138 232	112 493	96 991	87 051	78 376	71 772	65 168	58 564	52 428
36 500	3 779	2 088	827							300 000	141 473	115 643	99 491	89 301	80 376	73 772	67 168	60 564	54 178
37 000	4 079	2 137	877							305 000	144 726	118 693	101 991	91 551	82 472	75 772	69 168	62 564	55 928
37 500	4 279	2 233	927							310 000	147 979	121 665	104 291	94 662	84 672	77 772	71 168	64 564	57 960
38 000	4 154	2 300	1 177							315 000	151 223	124 665	106 991	96 051	86 912	79 772	73 168	66 564	59 960
38 150	4 192	2 330	1 200	295						320 000	154 473	127 709	109 491	98 301	89 162	81 772	75 168	68 564	61 960
38 500	4 279	2 383	1 252	330						325 000	157 726	130 959	111 991	100 551	91 412	83 772	77 168	70 564	63 960
39 000	4 450	2 480	1 350	380						330 000	160 979	134 209	114 491	102 801	93 662	85 772	79 168	72 564	65 960
39 500	4 520	2 533	1 402	430						335 000	164 223	137 459	117 240	105 051	95 912	87 772	81 168	74 564	67 960
40 000	4 654	2 688	1 477	480						340 000	167 473	140 709	119 980	107 301	98 162	89 772	83 168	76 564	69 960
40 500	4 779	2 684	1 552	530						345 000	170 726	143 959	122 740	109 551	100 412	91 772	85 168	78 564	71 960
41 000	4 904	2 784	1 627	580						350 000	173 979	147 209	125 490	111 801	102 662	93 772	87 168	80 564	73 960
41 500	5 029	2 884	1 702	630						355 000	177 232	150 459	128 240	114 051	104 712	95 772	89 168	82 564	75 960
42 000	5 154	2 984	1 777	680						360 000	180 473	153 709	130 990	116 301	107 162	98 022	91 168	84 564	77 960
42 500	5 279	3 084	1 852	730						365 000	183 726	156 959	133 740	118 551	109 412	100 272	93 168	86 564	79 960
43 000	5 404	3 184	1 927	780						370 000	186 979	160 209	136 490	121 801	111 662	102 522	95 168	88 564	81 960
43 500	5 529	3 284	2 002	830						375 000	190 232	163 459	139 240	124 344	113 912	104 772	97 168	90 564	83 960
44 000	5 654	3 384	2 077	880						380 000	193 473	166 709	142 220	126 864	116 162	107 022	99 168	92 564	85 960
44 500	5 779	3 484	2 152	930						385 000	196 726	169 959	145 199	129 344	118 662	109 412	101 168	94 564	87 960
45 000	5 974	3 584	2 227	1 030						390 000	199 979	173 209	148 220	131 864	120 912	111 522	103 168	96 564	89 960
45 150	6 031	3 622	2 256	1 125	295					395 000	203 223	176 459	151 220	134 364	122 912	113 772	105 168	98 564	91 960
45 500	6 124	3 684	2 302	1 171	326					400 000	206 473	179 709	154 220	136 864	125 162	116 022	107 168	100 564	93 960
46 000	6 274	3 784	2 377	1 246	376					405 000	209 726	182 959	157 220	139 364	127 162	118 272	109 168	102 564	95 960
46 500	6 424	3 884	2 452	1 316	426					410 000	212 979	186 209	159 980	141 864	129 662	120 412	111 168	104 564	97 960
47 000	6 574	3 984	2 527	1 396	476					415 000	216 223	189 459	163 220	144 488	131 912	122 772	113 168	106 564	99 960
47 500	6 724	4 084	2 602	1 471	526					420 000	219 473	192 709	166 220	147 238	134 227	125 022	115 168	108 564	101 960
48 000	6 874	4 184	2 677	1 546	576					425 000	222 726	195 959	169 220	149 988	136 737	127 272	117 168	110 564	103 960
48 500	7 024	4 284	2 752	1 621	626					430 000	225 979	199 209	172 445	152 738	139 237	129 522	119 168	112 564	105 960
49 000	7 174	4 384	2 827	1 696	676					435 000	229 232	202 459	175 695	155 488	141 737	131 772	121 168	114 564	107 960
49 500	7 324	4 484	2 902	1 771	726					440 000	232 473	205 709	178 945	158 238	144 237	134 022	122 882	116 564	109 960
50 000	7 474	4 584	2 977	1 846	776					445 000	235 726	208 959	182 195	160 988	146 737	136 272	123 132	118 564	111 960
51 000	7 774	4 784	3 127	1 996	876					450 000	238 979	212 209	185 445	163 738	149 237	138 522	129 382	120 564	113 960
52 000	8 074	4 984	3 277	2 146	1 016					455 000	242 223	215 459	188 695	166 488	151 737	140 772	131 632	122 564	115 960
53 000	8 374	5 184	3 427	2 296	1 156					460 000	245 473	218 709	191 945	169 238	154 237	142 772	133 632	124 564	117 960
53 250	8 413	5 225	3 456	2 341	1 201					465 000	248 726	221 959	195 195	171 988	156 737	145 272	135 632	126 564	119 960
54 000	8 736	5 481	3 578	2 446	1 316					470 000	251 979	225 209	198 445	174 775	159 237	147 522	138 382	129 242	121 960
55 000	9 086	5 731	3 778	2 596	1 466					475 000	255 223	228 459	201 695	177 775	161 737	149 772	140 632	131 492	123 960
56 000	9 436	5 981	3 978	2 746	1 616					480 000	258 473	231 709	204 945	180 775	164 237	152 022	142 882	133 742	125 960
57 000	9 786	6 231	4 178	2 896	1 766					485 000	261 726	234 959	208 195	183 238	166 737	154 272	145 132	135 992	127 960
58 000	10 136	6 481	4 378	3 046	1 916					490 000	264 979	238 209	211 445	185 738	169 237	156 772	147 632	138 992	129 960
59 000	10 486	6 731	4 578	3 196	2 066					495 000	268 223	241 459	214 695	189 775	171 737	159 109	149 632	140 492	131 960
59 250	10 525	6 770	4 607	3 225	2 095	295				500 000	271 473	244 709	217 945	192 775	174 485	161 609	151 882	142 742	133 960
60 000	10 836	6 981	4 778	3 346	2 216	1 085				505 000	274 726	247 959	221 195	195 775	176 985	164 109	154 132	144 292	135 960
61 000	11 192	7 231	4 978	3 496	2 366	1 236				510 000	277 979	251 209	224 445	198 775	179 485	166 609	156 632	146 742	137 960
62 000	11 548	7 481	5 178	3 646	2 516	1 386				515 000	281 223	254 459	227 695	201 775	181 985	169 109	159 132	148 742	139 960
63 000	11 904	7 731	5 378	3 796	2 666	1 536				520 000	284 473	25							

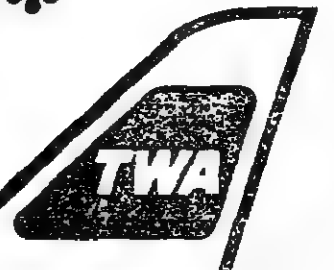
TWA vers et à travers les USA

Paris-New York 3.750 F*

Liaison quotidienne de Paris CDG1. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis aux prix les plus bas.

Vous plaire nous plaît

*Tarif loisir aller/retour.



REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
organise deux concours généraux sur épreuves, en vue de constituer une réserve de recrutement d'**ADMINISTRATEURS et ADMINISTRATEURS ADJOINTS** (de sexe masculin ou féminin).

dans les domaines couvrant:

- la macroéconomie, l'économie d'entreprise et l'analyse de marché;
- la statistique;
- le budget, gestion et contrôle budgétaire, comptabilité, audit.

Principales conditions d'admission:

- posséder la nationalité d'un pays membre des Communautés européennes;
- posséder la connaissance approfondie d'une des langues des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais) et la connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

administrateurs

- être né après le 12.1948;
- posséder un diplôme de fin d'études universitaires en rapport avec les domaines du présent concours;
- avoir une expérience professionnelle postuniversitaire de deux ans au moins en rapport avec les différents secteurs d'activités de la Commission.

administrateurs adjoints

- être né après le 12.1951;
- posséder un diplôme de fin d'études universitaires en rapport avec les domaines du présent concours, obtenu après le 11.1981.

Dans le cadre de sa politique générale de promotion de la condition féminine et d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, la Commission souhaite une participation importante de candidatures féminines.

Pour obtenir les avis de concours, ainsi que l'acte de candidature obligatoire, écrire de préférence sur carte postale en rappelant la référence COM/A/403-404 aux adresses suivantes:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

- Division Recrutement, 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.
- Bureau de Presse et d'Information des CE, 61 rue des Belles-Feuilles, F-75782 Paris Cedex 16.

DATE LIMITE POUR L'INTRODUCTION DES CANDIDATURES: 15 MARS 1984 à 12 H.

Cette offre d'emploi s'adresse
à des universitaires arabisants pour enseigner
à l'université AL FATEH, Tripoli, Libye.

تعلن جامعة الفاتح

عن صاحبها لأعضاء هيئة التدريس شروط
مطلوبة من أجل درجة الدكتوراه أو ما يعادلها
مجال التدريس الجامعي وذلك للعام الجامعي
١٩٨٤ - ٨٣ في التخصصات الآتية التالية

١. علم نفس تربوي
٢. اختبارات ومقاييس
٣. صحة نفسية
٤. طرق بحث
٥. علم النفس العام
٦. احصاء تربوي
٧. توجيه ارشاد
٨. قياس وتقويم

المرتبات لأعضاء هيئة التدريس بعقود

المرتبة	المرتبة	المرتبة	المرتبة	المرتبة
المرتبة	المرتبة	المرتبة	المرتبة	المرتبة
استاذ	٨٦٤٠ د.ل.	٩٧٢٠ د.ل.	١٨٠٠ د.ل.	٦
استاذ مشارك	٧٥٦٠ د.ل.	٨٦٤٠ د.ل.	١٨٠٠ د.ل.	٦
استاذ مساعد	٦٨٤٠ د.ل.	٧٥٦٠ د.ل.	١٢٠٠ د.ل.	٦
مساعد	٦٦٤٠ د.ل.	٦٨٤٠ د.ل.	١٠٠٠ د.ل.	٦
مساعد مساعد	٥٦٦٠ د.ل.	٦٦٤٠ د.ل.	١٦٢٠ د.ل.	٦

أهم شروط التعاقد

- ١ - تعتبر السنة الأولى من العقد سنة تجريبية لكل من الطرفين.
- ٢ - تبدأ السنة الدراسية عادة في أول سبتمبر وتنتهي بنهاية أغسطس مع بداية العطلة الصيفية التي تحد من قبل الكلية.
- ٣ - تدفع الجامعة تذاكر سفر بالطائرة وبالدرجة السياحية لمعظم هيئة التدريس وزوجته و (٤) من أطفاله دون سن الثامنة عشر ويكون الحجز من بلد التعاقد إلى طرابلس أو دفع تمهنا في حالة عدم الحصول عليها لأول مرة.
- ٤ - تدفع الجامعة ٢٥٪ من قيمة التذكيرة للعنصر الزائد مرتين في أول العقد وعند انتهائه.
- ٥ - تعفى تذاكر السفر من الضرائب.
- ٦ - يخضع مرتب عضو هيئة التدريس للضرائب المعمول بها داخل الجماهيرية.
- ٧ - تتكفل الجامعة بتوفير السكن لعضو هيئة التدريس سواء متزوجاً أو أعزب طيلة فترة التعاقد.
- ٨ - يستحق عضو هيئة التدريس كل سنة تذاكر سفر على حساب الجامعة له ولأسرته حسب بند (٣).
- ٩ - يمنح عضو هيئة التدريس عند انتهاء علاقته الوظيفية مكافأة شهادته عن سنوات الخدمة الأولى وثلاثة أشهر عن السنوات اللاحقة عند انتهاء العقد.
- ١٠ - لمعظم هيئة التدريس وزوجته وأولاده حق العلاج الطبي مجاناً في المستشفيات العامة بالجماهيرية ومستوصف الجامعة.
- ١١ - في حالة انتهاء العقد أثناء السنة التجريبية يستحق عضو هيئة التدريس مكافأة وتذاكر له ولأسرته مع ٢٥٪ من قيمة التذاكر للعنصر الزائد.
- ١٢ - في حالة انتهاء العقد من طرف عضو هيئة التدريس قبل موعده ودون إخطار الجامعة بذلك لا يستحق أية مكافأة أو تذاكر سفر.
- ١٣ - على عضو هيئة التدريس الذي يتم التعاقد معه إحضار شهادة الخلو من الأمراض المعدية وشهادة الخلو من السيقن.
- ١٤ - علاوة السكن لا تتجاوز مائة دينار ليلي.
- ١٥ - ٥٠٠ دينار مصاريف تعليم الأطفال إذا كانوا يدرسون بمقابل خارج الجماهيرية دون سن الثامنة عشر وبمراعاة أن يحضروا ما يثبت ذلك مصدقاً عليه من المكاتب الشعبية أو مكاتب الأخوة.
- ١٦ - يقدم المتعاقد كتاباً بما يفيد عدم تعاقد مع أية جهة أخرى داخل الجماهيرية ويحمل نتائج ذلك إذا ما أخل بهذا الشرط.

الكتابة إلى إدارة الجامعة بالملكاآت الشعبية ومكاتب الأمانة العامة الليبية

cadres de gestion

Casablanca

ROYAL AIR MAROC

ROYAL AIR MAROC souhaite renforcer ses structures et recherche des diplômés de nationalité marocaine pour les domaines suivants:

- finance
- contrôle de gestion
- comptabilité
- gestion du personnel

Les candidats sont des débutants ou ont déjà une première expérience professionnelle acquise en entreprises internationales, cabinets d'expertise comptable, d'audit, etc. Ils sont diplômés de l'enseignement supérieur (exemple: Ecole de gestion et DECS; Ecole d'ingénieur complétée par une formation de gestion).

Lieu de travail: Casablanca. Les premiers entretiens auront lieu à Paris.

Ecrire avec CV, et prétentions en précisant la référence du poste à: M. Besson, Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Bureau scientifique marocain

CASABLANCA

Cherche

Pharmacien

Pour assurer la coordination entre le siège social et deux usines locales dans les domaines production, G.M.P., logistique, approvisionnement...

Doré d'une large autonomie, il dépendra directement du Manager local.

Le candidat aura acquis au cours d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans de très bonnes compétences dans le domaine de la production pharmaceutique moderne. Il possède des qualités de meneur d'hommes et un sens de la diplomatie élevé.

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Rémunération en fonction de l'expérience passée.

Possibilités d'évolution de carrière.

Poste à pourvoir dès le 1^{er} Avril 1984.

Lieu de Résidence: CASABLANCA

Merci d'adresser un curriculum-vitae manuscrit et détaillé + une photo récente sous Réf. 950 à CURRICULUM - 25 rue du 4 Septembre 75002 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM IBM IBM IBM IBM

POUR SON CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE
(Développement de produits de télécommunication)
Recherche pour son Contrôle de Gestion
UN JEUNE CADRE FINANCIER

- H.E.C. - E.S.S.E.C - E.S.C.P., débutant ou ayant une courte expérience.
- Ce poste nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise. Il implique des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux États-Unis.

Une personnalité de valeur pourra accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau au sein de la Compagnie IBM.

Envoyez candidature détaillée à :
PH. ROUGIER Service du Personnel -
IBM FRANCE - 06610 LA GAUDE.

IBM IBM IBM IBM IBM

Black & Decker

Le leader mondial de l'outillage électroportatif est présent dans 50 pays du globe et gère plus de 20 000 personnes. La Société Française (1200 personnes ; 2 usines : C.A. 850 M.F.) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne. Réputée pour le dynamisme de sa politique marketing, elle recherche pour cette activité et pour son siège près de Lyon :

2 CHEFS DE PRODUITS

Rendant compte à un Directeur Marketing, ils assureront la responsabilité de la gestion de lignes de produits relevant de l'outillage grand public ou de la gamme « professionnelle ».

Ces opportunités s'adressent à de jeunes candidats justifiant d'une formation de type H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. DE CO. ou INGÉNIEUR + ISA ou CESMA.

Une première expérience significative acquise en marketing et/ou vente est indispensable. La dimension internationale de la société implique des contacts divers et de haut niveau qui rendent nécessaire une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Ecrire sous réf. 773 avec C.V. et prétentions à :
BLACK & DECKER à l'attention de C. NICOLAZZI
B.P. 0633 - 69239 LYON CEDEX 02

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Abbeville recherche le

Responsable de son Service Expansion Economique

A ce titre, il sera plus particulièrement chargé des problèmes :

- d'expansion industrielle (gestion de zones industrielles, usines, relais, recherche d'investisseurs)
- de développement touristique de la circonscription (relations avec organismes variés : équipement, tourisme, syndicat mixte)
- de communication interne (lettre de liaison)
- et externe (presse, radio, télé).

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (E.S.S.E.C. - E.S.C.A.E.), ayant quelques années d'expérience en entreprise.

Des qualités d'organisation, un excellent contact humain et le goût du travail en équipe sont indispensables pour réussir dans ce poste. Le candidat devra également posséder une certaine aisance rédactionnelle.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence M734 à :

APRODI 87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

SUD-OUEST
IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(fabrication de biens intermédiaires)
leader sur son marché, CA 350 MF) recherche

Chef Service
(rattaché à D.G.)

contrôle gestion-finances

Chargé de :

- l'élaboration des budgets et objectifs de gestion C.T. et M.T.
- gérer la politique de gestion financière
- mettre en place et animer la direction par objectifs des divers centres de responsabilités
- proposer des actions optimisant les résultats
- adapter les moyens informatiques au nouveau système de gestion participative.

Devra :

- être diplômé grande école de gestion ou DECS
- expérience de plusieurs années (7 à 8 ans) fonction identique dans entreprise de taille comparable ou cabinet d'audit, avec utilisation de systèmes informatiques (IBM 34 ou 38).

Ecrire avec CV complet et prétentions sous réf. 87878 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INDUSTRIEL et EXPORTATEUR

Afin d'assister nos FILIALES COMMERCIALES aux ETATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE, BENELUX et ALLEMAGNE, nous recherchons notre

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER
E.S.C. ou équivalent - D.E.C. ou équivalent

Personne de contact, vous apporterez sur le terrain un soutien efficace permanent. Les budgets, les statistiques, la gestion des stocks seront parmi vos tâches prioritaires, ainsi que la mise en place des procédures informatisées. Bien sûr, vous parlez ANGLAIS, peut-être même ALLEMAND et vous avez acquis une première expérience de quelques années. La connaissance des relations siège - centres de profits serait appréciée.

Ce poste, situé à DIJON, au sein d'une ÉQUIPE PARTICULIÈREMENT DYNAMIQUE, nécessite une présence dans les filiales de 50% de votre temps. Position cadre et salaire intéressant.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous réf. 1354.

Le détail de notre profession paraît tout à fait évident.

CONSEIL EN RECRUTEMENT **RESULTATS**

7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

Important cabinet de CONSEILS implanté dans le NORD recherche

FISCALISTE CONFIRME

- Pratique professionnelle 3 ans minimum
- Formation comptable souhaitée.

Poste comportant de larges perspectives tant au plan des responsabilités que de la rémunération.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 3563 à :
Pierre Mulot Publicité - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

INFORMATIS-TÉLÉCOM

PARIS-PROVINCE
Pour d'importantes projets
TÉLÉCOM 1. VIDEOTEX
de systèmes de réseaux de
télécom au niveau national.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'expérience des protocoles HDLC, X.25, ISMA, TRANSPAC est appréciée.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

PROCESSUS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

INGÉNIEURS-TELEPHONE

AVANT UNE EXPÉRIENCE EN TÉLÉPHONE TEMPORÉLLE.

Projet exceptionnel sur leurs téléphones.

26, r. Daubenton-9. 937-09-22.

UN TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

propose, pour la gestion administrative de plusieurs filiales, une situation évolutive à un

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Ce poste implique une participation active à tous les aspects du contrôle de gestion en collaboration directe avec le Directeur de ces filiales.

Cette fonction attrayante par sa polyvalence conviendrait à un jeune diplômé ESSEC, ESCP, Maîtrise de Gestion ou équivalent, ayant au moins une première expérience du contrôle de gestion dans une société industrielle.

Lieu de travail : Tours.

Ecrire sous référence 3.974 M à PUBLI-PANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Juriste Droit du Travail

180 000 F Bretagne Ouest

De formation juriste (Licence, Maîtrise), des qualités relationnelles affirmées, vous avez une expérience de la fonction personnel en entreprises, de préférence industrielle.

Filiale d'un groupe notablement connu, nous sommes une société performante fabriquant des matériels de télécommunications. Notre effectif cadres, ingénieurs et techniciens s'accroît régulièrement.

Notre évolution crée de nouveaux besoins. En plus des compétences déjà existantes au sein de notre Direction du Personnel, nous intégrons un juriste en droit du travail, plus spécialement chargé de mettre en place et de développer les structures administratives liées à la fonction Personnel (procédures, gestion sociale...). Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il exercera sa compétence spécifique tant auprès du siège social où il est basé que des unités décentralisées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération) en précisant sur l'enveloppe la référence 2817 à :

MEDIA BA
9, Bd des Halles, 75002 Paris
qui transmettra

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

génie climatique et gestion d'énergie

Filiale autonome d'un groupe anglo-saxon très important (C.A. 10 milliards de dollars), nous souhaitons confier la responsabilité entière de l'Europe du Sud à un

export manager

Nous évoluons sur le marché des économies d'énergie, en croissance constante : nous traitons avec les distributeurs spécialisés dans le chauffage et la climatisation et souhaitons développer le marché OEM. Votre formation d'électronicien, votre connaissance de la vente à l'export et vos idées nouvelles appropriées au marketing dans ce secteur d'activité sont les gages de votre réussite. Vous êtes parfaitement autonome, vous parlez couramment l'anglais, vous avez une ou deux autres langues et possédez un sens développé du commerce appliqué à la technique. L'évolution pré-voie des lignes de produits, constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur. Si cette proposition vous intéresse adressez votre C.V., photo, salaire actuel à notre conseil chargé de cette recherche : 15, rue du Louvre 75001 PARIS. Tél. (1) 233 09 27. L'équipe en place (USA - Extrême-Orient - Hollande - Suède - Australie - Angleterre) sera heureuse de vous accueillir.

nervet pont conseil

JEUNE CHEF DE PRODUIT

Articles de papeterie grand public ESC ou similaire + une première expérience (ou stage approfondi) de marketing axe sur le produit.

Ce poste dynamique, très autonome, est proposé par une société (2 usines) basée dans une grande ville de l'Est à un (e) jeune diplômé (e) de l'enseignement supérieur commercial ou économique ayant une première expérience même courte (éventuellement stage) de la gestion - marketing - d'une ligne de produits grand public.

Relevant directement de la D.G., il sera chargé de rénover complètement, faire évoluer et gérer une importante gamme d'articles de papeterie, (CA 100.000.000 F) en liaison avec la fabrication et la vente.

Poste stable permettant l'évolution. Logement facilité.

Ad. C.V. obl. ss réf. 1074 à **seletec** 67009 STRASBOURG CEDEX

Importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT ESC - ESC formation export ou similaire

- Disposant d'une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol.
- Missions :
- Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voiture de fonction type R9.
- Grandes possibilités d'avancement à la volonté exportatrice de la DG.

Ad. CV det. ss réf. 1058-01 à **SELETEC** Casim 67009 STRASBOURG CEDEX

CIT Alcatel

recherche pour son usine de CIRCUITS IMPRIMÉS de COUTANCES (Manche)

LE RESPONSABLE METHODES
(AM ou équivalent)

Le titulaire assurera la fonction de responsable dans les domaines suivants :

- METHODES PRODUITS
- PREPARATION FABRICATION
- METHODES DE FABRICATION

Pour ce poste, une expérience en service méthodes et la connaissance de l'anglais sont souhaitées.

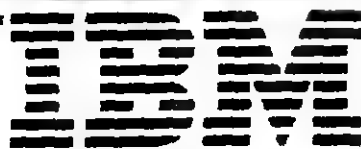
Adresser votre CV avec photo et prétentions, en rappelant la référence AS/MET à CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation 10, rue Lefebvre 78140 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

ASSOCIATION « LES AMIS DU CINÉMA » recherche

ANIMATEUR PROGRAMMATEUR

Salle Art et Essai. Env. C.V. et photo : **Cédric Chevillard** 75440 LIGNE (78) 31-81-22.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



DIVISION INSPECTION
recherche JEUNES DIPLÔMÉS

INGÉNIEURS/MAÎTRISES

- ÉLECTRONIQUE • ÉLECTROTECHNIQUE
- ÉLECTROMÉCANIQUE

Pour ses activités d'intervention tout au long de la vie de nos grands et moyens ordinateurs chez nos clients :

- Mise en service - Assistance technique
- Modifications du matériel - Conseils.

Une formation approfondie sur nos produits est assurée dès l'accueil.

Les candidats devront être dégagés des

obligations du service national.

Si vos connaissances, vos qualités de contact, vos aspirations correspondent à nos propositions, adresser lettre et C.V.

- IBM France - Recrutement Inspection
- Tour Septentrion, 20 Avenue Prothbin, 92081 Courbevoie.



RECHERCHE POUR
SON UNITÉ DE CONCEPTION
DE CIRCUITS INTÉGRÉS
DE COURTABOEUF
(près d'Orsay)

ingénieurs logiciel scientifique

Pour développer et maintenir sur VAX 11/780 des logiciels de C.A.O. pour circuits intégrés V.L.S.I. Stage C.A.O. souhaité.

ingénieurs électroniciens

Pour prendre en charge la conception de circuits intégrés spécifiques (CMOS, NMOS, bipolaire).

ingénieurs électroniciens

Pour définir et mettre au point les séquences de test pour l'évaluation et le contrôle des circuits intégrés.

Une formation Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires ainsi qu'une expérience d'environ 1 à 3 ans seraient souhaitées.

Pour les candidats débutants, une formation sera assurée.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à
CIT ALCATEL - 10, rue Latécoère
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex
au Service Recrutement et Orientation
en rappelant la référence.

PME PARIS XV, filiale d'un Groupe Européen Electronique, crée un poste de

CONTROLEUR FINANCIER ou DE GESTION

200.000 F et +

Répondant directement auprès de la Direction et animant au départ trois collaborateurs, il devra élaborer et mettre en place l'ensemble des systèmes de gestion et diriger les activités qu'il aura organisées : finances, informatique, comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, administration du personnel.

Poste évolutif conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESCAE et / ou DECS ou équivalent) ayant 5 à 8 ans d'expérience de gestion, acquise si possible dans une multinationale, maîtrisant les outils informatiques, ayant qualités marquées d'autonomie, dynamisme et rigueur. Connaissance de l'anglais et / ou allemand appréciées.

Ecrire sous la n° 8863 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Betel Ingenierie (GROUPE MORIA)

recrute pour ses départements

« Logiciels de Base »

et

« Téléinformatique »

DES INGÉNIEURS

(SUP. AÉRO, SUP.ÉLEC, A.M., ENSIMAG, INSA...)

Une première expérience est souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

23, rue de la Paix, 75002 PARIS.

LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

- TÉLÉCOMMUNICATIONS
- INFORMATIQUE
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
- OPTIQUE
- ROBOTIQUE ET PRODUCTIONS
- ÉNERGIE

informaticien / électronicien

Vous êtes ingénieur grande école, thèse ou D.E.A., vous avez acquis, une expérience concrète dans la CONCEPTION des calculateurs, en particulier à partir de microprocesseurs en tranches et monolithiques.

Vous êtes passionné par les NOUVELLES ARCHITECTURES d'ordinateurs, vous désirez mettre votre créativité et votre sens des responsabilités au service de la recherche : nous vous proposons de participer à l'étude et à la conception du futur processeur de traitement symbolique dans le cadre de notre projet de machines pour les applications en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

(RÉF. T/8118/84)

POUR ANIMER OU PARTICIPER A NOS FUTURS PROJETS, NOUS RECRUTONS DES

chercheurs en intelligence artificielle

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE, thèse ou D.E.A. ayant au minimum 1 an de formation ou d'expérience dans un des domaines suivants : systèmes experts, langage LISP, PROLOG, traitement de la langue naturelle, productique.

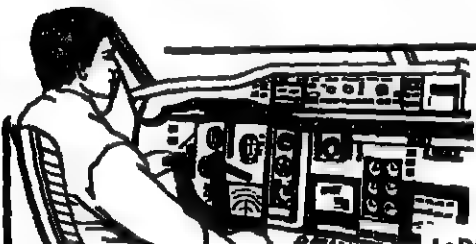
(RÉF. T/11210/1A)

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae en indiquant la référence choisie au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Centre de Recherches de la Compagnie Générale d'Électricité - Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS



CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ

emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à recruter pour notre unité visualisation aéronautique des

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDE ÉCOLE
Débutants ou Expérimentés

Pour des postes :
- Études.
- Essais.
- Contrôle qualité.

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 600 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste souhaité, à Monsieur MAHE, THOMSON-CSF, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.

INGÉNIEURS MÉCANICIENS GRANDE ÉCOLE
Débutants ou Expérimentés

Pour des postes :
- Études "matérielles".
- C.A.O. circuits imprimés et mécaniques.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, DE BORDEAUX - LE HAILLAN.

THOMSON

BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

EI

L'Entreprise Industrielle

3ème Groupe en France de Travaux électriques, 8000 personnes, 2,5 Milliards de C.A., 5 Directions Régionales et 70 Centres de Travaux en France se caractérise par la diversité de ses activités : Travaux Électriques, Génie Civil, Bâtiment.

INGÉNIEURS TRAVAUX CONFIRMES

BOURGOGNE CENTRE SUD OUEST

Ingénieur de formation polyvalente à dominante BTP, vous possédez 5 à 10 ans d'expérience en travaux électriques.

Chef de zone, vous aurez la responsabilité technique, commerciale, financière et humaine de chantiers d'électrification rurale.

Votre réussite dans la fonction doit vous amener à prendre rapidement la responsabilité d'un centre de travaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo en précisant la ou les régions souhaitées (es) à L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, 29, rue de Rome, 75008 PARIS, à l'attention de Madame JEUNOT.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Recherche suite au développement de sa clientèle

1 JURISTE

FISCALISTE (et, ou)

Rechercher avec C.V. manuscrit

17/7457 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSES

8, rue des Italiens, Paris 8^e.

Etablissement public intercommunal

Recherche

JEUNES INGÉNIEURS grandes écoles

pour gestion de services publics locaux.

Adresser C.V. à S.O.E.A.,

Ché administrative des Villes, 10041 Troyes Cedex.

VILLE DE LA ROCHE-SUR-YON (VENDEE)

recrute d'urgence

RESPONSABLE ACTION ÉCONOMIQUE

titulaire nécessaire. Contractuel ou statutaire.

Candidatures et C.V. à adresser à :

M. le Maire, Mairie de LA ROCHE-SUR-YON, Service du Personnel, 85021 LA ROCHE-SUR-YON.

Le CLAP recherche

Pour la région PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR-LANGUEDOC

un Délégué régional chargé d'animer la liaison, l'information, la formation au service des Associations et groupes intervenant dans l'immigration.

Il est demandé à cette personne, immigrée ou française, une expérience de l'immigration et du milieu associatif, des aptitudes à la relation, au travail d'équipe, à l'écoute du terrain, à la gestion, une grande disponibilité pour des déplacements fréquents et des interventions en soirée et en week-end.

Montant du salaire brut : 8.623

Des livrets de dépôt des candidatures avant le 16 février 1984

au CLAP, 28, rue Gordon, 75013 Paris.

CHARGÉ DE MISSION

Animer et coordonner un programme de développement d'activités sur les Pyrénées.

Capacité relationnelle, exp. en entreprise soumise, concorde et bon organisateur.

Environ 30 ans.

Formation supérieure, autodidacte.

Résidence TOULOUSE.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à M.L.P., 9, rue Saint-Antoine-du-P., 31000 TOULOUSE.

GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE pour Fonds Communs de Placements SCAV

Portefeuilles Institutionnels et Collectifs

Nous recherchons :

• 28/30 ans environ.

• Formation Ingénieur ou Scientifique Supérieure, exigée.

• 2/3 ans d'expérience, soit dans la Banque, les Assurances ou chez un Agent de Change.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence GO 42 à :

CGS CARRIÈRES

55, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

Nous recherchons pour un des tous premiers Groupes Industriels Français (lieu de travail Sud-Ouest de Paris), des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS SOUHAITANT S'ORIENTER VERS L'INFORMATIQUE

Une formation complète à l'INFORMATIQUE sera assurée.

Une évolution de carrière très rapide sera offerte aux candidats de valeur.

Merci de nous adresser votre C.V. sous référence CGL U 41 à :

CGS INFORMATIQUE

55, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TO7

**LE MICRO-ORDINATEUR POUR TOUTE LA FAMILLE
RENFORCE SON ÉQUIPE DE VENTE EN INTÉGRANT
DES COMMERCIAUX
(PARIS-BORDEAUX-LILLE-RENNES)**

Le TO7 a eu un très grand succès en 1983. C'est le plus sympathique, le plus patient, le plus universel des professeurs; c'est aussi le plus imaginaire des compagnons de jeux.

En attendant d'être le plus attentif des économistes pour la maison, c'est un ordinateur pour toute la famille: pour apprendre l'anglais, les Maths, le Basic, et pour jouer. C'est aussi par excellence un produit grand public. Et aujourd'hui nous présentons une gamme d'une centaine de produits différents.

Nous recherchons des commerciaux dynamiques, sachant transmettre avec enthousiasme leur goût pour le produit.

Vous serez responsable d'un C.A., de la prospection, du suivi de clientèle; en bon gestionnaire vous suivrez la demande, la canalisez et serez en toute occasion notre ambassadeur sur votre région.

Nous vous offrons un support national sur le plan Marketing et Publicité, et sur le plan industriel, car le TO7 est fabriqué en France.

Nous voulons des puncheurs mais nous pensons qu'une formation commerciale assortie d'une expérience même courte, qui nous aura prouvé que vous étiez à l'aise dans les contacts à tous niveaux, est indispensable.

Nous vous rencontrerons très rapidement sur chacun de vos secteurs: PARIS (réf. 109) - BORDEAUX (réf. 110) - LILLE (réf. 111) - RENNES (réf. 112).

**NOUS RECRUTONS ÉGALEMENT
UN RESPONSABLE
GRANDS COMPTES**

Basé à Paris vous serez responsable d'un certain nombre de grands comptes. Véritable ambassadeur auprès des administrations, grandes entreprises, collectivités locales, mairies, clubs informatiques; c'est à vous qu'il appartiendra à chaque fois d'étudier les besoins de vos interlocuteurs, et d'apporter des solutions adaptées à chaque cas; responsable de votre chiffre d'affaires vous aurez également à suivre et à fidéliser vos comptes.

Diplômés d'études supérieures, vous avez déjà une première expérience en informatique, vous êtes passionnés de micro et vous aimez les contacts à haut niveau.

Si tel est le cas venez rejoindre l'équipe TO7 qui vous séduira par sa motivation, sa jeunesse et son dynamisme. (réf. 113).

Mais avant, merci d'adresser sous référence correspondante, CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE - Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateurs, nous appartenons à un GROUPE - 23000 personnes - qui entend poursuivre une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

Pour son Siège Social à PARIS, recherche un

CADRE COMPTABLE

chargé:

- d'effectuer des missions de contrôle et d'assistance dans les unités comptables du Groupe;
- de participer à l'élaboration des règles et procédures comptables et aux travaux de consolidation des comptes des filiales;
- d'assurer le contrôle d'activités et d'études comptables diverses.

Le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur (écoles de commerce ou formation juridique) DECS apprécié. Une expérience professionnelle d'environ 5 ans sera nécessaire, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

SNECMA

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à
SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor
75015 PARIS

Notre vocation : la Bureautique et l'Informatique distribuée sur les marchés nationaux et internationaux.

Nous recherchons pour notre Division Informatique Gestion Outils des :

Ingénieurs informaticiens

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants :

- développement de logiciels et outils de gestion (stock, production, planification)
- conception, réalisation, administration de bases de données
- gestion et distribution automatisées des logiciels produits par la société.

Nous vous assurons la formation sur nos gammes de produits logiciels et matériels. Expérimentés, vous approfondirez vos connaissances et vous évoluerez vers des postes d'encadrement.

Débutants, vous allez acquérir une expérience formatrice et variée.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 72/1 M à
Michèle Corbineau - BULL TRANSAC, BP 92-91301 MASSY

Bull
Transac

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Contrôleur de gestion
réf. AT 323 CM

Ingénieur responsable marketing et ventes France et export
réf. ZS 322 AM

Chef service méthodes industrialisation automatisée
réf. VD 319 AM

Mines, ECP, IDN études, négociations, réalisations de projets
réf. WF 320 CM

Ingénieurs débutants AM, IDN, INSA, ENSM, ENSI...

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, leader et en constant développement du secteur prestataire de services, recherche son Contrôleur de Gestion. Directement rattaché à la Direction Générale, il sera chargé :

- d'animer et contrôler l'établissement des plans et budgets et leur consolidation;
- de réaliser les tableaux de bord de la Direction Générale et de procéder aux analyses, contrôles, interprétations nécessaires;
- d'améliorer constamment les procédures d'établissements des budgets et de contrôle de gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant au minimum 5 ans d'expérience en contrôle de gestion, acquise en milieu industriel, témoignant de qualités marquées de rigueur, de réalisme, de contact lui permettant de s'affirmer comme un interlocuteur avisé, tant auprès de la Direction Générale qu'auprès des responsables de la société.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

UNE SOCIÉTÉ, FILIALE DE LA CGE, ayant développé un nouveau produit destiné à la micro et à l'ultra filtration, recherche un candidat confirmé qui sera responsable de la commercialisation.

Il sera chargé :

- de l'étude des marchés;
- de la promotion du produit: recherche et négociation d'accords avec les équipementiers, introduction auprès des utilisateurs;
- du lancement et du développement commercial;
- des liaisons avec les équipes techniques internes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant une solide expérience technique commerciale et marketing dans les produits industriels, connaissant de préférence les techniques de séparation et un des domaines d'activités suivants : industries agro-alimentaires, biotechnologie, pharmacie, traitement des eaux, chimie. Des qualités de dynamisme, d'initiative, de communication sont indispensables. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste sud-ouest ou Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ, LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE, recherche pour son usine principale (350 personnes - transformation de matières plastiques - production de grande série) un Ingénieur pour créer un service méthodes dont il prendra la responsabilité.

Rattaché au Directeur d'usine, le candidat sera chargé :

- du développement des méthodes classiques, gammes, temps, prix de revient, organisation des postes;
- de l'amélioration des équipements de production (automatisation, robotisation);
- de l'industrialisation des produits nouveaux.

Ce poste implique des relations étroites avec les services comptabilité industrielle, commercial et fabrication et des relations occasionnelles avec la clientèle dans un rôle de conseil technique.

Il offre de réelles perspectives d'évolution à un candidat disposant de bonnes capacités de contact et d'échange, et offrant des qualités de rigueur dans l'organisation et de créativité dans le progrès technique.

De formation ingénieur AM, INSA ou équivalent, le sujet devra disposer d'une première expérience méthode d'environ trois ans acquise dans un domaine de fabrication de série (la connaissance de la transformation de matières plastiques serait appréciée mais n'est pas indispensable).

Poste situé à Vitry-le-François (51).

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS LEADER (12 000 personnes) ayant une structure fortement décentralisée, réalisant des prestations de services à caractère industriel auprès des collectivités publiques, offre un poste intéressant et de réelles perspectives de carrière à un Ingénieur diplômé d'une grande école.

Dynamique, autonome, d'excellent contact, il aura environ 5 ans d'expérience dans l'étude, la négociation, le suivi d'affaires (ingénierie, aménagement urbain, VRD...) et l'habitude des contacts avec les collectivités publiques (conseils municipaux, conseils régionaux, administrations).

Rattaché à la Direction Générale d'une grande division, il sera chargé d'étudier des opérations (sur les plans techniques et économiques) et d'en piloter la réalisation en liaison avec les structures locales du groupe.

Formation aux techniques du groupe assurée.

Poste à Lyon.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

conduit pour ses clients plusieurs recherches d'Ingénieurs Mécaniciens ou Electro-Mécaniciens.

- **INGÉNIEURS SERVICES TECHNIQUES - MAINTENANCE**
- Nancy
- Montpellier
- Rouen
- Soissons
réf. BU 324 AM
réf. DO 220 AM
réf. DK 286 AM
réf. MT 294 CM
- **INGÉNIEUR DE FABRICATION**
- ville 150 km sud Paris
réf. IP 291 AM

Ecrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Pour faire face à son expansion, **PROGILOG** recherche

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES (X, ECP, ENS, MINES, BEC...)

débutants avec option informatique ou 2 à 3 ans d'expérience informatique (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseil) pour renforcer

SON DÉPARTEMENT CONSEILS

Vouslez-vous saisir l'opportunité :

- de collaborer à la mise en place d'applications de gestion pour de grandes entreprises nationales et internationales
- de travailler dans un contexte international en relation directe avec les concepteurs du produit;
- d'utiliser **FOCUS**, le langage de 4ème génération le plus vendu dans le monde en 1983 disponible sur IBM (CMS/TSO/CICS/IMS-DC) et sur micro-ordinateur;
- d'acquies une formation pratique aux techniques de gestion (gestion commerciale, gestion financière, production...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées.

Pour exploiter au mieux :

- vos qualités de pédagogue;
- votre intérêt pour la nouveauté et la diversité dans les applications;
- votre goût pour l'efficacité;
- votre connaissance de l'anglais;

Nous vous offrons le poste d'Ingénieur Consultant

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et

photo à Stéphane CHABREL
Société PROGILOG
49, rue de la Fédération
75015 PARIS
Tél : 734.55.31

Progilog

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une importante société de marketing et de conseil
recherche
dans le cadre du développement
de son activité internationale en télématique

Responsables d'affaires

(réf. CL.A7/M)

bilingues au minimum (anglais-français). Ils possèdent une expérience technico-commerciale de 3 à 4 années environ dans le secteur informatique. Ils prospectent la clientèle étrangère et suivent les affaires induites. Ils assurent en France et à l'étranger des présentations devant des auditoires spécialisés de haut niveau. Ils apportent leur contribution à l'amélioration des produits existants et au développement de nouveaux produits. Les postes sont basés à Paris.

Chargé d'affaires

(réf. CL.A8/M)

bilingue au minimum (anglais-français). Il a 3 à 4 années d'expérience pendant lesquelles son esprit créatif a dominé son activité de marketing. Commercial/marketing. Il doit non seulement assurer la prospection et le suivi d'affaires mais également participer à l'élaboration de la communication et de la promotion commerciale internationale. De ce point de vue, il a la charge des brochures, supports visuels et audiovisuels. Le poste est basé à Paris. Des voyages à l'étranger sont à prévoir.

Attachés de marketing

(réf. CL.A9/M)

débutants ou ayant une première expérience professionnelle. Bilingues, anglais-français ou espagnol-français. Ils ont une formation technique - micro-électronique ou informatique de préférence - et le goût prononcé des contacts et de la communication. La connaissance et le suivi permanent du développement de la télématique en France - mise en œuvre produits - est indispensable. Ils assistent les ingénieurs d'affaires dans leurs activités commerciales internationales. En particulier, ils organisent et suivent les visites des clients en France. Ils sont capables d'assurer des présentations devant des auditoires de spécialistes. Les postes sont basés à Paris et ne prévoient pas de déplacements fréquents.

Jeune ingénieur

(réf. CL.A10/M)

micro-ordinateur, micro-processeur possédant l'anglais technique plus une expérience de 2 ans environ. Créatif, passionné, il a l'esprit astucieux. Il conçoit et met en œuvre des produits de pointe dans le cadre de projets de courte durée. Il sait évaluer les produits du marché et en fournir les analyses comparatives. Le poste est basé à Paris. De brefs déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Les candidats intéressés par l'un de ces postes sont priés d'adresser sous la référence correspondante un dossier comprenant lettre manuscrite, CV, photo, en précisant leurs prétentions à

Emplois et Entreprises
16, RUE VOLNEY 75002 PARIS

qui transmettra et les assure de sa discrétion.



ASEA

Filiale Française du Groupe électrotechnique Suédois
C.A. 30 Millions F.F. 57 000 collaborateurs

recherche pour renforcer son département
SYSTEME D'INFORMATIONS

jeune chef de projet

(rattaché directement au chef du département)

- Pour concevoir et mettre en place des systèmes d'informations dans les domaines de gestion commerciale, financière, industrielle...
- Pour former les gestionnaires aux méthodes et outils informatiques.
- Pour rentabiliser les services et applications informatiques existants afin de garantir leur bonne adaptation à la spécificité de nos activités.

Cette offre s'adresse à des candidats âgés de 25 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion, maîtrise de gestion), sensibilisés à l'informatique.

De réelles aptitudes au contact, un esprit méthodique, une capacité d'autonomie sont indispensables pour analyser avec rigueur les problèmes qui lui seront confiés.

A terme, d'autres opportunités pourront être offertes pour des candidats débutants ou ayant acquis une première expérience de préférence en Cabinet d'Organisation.

L'Anglais est nécessaire et quelques courts déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Adresser C.V. et prétentions à ASEA, Service du Personnel,
B.P. n° 5 95340 PERSAN.

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - C.A. : 1,8 milliard de francs
recherche pour l'une de ses filiales



Telma

Leader sur le marché européen
des ralentisseurs
60 % de l'activité à l'export

Ingénieur Assistance Technique Exportation

Formation : Ingénieur Arts et Métiers, ESTACA, INSA, ENI ou équivalent.
Expérience 3 à 5 ans comme ingénieur technico-commercial si possible dans l'industrie automobile ou dans celle du poids lourd. Il devra assurer la responsabilité du suivi des produits auprès des services études et après-ventes de constructeurs européens. Le poste nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais (connaissance de l'italien).
Frequents déplacements à l'étranger.
Lieu de travail : CERGY PONTOISE (95).

Merci d'adresser CV et prétentions à :
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78380 BOIS D'ARCY.



Cap sur l'avenir !

Nous sommes une des premières Sociétés d'Ingénierie Informatique.
En 1983 notre développement a été de 40 %.
En 1984 la croissance sera de 50 %.

Partagez nos ambitions

- Elargissement de nos structures parisiennes.
- Accès aux technologies nouvelles et futures.

Aussi nous sommes amenés à recruter pour PARIS.

Ingénieurs d'affaires

Responsable d'un centre de profit ayant à gérer, animer et motiver des équipes.

Ingénieurs commerciaux

Responsable d'un secteur commercial.
Vous avez une formation supérieure, une expérience dans les techniques informatiques et une capacité commerciale affirmée.

Nous saurons vous donner les moyens de votre réussite.

THOMSON ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature sous Réf. MP12 à
THOMSON ANSWARE
135 Av. de la Pompe 75116 Paris

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS



Dun & Bradstreet



Votre job : vendre aux directions commerciales, marketing et développement

DUN & BRADSTREET FRANCE est une société de services spécialisés dans le domaine de l'information sur les entreprises.
Au sein de la division «Marketing Entreprises» vous proposerez à nos clients et prospects des services qui leur permettront de s'étendre sur de nouveaux marchés et surtout de développer la productivité de leur force de vente.
Ses services s'appliquent principalement pour les banques de données d'entreprises (DUN ET BRADSTREET), les études de marché, les enquêtes, les recherches spécifiques réalisées par les différentes divisions marketing dans le monde.
Ce poste qui nécessite des qualités commerciales réelles, afin de communiquer à haut niveau conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce parlant l'anglais et ayant si possible une première expérience dans l'un des domaines suivants : études, services aux entreprises.
Poste évolutif au sein d'une équipe jeune. Système de rémunération attractif.
Envoyer CV et photo à l'attention de Françoise POLI - DUN ET BRADSTREET FRANCE - Le Palafin - 17, av. de Choisy - 75013 PARIS.

Ingénieurs informaticiens

de formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce) ayant acquis 2 à 4 années d'expérience informatique dans le domaine bancaire, de préférence dans un environnement IBM, un

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
QUARTIER OPERA

vous propose de vous confier rapidement la conception et la mise en place d'importants projets, et de vous intégrer à ses équipes, qui utilisent depuis de nombreuses années des techniques de pointe.

De réelles possibilités d'évolution personnelle vous seront offertes.
L'annonceur chargé de cette mission vous assure la plus totale discrétion, et s'engage à ne pas communiquer votre candidature aux sociétés dont vous lui aurez communiqué les noms.

Adresser C.V., lettre, photo et prétentions sous référence 9493 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



VALENTINE

Les Belles Peintures

C.A. en constante évolution
(+ de 500 millions de francs)
2 établissements, recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ayant au minimum 3 ans d'expérience avec connaissance du système GCOS - 64 de BULL éventuellement PAC dialogue de la CGI. Prendra en charge les maintenances des programmes existants et participera à la reprise de l'application facturation.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
Compagnie des Vernis VALENTINE
Direction du Personnel 185, av. des Grésillons
92931 GENNEVILLIERS



L.E.R.S.

Société de recherche du groupe Synthelabo
recrute pour son département Chimie

1 chimiste organicien

Il (ou elle) sera chargé(e) de la synthèse de produits organiques visées thérapeutiques.
Niveau de formation : au minimum DEA - de préférence, doctorat 3^e cycle chimie organique. Expérience dans ce domaine : 1 à 2 ans souhaités.
Lieu de travail : Bagneux.

Les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées à : Lers, Direction Administrative et Technique,
58-60 rue de la Glacière, 75013 Paris.

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PMI de 300 personnes fabriquant et commercialisant des articles de papeterie, appartenant à un groupe multinational, recherche

son controller

Il devra décharger le PDG de la fonction comptable et financière en utilisant les ressources existantes de l'entreprise : le service comptable et le service informatique dont il sera responsable.

Il devra améliorer les systèmes de gestion existants, implanter une comptabilité industrielle informatisée adaptée à l'entreprise et traiter les problèmes d'organisation.

Le candidat recherché aura une formation supérieure (ESG ou DECS), une expérience pratique de 10 ans minimum notamment en informatique et en comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) au repartant la réf. 47744 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

interface

Ingenieur Informatique
18, rue d'Assas, 75006 PARIS

JEUNES INGÉNIEURS

1 à 5 années d'expérience sur mini-micro-ordinateurs, pour études et réalisations de projets temps réel, transmissions.

Ecrire ou téléphoner pour R.V. au 258-11-84.

Dans le cadre du développement de ses activités internationales

L'AIR LIQUIDE

Recrute

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

Le service Installation Grande Masse réalise les investissements européens de séparation de gaz de l'air pour le Groupe AIR LIQUIDE.

L'ingénieur d'affaires que nous recherchons aura la responsabilité du suivi et de la coordination technique et financière de ces investissements.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, ENSAM, Physique-Chimie) une première expérience de l'ingénierie lui permettra d'évoluer avec facilité au sein d'une équipe jeune et dynamique.

La connaissance de l'Anglais est indispensable, celle de l'Allemand est souhaitée.

Le poste basé à PARIS, entraînera de fréquents déplacements de courte durée en Europe.

Réf. : 8808 LA.

Le Groupe AIR LIQUIDE (25.000 personnes, 125 sociétés, implanté dans 55 pays) valorise la mobilité professionnelle et géographique de ses cadres.

Les candidats voudront bien envoyer un C.V. détaillé avec photo et référence du poste à :

L'AIR LIQUIDE, D.R.H.P., 75, quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07

UN CADRE COMMERCIAL

Au sein de la Division Matériel Cryogénique qui fabrique du matériel de stockage et distribution de gaz liquéfiés, il sera chargé du développement commercial au Moyen-Orient.

Formé dans une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...), son expérience de 2 à 5 ans l'aura rompu à la négociation et la vente de biens industriels à l'exportation.

La connaissance des marchés du Moyen-Orient sera un atout supplémentaire.

Il parle couramment l'Anglais et si possible l'Arabe, et sera disponible pour des déplacements fréquents.

Le poste est basé en banlieue Est de PARIS.

Réf. : 8808 C.C.

GENERAL ELECTRIC

INDUSTRIAL AUTOMATION

En développant le concept de «FACTORY WITH THE FUTURE» General Electric vise la position de leader dans le marché de la production. L'usine de demain sera l'intégration de la CFAO, IAO, des machines à commandes numériques, des robots et des AUTOMATES PROGRAMMABLES.

Nous disposons des produits pour assister efficacement les entreprises à tous les niveaux de fabrication et prévoyons de

grands investissements pour développer nos structures de vente d'automates programmables. Nous recherchons des professionnels connaissant bien tous les milieux industriels.

UN INGENIEUR COMMERCIAL SENIOR

Diplômé d'une bonne école d'ingénieur, vous connaissez impérativement le marché spécifique des automates programmables. Rompu à la vente de produits industriels, vous savez vous montrer meneur d'hommes, notamment pour animer une équipe de technico-commerciaux. A 35 ans environ, vous savez qu'une telle fonction suppose une réelle disponibilité (sur toute la France). Anglaise courant requis. Salaire attractif et voiture de fonction. (Réf. 851 M).

2 INGENIEURS COMMERCIAUX (INGENIEURS OU BTS DUT ELECTROMECANIQUE, ELECTRONIQUE, AUTOMATISME)

A 25 ans minimum, vous pouvez déjà vous targuer d'une première expérience (réussie) de la vente. Cet acquis professionnel (3 à 5 ans au moins) vous a permis de montrer votre dynamisme, votre curiosité, et votre goût pour les contacts à tous les niveaux. Vous serez dans nos structures disponibles pour rencontrer nos clients en France. Anglais lu courant. Salaire attractif et voiture de fonction. (Réf. 852 M).

UN INGENIEUR D'APPLICATIONS

Nous sommes très ouverts quant au profil du candidat. Vous pouvez être ingénieur débutant, ou titulaire d'un BTS/DUT si vous avez quelques années d'expérience. Dans tous les cas, vous aimez communiquer vos connaissances techniques. Vous effectuerez des études chez nos clients en après-vente, assurerez un support efficace en avant-vente, vous pourrez animer des séances de formation. Nous recherchons l'homme support technique de la structure commerciale. Anglais lu et écrit requis. (Réf. 853 M).

Adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante aux Consultants d'ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



UNILOG

Groupe Indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique

- 8 Sociétés - 430 Ingénieurs -

est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

UNILOG recrute pour le 26 Mars 1984 des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Écoles d'ingénieurs ou 3^e cycle d'études supérieures scientifiques.

Après un cycle de formation rémunérée de 6 mois, ils seront intégrés dans l'une des sociétés d'UNILOG.

Au sein d'équipes opérationnelles, ils interviendront chez nos clients équipes de grande ou moyens systèmes IBM, conception, réalisation, génie logiciel.

Leur évolution ultérieure leur permettra d'acquiescer en permanence leurs connaissances et d'évoluer vers la conduite de projets.

Adressez-nous dès maintenant votre candidature, sous réf. 435 à

UNILOG UNILOG SYSTÈMES
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC-Informatique

contrôleur de gestion

Une SOCIÉTÉ PRESTATAIRE de SERVICES TECHNIQUES dans le domaine de la COMMUNICATION AUDIOVISUELLE, crée un poste de CONTRÔLEUR DE GESTION.

Rattaché à la Direction Générale, il lui sera confié - après une mission d'Audit des procédures comptables et administratives actuelles - l'amélioration des systèmes de gestion et le développement informatique de la société. Il prendra en outre en charge l'ensemble des problèmes administratifs et financiers (Gestion du Personnel, Baux, Assurances, Services Généraux...).

Le gestionnaire recherché pour cette création de poste sera d'esprit curieux et aura un bon niveau de culture générale. De formation type ESC ou niveau DECS, il sera âgé de 30 ans minimum et aura acquis une bonne maîtrise de la Comptabilité et de l'Informatique, si possible dans une société de prestation de services. Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2795 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

GROUPE



Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique. Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

SG2, groupe puissant de 4 000 personnes, poursuit sa rapide expansion et vous propose d'acquiescer son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : - conception et réalisation de systèmes de gestion, - plan informatique, - méthodologie d'analyse et de gestion de projets, - architecture de systèmes, - génie logiciel, - conception et utilisation de réseaux, - réseaux locaux, - bases de données réparties, - XAO, - monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

Ingénieurs Grandes Ecoles et Universitaires

la diversité permet de se passionner.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 8 M, à SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcombé 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

Notre Direction Recherche et Technologie recrute un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé de l'évaluation et de la qualification de circuits intégrés VLSI Custom en liaison avec les fournisseurs et les services techniques Etudes et Fabrication.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Supérieur ou Ecole d'Ingénieur.

Connaissances en test de circuits intégrés appréciées.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).

Déplacements occasionnels.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 412 M à

Véronique Bourlet

Cii Honeywell Bull

PC OG021C

94, avenue Gambella

75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MATRA
COMMUNICATION



Pour un jeune ingénieur soucieux de son futur, la télématique de MATRA, c'est le futur au présent.

Nous sommes : - Filiale du Groupe MATRA, branche télécommunications.
- Un grand nom de la télématique.
- 1 600 personnes, 600 MF de C.A.
- En fort développement sur un marché très porteur.

Vous avez : - Un diplôme d'ingénieur électronique-informatique.
- 2-5 ans d'expérience.
- Un dynamisme certain et le sens de l'action terrain pour mettre vos connaissances directement en pratique.

Nous voulons : - Mettre en place une équipe performante de **SUPPORT TECHNIQUE MARKETING** pour appuyer les efforts commerciaux. Lieu de travail : TRAPPES (78).



Nous souhaitons vous rencontrer très rapidement et vous remercions d'adresser lettre + photo + C.V. s/réf. STM/0320 à A.C.P. ENTREPRISES - 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.

ALUMINIUM PECHINEY

1er Producteur Européen d'Aluminium
recherche

4 INGENIEURS MARKETING

Grandes Ecoles scientifiques, ENSAE
formation complémentaire de gestion appréciée
Débutants ou première expérience

- suivi du marché mondial de l'aluminium brut de première fusion
- suivi de l'activité économique dans le monde occidental en termes macro-économiques et sectoriels
- prévisions, modélisation, conception et utilisation d'outils d'aide à la décision
- études statistiques et gestion.

Lieu de travail : Paris.
Anglais indispensable.
Possibilités d'évolution de carrière très larges tant au sein d'Aluminium Pechiney qu'au sein des autres sociétés de la Branche Aluminium ou du Groupe.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions) s/réf. M 6 au Responsable du Recrutement Aluminium Pechiney 23, rue Balzac 75008 PARIS.

PECHINEY LES MATERIAUX DU PROGRES

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé, auprès des constructeurs automobile français, de la vente technique de produits liés à notre activité «EQUIPEMENTS AUTOMOBILE».

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs ou Techniciens supérieurs en électricité - électronique qui, à partir d'une première expérience professionnelle essentiellement centrée sur la technique, cherchent à développer le champ de leur activité en y associant l'aspect «négociations commerciales».

Les relations permanentes avec nos bureaux d'études en RFA exigent une parfaite connaissance de la langue allemande.



BOSCH

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au
Département Gestion de Personnel
32, avenue Michelet - 93404 SAINT OUEEN.



FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
recherche pour son Service Commercial

1° INGENIEUR-TECHNICO-COMMERCIAL EXPERIMENTE

- Formation électronique
- 3 ans minimum de vente en instrumentation de mesure
- connaissance en oscilloscopie conventionnelle et numérique, interconnexions par bus IEEE
- anglais lu, écrit, parlé et écrit souhaitable
- secteur : région parisienne et nord.

2° INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE

- formation électronique
- anglais courant parlé et écrit indispensable
- excellente connaissance en instrumentation de mesure, particulièrement en oscilloscopie
- expérience vente très appréciée
- compétence en logique numérique, microprocesseurs, interfaces
- poste semi-sédentaire.

Pour ces 2 postes, il est nécessaire d'avoir un esprit d'initiative et un tempérament dynamique et enthousiaste. Il faut être motivé pour le poste et libre rapidement. Salaire et avantages motivants, voiture de fonction.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant le poste à Direction du Personnel
GOULD INSTRUMENTS SAF - 57, rue Saint-Sauveur
91160 Balaivilliers près Longjumeau

CIMSA INGENIEURS SYSTEME RESEAUX - BASES DE DONNEES

CIMSA, filiale du Groupe THOMSON, est le spécialiste de l'informatique en milieux sévères. Nos matériels et systèmes utilisés dans le monde entier ont une réputation d'attente. Nous poursuivons notre développement et recrutons des INGENIEURS SYSTEME qui participeront au suivi d'importants projets (Réseaux et Bases de Données) : spécification de logiciels, liaisons avec les utilisateurs, respects des normes et procédures.

Diplômés d'une école d'ingénieurs, ils doivent posséder une expérience de 5 à 10 ans, un excellent sens du contact, des qualités réelles de dialogue.

Ces postes sont basés à Vélizy (78). (Les candidats intéressés pourront rejoindre à notre notre établissement de TOULOUSE).

Adressez votre candidature sous réf. IS/M à JFD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.

THOMSON

INSTRUMENTS ET SYSTEMES

Un Jeune Cadre Financier pour notre Contrôle de Gestion

Grande Banque Française à vocation internationale

La progression rapide de nos filiales et succursales à l'étranger nous amène à renforcer l'équipe chargée de leur suivi comptable.

Le poste proposé : dans un premier temps, le candidat retenu contribuera largement à l'amélioration du système d'information comptable du groupe (conception et mise en place de nouveaux outils de gestion, développement d'un manuel comptable de groupe).

Il se verra confier ensuite la responsabilité du suivi de l'ensemble des filiales et succursales et notamment :

- les travaux de consolidation semestriels.
- la centralisation du reporting et les analyses périodiques de gestion.
- l'assistance comptable aux filiales.

Le profil recherché : diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous possédez le DECS. Une expérience d'environ 3 ans, acquise dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein de la Direction Financière d'un Groupe International, vous a sensibilisé au fonctionnement et au contrôle financier des systèmes d'information de groupe.

Vous possédez une bonne maîtrise de la langue anglaise, un sens concret de l'organisation et de réelles qualités d'ouverture.

Pour un élément de valeur, ce poste, à pourvoir à Paris, présente d'intéressantes perspectives d'évolution liées au dynamisme et à l'esprit d'entreprise de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions (et éventuellement le n° de téléphone où il est possible de vous joindre) sous référence 5017 à nos cadres - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

spécialiste crédits aux entreprises cadre classe V/VI A.F.B.

Missions : sous l'autorité du Responsable d'une zone géographique : ► études et présentation des demandes de financement (court, moyen et long terme) ; ► mise en place et suivi permanent des concours ; ► relations permanentes avec les Caisses Régionales.

Profil : ► diplôme d'études supérieures économiques et financières ; ► expérience confirmée dans l'appréhension du risque «entreprises» et connaissance approfondie des opérations bancaires ; ► capacités de synthèse et sens de la négociation ; ► fréquents déplacements.

Poste basé à Paris.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
UNICREDIT
M^{re} Bellet, 128/130 Bd Raspail / 75289 Paris Cedex 06

unicredit
banque de crédit agricole



NERMAG DELSI
Instruments

ingénieur ou technicien confirmé

(Electronique ou Physique/Chimie)
Il aura pour travail d'installer ou de dépanner les spectromètres de masse couplés avec DATA Systems en France et à l'étranger (Europe, Moyen-Orient, etc.) ainsi que de former les utilisateurs à leur fonctionnement.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Salaire en rapport avec l'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à l'attention de
Monsieur BRUMENT - Société NERMAG
49, Quai du Val de
92560 RUEIL-MALMAISON

Agence de publicité dynamique en pleine évolution,
recherche dans le cadre de son développement

CHEF DE GROUPE COMMERCIAL

minimum 5 ans expérience produits grand public. Orienté vers la prospection, il devra organiser et diriger un portefeuille clients. Ambitieux et battant, son allant le fera évoluer vers un poste majeur au sein de l'agence et bénéficier des avantages s'y rattachant.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à
Régie Presse N° 282 08 1M
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENTREPRISE D'INGENIERIE
leader mondial sur son marché
CA 350 M. - 85% export
recherche pour son siège à Paris

JEUNE CADRE ADJOINT AU CHEF DE SERVICE FINANCIER

pour :
- suivi COFACE - A.C. - R.E.
- suivi clients
- relations banques
- financements export
Profil : diplômé école de commerce,
parlant anglais-espagnol.
Une expérience bancaire de 2 ans
serait appréciée.
Disponible pour déplacements à l'étranger.
Libre rapidement.

Ecrire CV avec photo, références et
prétentions sous référence n° 2003 à

Emplois et Entreprises
18, rue Volney 75002 PARIS

Fiscaliste

Vous avez une formation supérieure en finance et comptabilité (grande école
de commerce, 3^e cycle) et vous pratiquez la fiscalité depuis au moins 3 ans
dans une société ou au sein d'un cabinet juridique et fiscal.

Vous souhaitez élargir votre expérience en vous ouvrant à l'ensemble des
problèmes fiscaux d'un Groupe important. C'est l'opportunité que BSN vous
propose de saisir au sein de sa Direction Générale des Affaires Financières.

En tant qu'adjoint du Directeur Fiscal du Groupe, vous interviendrez sur des
questions couvrant l'ensemble du champ fiscal. Vous conseillerez les sociétés
du Groupe en fonction des problèmes soulevés par l'actualité fiscale ou des
demandes qui vous seront faites. Vous traiterez également de fiscalité
internationale.

Votre compétence et la qualité de vos interventions vous assureront rapide-
ment une large autonomie, et faciliteront à terme votre évolution au sein du
groupe.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 13 M en
précisant rémunération actuelle à : BSN -
Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran -
75381 Paris Cedex 08.

Jeune Responsable de Zone Export

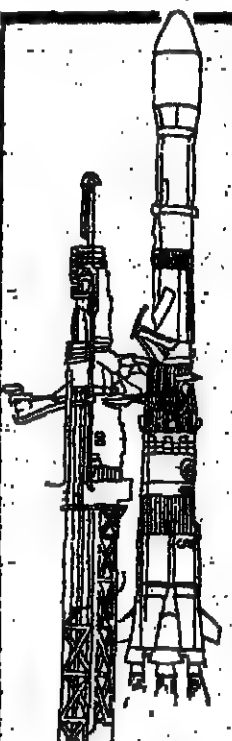
Le Département Flaconnage de BSN qui réalise un CA de 400 MF,
exporte dans le monde entier environ 25 % de sa production pour la parfu-
merie et la pharmacie.

Dans le cadre du renforcement de son équipe commerciale à l'exportation,
elle recherche un jeune diplômé d'école de commerce (HEC, ESSEC,
ESCP) pour lui confier la responsabilité d'une zone européenne
(RFA, Autriche, Suisse, Benelux).

Son objectif sera de développer les ventes et l'image de BSN Flaconnage
sur sa zone en ayant une action commerciale et marketing terrain.
Son évolution de carrière se fera dans la société ou dans le Groupe BSN.
La connaissance de l'Allemand et de l'Anglais est indispensable.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E 68 M en
précisant rémunération actuelle à : BSN -
Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran -
75381 Paris Cedex 08.



La Société Européenne de Propulsion
recrute pour son Siège Social à
PARIS-LA DEFENSE

UN JEUNE CADRE FINANCIER

• Trouver d'analyses sur les comptes d'exploitation
mensuels par division de la Société.
• Elaboration de ratios et de tableaux de bord.
• Evolution des besoins financiers des différentes
activités.

De formation universitaire ou issu d'une école de
commerce (option Finances-Comptabilité), le candidat
aura si possible une première expérience en matière
de comptabilité analytique ou de contrôle budgétaire.

La personne retenue devra pouvoir s'intégrer
facilement dans une petite équipe, elle aura par
ailleurs un bon contact, des qualités d'analyses et
un attrait pour l'informatique.

Quelques déplacements de courte durée en métropole
sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, cv détaillé, références et
prétentions à S.E.P. (D.F.), Service du Personnel,
3, avenue du Général-de-Gaulle, 92800 PUTEAUX.

SEP

BANQUE A TAILLE HUMAINE
filiale d'un très important groupe national
recherche pour PARIS

EXPLOITANT DE HAUT NIVEAU (classe VII ou VIII)

35 ans environ

pour le secteur des particuliers et des agences.

Ce poste repose sur de larges responsabilités. Il implique en contre-partie :
- expérience bancaire réussie d'au moins 10 années dans une direction
d'agence importante,
- connaissances approfondies du secteur des particuliers,
- niveau d'études supérieures,
- disponibilité, ouverture d'esprit et sens de l'organisation.

ATTACHE COMMERCIAL (classe VI ou VII)

30 ans environ.

Responsable de comptes grandes entreprises, il aura à mettre en œuvre un
système technique performant entre la banque et ses clients.

Ce poste évolutif repose sur une large délégation. Il nécessite :
- niveau d'études supérieures,
- expérience bancaire « entreprises » de 5 ans environ,
- adaptabilité face à une clientèle diversifiée,
- sens de l'organisation et du service clients.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 9122 à
VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cedex 02.

FICHET BAUCHE

Groupe français parmi les leaders mondiaux de la sécurité (200 personnes
en 27 établissements) recherche pour son Siège Social à VELIZY 78140

CHEF DE SERVICE FORMATION - INFORMATION

Chargé, au sein de la Direction des Relations Humaines, de promouvoir
des actions de formation et de participer à l'action globale de la Direction
(information, groupes de qualité, groupes semi-autonomes, expression des
salariés, etc...) auprès de l'ensemble des établissements (Siège Social, uni-
tés de production et succursales régionales).
De formation supérieure, il a déjà acquis une expérience réelle dans ce
domaine, accompagnée d'aptitudes à la pédagogie et à l'action.

CADRE DE LA FONCTION PERSONNEL

Participant aux différents aspects de la fonction (application de la Législa-
tion sociale, techniques de gestion du personnel, conseil et assistance
auprès de la hiérarchie).
Il sera en outre directement responsable du recrutement au Siège.
Ce poste offre des possibilités d'évolution à un candidat de formation supé-
rieure ayant déjà une expérience dans ces domaines.

Adresser CV + photo + salaire actuel au
Cabinet Claude Vité
6, rue Lavignon - 75016 PARIS en indiquant la référence.

ALUMINIUM PECHINEY

1^{er} Producteur Européen d'Aluminium
recherche un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT ELECTRICITE

Formation ESE, N7, IEG ou équivalent

• promouvoir l'emploi de l'aluminium et de ses
alliages sur tous les marchés, français et étran-
gers, des produits à usage électrique et plus par-
ticulièrement les fils et câbles.
• contribuer à une meilleure connaissance de
ces mêmes marchés et proposer toutes actions
de nature à y renforcer les positions de la
Société.
• assurer le pilotage de travaux de recherche
appliquée.

• expérience souhaitée dans le domaine des
lignes, canalisations et construction électriques;
expérience marketing électrique appréciée.
• Agé de 30/35 ans environ. Il dépendra direc-
tement du Directeur Développement Electricité.
• Anglais parlé, écrit indispensable.
Lieu de travail PARIS (voyages France et étranger).
Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et
prétentions) s/réf. M 5 au Responsable du Recrute-
ment Aluminium Pechiney 23, rue Batzoc 75008 PARIS.

PECHINEY LES MATERIAUX DU PROGRES



Société Nationale (12.700
personnes dont 1550 cadres)
nous sommes spécialisés
dans l'étude et la fabrication
de moteurs d'avions
civils et militaires et
nous comptons parmi les plus
importants motoristes du
monde occidental.

Largement exportateurs,
nous avons diversifié nos
activités au sein d'un
Groupe puissant.
Le GROUPE SNECMA
entend poursuivre une
politique de recherche et
de développement dans le
domaine des technologies
avancées pour renforcer sa
compétitivité internationale.



INGENIEURS GESTION INDUSTRIELLE

Pour VILLAROCHE, près de MELUN

Réf. V

Ces postes sont intégrés à une équipe chargée de l'organisation et de
l'étude de nouveaux systèmes informatiques pour le montage en série des
moteurs.

Nous recherchons des ingénieurs ayant si possible une expérience de
l'informatique de gestion en milieu industriel - Anglais lu et parlé apprécié.

Pour CORBEIL

Réf. L

Nous recherchons un jeune ingénieur ou gestionnaire ayant des connais-
sances en informatique.

Il sera chargé de participer à l'établissement des campagnes de gestion
pour la Direction de la Production et de l'amélioration des méthodes de
gestion utilisées.

Pour ces deux postes, nous souhaitons recruter des
Diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à SNECMA -
Département Encadrement
2, boulevard Victor - 75015 PARIS.
en précisant la référence choisie.

BERTIN & Cie

cherche pour sa Division
MECANISMES et SYSTEMES INDUSTRIELS

INGENIEUR

de CONCEPTION et de REALISATION

de Machines et Installations Industrielles
Spéciales et d'Automatisation de processus de
Production.

Très vite initié à la Gestion des Affaires, il devra
faire preuve de CREATIVITE et de REALISME,
dans le cadre d'un travail d'équipe.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée
sous réf. 887 à :



C. LEMAIGNAN
CONSULTANTS ASSOCIES
19, rue Blanche 75009 PARIS.

Bull Systèmes recherche un

INGENIEUR LOGICIEL SCIENTIFIQUE

Dans le but d'assurer le succès du produit QNAP 2,
logiciel d'aide à la modélisation des processus, et afin
d'en confirmer et d'en développer l'avance
technologique, cet ingénieur expérimenté, à fort
potentiel, montrera une réelle autonomie scientifique
et technique et aura une expérience concrète des
techniques de l'analyse numérique. La capacité de
contact à tous les niveaux constituera un atout
supplémentaire pour la réussite dans ce poste basé à
PARIS.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
en précisant la référence 103 M à

Gerard Lavergne
Cit Honeywell Bull
PC 06021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Important Groupe de Presse recherche UN JOURNALISTE

Domaine d'information à couvrir:
Les nouvelles technologies, les nouveaux composants
et les nouvelles méthodes en mécanique
et en électrotechnique.

Formation et expérience:
Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien
ayant deux ans d'expérience industrielle.
Anglais lu et parlé, Allemand souhaité.

Qualités requises:
Aptitude naturelle à écrire, bon enquêteur, esprit
de synthèse et goût pour le travail d'équipe,
grande disponibilité personnelle.
Ecrire à M. le Directeur de la Rédaction
L'USINE NOUVELLE
59, rue du Rocher, 75008 Paris

GROUPE INDUSTRIEL 2 milliards F - 8 000 pers.

LA DIVISION INFORMATIQUE
DE CE GROUPE FRANÇAIS
AUX ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES
(dont des secteurs de pointe)
recrute pour Siège PARIS (8*)

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE Ingénieur ou équiv.

POUR APPLICATION
Gestion du Personnel/Paie
dans les unités et filiales de Province avec
des implications INFORMATIQUES et
ORGANISATION.

- LA TRENTAINE avec BAC + 4.
- 3 à 5 ans d'EXPERIENCE (sinon s'abstenir)
de CHEF DE PROJET sur système IBM 43
ou équivalent dans l'INDUSTRIE (avec
unités décentralisées) ou dans une
S.S.C.I.
- Connaissance très appréciée en GESTION
DU PERSONNEL/PAIE.

POSTE ÉVOLUTIF
DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite,
C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 6027 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Formation Communication

dans le cadre de
notre Direction du Personnel et de la Communication.
Nous sommes un important groupe français d'assurances bien implanté
sur l'ensemble de l'hexagone et dont le siège social est à Paris.
Cette fonction que nous créons dans notre Direction a pour objet le développement
d'une politique de Formation et de Communication apte à favoriser la
stratégie d'évolution de l'entreprise et à motiver l'adhésion des
membres du personnel, notamment à travers l'expression des valeurs
humaines et du sens du travail. Elle nous recherche des personnes
dynamiques, capables de travailler en équipe, de gérer des projets et
d'organiser des actions éducatives. Elles auront à leur disposition les outils
modernes audiovisuels et informatiques indispensables dans le cadre
de structures décentralisées.
Progressivement il participera à une gestion active des ressources
humaines.
Une formation supérieure type psycho-sociale ou économique avec
option Relations Humaines sera appréciée. Une pratique de 2 à 5 ans
d'animation est indispensable. Mais nous serons particulièrement
exigeants sur les qualités personnelles de ce futur collaborateur en
matière de relation, de sensibilité humaine et de vision à long terme.
Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF
qui nous assurera dans cette recherche
sous la ref. 711.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris



Bankers Trust Company

CHARGÉ DE RELATIONS GRANDES ENTREPRISES

Vous avez 3 ans d'expérience d'une clientèle d'entreprises acquise au
sein de l'une des premières banques internationale française ou anglo-
saxonne.
De formation Grande Ecole (HEC, Sciences Po, ESSEC, Sup de Co Paris,
M.B.A.), vous parlez couramment anglais.
Déjà orienté vers les affaires financières internationales, vous avez
le goût de la vente et de la négociation.
Après une période de formation à NEW YORK, vous serez intégré
à l'équipe du département World Corporate de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération
actuelle à la direction du personnel Bankers Trust Company
12-14 Rond Point des Champs Elysées 75386 Paris Cedex 08.

THOMSON-CGR ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

JEUNE INGÉNIEUR MÉTHODES (ESE - ISEN ou ÉQUIVALENT)

Dans le cadre de l'activité industrialisation, il exercera un rôle d'assistance
auprès des ingénieurs de conception des produits nouveaux à
haute technicité.

Il pilotera ultérieurement la mise en fabrication rapide, en respectant
les critères de qualité, prix et délais.

Outre ses aptitudes à établir et à entretenir de bonnes relations
humaines, le candidat retenu justifiera de réelles connaissances des
moyens et procédés de fabrication électromécanique et électronique.

Adresser C.V., photo et prétentions à Yves JULIG, THOMSON-CGR -
3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Assister et contrôler nos filiales de distribution

Nous sommes une des entreprises les plus performantes de notre secteur:
les peintures bâtiment et grand public.
Depuis de nombreuses années, notre politique de diversification nous a doté
d'un appareil de distribution extrêmement performant: une quarantaine de filiales
ou succursales réalisant entre 10 et 30 millions de chiffre d'affaires chacune.
Pour assister et contrôler sur les plans financier, administratif et comptable
les plus importantes d'entre elles, nous recherchons un

Contrôleur de gestion 160/180 000 F

Le candidat que nous recherchons, titulaire du DECS, aura acquis dans un
cabinet d'expertise comptable et/ou en entreprise une bonne expérience du
contrôle de gestion et, si possible, de l'assistance et du contrôle d'un ensemble
de filiales.

Ce poste est rattaché au Directeur de la Division Filiales. Il est situé en banlieue
Nord de Paris. Il représente une réelle opportunité de carrière, la prise
en charge par le titulaire de l'ensemble du contrôle de gestion étant prévue
à terme.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre
manuscrite + C.V.) à notre Conseil sous référence 251/128.



Muthe Kernevez & Ass. scm
27, rue du Général-Foy 75008 PARIS
Frankfurt-Londres-Paris-Zürich

ingénieurs logiciel

Nous développons depuis longtemps
nos techniques dans l'électronique de
pointe et dans les Réseaux et Systèmes
de Communication sophistiqués.
L'élargissement de notre activité nous
conduit à renforcer notre potentiel en
INGÉNIEURS D'ÉTUDES
afin que nos équipes en place et celles
à venir soient mieux armées pour
concevoir et réaliser des Réseaux haute-
ment complexes de Télécommunications :

mise en œuvre de systèmes temporels,
transmission, numérisation, commutation
de paquets, informatique distribuée,
architecture à base de micro-
processeurs (familles 6805, 68000),
outils de simulation et de développe-
ment Vax 11-780.

Études de logiciels (analyse, définition,
réalisation) - simulation - intégration,
tests - essais d'ensemble - travaux en
liaison avec les autres équipes et les
services extérieurs.

Une expérience de plusieurs années,
avec pratique de la programmation
système en temps réel sur 6800/6805
est fortement souhaitée.

Nationalité française.
Postes à pourvoir en proche banlieue
Ouest.

Adresser votre C.V. sous réf. 1163-M à
I.C.A. - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris,
qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

INGÉNIEUR LOGICIEL

Vous êtes ingénieur Réseaux, ajoutez le génie
logiciel à vos compétences en entrant dans la
société qui a créé le 1^{er} outil de CAO de logi-
ciel français (SOFTPEN). Nous vous formerons
à nos méthodes de spécification et de concep-
tion structurée par objets/types abstraits pour
la réalisation de vos projets dans le domaine
des réseaux (X25, HDLC, ...).

Adresser votre candidature avec C.V.
à: I.P.I. 26, rue du Renard 75004 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ QUARTIER NATION

recherche
pour période 6 mois minimum

JEUNE STAGIAIRE CADRE

• Formation supérieure, type ENSIAA
• Ayant un ou deux ans d'expérience
Connaissances informatiques, même limitées,
appréciées.

Mission:
- Participation lancement d'applications infor-
matiques dans un établissement de production
- Etude d'organisation dans le domaine Com-
mercial

• Déplacements fréquents en province

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra
sous N° 87843

Sitintel

(GROUPE STERIA)

Société dynamique, 96 personnes, 40 % expansion, spécialisée
en téléinformatique et réseaux, recherche:

INGENIEUR SUPPORT LOGICIEL

pour suivi logiciels de ses produits en clientèle, analyse et
programmation des « relesses », utilisation télédiagnostics.

PROFIL: Ingénieur ENSI, DESS, CNAM ou Technicien d'Etude
confirmé (V-3) expérience Assemblage 2 ans minimum, connais-
sance transmissions synchrone ou X 25, goût contact clients.

Adresser C.V. à Brigitte GIBEAUX

SITINTEL

9, rue d'Arcueil - 94257 GENTILLY Cédex.

Les réseaux, c'est l'avenir.

MANAGER

Major electronic rental organisation

We are one of the largest electronics rental companies in the world with a
product range which includes general instrumentation and computers.

Due to continued growth, we will shortly be opening an office west of Paris
and are therefore looking for an experienced Manager able to motivate
and co-ordinate a team.

Fluent in French and English, you should have several years' electronics
engineering and sales experience as well as a creative approach and a
professional appreciation of the French market.

We offer an attractive package which includes a competitive salary,
bonus, company car and the unique opportunity to assume a key position
at the start of what promises to be another successful venture for our
organisation.

Please forward a copy of your curriculum vitae to N° 87835 - CONTESSÉ
PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 who will
forward.

Nous sommes une des premières sociétés de matériel de location dans le
domaine Electronique. Pour notre nouvelle agence de Paris, nous cher-
chons un MANAGER. Vous avez une expérience d'ingénieur en électro-
nique et de la vente. Nous vous offrons de nombreux avantages et la possi-
bilité d'évoluer avec la Société.

GROUPE D'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL

recherche pour sa filiale européenne à PARIS

QUANTITY SURVEYOR

BILINGUE ANGLAIS/FRANÇAIS

Il aura une expérience de 10 ans minimum dans cette spécialité qu'il aura
exercée en FRANCE et à l'ÉTRANGER.
Il sera disponible pour de fréquents déplacements en France et dans
divers pays européens.

Envoyer C.V., photo récente et prétentions à:
CHAGAL INVESTMENTS ADVISORS FRANCE
12, place Vendôme - 75001 PARIS

recruter nos ingénieurs

sema informatique conduit sa très forte expansion
grâce à l'intégration d'ingénieurs performants et de haut niveau et
recherche un spécialiste du recrutement. Intégré à la Direction
des Ressources Humaines, vous participerez à notre
développement en prenant en charge:

- les définitions de fonction avec les Directions.
- les opérations de recrutement.
- l'intégration des candidats.

Vous êtes de préférence psychologue et vous avez obligatoirement
une expérience de recrutement en milieu industriel (informatique
appréciée).

Merci d'adresser CV et prétentions à Agnès CHAUVIN, sous la
réf. 10476/M. Sema-Sélection: Centre Météo 16/18, rue Barbès
92126 MONTROUGE.

sema informatique

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE FINANCIER - BANQUE EST.
Leader du financement automobile et véhicule industriel
recherche pour sa direction financière

Deux Assistants du Directeur du Département Financier

Pour assurer la politique budgétaire et le montage d'opérations de financement en pool à Dîpôme(e) d'une grande école commerciale.
une première expérience professionnelle dans une direction financière de banque ou chez un agent de change serait appréciée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 9789, (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

INGENIEUR D'AFFAIRES INGENIERIE

Société d'ingénierie, filiale d'un puissant Groupe industriel spécialisé dans l'étude et la réalisation d'ensembles de Protection Incendie de GRANDS RISQUES INDUSTRIELS (offshore, pétrochimie, sidérurgie...) recherche dans le cadre de son développement, un INGENIEUR, de formation électro-mécanique ou instrumentation possédant une première expérience réussie de suivi de projet.
Il sera chargé, dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire, du suivi d'avant-projet et de projets sur les plans technique (conception), financier (détermination des prix) et commercial (négociation).
Déplacements de courte durée en France et à l'étranger prévus.
La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable.
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1208 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 bis, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Passer du conseil à l'entreprise

ou sortir d'une fonction administrative d'entreprise pour évoluer vers une fonction plus large et plus ouverte.
Nous sommes en effet un organisme au carrefour de l'opérationnel et du conseil.
Avec 2 000 adhérents, partenaires de la fabrication et de la distribution, nous travaillerons avec vous, mettre en place et améliorer des méthodes de gestion s'appuyant sur les moyens les plus modernes (informatiques pour une large part), après avoir harmonisé et facilité leurs échanges commerciaux.
Outre ce rôle de conseil, nous menons les études nécessaires à la résolution de problèmes nouveaux; nous aidons à mettre en place les systèmes, par l'information et la formation des utilisateurs.
Nos bureaux sont à Paris et malgré la répartition géographique de nos adhérents, les déplacements n'excèdent pas 25 à 30% du temps et sont de courte durée.
Vous avez une formation supérieure, des qualités de concepteur et de réalisateur, des talents pédagogiques et le goût de collaborer au sein d'une équipe soudée et performante.
Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'envoyer vos candidatures à Elisabeth GREFF sous réf. 710, qui vous garantira la confidentialité et vous présentera plus longuement notre structure.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

Nous sommes une P.M.E. d'un millier de personnes dans le domaine des services.
A la suite d'une reorganisation, notre directeur recherche un

Jeune financier futur n°2 Paris

Nous vous confierons la responsabilité des prévisions économiques, de la politique et des plans de financement, du contrôle budgétaire ainsi que la gestion de la trésorerie, en liaison étroite avec les banques.
Ce poste correspondrait à des jeunes professionnels de la finance, rompus aux techniques de gestion et de financement et aux relations efficaces avec les banques depuis au moins cinq années.
Une formation commerciale supérieure vous permettra de devenir rapidement le bras droit de notre directeur général.
Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo), réponse et discrétion. Merci d'adresser sous référence 312/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE BANQUE PARIS

recherche dans le cadre du développement de son
PLAN INFORMATIQUE mettant en jeu des
TECHNIQUES DIVERSES

CHEF DE PROJET EXPERIMENTE

associant une EXCELLENTE FORMATION DE BASE
(Ecole d'Ingénieurs ou Université)
à une EXPERIENCE D'ENCADREMENT DE PERSONNEL
CONFIRMÉE DANS LA CONDUITE D'IMPORTANTS PROJETS.

Possibilités d'évolution intéressantes.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, s / réf. 3767 à
INTER PA, BP 508, 75066 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

AERO SOCIÉTÉ D'ETUDES ET CONSEILS (AUTOMATION - ELECTRONIQUE RECHERCHE OPERATIONNELLE) recherche

INGENIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ECOLES

OU EQUIVALENT
(de débutant jusqu'à 5 ans d'expérience)
dans les domaines suivants :
1 - INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU
• méthodes numériques,
• modélisation mathématique,
• simulation,
• conception et réalisation de programmes.
2 - ETUDES TECHNIQUE-OPERATIONNELLES
• conception de systèmes complexes (télécom., systèmes d'armes, transport, etc.),
• traitement du signal,
• recherche opérationnelle.

Envoyer C.V. détaillé, 3 avenue de l'Opéra
75001 PARIS

QUALITES D'IMAGINATION ET DE CREATIVITE
PARTICULIEREMENT APPREIEES

Un important organisme du Secteur Social offre une réelle opportunité de carrière dans le cadre d'une large autonomie d'action à un :

JEUNE RESPONSABLE

du Centre d'Experimentation et de Recette de Systèmes d'Informatique.
ENVIRONNEMENT :
CIB 66 - DPS 8 - MINI 6 - IBM 370 - 4341 -
SERIE 1 - TRANSAC - MICRAL 80
MISSION :
- Auditer les environnements logiciels, et matériels existants (organisation, logigramme...)
- Mettre en œuvre les bancs d'essai de logiciels et matériels (traitement de tests, tests à mémoire...)
- Assister et conseiller les concepteurs de projets en proposant une normalisation et une industrialisation des applications.
- Constituer une équipe d'une douzaine de collaborateurs.
PROFIL :
- Posséder de solides connaissances techniques acquises sur un minimum de 3 ans d'expérience.
- Être vigilant sur les évolutions technologiques.
- Avoir de bonnes qualités d'animation, de rigueur et de contact.
Le salaire pour une année 225 000 F en fonction des atouts du candidat.
Nous vous remercions d'envoyer votre C.V., photo sous référence CN.0502 à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION 12, rue de Godot de Mauroy 75009 PARIS qui est chargée du recrutement.

EUROPE
INFORMATIQUE
SELECTION

YVES PRIENT S.A.

PME EN EXPANSION
50 MILLIONS DE C.A. : 100 PERSONNES

recherche

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Ce poste conviendrait à homme ou femme dynamique et jeune, titulaire du D.B.C.S. ou B.C.S., justifiant d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum.

Lieu de travail :

MARNE-LA-VALLÉE

Si la gestion analytique et la mise en place d'une organisation informatique vous attire, envoyez votre curriculum vitae et votre photo à
REGIE-PRESSE
sous réf. T 044.247 M
85 bis, rue Réaumur, 75003 Paris.



régie presse

Prospectrice téléphone

pour son service « associations classiques »

« LE MONDE »

Si le téléphone est pour vous un moyen de communication et si vous avez un réel sens commercial, nous vous offrons un travail d'équipe, un fixe + intéressement.

Vous êtes disponible immédiatement ?
Alors téléphonez-nous pour un premier rendez-vous au

233-44-21 poste 414.

Société de Services Partis de la Ville de Paris
COMPTABLE
2^e échelon, expérimenté (titulaire comptabilité, bilan, livre comptable). Envoyer sous C.V. et prétentions à
AMP sous réf. 2720/FR, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris 13^e, qui transmettra.

RECHERCHONS
MAQUETTISTE
DE PRESSE
Haute qualification pour magazine grand public. Ecrire avec C.V. et prétentions au pr. 282.130 M
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75003 PARIS. Discretion assurée.



L.E.R.S. L.E.R.S. Société de Recherche
Pharmaceutique du Groupe SYNHELABO recherche
pour son Groupe Documentation

documentaliste scientifique

• chimiste de formation supérieure (école d'ingénieurs, 2^{ème} cycle universitaire).
• connaissance de la documentation informatisée et des principaux outils documentaires utilisés en chimie (Chemical Abstracts, Beilstein, Derwent, etc.).
• expérience de la fonction de documentaliste scientifique, de préférence dans l'industrie pharmaceutique.
• bonne maîtrise de l'anglais.
Le poste est à pourvoir immédiatement.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées avec C.V. sous référence SGP, au : L.E.R.S., Direction Administrative et Technique, 58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.

Jeune cadre export

Ingénieur
Mines ou équivalent

Notre société élabore des aciers spéciaux et des super-alliages destinés aux secteurs industriels de pointe : aéronautique, aérospatiale, nucléaire, automobile, armement, construction mécanique...
Dans le cadre de notre développement, nous désirons intégrer un jeune cadre export.

A ce jeune ingénieur, de formation Ecole des Mines ou équivalent, nous confierons dans un premier temps le développement de nos affaires dans un certain nombre de pays étrangers. Par la suite, une évolution vers des responsabilités élargies pourront lui être offertes.

Vous avez une première expérience dans le secteur industriel (de préférence mécanique ou métallurgique). Vous parlez parfaitement l'anglais et une autre langue.

Homme de contact au sens commercial développé, vous désirez faire valoir vos qualités et votre potentiel dans une société dynamique et performante aux structures légères.

Le poste est à pourvoir à Paris.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2813/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Editeur parascolaire

L'édition de livres ou de presse, c'est votre métier depuis au moins 3 ans. Les aspects techniques du livre vous les maîtrisez suffisamment maintenant, ils sont même le tronc de votre créativité. Votre formation de base est scientifique (mathématiques, physique, chimie, sciences de la nature, économie), elle fait partie de votre « mode de fonctionnement ». Vous vous sentez concerné par les questions d'éducation et d'enseignement ?

Alors, rejoignez l'équipe parascolaire, d'HACHETTE, leader d'un marché en pleine expansion. Vous assisterez le responsable dans toutes ses tâches et l'aideriez à concevoir de nouvelles collections, particulièrement dans les domaines scientifiques. Il attend de vous des idées et les compétences pour les mettre en forme.

Ecrivez-nous au Service
Gestion des Cadres,
12 rue François 1^{er}, 75008 Paris,
sous référence 338.



HACHETTE

IMPORTATEUR CONSERVES
ALIMENTAIRES marques exclusives
rech. en vue développement
commercial clientèle France

ATTACHE (E) DIRECTION

CADRE, FORT VENDEUR,
30 ans minimum, connaissance
indispensable grande distribu-
tion, centrales, hyper, capable
gérer et promouvoir réseau
V.P.P. Sans organisation, com-
mandement nécessaire. Poste
d'avenir. Salaire minimum
100.000/an + 5% + voiture.
Paris Sud. Pour rendez-vous,
sél. au (1) 678-83-80.

GRUPE BANCAIRE ANALYSTES- PROGRAMMEURS

BURROUGHS MEDIUM 4000
GEMCOS - TELETRAITEMENT

INGENIEURS

SPECIALISTES APL

HOMME SYSTEME

IBM-VS/CMS-DOS/VSE
INFORMATIS SELECTION
26, r. Daubenton-1^{er}, 337-89-22.

GRUPE DE CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE POUR SON SERVICE PARTICIPANTS ACTIFS

RECHERCHE 1 ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

position cadre.
Expér. administrative supér.
Connaissance informatique
souhaitée. Ecrire avec C.V. et
prétentions à pr. 2755 AMEP
P.A., 37, rue du Général-Foy,
75008 PARIS.

secrétaires secrétaires

Important HOLDING de la branche
AUTOMOBILE
recherche :

DEUX ASSISTANTES DE DIRECTION TRILINGUES

• ANGLAIS-ALLEMAND
• ANGLAIS-ESPAGNOL
POUR SECONDER LE P.D.G. et le D.G.
- Formation Universitaire, Sciences-Po,
Sciences-Eco + Secrétariat Direction.
- Excellente présentation, bonne disponibilité
car déplacements fréquents.
- Attrait pour la branche automobile très
souhaité.
• Postes basés sur la côte
OUEST-ATLANTIQUE.
• Rémunération attractive pour candidates de
valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé photo
et prétentions sous réf. 11421 à

PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.
Réponses et discrétion assurées.

OFFRE de la Ville de PARISIN

Une secrétaire dactylographe

qualifiée.
Adresser candidature avec cur-
riculum vitae à : Monsieur le
Président de l'Office d'H.I.M.,
8, avenue du 8-Mai-1945,
93500 PANTIN.

ASSOCIATION LINGUISTIQUE PARIS

recherche

SECRÉTAIRE

BILINGUE ALLEMANDE

Parlant parfaitement français
20 à 30 h. par semaine.
Prétres étudiants. 723-57-22.

URGENT, pour remplacement
3 mois minimum

SECRÉTAIRE- COMPTABLE

Connaissances approfondies en
gestion personnel, services so-
ciaux, déclarations sociales,
réduction et frappe de contrat
d'embauche.
Connaissances du plan compte-
ble révisé.
Ecr. as n° 59.897 HAVAS
CONTACT, 1, place du Palais-
Royal, 75001 PARIS qui transmettra.

Les Jeux olympiques et l'argent

La manne de la télévision

« Une ère nouvelle s'ouvre pour le mouvement olympique, grâce aux droits de télévision. A l'avenir, organiser les Jeux ne sera plus un problème financier. » Ancien ambassadeur d'Espagne à Moscou, M. Juan Antonio Samaranch n'a pas tourné le dos aux réalités politiques et économiques en devenant président du CIO (Comité international olympique). Depuis les manifestations de Mexico en 1968, le drame de Munich en 1972 et le boycottage partiel des Jeux de Montréal, en 1976, et de ceux de Moscou, en 1980, il n'ignore pas que la trêve n'est plus une donnée de l'olympisme moderne.

Son optimisme repose sur le sentiment d'avoir écarté l'autre menace qui pesait sur l'avenir des Jeux, les coûts d'organisation. Après l'escalade constatée dans ce domaine, de Mexico à Montréal, puis à Moscou, certains avaient prédit pour les Jeux une fin comparable à celle des dynasties, victimes de leur gigantisme. Qui, en dehors des superpuissances, pourrait prendre la suite ? Les candidats de Moscou, en 1980, et de Los Angeles, en 1984, semblaient donner raison aux pessimistes.

Les surenchères entre les chaînes de télévision américaines pour obtenir l'exclusivité des droits de retransmission ont bouleversé ces données et, peut-être, sauvé l'olympisme. Depuis Innsbruck, en 1976, les droits de retransmission des Jeux d'hiver sont passés de 11,6 millions de dollars à 207 millions à Lake Placid, en 1980, et à 102,4 millions (870 millions de francs) à Sarajevo. Une augmentation de 881 % en huit ans. Dans le même temps, l'initiation pour les Jeux d'été a atteint 807 % : 34 millions de dollars à Montréal, 57,9 millions à Moscou et 281,5 millions (2,4 milliards de francs) à Los Angeles. A ce taux de croissance, les droits de retransmission pour les Jeux d'été de 1992 devraient dépasser les 2 milliards de dollars.

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux, ceux de Los Angeles ont pu ainsi être entièrement autofinancés. Le LAOOC (Comité d'organisation des Jeux de la vingtième olympiade à Los Angeles), une association privée à but non lucratif, n'a reçu aucun subside du gouvernement fédéral ou de celui de l'Etat de Californie. Un amendement à la charte de la ville a même été voté pour interdire à la municipalité de consacrer aux Jeux des dépenses qui ne seraient pas remboursées par le LAOOC.

Les droits de retransmission, les contrats passés avec des commanditaires et la vente des billets étaient donc les seules ressources du LAOOC pour boucler un budget compris entre 450 et 500 millions de

dollars. La vente des billets ne devrait pas dépasser 90 à 100 millions de dollars. Le LAOOC a négocié pour 125 millions de dollars de contrats avec une cinquantaine de commanditaires. Certains ont même pris à leur charge la construction d'installations olympiques comme la piscine, financée par McDonald's, ou le vélodrome par la Southland Corporation. Ces installations devront toutefois rester vierges de toute publicité. « C'est un sacrifice financier important que nous faisons en refusant les panneaux publicitaires », dit M. Samaranch, mais nous croyons que l'histoire et le prestige du CIO nous obligent à y renoncer. »

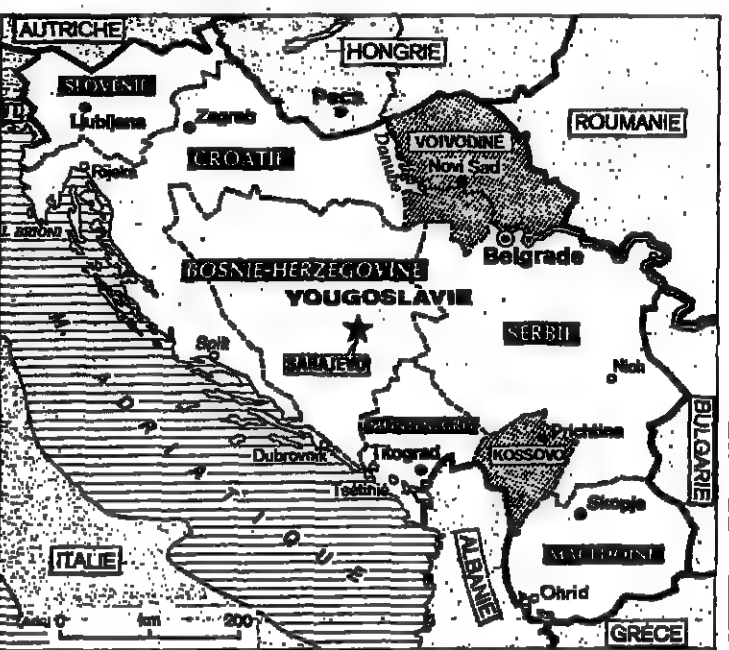
Exclusivité pour ABC

Cette absence de publicité sur les sites olympiques fait l'affaire des chaînes de télévision américaines, habituées à « acheter » un évé-

nement sportif (soixante-trois heures trente au total), le même spot de trente secondes coûtera 260 000 dollars (2 210 000 francs). Ces coûts sont bien sûr très supérieurs pour Los Angeles.

Grâce au pactole des droits de télévision, qui représenteront près de 60 % des recettes à Los Angeles, d'autres organisateurs pourront envisager de suivre l'exemple du LAOOC. Ainsi le jour même où il signait pour 1988 un contrat d'exclusivité de 309 millions de dollars (2 626 millions de francs) avec ABC, le comité d'organisation des Jeux d'hiver de Calgary a refusé, le 25 janvier, une participation de 200 millions de dollars du gouvernement canadien parce qu'il jugeait certaines dispositions trop contra-

intes. Le système de répartition des recettes des Jeux olympiques fait, actuellement, la part belle aux comités organisateurs, qui perçoivent le produit de la vente des billets



ment pour revendre, de leur côté, des « espaces publicitaires » à leurs annonceurs devant les retransmissions. Sans attendre le contrat record de 2 milliards de dollars pour cinq ans (de 1983 à 1988), signé par CBS avec la Ligue nationale de football américain, ABC s'est assuré l'exclusivité, pour les Etats-Unis, des droits de retransmission des Jeux de Sarajevo pour 90 millions de dollars (765 millions de francs) et de Los Angeles pour 225 millions de dollars (1 912 millions de francs). Pendant toute la durée des Jeux de Sarajevo, le coût moyen d'un espace publicitaire de trente secondes sur ABC sera de 185 000 dollars (1 572 500 francs). En revanche, au cours des retrans-

missions, les commanditaires et la majeure partie des droits de télévision. Sur ces 281,5 millions de dollars de droits perçus pour Los Angeles, 135 sont consacrés aux frais techniques (installations pour la presse et prise en charge par ABC de tous les moyens de production nécessaires à l'ensemble des radios et télédiffuseurs). Les deux tiers des 148,5 millions de droits proprement dits reviennent au LAOOC (98,5 millions). Deux prélèvements de 10 % sont effectués sur le tiers restant (49,7 millions) pour prendre en charge les frais de déplacement et de séjour des mille six cents juges et arbitres d'une part, des athlètes et des dirigeants des pays les plus défavorisés d'autre part (six athlètes et deux dirigeants au maximum par pays). Le solde (39,8 millions) est divisé en trois parts égales pour le CIO, les fédérations sportives internationales et le fond de soutien des comités olympiques nationaux.

Bonne fée ou ogre ?

Avec la télévision, le CIO semble avoir trouvé sa bonne fée. Mais cette dernière ne se transforme-t-elle pas en ogre en devenant le principal financier des Jeux ? En signant un contrat d'exclusivité avec Wimbledon, NBC fait peu de cas d'une tradition, vieille de plus d'un siècle, en exigeant que la finale soit jouée le dimanche. Le plus bel exemple de soumission aux « impératifs » de la télévision est, cependant, celui de la prochaine Coupe du monde de football. En 1982, en Espagne, les droits de retransmission avaient représenté un peu plus du tiers des recettes avec 39 millions de francs suisses (150 millions de francs). La vente des billets s'était élevée à 40 millions, et les contrats publicitaires à 36 millions.

Pour négocier au meilleur prix les droits de retransmission de 1986, en permettant aux téléspectateurs européens de suivre, tous les soirs, les matches en direct, la Fédération internationale de football a décidé de programmer toutes les rencontres en fin de matinée au Mexique (11 heures ou 12 heures). Au mépris des spectateurs et surtout des joueurs, qui devront évoluer au mois de juin dans une atmosphère raréfiée, à plus de 2 000 mètres, au plus fort de la chaleur...

Si, demain, les droits de retransmission pour les Jeux dépassent le milliard de dollars, la télévision - surtout américaine - ne sera-t-elle pas tentée, au nom des sacro-saints indices d'écoute, d'intervenir directement dans le contenu des programmes ? De donner la préférence à des activités sportives en musique, comme la gymnastique rythmique et sportive ou la natation synchronisée, appréciées comme des spectacles par un large public, et de réduire la place accordée à des sports traditionnels, mais peu télévisuels, comme l'aviron ou l'haltérophilie ? Enfin, ne sera-t-elle pas au droit d'exiger la présence des meilleurs professionnels jusqu'ici écartés des Jeux en basket-ball, en football ou en tennis ?

« Obligation morale »

« Cette escalade des droits de télévision, même si elle n'est pas de notre fait, mais de celui des télévisions américaines, nous satisfait et nous préoccupe, reconnaît M. Samaranch. Nous sommes conscients que cela pourrait devenir un danger pour notre indépendance. Nous avons déjà accepté d'étendre les Jeux sur trois week-ends au lieu de deux, mais le CIO veillera toujours à rester maître du contenu sportif des programmes. » Pour diversifier ses sources de revenus et mieux préserver son indépendance, le CIO va lancer, dans les prochains mois, un programme de commercialisation des emblèmes olympiques.

Les surenchères entre Américains posent aussi des problèmes aux

autres télévisions, qui sont loin de disposer des mêmes ressources. Après d'interminables négociations, l'UER (Union européenne de radio-télévision), qui regroupe cinquante-deux pays, principalement d'Europe occidentale et d'Afrique du Nord, n'a pu obtenir des droits de retransmission inférieurs à 19,8 millions de dollars (168 millions de francs) pour Los Angeles, et à 4,1 millions de dollars (35 millions de francs) pour Sarajevo. Chaque pays payant sa part de droits au prorata du nombre de récepteurs en service, la France devra acquitter 17,85 millions de francs.

Avec les 12 millions de francs de frais techniques liés aux retransmissions du championnat d'Europe des nations en football, TF1 et Antenne 2 devront faire face, en 1984, à des dépenses exceptionnelles estimées à 23 millions de francs par chaîne pour la couverture de ces événements sportifs. Antenne 2 proposera pour Sarajevo trente-huit heures de programme sur la plupart des disciplines. TF1 ne diffusera en direct que du ski alpin, (avec les commentaires de Jean-Claude Killy), du hockey sur glace et du patinage artistique, mais fera, tous les soirs, un résumé d'un quart d'heure avant le journal télévisé.

Pour Los Angeles, Antenne 2 ouvrira son antenne toutes les nuits pour des directs à partir de 1 heure du matin. Entre 8 heures et 9 heures, elle proposera un résumé des épreuves non diffusées en direct, puis, tous les après-midi, un montage de deux à trois heures sur les meilleurs moments de la nuit précé-

dente. Près de cent trente heures de programme au total. TF1 se contentera de cinq nuits de direct mais présentera un résumé quotidien entre midi et 13 heures. Au total quarante-cinq heures de programmes consacrées aux Jeux.

Quels indices d'écoute (1) les chaînes françaises peuvent-elles espérer ? Pour les Jeux olympiques de Moscou, diffusés à des horaires plus favorables, les indices moyens d'écoute avaient été de 3,7 % l'après-midi, de 3,6 % pour l'avant-soirée et de 1,4 % en soirée. Très loin des 70 % de France-RFA en demi-finale de la Coupe du monde de football, des 30 % à 40 % enregistrés pour les coupes d'Europe de football, des 28 % de la finale de Roland-Garros entre Noah et Wilander ou des 17 % à 20 % d'un match du Tournoi des cinq nations en rugby.

La retransmission des Jeux olympiques n'est-elle, dans ces conditions, qu'une opération de prestige pour les chaînes françaises ? « Je dirai plutôt que c'est une obligation morale », répond Joseph Choupin, secrétaire général du service des sports d'Antenne 2. Si la France veut poser sa candidature aux Jeux de 1992, nous ne pouvons pas laisser dans l'ombre ceux de Los Angeles. »

GÉRARD ALBOUY.

(1) 1 % d'indices d'écoute représente 394 000 téléspectateurs. Ces indices doivent être un peu majorés pour les émissions sportives, car ils ne prennent pas en compte les moins de seize ans.

LES SIX JOURS DE PARIS

Une épreuve découpée en tranches

Par le passé, les concurrents des Six Jours disputaient une épreuve d'endurance de cent quarante-quatre heures, qui leur permettait de couvrir 4 000 kilomètres environ, c'est-à-dire approximativement la même distance que les routiers du Tour de France. Aujourd'hui, les hommes en piste au Palais omnisport de Bercy parcourent environ 250 kilomètres par soirée, et la course est découpée en tranches, ce qui n'est pas forcément la meilleure manière de relancer l'intérêt. On aimerait qu'elle ait davantage de continuité et que les chasses se prolongent au gré des acteurs, au lieu d'être systématiquement limitées à cinquante minutes.

Les Six Jours, désormais, sont programmés, et les spectateurs qui s'installent sur les gradins en fin d'après-midi savent qu'il n'y aura pas de surprise. L'horaire est rigoureux : 18 h 15, début de la compétition réservée aux amateurs ; 20 heures, les professionnels entrent en scène pour disputer une série de sprints ; 20 h 30, chasse de cinquante minutes ; 21 h 30, attribution des primes ; 22 heures, nouvelle série de sprints ; 22 h 10, deuxième

chasse ; 23 heures, remise des maillots jaunes aux vainqueurs de l'étape. Puis on repart pour les deux dernières chasses de la nuit et, à 1 h 40, tout le monde va se coucher.

Faut-il préciser que le classement s'effectue à la distance ? Les chasses fournissent aux équipes la possibilité de se doubler, et les sprints attribuent des points qui départagent les formations se trouvant dans le même tour.

Lundi, la course s'est animée sous l'impulsion de Dill Bundi, de Moser, de Bondue, de Frank et de Vallet. Ces deux derniers ont repris le commandement qu'occupaient Bondue-Braun la veille. On peut voir dans ce résultat provisoire la confirmation des progrès réalisés par Bernard Vallet dans une discipline dont il découvre peu à peu les subtilités. Il vient de devenir l'un de nos pistards les plus talentueux.


JACQUES AUGENDRE.

Tout antidopage positif pour Fabienne Serrat et Perrine Pelen

Perrine Pelen et Fabienne Serrat, deux des skieuses françaises sélectionnées pour les Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo, ont subi un contrôle antidopage qui s'est révélé positif, dimanche 29 janvier, lors du slalom géant de Saint-Gervais. Toutefois, ce contrôle effectué sur la demande du ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports et du Comité national olympique français (CNOSF) uniquement sur les sélectionnées françaises, c'est-à-dire hors du cadre réglementaire de la Fédération internationale de ski, ne remet pas en cause leur participation aux Jeux.

« Nous savions que Perrine et Fabienne soignaient un début de grippe », a indiqué à Sarajevo, M. Georges Coquillard, le président du comité alpin de la Fédération française de ski. Un deuxième test effectué quelques jours plus tard à Paris à partir d'un nouveau prélèvement s'est révélé négatif.

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI SEDUIT CEUX QUI ONT UN APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

GOLDEN

N°2 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goulons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

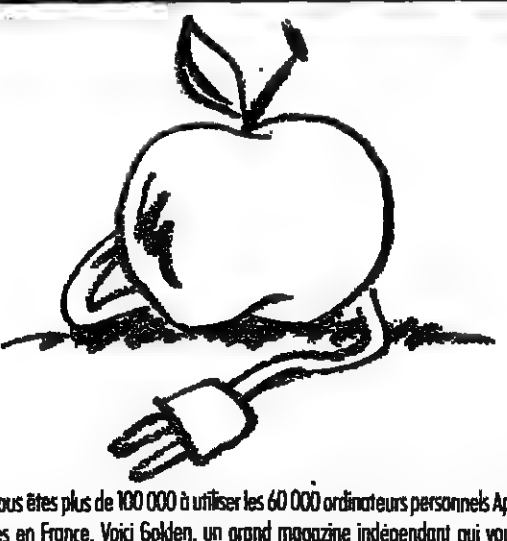
OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC
Pose et dépl. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT
3 mois

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI DONNE DU JUS A VOTRE APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

GOLDEN

N°2 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

C.E.E

Bonnes paroles
De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Delors a indiqué, lundi, à ses collègues des Dix comment il voyait l'organisation du travail du conseil des ministres des finances durant le semestre de la présidence française. Trois thèmes principaux : l'examen régulier de la situation économique dans la Communauté ; l'« approfondissement » de cette dernière ; les actions internationales à mener durant une période lourde en rencontres. L'approfondissement de la Communauté comporte trois rubriques :

— Les politiques nouvelles industrielles et techniques, avec, corollaire obligé, le renforcement du marché intérieur ;

— Les progrès de l'intégration financière (ce que la Commission appelle la création d'un espace financier européen) ;

— Le renforcement de la coopération monétaire et des opérations empruntées par la CEE (la Communauté emprunte sur le marché international et prête aux entreprises pour les inciter à investir).

Premiers travaux pratiques : un coup d'œil sur la conjoncture. Les commentaires sont à l'optimisme. La croissance aux Etats-Unis a été plus forte que prévu et s'est propagée dans la Communauté, où elle pourrait atteindre, en 1984, 2 % au lieu des 0,5 % envisagés initialement. La vigueur de la reprise varie d'un pays à l'autre, mais ce n'est pas sans avantage puisque M. Delors a évoqué « l'asymétrie fructueuse des conjonctures ». Au chapitre des préoccupations, la forte oscillation du dollar, le niveau élevé des taux d'intérêt réels (4 % dans la CEE, 7 % aux Etats-Unis), qui pèsent sur

la capacité d'investir des entreprises, le chômage. Les Dix, qui ont préparé la conférence spéciale que l'OCDE va tenir sur ce thème, devraient engager, a expliqué M. Delors, une réflexion sur les relations entre l'investissement et l'emploi.

Blocage

Bref, les ministres des finances ont été studieux, apparemment plus occupés que leurs collègues de l'agriculture, qui siégeaient dans une salle voisine. Comme eux cependant, ils étudiaient mais ne négociaient pas. D'entrée de jeu, M. Delors leur a rappelé le partage des tâches : la négociation européenne en cours, dont dépend l'avenir de la Communauté, c'est l'affaire du président de la République ; les contacts bilatéraux, accessoirement des ministres des affaires étrangères.

En attendant, toute décision, même modeste, est bloquée. On a pu encore le vérifier ce lundi. La proposition de la Commission visant à accorder à titre expérimental une aide financière aux PME investissant dans les technologies nouvelles a été écartée. Les Allemands, les Britanniques, n'en voulaient pas. Les Néerlandais, les Danois et les Belges étaient sceptiques. Les crédits proposés pour l'opération étaient pourtant peu élevés : 100 millions d'ECU, soit à peine 700 millions de francs. Le dossier sera repris lors d'une prochaine session.

Scepticisme et absence de moyens, telle est l'unique réalité de la Communauté d'aujourd'hui.

PHILIPPE LEMAITRE.

Attentisme
De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est d'une manière extrêmement prudente que les ministres de l'agriculture des Dix ont abordé, lundi, les deux grands dossiers de l'année : les ajustements de prix et la réforme de la politique agricole commune (PAC). Leur souci est de ne pas interférer dans la négociation européenne d'ensemble, de ne pas gêner, comme on l'admet du côté français, les contacts bilatéraux qu'entreprend actuellement le président de la République. On évite donc soigneusement les commentaires tranchés, y compris à l'égard des propositions de prix de la Commission de Bruxelles (+ 0,8 % en moyenne en ECU), dont on sait pourtant qu'elles sont considérées comme tout à fait insuffisantes par la quasi-totalité des délégations.

Il faut être réaliste. On ne pourra avoir de solution sur les prix

que lorsque les problèmes que pose la réforme de la PAC seront réglés. Jusqu'à là, on ne peut faire qu'un travail technique et limité », a déclaré M. Souchon, le secrétaire d'Etat français à l'agriculture, ajoutant : « Personne n'emploie des termes qui rendraient le rapprochement d'un compromis d'ensemble plus difficile. Il n'y a pas de délégations qui veulent aller au blocage, même si c'est clair que l'on s'engage dans quelque chose qui sera long et difficile ».

M. Rocard, évoquant l'impressionnante complicité du dossier laitier, qui a été abordé par les ministres, constate : « Il nous faudrait cinquante à soixante heures de négociation pour complètement le débroussailler. Le conseil des ministres de l'agriculture est en attente. Il étudie ; il ne négocie pas ».

AGRICULTURE

7 000 MANIFESTANTS A GUÉRET (CREUSE)

Défense et illustration
des vaches allaitantes

De notre correspondant

Guéret. — La ville de Guéret demeure un symbole pour le monde de l'élevage bovin. Elle a été, le lundi 6 février, le théâtre d'une nouvelle manifestation des éleveurs en colère. Cette fois, le cercle s'était élargi à la zone dite de Moulins, c'est-à-dire le pays du troupeau allaitant, où les vaches sont nourries directement par leur mère. Quelque 7 000 éleveurs des quinze départements de ladite région se sont ainsi retrouvés au chef-lieu de la Creuse à l'appel de leurs organisations syndicales.

Président de la FDSEA de la Creuse, M. Roger Mazure a lancé un appel à une action unitaire pour obtenir pour les productions bovines des prix attractifs.

M. Thomazou, président du CDJA, a dénoncé le « millésime 1984 », qui, pour le revenu agricole, sera « détestable » après dix ans de dégradation. Il a demandé la mise en place d'un plan de sauvetage. Pour le président du Groupe de coordination de la zone allaitante des régions Limousin-Charente, M. Paul Rethy, « les pouvoirs publics doivent être conscients que la vache allaitante est le dernier rempart contre la friche et le désert rural ». Propos confortés par ceux de M. Alexandre, président d'une section spécialisée de la Fédération nationale bovine, qui demande aux pouvoirs publics de ne pas laisser périr l'élevage des races à viande limousine et charolaise. « Les meilleures du monde », alors que l'herbe est 100 % fran-

çaise et ne coûte rien à M. Delors... »

De son côté, le président de l'Institut technique de l'élevage bovin, M. Collaudin, a souligné que l'intervention permanente (mécanisme de soutien des cours), acquise il y a dix ans, était sans cesse rognée, au point de devenir inexistante et par là même inefficace.

Dernier intervenant, M. Marcel Brunel, président de la Fédération nationale bovine et de l'Office de la viande, a insisté sur le rôle social de l'élevage du troupeau allaitant, qui, bien que lanternne rouge du revenu agricole, maintient la vie dans toute cette zone défavorisée du centre de la France. Une occasion pour lui, après avoir fait le point sur la dégradation des marchés de toutes les viandes, de souligner avec force : « Nous ne sommes pas des péquenois, mais des travailleurs ».

Il a annoncé la mise en place dès jeudi 9 février d'une véritable cellule de crise, d'étude et de proposition pour un plan ORSEC de l'élevage. Une délégation de manifestants a été ensuite reçue par M. Ducret, préfet, commissaire de la République de la Creuse.

Pendant ce temps, les éleveurs ont occupé les rues de la ville. Devant l'hôtel de ville de Guéret, sous les hourras et les huées, une effigie de M. Thatcher a été livrée aux flammes.

Des incidents ont marqué la dissolution de la manifestation. Trois personnes ont été blessées par des coups de matraque.

EDMOND CASSIUS.

ÉTRANGER

UNE PREMIÈRE EN ITALIE

Les salariés de la sidérurgie
pourront partir en préretraite à cinquante ans

De notre correspondant

Rome. — Le ministre italien du travail, M. Gianni de Michelis, socialiste, a annoncé le 4 février la mise en œuvre de mesures permettant le départ en préretraite à cinquante ans des salariés de la sidérurgie. Colles-ci, demandées depuis plusieurs mois par les syndicats, touchent 19 800 personnes de la sidérurgie publique.

Jusqu'ici, une loi votée en 1981 ne prévoyait la possibilité d'une retraite anticipée qu'à partir de cinquante-cinq ans (cinquante ans pour les femmes) pour les travailleurs des secteurs ou des entreprises « en crise ». L'Etat pressait à sa charge les cinq années manquantes de cotisations, mais le salarié devait en tout cas justifier de trente-cinq années de versement pour obtenir la totalité d'une retraite correspondant à 80 % du montant des derniers salaires. Les détails de ces nouvelles mesures exclusivement destinées aux salariés du secteur sidérurgique n'ont pas été rendus publiques. L'Etat prendra-t-il en charge les dix années de cotisations manquantes ? Dans le cas contraire, cela impliquerait une diminution de 10 % du montant de la retraite pour les salariés concernés.

C'est en tout cas la première fois en Italie qu'un gouvernement rend possible et incite à un départ en préretraite à cinquante ans. L'ampleur des restructurations imposées à la sidérurgie italienne par des réductions de capacité de 5,8 millions de tonnes (3,8 millions pour le secteur public, 2 millions pour le privé), décidées à Bruxelles, explique le recours à une telle procédure.

D'ici à 1986, l'ensemble du groupe Finisider — la société financière par-étatique dépendant de l'IRI contrôlant l'ensemble de la sidérurgie publique italienne — doit faire disparaître 26 500 emplois (23 000 dans la sidérurgie proprement dite, 3 500 dans les activités annexes). Ceux-ci s'ajoutent aux 16 000, ces deux dernières années, ont été supprimés par le blocage du « turn-over », divers départs

en retraite anticipée à cinquante-cinq ans et grâce à des primes de départ discutées entre le salarié et la direction de son entreprise, dont le montant pouvait osciller entre 4 millions et 20 millions de lire (20 000 à 100 000 F). Actuellement, Finisider emploie 95 114 personnes. En 1986, les effectifs devront être réduits à 72 113. La direction du holding par-étatique a, d'ores et déjà, présenté aux syndicats la réduction de main-d'œuvre prévue pour chacun des secteurs et des sociétés du groupe : 12 500 emplois en moins pour Isider (laminés plats), 1 600 pour Dalmis (tubes), 2 800 pour les aciéries de Terni (produits plats inoxydables), 2 000 pour Piombino (produits longs), 4 000 dans les diverses entreprises spécialisées dans la production d'aciers spéciaux.

Les quelque 3 200 salariés qui ne bénéficieront pas de la retraite anticipée devront être « suspendus » et payés par la « cassa d'integrazione straordinaria », comme il est de règle dans les « secteurs en crise ». Dans un tel cas, le montant des cotisations des entreprises est de 7 %, au lieu de 25 %, et le reste du salaire est payé par l'Etat. L'employé touchera 80 % de ses rémunérations jusqu'à un maximum fixé à 840 000 lire par mois, brut (4 200 F). Le travailleur reste juridiquement dépendant de son entreprise qui, entre temps, ne peut pas effectuer d'embauche. Le défilé maximal est fixé théoriquement à trois ans.

Finisider n'a pas encore précisé comment seront exactement réparties les diminutions d'emplois au sein des diverses sociétés et quels seront les centres sidérurgiques fermés ou complètement restructurés, afin d'être réutilisés pour des activités sidérurgiques non soustraites aux limitations de Bruxelles.

Si la FLM — la Fédération unitaire des métallurgistes — accepte les sacrifices imposés par la CEE,

elle n'en met pas moins en cause la logique suivie par Finisider dans leur mise en œuvre. « Il est absurde de fixer a priori des chiffres de suppression d'emplois sans d'abord avoir concrètement défini la carte des restructurations, des reconversions et des fermetures d'usines », affirme M. Massimo Lorenzato, l'un des responsables du syndicat. Il souligne que, sur les 23 000 suppressions d'emplois annoncées, plus de la moitié sont seulement justifiées par Finisider au nom d'une « récupération de productivité », dont la FLM conteste en partie la réalité pour dénoncer l'absence d'une véritable politique globale de la sidérurgie aussi bien pour le secteur public que pour le privé.

Sur le plan de l'emploi et de l'éventuelle fermeture de centres sidérurgiques, le principal enjeu concerne l'Italider, l'établissement de Taranto qui, à lui seul, fournit plus de 50 % de l'ensemble des produits plats de Finisider, restera en fonction. Le centre sidérurgique de Bagnoli, une aciérie construite il y a soixante-trois ans et complètement modernisée depuis deux ans — un nouveau train de laminés et deux systèmes de coulée continue, — grâce à 800 milliards de lire de crédits (4 milliards de francs), en majeure partie fournis par les fonds spéciaux de la Communauté, est, pour sa part, en quelque sorte intouchable.

Il représente en effet avec Alfaud la seule grande industrie de Naples, une ville de deux millions d'habitants, qui, avec 200 000 chômeurs et autant de travailleurs au noir, reste le principal point chaud de l'emploi en Italie.

L'aciérie de Cornigliano, près de Gênes, sera donc très probablement le centre sidérurgique sacrifié par l'Italider. Cette dernière a d'ores et déjà rendu public un projet prévoyant sa revente à des entrepreneurs privés — dont la société Falck — ainsi que sa complète reconver-

sion dans la fabrication de produits sidérurgiques semi-finis.

La répartition des réductions de capacité productive est d'autant plus difficile et douloureuse que les centres concernés sont déformés dans leur quasi-totalité très modernes. Si la situation financière de Finisider reste très difficile — en 1983, les pertes de cette société s'élevaient à 1 683 milliards de lire, soit 8,5 milliards de francs —, celles-ci sont dues pour plus de la moitié aux remboursements d'intérêts.

MARC SEMO.

« Vingt et un mille suppressions d'emplois dans la sidérurgie allemande. » Après M. Lambardt, ministre de l'économie de la RFA, qui avait annoncé le chiffre de vingt et un mille suppressions d'emplois dans la sidérurgie ouest-allemande, M. Rohwedder, président de Hoechst, le quatrième producteur, le confirme. Il demande, en outre, à son gouvernement d'être plus exigeant dans les négociations européennes sur le respect des suppressions des subventions publiques dans les autres pays de la CEE. — (AFP.)

AFFAIRES

LE GROUPE OUEST-ALLEMAND HOECHST VEUT
ACHETER DE L'AMMONIAC
AU KOWEÏT

Le groupe ouest-allemand Hoechst, numéro un mondial de la chimie (112 milliards de francs de chiffre d'affaires), se propose d'acheter de l'ammoniac au Koweït, mais aussi écouler une partie de la production de ce pays à travers son propre réseau international. Deux lettres d'intention viennent d'être signées entre les dirigeants de la firme de Frankfurt et la Petrochemical Industries Company. Aucune indication n'a été fournie sur les quantités fournies.

Le Koweït est devenu, depuis peu, le principal fournisseur de Hoechst à 24,5 %, et le prix de l'ammoniac produit dans le golfe Persique à partir d'un gaz bon marché est inférieur d'environ 50 % à celui fabriqué en Europe. S'il se concrétise, cet accord pourrait amener Hoechst à fermer ses propres installations d'une capacité de 133 000 tonnes et celles de sa filiale à 67 % Ruhrchemie AG (130 000 tonnes). Ce serait un mauvais coup pour l'industrie européenne de l'ammoniac, en pleine crise, mais, au-delà, pour le secteur des engrais azotés, malmené par la concurrence, notamment néerlandaise.

Hoechst n'est qu'un petit producteur d'engrais pour devenir — l'hypothèse n'est pas exclue — fournisseur d'ammoniac de BASF, un géant dans la fabrication des fertilisants. Cette politique d'approvisionnement au moindre coût risque de faire des émules. Le groupe britannique ICI, gros producteur d'engrais également, chercherait ainsi un fournisseur d'ammoniac au Proche-Orient. — A.D.

PHILIPS
PRENDRA LA GESTION
DE GRUNDIG
LE 1^{er} AVRIL 1984

Le groupe néerlandais Philips obtiendra le 1^{er} avril, au terme de complexes opérations financières, la gestion de l'entreprise ouest-allemande d'électronique grand public Grundig.

Philips, qui détient 24,5 % du capital de Grundig, portera sa participation à 31,6 %. Mais, dans le même temps, un groupe bancaire à majorité ouest-allemande et comprenant notamment la Dresdner Bank prendra 28 % du capital. Puis les banques acquerront des actions sans droit de vote pour 250 millions de deutschemarks, reconvertis ensuite en actions normales pour 100 millions de deutschemarks.

Au terme de ces opérations, les banques détiendront 27,5 % de Grundig, et Philips 22,9 %. Mais, par accord des actionnaires (qui détiennent 50,4 % de Grundig), le groupe néerlandais aura la gestion de l'entreprise allemande.

L'office ouest-allemand des cartels, qui doit donner son aval à cette prise de contrôle, ne devrait pas s'y opposer, selon les industriels, contrairement à ce qu'il avait fait pour la proposition du groupe français Thomson de prendre 75,5 % de Grundig à l'automne dernier.

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST - CEDEAO
PROJET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTELCOM I (PHASE B)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le secrétariat exécutif de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest lance un appel d'offres international, le 31 janvier 1984, pour la réalisation du projet de télécommunications régionales, INTELCOM I - Phase B, pour lequel un accord de financement a été signé avec la Banque européenne d'investissement. Le projet comprend la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements pour deux liaisons par faisceaux hertziens, réparties comme suit :

Lot n° 1 : Liaison Kaolack (Sénégal) - Banjul (Gambie) - Cacheu (Guinée-Bissau).

Lot n° 2 : Liaison Tambacounda (Sénégal) - Mali (Guinée).

Cet appel d'offres est ouvert aux mêmes conditions à toutes les entreprises (personne physique ou morale) ressortissant des pays membres de la Communauté économique européenne (CEE), et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lomé II.

Les dossiers complets sont disponibles en français et en anglais pour le lot 1 et seulement en français pour le lot 2, et peuvent être acquis ou consultés aux adresses suivantes :

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF DE LA CEDEAO

(Département des transports, télécommunications et énergie)
6, King George V Road, Lagos, Nigéria, Télax : 22633 Ecowas NG.

FONDS DE LA CEDEAO

Avenue du 24-janvier, face Centre culturel français
Lomé, Togo, Télax : 5339 Cedeao TO.

BRITISH TELCONSULT

55, Old Broad Street London EC 2M IRX Angleterre, Télax : 887523.

Les dossiers d'appel d'offres, disponibles à partir du 7 février 1984, peuvent être obtenus moyennant paiement de 500 dollars E.U., par chèque bancaire à l'ordre du Fonds de la Cedeao.

Les soumissions devront être envoyées en anglais et en français au Fonds de la Cedeao, B.P. 2704, Lomé, Togo, et devront y parvenir au plus tard le 4 juin 1984 à 11 heures locales ou déposées au siège du Fonds de la Cedeao à Lomé.

L'ouverture des offres se fera en séance publique le 5 juin 1984, au siège du Fonds de la Cedeao, Lomé, Togo.

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en décembre : + 0,3 %

	des 12 derniers mois (déc. 82/ déc. 83)	des 6 derniers mois (déc. 82/ juin 83)	des 3 derniers mois (déc. 82/ sept. 83)	du dernier mois (déc. 83/ nov. 83)
ENSEMBLE	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,3
ALIMENTATION	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Produits à base de céréales	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Viandes de boucherie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Poissons et charcuterie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Volailles, légumes, produits à base de viande	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Produits de la pêche	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Lait, fromages	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Œufs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Boissons alcoolisées	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Boissons non alcoolisées	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Habillement et textiles	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Vêtements de femme	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Autres vêtements et accessoires	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Articles de toilette et de soins	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Autres articles textiles	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Autres produits manufacturés	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Mobilier et tapis	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Autres articles d'équipement du ménage	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Services de ménage, produits détergents et produits d'entretien	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Articles de toilette et de soins	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Viandes de boucherie	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Papeterie, librairie, journaux	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Pharmacie, optique, électro-acoustique	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Autres articles de loisir	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Télévisés et produits associés	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Services	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Services relatifs au logement	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Loisirs	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Sous-services, soins de l'habillement	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Services de santé	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Transport public	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Services d'entretien de véhicules	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Services de réparation	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Éducation, culture, restaurants, cinémas	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Autres services	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2

L'indice de l'INSER, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 143,5 en décembre, contre 143 en novembre. En rythme annuel, sur les trois derniers mois (octobre, novembre, décembre), la hausse des prix a été de 6,5 %.

(1) Le poste « sous-services, soins de l'habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, de manucure, de pédicure, de teinture, de défrisage, de soins de la peau, etc.

(2) Réparations automobiles, peinture, entretien des pneus, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi universitaire), spectacles, voyages, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-ménagers, tirage des films, redonneuse O.R.T.F., etc.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Occidental Petroleum signe un accord de coopération avec la Yougoslavie. La compagnie américaine Occidental Petroleum a conclu avec la Yougoslavie un accord de principe pour un échange de biens de 800 millions de dollars par an au total pendant dix ans. Cet accord, qui pourrait, dans sa forme définitive, entrer en application au second semestre 1984, prévoit la fourniture par Occidental d'environ 400 millions de dollars par an de pétrole, de charbon, de phosphates et de cuir. En contrepartie, deux sociétés yougoslaves livreront chaque année à Occidental un montant équivalent de produits yougoslaves. En 1974, Occidental avait conclu avec l'URSS un accord de même nature portant sur la livraison de superphosphates en échange de potasse pendant vingt ans.

ELF ferme une raffinerie en Allemagne fédérale. Le groupe ELF-Aquitaine a annoncé, le 6 février, qu'il avait décidé l'arrêt définitif de la production de la raffinerie de Spire, exploitée par sa filiale ouest-allemande, à compter du mois d'avril 1984. « première étape vers une fermeture définitive de la raffinerie ». Cette unité, située près de Mannheim, emploie deux cent soixante personnes et a une capacité de traitement de 5 millions de tonnes par an.

Étranger

ARGENTINE

Hausse des prix de 12,5 % en janvier. Le coût de la vie argentin a augmenté de 12,5 % en janvier, ce qui a porté à 417,7 % la hausse des prix à la consommation au cours des douze derniers mois écoulés. Les prix avaient augmenté de 16,8 % en janvier 1983 et de 17,7 % en décembre dernier. La hausse de janvier 1984 est légèrement supérieure aux prévisions des responsables économiques argentins, qui l'avaient estimée à 12 %. (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-IL	5,4710	5,4750	+ 160	+ 150	+ 330	+ 370	+ 590	+ 1100
Sum.	6,7960	6,8015	+ 115	+ 160	+ 250	+ 365	+ 585	+ 910
Yen (100)	3,6240	3,6275	+ 365	+ 390	+ 340	+ 370	+ 3070	+ 1130
DM	3,6660	3,6681	+ 135	+ 170	+ 320	+ 345	+ 595	+ 1005
FR	2,7160	2,7190	+ 130	+ 180	+ 270	+ 380	+ 590	+ 890
FR (100)	14,90	14,90	+ 140	+ 180	+ 270	+ 380	+ 590	+ 890
ES	3,8900	3,91	+ 270	+ 380	+ 570	+ 680	+ 1030	+ 1700
L (1000)	4,9850	4,9905	+ 210	+ 270	+ 430	+ 580	+ 1215	+ 1105
E	11,9985	12,0025	+ 235	+ 330	+ 545	+ 645	+ 1725	+ 1920

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-IL	DM	FR	ES	L (1000)	E
1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
1	10	10	10	10	10	10
1 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
2	11	11	11	11	11	11
3	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
4	12	12	12	12	12	12
6	13	13	13	13	13	13
12	14	14	14	14	14	14

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N° 4 : 20 FF chez votre marchand de journaux.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement

COURS LE FÉAL

357 25 00

30, rue des Dames Paris 17^{ème}

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS - PROBLÈME N° 3641

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORizontalement

I. Au-dessous de tout soupçon. - II. Désigner les responsables. Directeur de zoo. - III. Une star dans le Far-West. Point de départ. - IV. Doctrine de Lao-tseu. Qui a gagné un siège. - V. Se transformer en été avec le temps. Copulative. - VI. Il y règne un silence de mort. - VII. Esprit gaulois. - VIII. Décor dans un roman de Dumas. Quand il tombe, c'est souvent sur un os. - IX. Prête surtout son concours dans le prêt-à-porter. - X. Epinace. Ancien empire noir. - XI. Personnages présents en tous lieux. On attend souvent sa déviance pour prendre le large.

VERTICALEMENT

I. Une personne qui ne cache plus son âge. - II. Philosophie de l'immobilisme. Négation. - III. Activité reine à Reno. Compagnon indésirable avec lequel on ne peut que se rassurer. - IV. Voyager. Grémements pour marins d'eau douce. - V. Aurait pu se vanter d'avoir déniché l'oiseau rare. Ce qu'on passe en allant trop loin. - VI. Peut protéger le nez contre l'infection. - VII. Préposition. Grand pourvoyeur de la Résistance. S'étend dans une gare. - VIII. Entendu au agent de bonne entente. Sont très attachés à leur charge. - IX. La fleur de nos méditations. - X. - XI. Roue. Tort.

Solutions du problème n° 3640

Horizontalement

I. Détective. - II. Élitistes. - III. Ger. Laon. - IV. Uvée. Ruth. - V. Set. RA. - VI. Tu. Vénél. - VII. Aspirés. - VIII. Terni. - IX. Testa. - X. Usages. In. - XI. Roue. Tort.

VERTICALEMENT

I. Dégustateur. - II. Eleveuse. - III. Ger. Laon. - IV. Uvée. Ruth. - V. Set. RA. - VI. Tu. Vénél. - VII. Aspirés. - VIII. Terni. - IX. Testa. - X. Usages. In. - XI. Roue. Tort.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

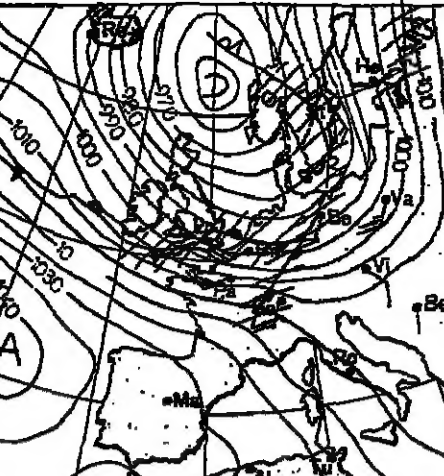
Sont publiés au Journal officiel des lundi 6 et mardi 7 février 1984 :

DES ARRÊTÉS

● Accordant la garantie de l'Etat à un emprunt de la Caisse centrale de coopération économique et à deux emprunts du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07.02.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8.02.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 7 février à 0 heure et le mercredi 8 février à 24 heures.

La France restera sous l'influence des vents d'ouest à nord-ouest humides. De l'air doux océanique continuera d'envahir le pays.

Mercredi : temps maussade et pluvieux en toutes régions. De la Bretagne à la Vendée, aux Charentes, à l'Aquitaine, à la région toulousaine et aux Pyrénées, ciel chargé toute la journée, pluie durable.

Sur toutes les autres régions le ciel sera un peu plus variable, mais les averses seront fréquentes et les éclaircies de courte durée.

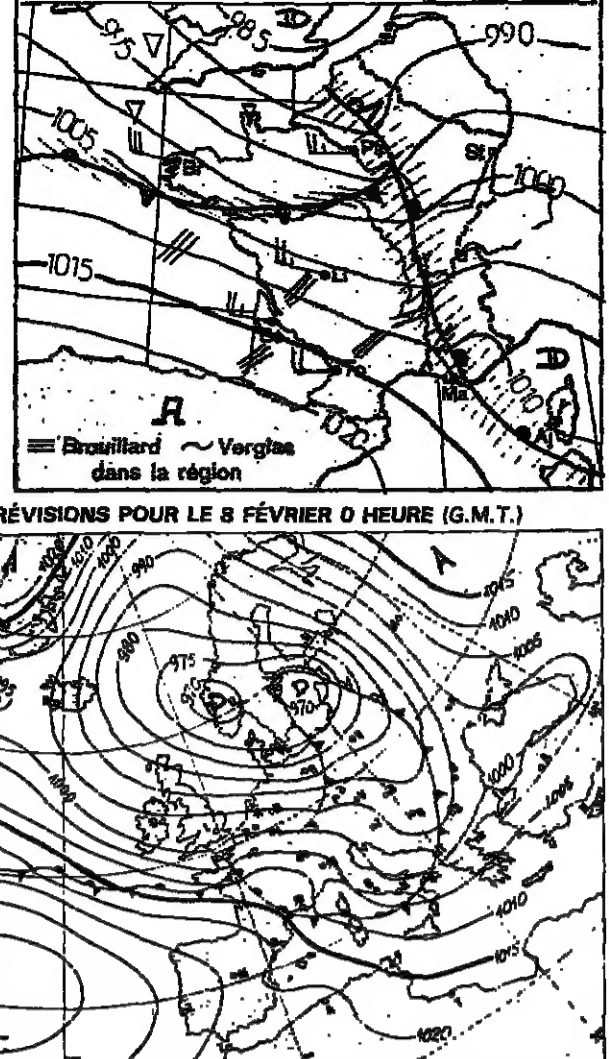
En toutes régions, le vent d'ouest soufflera fort, dans la vallée du Rhône, le mistral soufflera à plus de 60 kmh.

Le matin, il fera 3 à 5 degrés sur la moitié nord-est, 7 à 9 degrés près de l'Atlantique et de la Méditerranée. Au cours de la journée, les températures s'élèveront jusqu'à 6 à 8 degrés dans le Nord et le Nord-Est, 9 à 11 degrés dans l'Ouest, 10 à 12 degrés dans le Sud-Ouest, 13 à 15 degrés en bordure de la Méditerranée.

En fin de semaine, par suite d'une hausse de pression sur l'Europe occidentale, le courant perturbé qui circulait sur la France en début de période sera repoussé à des latitudes plus septentrionales, et des conditions anticycloniques s'établiront sur notre pays en fin de semaine.

Jeudi, une zone de pluie achevant de traverser la moitié nord de la France atteindra le soir les Vosges et les Alpes où il se fera en abondance, elle sera suivie d'un temps plus variable avec quelques éclaircies, elle s'accompagnera de vents assez forts d'ouest plus nord-ouest. Le temps restera doux et nauséux avec de petites pluies ou bruines en Aquitaine, mais les éclaircies resteront prédominantes du sud des Alpes à la Corse. Les températures, s'échelonnant de 3 à 6 degrés le matin, s'élèveront jusqu'à 8 à 10 degrés dans la moitié nord, 12 à 15 degrés dans la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger :

Alger, 16 et 5 degrés ; Amsterdam, 8 et 1 ; Athènes, 13 et 7 ; Berlin, 5 et 1 ; Bonn, 10 et 4 ; Bruxelles, 10 et 5 ; Le Caire, 12 ; Les Canaries, 21 et 16 ; Coppenhague, 3 et 0 ; Dakar, 24 et 18 ; Djibouti, 15 et 11 ; Genève, 4 et 4 ; Jérusalem, 19 et 8 ; Lisbonne, 17 et 8 ; Londres, 11 et 6 ; Luxembourg, 7 et 5 ; Madrid, 15 et 2 ; Moscou, -8 et -14 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 5 et 1 ; Palma-de-Majorque, 16 et 3 ; Rome, 15 et 2 ; Stockholm, 2 et -1 ; Téhéran, 17 et 9 ; Tunis, 16 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES - JEUDI 9 FÉVRIER

« Vaux », 10 h 30, vestibule du Musée des monuments français, Palais de Chaillot, M^{me} Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Evocation du Paris du Moyen Âge à la crypte archéologique », 14 h 30, métro Cité, M^{me} Auzan (Caisse nationale des monuments historiques).

« Raphaël », 17 h 30, Grand-Palais, M^{me} Brossais (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Prince en terre d'Islam », 14 h, Palais de Tokyo, M. Marquand (Les Amis de l'histoire).

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les jardins du village de Saint-Germain-des-Près, l'abbaye, ses caves », 14 h 30, 2, rue Mabillon, M. Tournier (Le Vieux Paris).

« Hôtels de l'Île-Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Incinération d'Ivry », 14 h 45, 43, rue Bruneseau, Paris 13^e (L'Art pour tous).

« L'hôtel de Launay », 15 h, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« La chapelle dite expiatoire », 15 h, 36, rue Pasquier, M. Garcia (Paris et son histoire).

« La civilisation chinoise », 18 h 30, salle de la Sothe, 80, rue Talbot, M. A. Jacob (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

15 h, Musée des monuments français, M. Marcel Boule : « Monstres du Moyen Âge ».

15 h, 9 bis, av. d'Iéna, salle des ingénieurs des Arts et Métiers, M. J.-C. Stevens : « L'Inde, le Népal et Ceylan », et, à 18 h, « Le Maroc » (projections).

18 h, Institut historique allemand, 9, rue Maspéro, Paris 16^e, M. Zoth : « Répertoire des palais royaux allemands du Moyen Âge ».

18 h, Cercle de l'Union interalliée, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e, M. G. de Diesbach et M^{me} P. Rosset : « Madame de Staël ».

18 h 15, Centre de recherches de l'université de Paris 1, 9, rue Mahler, Paris 4^e, M. G. Le Beguec : « Robert de Jouvenet ».

18 h 30, Maison de l'Europe de Paris, 35, rue des Francs-Bourgeois, Paris 4^e, MM. G. Fuchs et F. Luchaire : « Les enjeux de Lomé III ».

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, en salle d'actualité : « Le corps en danger ».

18 h 30, Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet, Paris 7^e : « Ixatguéotzin et Scoria ».

19 h, Arcus, 62, rue Madame, Paris 6^e : « Histoire des villes de Pamphylie ».

20 h 30, Centre Varenne, 18, rue de Varenne, Paris 7^e, Mgr G. Vernade : « Le conflit libanais et le devenir chrétien au Moyen-Orient ».

"J'ai refait le plein chez les bons Samaritains."

ISRAËL : LE PAYS A VOYAGER DANS LE TEMPS.

ISRAËL EN SÉJOUR GRANDE VILLE	1 A.R. Paris/Tel Aviv, 7 nuits d'hôtel avec petits déjeuners, voiture en sus : à partir de 2.850 F. Lc. 712
ISRAËL EN ROUE LIBRE	1 A.R. Paris/Tel Aviv, 7 bons d'hôtel-kibboutz avec petits déjeuners + voiture, kilomètres illimités (base 4 personnes) : à partir de 4.050 F. Lc. 583

Suppléments aériens à certaines dates. Départs Paris - Lyon - Marseille - Nice.

Renseignements : Agences de voyages au ONIT, 14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. : 261.01.97.

Office National Israélien de Tourisme

AIR FRANCE **EL AL**

EMPRUNT CHARBONNAGES DE FRANCE

TAUX
D'INTERET ANNUEL
13,70%

Obligations
de 5.000 Francs
émises
à 4877 Francs
remboursables
au pair
le 20 février 1984

FONDS DE RACHATS
Chaque année l'émetteur,
selon les conditions
du marché,
pourra racheter 10%
des titres restant
en circulation

TAUX
DE RENDEMENT
ACTUEL BRUT

13,79%

BAL 04221-14002 du 17 au 31 JAN



GROUPE Cdf

Une note d'information peut être obtenue sans frais auprès des établissements chargés du placement ou du siège social, 9, avenue Parcier - 75008 Paris.

Sicav
Information

Banque Populaire

1780 guichets à votre service

Situation au 30.12.1983				Répartition de l'actif (en %)			
	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative de l'action (en francs)	Dernier dividende mis en paiement (en francs)	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres emplois	Liquidités
Sicav actions							
Valeurs françaises :							
FRUCTIFRANCE	1327,15	415,91	27,78 (1983)	57,23	1,73	-	11,04
Valeurs internationales :							
PLANINTER	347,35	569,69	25,56 (1983)	49,40	46,55	-	4,05
Valeurs diversifiées :							
VALOREM	342,21	381,25	13,25 (1983)	51,75	47,23	-	1,22
FRUCTIVALOR	352,61	355,15	16,04 (1983)	48,13	46,17	-	5,70
Sicav obligations							
Obligations françaises et étrangères :							
FRUCTIDOR	249,34	225,38	16,37 (1983)	63,27	34,64	-	1,89
Obligations françaises :							
SICASDEN (Cassien BP)	84,02	823,09	56,57 (1983)	74,02	17,59	-	8,39
Sicav court terme							
FRUCTIVAR	2084,35	59250,22	-	88,64	-	7,87	2,89
VALORG (Cassien BP)	312,70	10931,44	-	70,30	-	17,41	12,29

(Publicité)
YEMEN ARAB REPUBLIC
AND PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF YEMEN
Yemeni Joint Project for Natural Resources

Invitation to tender

Qualified firms are invited to tender for a phase I programme to be completed not later than December 1985. Part A of the tender comprises satellite mapping of Yemen (approximately 537,000 km sq) leading to the production of unified topographic, geologic, hydrogeologic/hydrologic, structural/tectonic and volcanic/seismicity risk maps. Part B of the tender comprises airborne geophysical surveys totalling approximately 110,540 line kilometres. The work will be undertaken for the Yemeni Joint Directorate for Natural Resources with funds provided mainly by the Arab Fund for Economic and Social Development and with technical assistance provided by UNDP/DTCD.

Tender documents may be obtained from the Yemeni Joint Directorate in Sana'a, Yemen Arab Republic as from 15 February 1984 - against a non-refundable payment of 200 US dollars or its equivalent. Tenders will close at an opening ceremony in Sana'a at 12 noon on 19 April 1984. This closing date will not be affected by late collection of tender documents. All communication should be addressed to:

The Director-General,
Yemeni Joint Directorate for Natural Resources,
PO Box 297, Sana'a, Yemen Arab Republic
Telephone: 202314, Sana'a - Tlx 2257 YOMIN YE

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 3 JANVIER 1984

La situation au 3 janvier 1984 s'établit à 658 689 millions contre 641 248 millions au 30 novembre 1983.

An passif, les comptes d'Institutions d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 31 481 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 249 654 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 230 538 millions de francs.

À l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 225 475 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 237 632 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 31 264 millions de francs.

Europartnaires: Comenzbank, Banco Hispano Americano, Banco di Roma

ALSTHOM ATLANTIQUE

LETTERE DU PRÉSIDENT J.P. DESGEORGES AUX ACTIONNAIRES

Madame, Monsieur,

Il m'est apparu opportun, à l'orée de cette nouvelle année qui s'ouvre difficile pour l'économie de notre pays, de m'adresser à vous, afin de faire le point de la situation de votre société.

En effet, après l'année 1982 qui se révèle exceptionnelle par ses prises de commandes, nous voici maintenant atteints à notre tour par la crise économique, qui sévit en France comme en la plupart des pays du monde, et qui s'est traduite en 1983 par un volume de commandes nettement moins élevé, cependant que notre chiffre d'affaires a atteint 21,6 milliards de F.

Devant ces constatations, il m'apparaît nécessaire de vous informer clairement sur les moyens mis en œuvre pour surmonter ces difficultés et assurer le développement de votre Entreprise pour l'avenir.

Division Constructions Navales

Ce secteur d'activité, un des plus touchés, est en mesure, grâce à nos efforts passés et présents, de franchir cette mauvaise passe si la confiance des Pouvoirs Publics ne lui est pas refusée.

Nous disposons, en effet, avec nos Chantiers de Saint-Nazaire, d'un outil moderne et d'une technologie de réparation mondiale qui, associés à une organisation et une force commerciale aussi puissantes qu'imaginatives, nous permettent de prendre des commandes malgré des conditions de concurrence sévères, en ayant la conviction que l'aide que nous demandons à l'État est tout à fait comparable à celle dont bénéficient, sous diverses formes, nos concurrents.

Il est par ailleurs incontestable qu'avec notre filiale Chantiers Dubigeon, nous pouvons maintenant nous situer sérieusement au marché des navires militaires, notamment des sous-marins. C'est un atout non négligeable dont nous entendons bien nous servir, en nous appuyant sur les engagements des Pouvoirs Publics pris à l'occasion de l'entrée des Chantiers Dubigeon dans notre Groupe.

À l'heure actuelle, les projets qui sont dans une phase de négociation avancée devraient, après une période d'attente, nous permettre de retrouver, après une période difficile, une activité satisfaisante pour nos Chantiers jusqu'à mi 1985 et ce, dans des conditions économiques acceptables.

Il est clair que, grâce à notre maîtrise technique, à notre situation actuelle relativement privilégiée ainsi qu'à notre détermination à trouver des solutions aux problèmes commerciaux que nous nous posons, nous pourrions, dans l'avenir, nos Chantiers doivent incontestablement rester les leaders français de ce domaine.

Division Electromécanique (Turbines, Alternateurs, Turbines à gaz) et Division des Centrales

Le secteur des turbo-alternateurs est évidemment affecté par la baisse du programme nucléaire français, qui fait suite aux orientations prises par les Pouvoirs Publics à la fin du premier semestre de l'année dernière : à dire vrai, cette réduction était prévisible bien avant la date officielle de la décision, et nous nous y étions déjà préparés, notamment au plan social, pratiquant une politique d'embauche très prudente, et au plan commercial en accroissant nos efforts de prospection à l'exportation.

Ces efforts, face à un marché très médiocre pour les centrales énergétiques, ont porté leurs fruits dans le domaine des turbines à gaz et tout particulièrement dans les cycles mixtes.

Cela étant, nous n'avons pas ralenti notre effort technique et nous avons en la plume de voir EDF décider le lancement de la Centrale de Choze équipée du nouveau groupe de 1 500 MW Arabelle qui consécra notre avance technologique dans ce domaine. Par ailleurs, nous venons de obtenir une licence complète de turbine à vapeur pour la Centrale de la Société Technologique Sioda, ainsi qu'une licence de grands alternateurs à la Société brésilienne Villares. Ces succès confirment la grande qualité de nos équipes et notre position incontestée parmi les leaders mondiaux de ce secteur.

Enfin, la situation de nos filiales du secteur Énergie, Delas-Weir et Stein Industrie, reste dans l'ensemble très satisfaisante.

Division transports

À un plan national, outre la SNCF et la RATP ont également réduit leurs programmes mais, grâce à l'effort consenti par les Pouvoirs Publics, cette réduction - pour brève qu'elle soit - affectera peu l'activité de notre Division au cours de cette année.

La décision positive de réaliser le TGV Atlantique nous conforte à long terme : ses effets sur le plan de charge se feront sentir à partir de 1986.

Dans ce domaine également, et pour compenser la chute du marché métropolitain, une amplification de l'action commerciale à l'exportation a été entreprise, qui s'est heureusement traduite par la prise de commandes, en quelques mois seulement, d'une cinquantaine de locomotives (Birmanie, Thaïlande, Congo, Gabon, Jamaïque) et qui permet de maintenir notre position de premier exportateur européen de matériels ferroviaires.

De plus, en reprenant, à travers CEM, la CIMT et TCO au début de 1983, nous nous sommes renforcés et dotés de capacités d'innovation supplémentaires en ouvrant la voie à des rationalisations fécondes. C'est d'ailleurs pour cette même raison que nous avons récemment décidé de reprendre la participation de Matra dans la CIMT.

Division Mécanique

La Division Mécanique, grâce à la diversité de ses produits, est peu touchée par la crise. Conçue à l'origine comme une pépinière d'activités nouvelles, la Division a réussi à développer des lignes de produits à partir de procédés qui lui appartiennent en propre.

C'est le cas notamment dans le domaine des économies d'énergie (compression de vapeur), agro-alimentaire, offshore et turboforage où de brillants succès sont enregistrés, sans oublier, bien sûr, l'activité Diesel qui reste soutenue par les centrales terrestres et surtout la marine militaire.

Division Électrique

Dans le domaine des matériels électriques, la reprise de la CEM se traduit par un renforcement important de nos positions en appareillage et transformateurs. Les mesures de rationalisation, qui se rapprochent de l'objectif, sont engagées de façon favorable. Notre place parmi les tout premiers constructeurs mondiaux en appareillage haute tension se confirme, et la commande des transformateurs, pour la liaison à courant continu Franco-Angleterre, nous donne une référence de premier plan dans ce domaine d'avenir.

Ce panorama vous montre la solidité des positions de votre Société sur ses différents marchés.

Nous avons des hommes, des équipes soudées, une bonne image de marque, une situation financière saine et une grande aisance de trésorerie qui garantiront notre avenir.

Nous veillons à adapter nos capacités de production à la charge effective, et à poursuivre le redressement de l'appareil du petit nombre de secteurs déficitaires qui subsistent encore. Plus que jamais, nous continuons à nous attacher à une gestion très rigoureuse, sans sacrifier nos programmes de Recherche et Développement.

Dans ce sens, la reprise de la CEM, outre les renforcements industriels déjà mentionnés, s'est accompagnée de mesures rigoureuses d'allègement de frais de structure, ce qui a permis de réduire très sensiblement les pertes et laisse présager un retour à l'équilibre dès 1984.

Nous accentuons nos efforts d'implantation à l'étranger, notamment aux États-Unis et en Asie, régions qui nous paraissent encore susceptibles de dégager une forte croissance. En particulier, l'activité de la filiale créée aux États-Unis pour la promotion du TGV va se développer au cours des prochaines années, en vue d'obtenir une réalisation concrète sur des lignes rapides.

Surtout, nous restons résolument tournés vers l'avenir par une action permanente de perfectionnement de notre gamme d'activités afin de pérenniser des créneaux porteurs, encore plus prometteurs que ceux de nos activités principales. Aussi, avons-nous décidé de prendre pied de façon significative dans les secteurs de la robotique et des matériaux composites. À cette fin, nous venons de créer une nouvelle Division, qui regroupera pour ces deux domaines les activités très importantes en provenance de CEM avec celles que votre Société exploitait déjà.

Enfin, nous venons de décider la création à Belfort d'un Département Electro-technique Avancé, qui a pour mission de donner le plus large développement industriel aux résultats prometteurs de nos recherches antérieures sur la cryoelectronique.

Pour continuer à aller de l'avant avec dynamisme, nous disposons heureusement d'un volume de facturations en croissance à un niveau de rentabilité satisfaisant, ce qui est très important et représente environ 3 fois le chiffre d'affaires de 1984, ce qui nous permet de regarder l'avenir avec sérénité.

Les résultats consolidés de l'exercice écoulé, malgré la reprise de la CEM et de l'activité Construction Navale de Dubigeon, seront du même ordre de grandeur que ceux de 1982. Quant au résultat propre de votre Société, il se complètera, par rapport à celui de 1982, l'augmentation du chiffre d'affaires, de sorte que le maintien du dividende est assuré.

En conclusion, sans vous cacher que la période à venir va devoir être abordée avec beaucoup de prudence et de fermeté, je reste plus que jamais convaincu que nous disposons, avec le dévouement des hommes, l'avance technologique, la solidité financière et un niveau de trésorerie maintenu, des atouts suffisants pour dépasser la crise et poursuivre notre progression.

J.-P. DESGEORGES

CMM
(COMPAGNIE
METALLURGIQUE & MINIERE)

Le chiffre d'affaires, y compris produits accessoires et produits financiers, de la Société Mère (CMM) s'élève pour 1983 à 61,5 millions de francs contre 47,9 millions de francs en 1982. La progression constatée s'explique, notamment, par la prise en compte à partir du 1^{er} juillet 1983 de l'activité de la filiale SIDEMETAL absorbée à cette date.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 118 millions de francs environ contre 98,5 millions de francs en 1982, soit une progression de 20 %.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE - Obligations 15,20 % janvier 1983

Les intérêts courus du 14 février 1983 au 13 février 1984 sur les obligations GAZ de France 15,20 % janvier 1983 sont payables, à partir du 14 février 1984, à raison de 684 francs par titre de 5 000 francs nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source dont le montant s'élève à 76 francs (montant global : 760 francs).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 113,95 francs, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances

SILIC

Lors du conseil d'administration qui s'est tenu le 3 février 1984 M. Louis Moreau a été nommé président-directeur général de la SILIC, en remplacement de M. Jean Lormecou.

Pour le renouvellement des mandats, services rendus à la société, le conseil a nommé M. Jean Lormecou, président d'honneur de la SILIC.

M. Louis Moreau était, jusqu'au 31 décembre 1983, directeur général de la Caisse centrale des mutuelles agricoles, principal actionnaire de la société. La C.C.M.A. détenait, lors de l'assemblée ordinaire du 22 juin 1983, 40,3 % du capital de la SILIC.

UNITED
TECHNOLOGIES

Résultats pour 1983

Le chiffre d'affaires totalisé \$ 14,7 milliards contre \$ 13,6 milliards pour 1982.

Les ventes au gouvernement américain sont en hausse de 7 %, ayant atteint \$ 4,8 milliards contre \$ 4,5 milliards pour 1982.

Les ventes au secteur privé ont progressé de 9 %, totalisant \$ 9,8 milliards, contre \$ 9,5 milliards.

Le bénéfice net ressort à \$ 309,2 millions contre \$ 426,9 millions pour 1982, hors gains exceptionnels de \$ 107 millions.

Le bénéfice dilué par action est de \$ 7,48 contre \$ 6,41 (non compris \$ 2,01 de profit exceptionnel) pour 1982.

Le carnet de commandes au 30 décembre 1983 totalise \$ 12,1 milliards contre \$ 11,7 milliards au 30/12/1982.

Vos annonces dans
Emplois Cadres
Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Régie-Presses
85 bis, rue Réaumur,
75002 Paris.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. ÉCONOMIE : « Le dollar, coupable ou victime », par Angelo Angelopoulos ;
- LU : les Frères Persaire, de Jean Aurin.
- ÉTRANGER**
3. AMÉRIQUES
- HONDURAS : renforcement de la présence militaire américaine.
3. AFRIQUE
- 4-5. PROCHE-ORIENT
- La reprise des affrontements à Beyrouth et la crise politique.
6. DIPLOMATIE
- Le voyage de M. Mitterrand aux Pays-Bas.
6. ASIE
- POLITIQUE**
7. La lettre de M. Chirac au chef de l'État.
- Le débat sur la presse à l'Assemblée nationale.
8. Les restructurations industrielles.
9. L'opposition veut organiser une grande manifestation de rue pour la défense des libertés.
- SOCIÉTÉ**
10. La centrale atomique de Three Mile Island pourrait reprendre ses activités.
- La Chine accepterait des déchets nucléaires.
11. FAITS DIVERS : nouvelle législation italienne contre les enlèvements et le trafic des stupéfiants.
12. JUSTICE : le procès d'un espion du KGB.
14. CHRONOLOGIE : janvier 1984 dans le monde.
29. SPORTS : les Jeux olympiques et l'argent.
- CULTURE**
15. CINÉMA : Tricheurs, de Barbet Schroeder.
17. COMMUNICATION : M. Bourges évoque le renouvellement des programmes de TF-1.
18. TÉMOIGNAGE : Maurice Belfort, Bernard Champigneulle.
- SUPPLÉMENT**
- 19 à 25. La déclaration de vos revenus pour l'année 1983.
- ÉCONOMIE**
40. CEE : les travaux des ministres des Dts.
41. CONJONCTURE.
- RADIO-TÉLÉVISION (18)**
- INFORMATIONS**
- « SERVICES » (41) :
Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ;
Annonces classées (26 à 38) ;
Carnet (12) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 7 février 1984 a été tiré à 494 239 exemplaires

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

RIONEL

89, av. Paul Doumer - 16^e (La Mairie) 527.87.59

REUSE 24 h. en COMMANDAVANCE

OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 500 F

COSTUMES ET PARDESSUS MESURE

A partir de 1.550 F

3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES ET MANTEAUX
sur mesure

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opera
Téléphone : 742-70-51.

De lundi au samedi,
de 10 heures à 18 heures

La Réserve fédérale critique très vivement la politique budgétaire du président Reagan

« Ne compter pas sur les autorisations monétaires pour faciliter le financement d'un déficit budgétaire qui devient de plus en plus dangereux pour l'économie américaine, les taux d'intérêt et la balance commerciale. » Tel est, en substance, le message qu'a adressé la Réserve fédérale, banque centrale des États-Unis, au président Reagan en ce début d'année électorale. Dans son rapport au Congrès, remis lundi 6 février 1984 avant la déposition de son président, M. Paul Volcker, mardi 7 février, devant cette assemblée, la Réserve fédérale a laissé entendre que « la persistance d'importants déficits dans un contexte de raffermissement de la demande privée de capitaux tend à exercer des pressions sur les marchés nationaux du crédit, maintenant les taux d'intérêt à des niveaux supérieurs à ce qu'ils seraient autrement ».

La baisse des taux ne pourrait être acquise, selon la Réserve fédérale (Fed), qu'au prix de coupes budgétaires d'au moins 50 à 100 milliards de dollars : à ce sujet, la Fed estime que la réduction de 100 milliards de dollars sur les trois prochains exercices proposée par le président Reagan est insuffisante (inadequate). En cela, elle rejoint le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein, qui, lundi, devant le Congrès, a poursuivi sa polémique avec M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, en soulignant, à nouveau, les dangers que fait courir aux États-Unis le maintien d'un déficit budgétaire voisin de 200 milliards de dollars, et notamment celui d'étouffer la reprise économique.

Vendredi dernier, M. Regan, déposant devant la commission budgétaire du Sénat, s'était laissé aller à dire que le rapport au Congrès de M. Feldstein pouvait « être jeté au panier ».

La Fed estime également que les déficits croissants de la balance commerciale des États-Unis et ceux de la balance des paiements, dus en grande partie à la hausse du dollar et à la tension des taux qui y contribue, « ne peuvent pas être supportés indéfiniment ». Un beau jour, poursuit la Fed, les détenteurs de capitaux aux États-Unis, essentiellement en bons du Trésor, pourraient s'inquiéter, ce qui aurait « d'importantes implications sur les marchés du crédit et des changes ».

Faisant concorder ses opinions et sa politique, la Fed a maintenu ses objectifs de croissance de la masse monétaire, c'est-à-dire des disponibilités financières pour l'année 1984. Apparemment, ces objectifs sont fixés en légère baisse : une croissance annuelle de 4 % à 4,75 % contre 6 % à 9 % en 1983 pour la définition M1 (billets en circulation plus dépôts à vue et assimilés), 6 % à 9 %, contre 7 % à 10 % pour la définition M2 (M1 plus les dépôts à terme et assimilés) et 6 % à 9 %, contre 6,5 % à 9,5 % pour la définition M3 (M2 plus un ensemble d'autres ressources). Il est à noter que, pour la première fois, la Fed réintègre dans la définition M3 les eurodollars détenus au Canada, en Grande-

Scandale dans les milieux du football belge

Deux anciens internationaux sont écroulés

De notre correspondant

Bruxelles. — Le football belge connaît à son tour ce qui semble bien être un scandale de « caisse noire » comme celui qui touche en France le club de Saint-Etienne. A la fin de la semaine, Joseph (dit « Jef ») Jurion, l'un des étoiles du football belge dans les années 60, a été écroulé et inculpé de fraude fiscale, faux et usage de faux. Il s'agit d'une affaire appelée, semble-t-il, à s'étendre considérablement.

Joseph Jurion a joué un rôle de premier plan dans les transferts de footballeurs entre les clubs belges et aussi avec l'étranger. Chacun de ces transferts met en jeu des dizaines de millions de francs belges.

Deuxième phase de l'affaire : Edward (dit « Eddy ») Wauters, le président du plus ancien des clubs, le Royal Antwerp football club, vient lui aussi d'être écroulé et ne saura que dans les jours à venir si les autorités judiciaires consentent à le remettre provisoirement en liberté. En attendant, toute la comptabilité du club anversois a été saisie. La police et les inspecteurs du fisc s'intéressent avant tout à des trafics liés au transfert des joueurs.

Ainsi, le permis A1, accessible dès l'âge de seize ans, donnerait-il à ses possesseurs le droit de piloter des machines d'une cylindrée n'excédant pas 80 centimètres cube et dont la vitesse sera limitée par le constructeur à 75 kilomètres/heure. Pour l'instant, les candidats devront passer une épreuve de code et une épreuve de conduite.

Le permis A2, réservé aux candidats âgés de dix-huit ans minimum qui seront soumis eux aussi à deux épreuves (code et conduite), donnera accès à la conduite des machines de toutes cylindrées.

Une redéfinition complète des épreuves théoriques et surtout pratiques a été étudiée par les services de la Sécurité routière, qui ont, d'autre part, l'intention de mettre en œuvre plusieurs actions de sensibilisation auprès du public et des industriels, en vue de réduire le nombre des accidents impliquant des motocyclistes.

Enfin, on notera que l'entrée en vigueur des deux nouveaux permis ne remettra pas en cause les avantages acquis au cours des deux dernières années.

MOTOCYCLISTE :

LES NOUVEAUX PERMIS

Si la Communauté économique européenne a donné d'ici l'été prochain un statut à l'usage des deux roues, dont l'entrée en vigueur avait été initialement prévue pour le 1^{er} mars prochain (Le Monde daté 9-10 octobre 1983), devraient remplacer dès le 31 mars le système à trois permis mis en place en mars 1980.

Ainsi, le permis A1, accessible dès l'âge de seize ans, donnerait-il à ses possesseurs le droit de piloter des machines d'une cylindrée n'excédant pas 80 centimètres cube et dont la vitesse sera limitée par le constructeur à 75 kilomètres/heure. Pour l'instant, les candidats devront passer une épreuve de code et une épreuve de conduite.

Le permis A2, réservé aux candidats âgés de dix-huit ans minimum qui seront soumis eux aussi à deux épreuves (code et conduite), donnera accès à la conduite des machines de toutes cylindrées.

Une redéfinition complète des épreuves théoriques et surtout pratiques a été étudiée par les services de la Sécurité routière, qui ont, d'autre part, l'intention de mettre en œuvre plusieurs actions de sensibilisation auprès du public et des industriels, en vue de réduire le nombre des accidents impliquant des motocyclistes.

Enfin, on notera que l'entrée en vigueur des deux nouveaux permis ne remettra pas en cause les avantages acquis au cours des deux dernières années.



Alain-Eric GIORDAN apporte un outil de travail indispensable.

LES ECHOS

— L'art et la manière de conforter ses positions sur un marché déjà ouvert. Mieux que la théorie, l'expérience.

LE NOUVEAU ECONOMISTE

EXPORTER PLUS

ECONOMICA

49, rue Henriette - 75015
Tél. : 978-12-95

M. CLAUDE MANDIL POURRAIT PRENDRE LA PRÉSIDENCE DE L'IDI

M. Claude Mandil, directeur général de l'Institut de développement industriel depuis la mi-1983 pourrait être nommé président de cet organisme lors du conseil d'administration du 8 février. Il remplacerait donc M. Dominique de la Martinière, démissionnaire. Plusieurs dirigeants d'entreprises avaient été présentés — pour ce poste. Soit ils refusaient (M. François Dalle, président de L'Oréal, ou M. Georges Plescoff, ancien président de Suez), soit l'Élysée s'opposait à une nomination (M. Georges Chavennes, président de Leroy-Sommer). Devant la difficulté de trouver un industriel actif et âgé de moins de soixante ans, les pouvoirs publics s'étaient orientés depuis plusieurs semaines vers le choix d'un « parafonctionnaire ». Le ministre de la Recherche et de l'Industrie a proposé le nom de M. François Lagrange, maître des requêtes au Conseil d'État, chargé d'une mission sur la coopération industrielle en Europe, mais M. Claude Mandil, ingénieur en chef des mines, qui travaille à la Dats pour le désengagement de l'Institut dans Braud, premier constructeur français de machines à vendanger.

Le conseil d'administration pourrait aussi traiter de la cession par l'IDI de sa participation dans les éditions Robert Laffont et des négociations en cours entre l'IDI et l'Orchestre de Paris et à Radio-France. Seulement 45 % d'artistes français dans les théâtres lyriques de province, alors qu'en Grande-Bretagne le quota de non-Britanniques employés dans les établissements équivalents est fixé à 9 % ! Les opéras français ne désespèrent pas. Mais les pouvoirs français manquant aux hit-parades internationaux : l'art lyrique est en crise.

Irremédiable ? Le Monde de la musique a posé la question à des

Les grèves de la Comédie-Française

Les grèves de la Comédie-Française. La représentation d'« Art et d'essai » de Diderot, le 8 février à la Comédie-Française est annulée, en raison d'une reprise du mouvement de grève des machinistes en plus de celle du personnel d'accueil. La soirée d'hier a été maintenue, et ce sont les sociétaires membres du comité d'administration qui ont accueilli le public (lire page 15).

Un risque d'avalanche de neige ? persistera pendant les prochains jours, les Alpes du Nord, indique mardi le Centre d'études de la neige de Grenoble. 50 centimètres à 60 centimètres de neige sont tombés mardi matin vers 2 000 mètres.

Préservez votre dos fragile avec Pirella

de PIRELLA

Sommier articulé à lattes de bois sur ressorts à balancier à triple effet, avec matelas latex, recommandé pour les rhumatismes, soulagement de la colonne vertébrale.

DEMANDEZ CONSEIL À VOTRE MÉDECIN

Distributeur : **CAPELOU** 37, Avenue de la République - 75011 PARIS Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

Les sommaires de février

LE MONDE DIPLOMATIQUE : la politique agricole européenne en question

La deuxième partie de l'article de Claude Julien « Nouvelles chasses, vieilles sorcières » est complétée par une étude de Marie-France Tobet sur le rôle de la presse américaine au temps du maccarthysme et par une réflexion de Victor Navasky sur les formes actuelles de l'intolérance aux États-Unis. De son côté, Georges-Albert Auzan examine notamment le contenu des manuels scolaires à propos des problèmes de la guerre et de la paix, pendant que J.-F. Guillaud, D. Colard et J. Fontanel livrent les conclusions de leur enquête sur le mouvement de paix en France.

Après avoir décrit en décembre le déclin industriel de l'Europe, le Monde diplomatique ouvre ses colonnes à Gilles

LE MONDE DE L'ÉDUCATION : les pièges du lycée

Il n'est pas facile d'être lycéen. A l'entrée en seconde, c'est le choc. Chacun des professeurs : les élèves n'ont pas le niveau, « ils » ne comprennent rien, « ils » ne savent pas travailler. Pour vivre au mieux le rude moment du passage de la troisième à la seconde, le Monde de l'éducation décrit la fonctionnalité réelle de la seconde, précise le rôle des options et dresse un bilan réservé des nouvelles secondes « différenciées ».

En première scientifique, c'est la dictature des maths : la réécriture des manuels C et D, recherché par le ministère, s'avère impossible. De sorte que se retrouvent en terminale D les

DOSSIERS ET DOCUMENTS : la santé dans le tiers-monde

Plus de la moitié de la population mondiale ne dispose d'aucune forme permanente de soins : 90 % des femmes du tiers-monde accouchent sans aucun secours ; 450 millions d'êtres humains souffrent de la faim ; deux milliards d'hommes sont privés d'accès à l'eau potable. C'est sur ce constat terrible que s'ouvre ce numéro spécial des Dossiers et Documents du Monde, réalisé sous la responsabilité de Claire Briset, avec la collaboration de Michelle Jarnaud, professeur de sciences médico-sociales. Les dirigeants des pays du tiers-monde tentent

LE MONDE DE LA MUSIQUE : la crise du chant français

Mille trois cents artistes lyriques en France alors que la Grande-Bretagne en emploie cinq mille ! 75 % d'artistes étrangers à l'Orchestre de Paris et à Radio-France ! Seulement 45 % d'artistes français dans les théâtres lyriques de province, alors qu'en Grande-Bretagne le quota de non-Britanniques employés dans les établissements équivalents est fixé à 9 % ! Les opéras français ne désespèrent pas. Mais les pouvoirs français manquant aux hit-parades internationaux : l'art lyrique est en crise.

Irremédiable ? Le Monde de la musique a posé la question à des

LENTILLES DE CONTACT

Bausch & Lomb : Lentilles souples, ultra-minces.

Laboratoires OSIRIS

Bénéficiez de la technologie du 1^{er} fabricant mondial, et de l'expérience d'une équipe d'optométristes spécialement formés aux plus récents progrès. Nous pouvons vous garantir leur compétence et leur gentillesse. Vous aurez vos lentilles le jour même ; prendre rendez-vous.

Adaptation comprise, 696 F la paire.

PROMOTION jusqu'au 15 mars 1984 (sur présentation de ce bon).

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

PARIS 1^{er} - (Métro Châtelet ou Pont Neuf)
120 quai de la Mégisserie (1) 233.06.20

PARIS 5^e - 127 Bd St Michel (1) 326.27.97

PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

PARIS 9^e - 86 rue La Fayette (1) 246.31.97

ET BORDEAUX - LILLE - LYON - NICE